

# Le Monde

**Directeur : Jacques Fauvet**

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 100 m.  
Allemagne, 1 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique,  
12 fr.; Canada, \$ 0,65; Danemark, 3 kr.;  
Espagne, 25 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce,  
120 dr.; Iran, 45 ris.; Italie, 300 li.; Liban, 125 p.  
Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,  
1 fl.; Portugal, 12,50 esc.; Suède, 2,25 kr.;  
Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 r. din.

Tarif des abonnements aux 17

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS - CEDEX 19  
C.C.P. 6287-23 Paris  
Télex Paris n° 595672  
Tél. : 246-72-23

## UNE DÉCLARATION DE M. CEYRAC AU « MONDE »

## Les deux candidats ont cherché à gagner les faveurs des contribuables

De notre correspondant

Washington. — A l'exception d'un incident Appleman et de son collègue, très calme, il répliqua sèchement, à

**HENRI PIERRE**  
(Lire la suite page 2.)

## LA VRAIE SOUFRIÈRE EST EN GRANDE-TERRRE

## De notre envoyé spécial

**DOMINIQUE POUCHIN.**  
(Lire la suite page 11.)

## LES I.U.T., DE LA PROSPÉRITÉ A L'AUSTÉRITÉ

**Le secrétariat d'Etat a décidé au printemps**

[illegible]

(Lire la suite page 15.)

de « geler » une centaine de postes d'enseignants qui n'étaient pas occupés par des titulaires, et de retirer aux établissements les crédits de heures complémentaires d'enseignement qui leur étaient affectés. Les pratiques pédagogiques comme elles seraient dans les établissements seront cependant possibles en fonction des situations locales. Ces mesures répondent-elles aux problèmes posés aux I.U.T. ? Les responsables des I.U.T. estiment qu'elles risquent de « dévaloriser » l'enseignement. La « dérive » des instituts est en tout cas, pour l'essentiel, le résultat d'erreurs antérieures de l'administration.

## « SIRIUS » AU FESTIVAL D'AUTOMNE

# L'horloge astronomique de Stockholm

La Sainte-Chapelle est dans une obscurité totale. Les regards levés vers le ciel, on aperçoit la lumière faibie de Paris à travers les vitraux, avec la curieuse impression d'être aspiré par l'espace, comme dans un vaisseau spatial sur le départ. Mais soudain, les ténèbres se dissipent, les étoiles terrestres qu'on attend. Coudes froissés arrivent en orpailant et tombent comme des météorites. Un pinceau de lumière éveille les étoiles sur la voûte de la Sainte-Chapelle. Sur des estrades apparassent, devant l'autel, les deux chanteurs, un ténor (Carmel), puis, sur le côté droit, et léger costume médiéval, un trompettiste (Markus Stöckhausen), devant le portail une soprano (Annette Mariweather), et à gauche, en collier d'or scintillant et cage grenat, une chanteuse (Christiane Schwaninger). Ainsi commencent *Silva*, la dernière

L'œuvre, dédiée « aux pionniers sur la terre et dans l'espace », revêt l'aspect d'un mythe : « Pour les habitants de Sirius, la musique est la forme la plus élevée de toutes les vibrations ; elle est la discipline la plus développée et la plus parfaite. Chaque composition est liée aux rythmes des constellations, des saisons, aux moments de la journée, aux éléments, aux divers états des êtres vivants. »

**JACQUES LONCHAMPT.**

(Lire la suite page 26.)

**AUBIER**  
**MONTAIGNE**  
13 Quai Conti Paris 6<sup>e</sup>

**Deux textes essentiels  
pour comprendre  
le parcours de Mao**

# MAO

## De la pratique Shijian lun

**實踐論**  
Introduction et glossaire par  
Michèle Loi

"la démarche ascendante  
de l'abstrait au concret"  
Première édition bilingue  
d'un texte fondamental.

# DE MARX A LENINE ET MAO

par Henri Chambre

Map est-il marxiste?  
65 F

**COLL**  
650

# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

### Le duel Ford-Carter

(Suite de la première page.)

Le candidat démocrate est un orateur médiocre mais le président Ford n'a rien d'un Démocrate. Le grand atout de M. Carter reste son charme, ses yeux bleus perçants et un grand sourire.

Le débat n'apporta absolument rien de nouveau aux positions connues des deux hommes. Ils répétèrent ce qu'ils avaient dit maintes fois dans des discours antérieurs et, se lançant à la tête quelques statistiques, ils réaffirmèrent leurs philosophies politiques et économiques très différentes.

M. Ford avait estimé que la situation économique s'était améliorée et que le chômage serait résorbé par l'entreprise privée qu'il suffit de stimuler, et non par de coûteux programmes d'emplois publics. M. Carter accusa alors le président d'être « insensible à la tragédie humaine » qu'est le chômage, en rappelant que depuis son arrivée à la Maison Blanche le nombre des chômeurs avait augmenté de 50 %. Quant au chiffre record de l'emploi (quatre-vingt huit millions) cité par le président, M. Carter estima que l'attention a si gravement réduit le pouvoir d'achat des travailleurs que leurs femmes et leurs enfants sont obligés de travailler.

Le candidat démocrate veut une réforme fiscale, le système actuel favorisant les riches. M. Ford, lui, insiste toujours pour une réduction des dépenses fédérales qui permettra de diminuer les impôts de tous les contribuables. Tous les deux estiment cependant que le budget sera équilibré. Pour le président c'est le Congrès démocrate, dépensier, qui est responsable de la méfiance de l'opinion à l'égard de Washington.

Pour faire des économies M. Ford a dû très souvent faire usage du veto, mais en fait, Roosevelt et Truman, a-t-il affirmé, ont exercé le droit de veto encore plus souvent que lui.

M. Carter a répondu que des présidents républicains comme Eisenhower et M. Nixon avaient réussi à travailler avec un Congrès démocrate, mais que M. Ford, avec son gouvernement d'immobilisme, n'avait strictement rien réalisé.

Dans l'ensemble, les deux hommes se tirèrent bien d'affaire lorsqu'ils répondirent aux questions difficiles posées par des journalistes. Le président n'hésita pas à frapper au-dessous de la ceinture en citant certains propos de M. Carter sur la réforme fiscale, alors qu'il savait pertinemment que son concurrent les avait déjà démentis. M. Carter riposta un peu plus tard en soulignant que si M. Ford voulait le rendre responsable des fautes du Congrès démocrate, dont il n'avait jamais fait partie, alors il devait blâmer le président pour les fautes commises par l'administration Nixon à laquelle il avait appartenu.

A l'issue de ce premier débat qui, dans l'ensemble, reste plat, les deux camps se disent satisfaits et estiment que leurs objectifs ont été atteints. Les stratèges de la Maison Blanche considèrent que leur candidat a bien informé qu'il était le président, et non pas un simple intermédiaire assumant avec conscience et sagesse ses lourdes fonctions. Quant aux conseillers de M. Carter, ils estiment que leur champion a démontré au grand public qu'il était non seulement capable de tenir tête au président mais de réfuter son adversaire en citant des faits précis, et surtout d'exprimer ses opinions d'une manière nette et positive. On a beaucoup reproché à M. Carter d'être vague et de rester dans les généralités. Cette émission lui a permis de corriger l'impression de flottement, de rattrapper le terrain perdu au cours de ces derniers jours.

HENRI PIERRE.

### Il y a seize ans, MM. Kennedy et Nixon s'affrontaient au cours de quatre débats télévisés

Il y a seize ans, pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, deux candidats à la Maison Blanche s'affrontaient au cours de débats retransmis par les principales chaînes de télévision. Le 26 septembre 1960 à Chicago, le 7 octobre à Cleveland, le 13 octobre à Los Angeles et le 21 octobre à New-York, MM. Kennedy et Nixon montraient de façon éclatante l'importance politique prise par la télévision. A peu près à la même époque, le général de Gaulle se livrait, en France, à une démonstration identique.

La télévision est un genre — M. Nixon l'appartient à ses dépens — qui a ses règles propres. L'apparence du candidat, sa façon de croiser les jambes et de se tenir jouent un rôle au moins aussi grand que les idées qu'il défend. On a souvent répété que le refus de M. Nixon, lors du premier débat, de se laisser maquiller, ce qui lui donna un air un peu hagard, lui coûta finalement la présidence. Le fait est que le candidat républicain, qui venait d'être malade, parut mal à l'aise, nerveux, au cours de ce premier débat : son sourire mécanique et même sa transpiration, visible à l'écran, firent mauvais effet.

Mais quand on revoyait ces débats (la télévision américaine les a rediffusés récemment), on est surtout frappé, au-delà de ces questions un peu triviales de maquillage ou de coupe de cheveux, par l'extraordinaire différence de ton entre les deux hommes. M. Nixon, au cours du premier débat, s'adressait personnellement au sénateur Kennedy, essayant d'attirer son attention, affirmant à trois reprises, comme s'il voulait s'en convaincre lui-même, qu'ils étaient aussi « sincères » l'un que l'autre. Son adversaire, au contraire, l'ignorait superbement, s'adressant directement aux Américains, et, au-delà d'eux, au monde entier. Dépassant immédiatement dans sa déclaration liminaire le sujet retenu — les problèmes intérieurs — le sénateur Kennedy exalta le rôle mondial des Etats-Unis, la liberté, la nécessité du mouvement et du changement.

M. Nixon, en tant que vice-président sortant, ne pouvait qu'adopter une attitude défensive. Il rappela les réalisations accomplies pendant les huit années au pouvoir des républicains et du général Eisenhower. Mais les chiffres fournis par M. Nixon paraissaient de peu de poids devant le leitmotiv très oratoire du sénateur Kennedy : « I am not a politician. I am a statesman » (« Je ne suis pas un politicien, je suis un homme d'Etat ») ; et son affirmation péremptoire : « I think we can do better » (« Je crois que nous pouvons faire mieux »).

L'attitude très défensive, voire obéissante, de M. Nixon à l'égard du sénateur Kennedy disparut au cours des trois autres débats, et le vice-président sortant, de l'avis général, aménagea sa « prestation », mais la première confrontation entre les deux hommes resta dans les esprits.

En politique intérieure, le sénateur Kennedy se fit remarquer par son plaidoyer passionné pour une aide fédérale à l'éducation et aux personnes âgées. En politique étrangère, les deux hommes rivalisèrent d'anti-soviétisme, mais, tandis que M. Nixon décrivait en termes statiques — la compétition avec l'U.R.S.S., le sénateur Kennedy la présentait en termes dynamiques, comme un défi que les Etats-Unis se devaient de relever au cours des années à venir et que symbolisait Nikita Khrouchtchev, présent aux Nations unies, à New-York, au moment du premier débat.

Le style très différent des deux hommes apparaissait dans leurs conclusions respectives à la fin du quatrième débat télévisé. M. Nixon faisait appel, en bon disciple de Billy Graham, au sentiment religieux des Américains, « qui nous distinguent des matérialistes athées qui nous attaquent ». Kennedy, citant Franklin Roosevelt, affirmait que les Etats-Unis, « en 1960, 1961, 1962 et 1963, avaient un rendez-vous avec le destin ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

## Argentine

### LE PRÉSIDENT FORD SOUHAITERAIT QUE LA JUNTE RESPECTE LES DROITS DE L'HOMME

Buenos-Aires (A.F.P., A.P., Reuters). — Le président Gerald Ford souhaiterait que le gouvernement militaire argentin respecte mieux les droits de l'homme, a-t-on appris à Buenos-Aires de sources proches de l'ambassade des Etats-Unis. Cette question a été le thème central de l'entretien d'une heure qu'a eue, le 21 septembre, l'ambassadeur, M. Robert Hill, avec le président Jorge Videla.

L'ambassadeur américain aurait dit au chef de l'Etat que la junte militaire, mais que plusieurs parlementaires démocrates exercent des pressions sur les autorités de Washington pour qu'une action soit menée en ce qui concerne les atteintes aux droits de l'homme.

Près de quatre-vingt-dix personnes ont été victimes de la violence politique en Argentine depuis le début de ce mois, et plus de neuf cent cinquante — dont cinq cent vingt-trois guérilleros — depuis le commencement de 1976.

## Brésil

EN S'ATTAQUANT A UN EVÊQUE

### Le terrorisme de droite veut intimider la hiérarchie catholique

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Le terrorisme de droite s'est lancé dans une escalade au Brésil. Telle est la conclusion que l'on peut tirer d'un nouveau acte de violence commis à Rio-de-Janeiro, dans la nuit du 22 au 23 septembre, qui s'est baptisée Alliance anticommuniste brésilienne à l'honneur de l'A.A.A.A. argentine, et qui s'est intitulée, en d'autres occasions, le Bras clandestin de la répression.

La victime, cette fois, a été l'évêque de Nova-Iguacu, banlieue populaire de Rio-de-Janeiro, dom Adriano Hipólito. Enlevé, frappé pendant deux heures dans une voiture, l'évêque a été abandonné nu, en pleine nuit, au corps recouvert de mercurochrome. Ses assaillants ont dit qu'ils le punissaient parce qu'il appartenait au « groupe communiste » de l'épiscopat. Ils ont affirmé qu'un jour ils s'en prendraient à l'évêque de Volta-Redonda, ville industrielle proche de Rio.

Dom Adriano Hipólito exerce dans un des diocèses les plus difficiles du pays : Nova-Iguacu est, en effet, un endroit où la misère et le banditisme ont atteint un degré insoutenable. C'est également l'un des lieux d'élection de l'Escadron de la mort, qui a été, à Rio, un moment, que l'attention était une vengeance de l'Escadron, que l'évêque a vilipendé à de nombreuses reprises. Mais c'est loin d'être prouvé. La voiture de dom Adriano Hipólito a été, au cours de la même nuit, détruite par une bombe devant le siège de la Conférence nationale des évêques du Brésil (C.N.E.B.).

En guise d'aperçus, on dit que les terroristes par téléphone à la rédaction d'un journal.

On veut intimider l'Eglise en raison de ses prises de position sur la situation sociale du pays, a déclaré le secrétaire de la C.N.E.B., dom Geraldo Fernandes, évêque de Londrina. Dom Adriano Hipólito est, en effet, un prélat engagé dans une action sociale intense, comme dom Carlos de Vasconcelos, évêque de Curitiba. A plusieurs reprises, dans le bulletin de son diocèse, il a dénoncé la « marginalisation » de la population habitant Nova-Iguacu et ses environs.

Les réactions ont été nombreuses. « Triste pays que celui où le sort des citoyens est à la merci d'un petit groupe », a déclaré le cardinal Eugenio Sales, archevêque de Rio. « La peur est

répondue partout », a dit, de son côté, Mgr Geraldo Fernandes, les délégués de droit communs, les catéchistes à mains armées, sont nombreux, et la police ne trouve jamais personne.

Le vice-président de la C.N.E.B. a fait remarquer que l'alliance anticommuniste s'en était prise, jusqu'ici, à « ceux qui émettaient des opinions », c'est-à-dire l'Eglise, les journalistes, les avocats et les chercheurs sociaux. La vague de terrorisme a commencé, en effet, en août dernier avec deux bombes qui ont explosé, sans faire de victimes, aux sièges de l'association brésilienne de presse et de l'ordre des avocats, à Rio. Au début de septembre, un autre engin explosif a été placé dans les locaux du centre brésilien d'analyse et de planification (le B.A.P.), dont certains chercheurs ont été dans le passé arrêtés par les services de répression. Dans la nuit du 22 au 23 septembre, une bombe a aussi été jetée sur la maison de M. Roberto Marinho, directeur du groupe de presse O Globo.

Le 23 septembre, un journal et une chaîne de radio et de télévision, — dont l'anticommunisme est pourtant affirmé — ont été enrégimentés après ces attentats, dont les auteurs n'ont pas été retrouvés. Ce jeudi 23 septembre, le président de l'ordre des avocats, M. Carlo Mario da Silva Fereira, a déclaré ne pas avoir connaissance de « quelque projet qui se soit dans l'enquête » ouverte en août après les premières explosions. Seul le commandement de la 1<sup>re</sup> armée (Rio-de-Janeiro) a affirmé, jeudi, dans un communiqué, que l'armée combattait « tout acte extrémiste ».

Le bureau de Sao-Paulo du Mouvement démocratique brésilien (parti d'opposition) a demandé des explications au gouvernement que le président du Congrès, M. Magalhães Pinto, a incité à agir.

L'alliance anticommuniste s'est montrée aussi très agressive envers les lettres de menaces à des avocats et à des journalistes. L'une des personnes menacées, M. Rodolfo Konder, de la revue Visão, a dû quitter le pays. Cette organisation est vraisemblablement composée d'anciens éléments des services de répression mis à l'écart après certains remaniements militaires. A plusieurs reprises, l'alliance a menacé d'« agir » le jour où le gouvernement « fléchirait » dans sa lutte contre la « subversion ».

CHARLES VANHECKE.

## ONU

MALGRÉ L'OPPOSITION DE LA FRANCE

### La question de Mayotte est inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale

De notre correspondant

Nations unies. — Les premières discussions intercommunautaires ont été enregistrées, jeudi 23 septembre, au bureau de l'Assemblée générale des Nations unies, à propos de Mayotte et de Chypre. Le délégué de la France, M. Lecompt, s'opposait à ce que la question de Mayotte soit inscrite à l'ordre du jour. Il invoquait le fait qu'aucune clause de la charte de l'ONU n'autorise l'organisation internationale à intervenir dans les affaires intérieures d'un pays.

Il rappela que le peuple de Mayotte avait exprimé, par plusieurs référendums, son désir de rester français. L'Assemblée générale des Nations unies, dans ses affaires étrangères des Comores, M. Mouzawa, insista pour que la question soit débattue en réunion plénière, rappelant que la résolution par laquelle les Comores ont été admises aux Nations unies interdit qu'il soit porté atteinte à leur intégrité territoriale. La France, selon son continue d'occuper Mayotte en violation de la charte. M. Salim (Tanzanie) prit la parole pour s'étonner de ce que la France invoque la charte dans cette affaire, car d'après lui, la résolution de l'Assemblée générale indique clairement que Mayotte fait partie des Comores.

Les délégués de Guinée et de Libye s'abandonnèrent dans le même sens. Par dix-huit voix contre une et quatre abstentions (Etats-Unis, All. Image fédérale, Grande-Bretagne et Bolivie) la question fut inscrite à l'ordre du jour.

Toujours à la réunion du bureau de l'Assemblée, Grecs et Chypriotes s'opposèrent sur les Turcs. Les premiers souhaitaient que la question de Chypre soit discutée en séance plénière ; les Turcs estimaient, de leur côté, qu'elle ne devait être débattue qu'en commission de politique spéciale. Ils menacèrent même, au cas où ils n'auraient pas gain de cause, de ne pas participer au débat et de remettre en cause

LOUIS WIZNITZER.

# EUROPE

## Italie

### La rentrée politique se déroule sous le signe de l'ambiguïté

De notre correspondant

Rome. — Les Italiens ont droit cet automne à une étrange rentrée politique. Ils sentent que quelque chose a changé dans le jeu des partis mais ne parviennent pas à le définir et encore moins à l'interpréter. Les dirigeants eux-mêmes semblent être dans l'expectative : ils s'observent, lancent quelques prudents ballons d'essai et attendent surtout que les adversaires ou les partenaires dévoilent leurs batteries.

Au contraire, le gouvernement de M. Giulio Andreotti déborde d'activité. Chose jamais vue en Italie, il se réunit chaque mardi matin pour entendre un rapport du ministre des affaires étrangères et publier des décrets. Son programme de travail est connu plusieurs semaines à l'avance. On ne sait toutefois que penser de ce grand remue-ménage qui n'a guère de conséquence très concrète sur la vie des citoyens. Jusqu'à présent, le cabinet a donné l'impression d'enfoncer, avec beaucoup d'énergie, des portes ouvertes. Il sera véritablement mis à l'épreuve le mois prochain dès que se présenteront les premiers chiffres économiques et sociaux.

Les élections législatives du 20 juin étaient censées éclairer le débat politique. Elles l'ont rendu en fait un peu plus ambigu. Restée en tête avec 38,7 % des suffrages, la démocratie chrétienne n'a pas trouvé de partenaire pour gouverner avec elle : le cabinet est monocolore, a déclaré Andreotti repoussant l'attention des autres partis, non sur leur appui. Ayant, pour sa part, fortement progressé (34,4 %), le parti communiste ne s'est pas résolu à renouer l'opposition : il se maintient à mi-chemin du « oui » et du « non » annonçant un soutien critique au gouvernement.

Cette ambiguïté savamment entretenue donne à beaucoup de citoyens — y compris aux militants de base du parti — l'impression désagréable qu'on leur cache quelque chose : sinon des intentions, le moins des intentions qui n'ont pas encore s'exprimer.

« Le P.C.I. a toujours été resté et restera un parti communiste », a cru devoir préciser il y a quelques jours M. Enrico Berlinguer comme si cela n'allait pas de soi. Cette affirmation théorique suffira-t-elle à rassurer ceux qui déplorent un glissement accru vers la social-démocratie ? Chaque fois que se pose une question d'actualité au cours de ce mois de septembre (que ce soit l'avortement, la discipline militaire ou le concordat), le parti communiste a été un modèle de modération.

Qu'en sera-t-il lorsqu'il faudra discuter de l'échelle des salaires, du prix de l'essence et des tarifs publics ? A mesure qu'il grossit, le parti communiste des couches sociales diversifiées dont les intérêts sont parfois divergents, et même opposés. Peut-il satisfaire à la fois le manoeuvre et le petit patron, contenter les « classes » séduites les croyants, désamorcer les critiques de l'extrême gauche et rassurer les Américains ?

Il y a tout une partie difficile malgré le grand prestige dont il jouit.

Prudence et complots. Les dirigeants démocrates-chrétiens sont tenus à la même prudence. Ils savent combien le communisme inquiète leur électorat. Ils ont d'ailleurs fondé sur ce thème leur campagne au mois de juin. Obligés de concéder ensuite à M. Berlinguer une partie du gâteau, les vults partisans de P.C. presque malgré eux. Un P.C. envahissant, qui ne se contente pas de quelques préférences des commissions, mais exerce son hégémonie sur les syndicats, les régions, l'université, le cinéma. Pourrait-on se passer de lui à la veille de difficultés éco-

nomiques prévisibles et peut-être de graves conflits sociaux ?

La question communisme domine le débat au sein de la démocratie chrétienne, mais elle n'empêche pas les vieilles querelles internes de ressurgir. Dans ce parti qui a éclaté, et dont on ne sait plus qui est l'allié de qui, plusieurs personnalités tentent de reconstruire des courants. Colloques et conciliabules se multiplient, à la grande inquiétude du secrétaire général, M. Benigno Zaccagnini, et sous le regard attentif de M. Aldo Moro, qui s'apprête, apparemment, à reprendre place dans le jeu après une retraite tactique de trois mois.

Le parti socialiste, lui, ne s'est remis ni de son échec aux élections ni de la « défection » de son secrétaire général, M. Francesco De Martino, qui allait en résultat, il cherche une ligne politique en même temps qu'un équilibre interne. Le nouveau secrétaire, M. Bettino Craxi, doit se garder surtout à l'écart, pour ne pas subir les foudres de son prédécesseur et de M. Antonio Giolitti, candidat malheureux à ce poste, qui multiplie les déclarations. Peu enclin à jouer la carte de « l'alternative de gauche » — dont le P.C. ne veut d'ailleurs pas —, M. Craxi tente de résister au « déassement » de son parti en lui assurant une place centrale sur l'échiquier politique. Il s'agit, d'une part, d'obliger les communistes et les démocrates-chrétiens à se compromettre ensemble au grand jour ; et, en même temps, de les empêcher d'aller trop loin et de se laisser entraîner.

Désireux d'affirmer, les socialistes tentent en ce moment d'arracher au petit parti républicain le contrôle du troisième syndicat italien, l'Uilil. Les deux autres confédérations sont traversées, elles aussi, par une crise interne. A la C.I.L.I., où l'influence démocrate chrétienne reste forte, la minorité de gauche vise le secrétaire général, qui sera prochainement vacant. A la C.G.I.L., à prédominance communiste, la base commence à critiquer ouvertement l'attentisme et le modérantisme des dirigeants. Etroitement lié au débat politique en cours, le malaise qui agite les trois confédérations est accentué par les récents succès des syndicats autonomes : les pilotes de ligne sont parvenus à obtenir leur contrat particulier et les cheminots indépendants ont réussi à entraîner dans une grève nombre de « confédérés ».

ROBERT SOLÉ.

## Espagne

### L'OPPOSITION ACCUEILLE FAVORABLEMENT LA NOMINATION AU GOUVERNEMENT DU GÉNÉRAL GUTIERREZ

Madrid (A.F.P., Reuters). — L'opposition de gauche espagnole a dans l'ensemble réagi favorablement à la nomination, le 23 septembre, du général Manuel Gutiérrez Mellado aux postes de vice-président du gouvernement et de ministre de la défense nationale. M. Felipe González, secrétaire général du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.), estime que « cette nomination doit être interprétée comme un renforcement de la ligne libérale du gouvernement ». Pour M. Tierno, président du parti socialiste populaire (P.S.P.), « ce changement favorise le dialogue et la négociation du gouvernement avec l'opposition. J'espère, a-t-il ajouté, qu'il fera disparaître les idées préconçues, et à mon avis fausses, sur l'immobilisme du pouvoir militaire ».

Enfin, M. Antonio Garcia Trijano, membre du groupe indépendant de la coordination démocratique, a affirmé que la nomination du nouveau vice-président « est très positive à tout point de vue ».

Le roi Juan Carlos a inauguré, d'autre part, le 23 septembre, au Palais des Cortes, la sixième conférence de l'Union interparlementaire. Devant un auditoire de six cent cinquante élus, représentant plus de soixante pays, le souverain a notamment déclaré : « Il nous revient de veiller à ce que la paix et l'ordre soient fondés non sur la crainte et la contrainte, mais sur la loi, qui garantit justice et liberté pour tous ».

D'autre part, une certaine agitation sociale se poursuit en Espagne. La grève des postiers, déclenchée le 22 septembre à Madrid, s'est étendue dans le nord de l'Espagne, en particulier à Bilbao. Les entreprises métallurgiques de Sabadell, dans la province de Barcelone, quant à elles, sont paralysées depuis une semaine. Environ vingt mille ouvriers réclament des augmentations de salaires à l'occasion du renouvellement des conventions collectives. Les patrons ont demandé aux autorités l'autorisation de fermer les usines.

A Madrid, enfin, sept personnes appartenant à l'Association démocratique de la jeunesse ont été arrêtées.

ROGER LEVY  
30 SIECLES  
D'HISTOIRE  
DE CHINE

Il n'y a pas une page où n'apparaisse le lien profond qui rattache le régime communiste d'aujourd'hui à un passé riche de rites et de poésie.

André FONTAINE

308 Pages 18.45 F

puf

150





## La Rhodésie aurait accepté sous réserves le plan de règlement anglo-américain

**En Afrique du Sud, pour la première fois, le centre même de Johannesburg a été jeudi le théâtre de violents affrontements raciaux.**

### De notre correspondante

**« Ils arrivaient de partout »**

**CHRISTIANE CHOMBEAU.**

## Morts en prison

**c'est l'affaire de**  
**SULLY**  
85 rue de Sèvres  
5 rue du Louvre  
51 rue St-Lazare  
53 bd de Strasbourg

**UN ATTENTAT AURAIT EU LIEU  
CONTRE LE PREMIER  
VICE-PRÉSIDENT DE LA JUNTE**

Jedi, plusieurs grèves — interdites par le gouvernement — avaient affecté plusieurs organismes dépendant de l'Etat, des compagnies d'assurance et des super-marchés. Les dirigeants syndicaux ont prévu, dès la semaine prochaine, l'extension du

Enfin, on a appris l'arrestation d'une certaine d'opposants appartenant au parti éthiopien révolutionnaire du peuple, mouvement clandestin accusé de « sabotage économique ». — (A.F.P., A.P. Reuter.)

**collections**  
**mmne/hiver**

## Quel avenir pour l'Afrique du Sud ?

par GEORGES SARRE (\*)

La détermination de M. Vorster et du parti nationaliste de conduire l'Afrique du Sud vers la partition fait augurer un avenir sombre. Comment sortir du cycle infernal, quand la moindre mesure en faveur de la population noire entraîne une hostilité farouche des blancs ? Les blancs ne sont-ils pas les plus fermes soutiens du régime ? Implantés dès le début du dix-septième siècle, trouvant dans la Bible des références à leur hégémonie, convaincus que leur supériorité est naturelle, la plupart d'entre eux n'ont aucune patrie de repli et sont prêts à tenir jusqu'au bout et par tous les moyens.

La communauté internationale doit utiliser tous les moyens dont elle dispose — y compris le blocus économique — pour faire échouer la majeure blanche et la conduire au dialogue.

(\*) Membre du bureau exécutif du P.S.

**LA COOPÉRATION AVEC L'AFRIQUE  
DOIT ÉCHAPPER A LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE**  
déclare M. Robert Galley

Lomé (A.F.P.). — M. Robert Galley, ministre de la coopération, arrivé jeudi 23 septembre à Lomé, où il a été accueilli par M. Edouard Koffi, ministre togolais des affaires étrangères, a déclaré que « le domaine de la coopération de la France avec les pays d'Afrique doit être basé sur la conjonction économique ».

« En second lieu, a poursuivi

M. Galley, je pense que si comme président de la République et ministre des affaires étrangères, les premiers adresses dans un relativement bref la situation économique de la France, ce ne peut être que bénéfique pour l'ensemble des amitiés à venir. Notre rôle de développement est donc aussi très intéressant pour nos amis africains. »

**L'AUTO** **SPORT MECANIQUE** **MOBILE**  
**EUROPE - AUTO**

**viend de paraître:**

**SALON** **L'AUTO MOBILE**

**le guide de l'acheteur**  
**50 NOUVEAUTES**  
**600 MODELES 77**  
**100 MOTOS: essais**  
**caracteristiques et prix**

**196 pages**  
**noires et**  
**couleurs**  
**le guide**  
**de l'acheteur**  
**AUTO MOTO**

**76 8 F**

En vente chez votre marchand de journaux habituel  
ou à défaut : à « L'AUTOMOBILE », 19-21, bd de Levallois  
92523 Neuilly-sur-Seine - 722-87-49

**LES PIEDS SENSIBLES**  
c'est affaire de  
**SULLY**

85 rue de Sévres  
5 rue du Louvre  
81 rue St-Lazare  
53 bd de Strasbourg

Bottes, bottines,  
modèles sport etc  
grand catalogue  
toutes  
les peintures  
et six lacets  
du 35 au 48.

**Catalogue  
gratuit :**  
**SULLY, 85 rue de Sévres, Paris 6°.**

A black and white illustration of a woman with short, curly hair, wearing a dark dress and a headscarf. She is seated on a three-legged wooden stool, leaning forward and painting a shoe that is held up by a small stand. She holds a paintbrush in her right hand. The background is plain.

Festival

les collections  
automne/hiver

 les boutiques

**Griffsolde**

Griffsolde dégriffe les grands du prêt-à-porter.

**BOUTIQUES POUR ELLE**  
1, rue de la Plaine/Nation  
2, rue du Renard/Hôtel de Ville  
3, rue de Lagny/Nation

**BOUTIQUES POUR LUI**  
3, rue de la Plaine/Nation  
3, bd Montmartre/Montmartre



Pakistan

Plusieurs dizaines d'émigrants clandestins ont péri au large des Émirats arabes unis

Plusieurs dizaines d'émigrants pakistanais qui allaient débarquer clandestinement dans l'un des Émirats arabes unis, celui de Fudjaïrah — sont morts victimes d'un mouvement de panique, les capitaines des deux bateaux qui les transportaient les avaient invités à se jeter à l'eau en voyant arriver une patrouille de police, ont révélé les autorités d'Abou-Dhabi, le mardi 21 septembre. Trente corps ont été retrouvés, mais d'autres passagers sont portés disparus. L'un des bateaux, construit pour transporter trois cent cinquante personnes, en contenait en fait six cent cinquante.

Cet accident dramatique illustre l'ampleur de l'émigration entre le Pakistan et le golfe Persique.

Un réservoir de main-d'œuvre pour le Golfe

De notre envoyé spécial

Karachi. — Les journaux de la capitale économique du Pakistan publient davantage d'offres d'emploi dans les pays du golfe Persique que sur le territoire national. Par exemple, fin juin, un cabinet pakistanais, de sélection de main-d'œuvre africain, en une seule annonce, quarante-quatre emplois — de la secrétaire dactylographe au conducteur de bulldozer — en Arabie Saoudite. Les entreprises spécialisées dans les « marchés de personnel » font de la publicité dans la hall des grands hôtels pour attirer les hommes d'affaires étrangers qu'elles sont en mesure de leur fournir des travailleurs pakistanais, « les plus aptes à s'adapter au Proche-Orient ». De fait, les grandes sociétés occidentales qui travaillent dans les pays du Golfe, apprécient de plus en plus les techniciens pakistanais, compétents et « peu revendicatifs ».

Depuis la création du Pakistan jusqu'à la fin des années 60, les expatriations ont eu lieu surtout en direction des pays anglo-saxons. Plus de deux cent mille Pakistanais vivent en Grande-Bretagne. Depuis 1970, l'émigration, tout en augmentant, a changé de direction. La majorité des vingt mille Pakistanais qui ont quitté leur pays en 1974 sont allés dans les Émirats. En 1975, le courant s'est encore grossi. Actuellement, le seul consulat d'Oman, à Karachi, délivre plus de cent visas par jour, soit pour des départs définitifs, soit pour de simples déplacements. Plus de la moitié de la population d'Abou-Dhabi est pakistanaise. En Libye, il y a cinq mille médecins ou infirmiers originaires du pays de M. Bhutto.

Certains intellectuels s'inquiètent des proportions prises par l'émigration, y voyant une menace sur l'équilibre social traditionnel. Selon eux, une nouvelle « classe » risque de se créer, formée par des gens qui auront rapporté de l'étranger des habitudes de vie et des moyens financiers très différents de ceux du « Pakistan moyen ».

Le gouvernement justifie l'émigration en la présentant comme une preuve de la « solidarité musulmane ». Le Pakistan aidant, selon lui, les autres pays de l'islam à se développer. Des mesures récentes encouragent cette émigration. Ainsi le ministre du commerce a-t-il décidé, le 11 juin, que les émigrés pourront importer une voiture étrangère pour leur usage personnel au Pakistan, sans payer de taxe, et même en envoyer une à leur famille s'ils ont quitté le Pakistan depuis deux ans.

Une étude publiée en juin par un journal progouvernemental dénonce la fuite des cerveaux vers les pays riches, tout en soulignant les bénéfices que le Pakistan peut retirer de l'émigration. Selon cette étude, six cent mille Pakistanais pourraient émigrer au Proche-Orient et dans le Golfe d'ici à 1980. Parmi eux, il y aurait 40 % de manœuvres, autant d'ouvriers qualifiés et 20 % de spécialistes.

Malgré les problèmes politiques que peut poser l'émigration, le gouvernement est bien obligé de l'accepter. Certains cadres expatriés sont en mesure de placer leurs gains à l'étranger, au lieu de les envoyer au Pakistan, où les investissements privés font tragiquement défaut. Mais les ouvriers et les techniciens expatriés leur économisent à leur famille. En 1975, 200 millions de dollars, envoyés par les émigrés, sont entrés au Pakistan. C'est un précieux apport de devises pour un pays dont la balance des paiements est en déficit. (Ce déficit a doublé au cours des deux dernières années. Mais les résultats du premier semestre 1976 seraient moins mauvais).

L'émigration réduit, d'autre part, les tensions sociales. Un effort considérable ayant été fait dans le domaine de l'enseignement, 40 % des jeunes diplômés sont en chômage. Beaucoup de travailleurs manuels ne vivent que d'expédients. Le gouvernement fait de la propagande en faveur de la limitation des naissances, mais il n'a pas pris de mesures drastiques comme en Inde. Selon des estimations approximatives, le Pakistan avait 80 millions d'habitants en 1972, après la sécession du Bengladesh. Il en compte aujourd'hui plus de 71 millions.

En 1947, avant l'indépendance, 300 000 personnes, dont 200 000 hin-

dous, vivaient à Karachi. Les hindous sont partis, mais la ville compte aujourd'hui 4 500 000 habitants : une majorité de Sindis, 1 million de Pathans, autant de Baloutches, entre 500 000 et 1 million de musulmans venus de l'Inde, après la partition. Seuls, 150 000 des habitants actuels résidaient dans la ville avant l'indépendance. Les nouveaux venus, en quête de travail, se sont installés dans des quartiers périphériques. La capitale du Sind a peu de traits communs avec les autres grandes villes du sous-continent. C'est un immense et févrex réservoir de main-d'œuvre, tourné vers le golfe Persique, sous les enseignes au non des compagnies aériennes arabes.

Un grand projet vise cependant à créer de nouvelles activités. Les installations du port de Karachi étant devenues insuffisantes, le gouvernement a décidé de construire un nouveau complexe, appelé Port-Quasin, à une vingtaine de kilomètres de Karachi, sur le continent, et quelques petites îles aménageables.

Le pari de l'endettement

Le gouvernement pakistanais est à la recherche des fonds nécessaires et ne dispose que de crédits limités, en provenance de la Grande-Bretagne, de la R.F.A. et de la Belgique. Une participation française est espérée.

Autre projet d'importance nationale : le barrage de Tarbela. Construit sur l'Indus, à 70 kilomètres au nord-ouest d'Islamabad, et destiné à l'irrigation d'une des régions les plus peuplées du Pakistan, il ne fonctionne toujours pas, en raison d'un défaut de l'ouvrage. La Banque mondiale, qui a financé l'opération, a envoyé une mission d'enquête. La réalisation du programme avait été confiée en 1968 à un consortium d'entreprises allemandes, italiennes, françaises et suisses. Il est probable que les responsabilités seront difficiles à établir.

Malgré ces déboires, M. Bhutto continue à parier sur les résultats à moyen terme d'une politique de développement qui endette de plus en plus son pays. Peu après que Paris eut accepté de livrer à Islamabad une usine de retraitement de combustible irradié — décision qui a encore accru le crédit dont jouissait ici la France, très engagée dans la coopération militaire — le président de la commission pakistanaise de l'énergie atomique a rendu public un programme visant à doter son pays de l'énergie nucléaire grâce à la construction de vingt-quatre centrales d'ici à la fin du siècle.

Sur un plan plus modeste, des crédits — souvent à taux élevé — sont largement utilisés pour la construction d'usines d'engrais, de sucres, de cimenteries, qui devraient permettre de réduire le volume des importations d'ici à 1980.

Mais le pari de M. Bhutto n'est-il pas plus politique qu'économique ? Pour obtenir des fonds, le premier ministre joue habilement de la volonté soviétique de prendre pied dans la région, de la politique de présence américaine, des ambitions d'hégémonie du chah d'Iran et du désir des Européens d'exporter leur technologie.

Les onze pays développés (Belgique, Canada, États-Unis, Grande-Bretagne, France, Japon, Italie, Norvège, Pays-Bas, R.F.A., Suède) qui font partie du Consortium d'aide au Pakistan ont décidé de reconstruire cette aide en 1976-1977 à un niveau égal à celui de l'année précédente (700 millions de dollars). Malgré le déficit alarmant de la balance commerciale, le Consortium a estimé que la réduction de l'inflation (8 % en 1975, contre 20 % l'année précédente) était un élément encourageant.

En fait, les considérations politiques ont prévalu sur les calculs économiques. Ces crédits s'apparentent, en effet, à des dons. La presse officielle du Pakistan rappelle périodiquement que les pays développés ont l'obligation morale d'aider, voire d'assister, leurs créances sur les pays pauvres. M. Bhutto vient de lancer l'idée d'une conférence des nations du tiers-monde. Si cette réunion a lieu un jour, on s'attend que le premier ministre développe ses vues sur la nécessité d'un moratoire.

JEAN-DE LA GUERIVIERE

Thaïlande

M. Seni Pramot accepte de former un nouveau gouvernement

Vingt-quatre heures après avoir donné sa démission, M. Seni Pramot, chef du gouvernement thaïlandais, a déclaré vendredi 24 septembre qu'il avait accepté « dans l'intérêt de la nation » et à la demande du conseil des ministres, de revenir au pouvoir.

De notre correspondant

Bangkok. — Il demeure difficile de savoir pourquoi M. Seni Pramot a présenté jeudi sa démission. S'est-il laissé emporter par la chaleur d'un débat parlementaire, au cours duquel certains membres de son propre parti démocrate ont attaqué sans ménagements son manque de fermeté dans l'affaire Thanom ? S'est-il laissé manœuvrer par une faction rivale au sein du gouvernement ? Comme l'a dit le ministre délégué auprès du premier ministre, qui visitait les deux principaux partenaires des démocrates, le parti nationaliste Chant Thai et le parti de la justice sociale, représentant de la droite militaire ? Ou a-t-il voulu se donner les mains libres pour remanier son gouvernement, soit au sein de la même coalition, soit en s'alliant avec le parti d'action sociale de son frère et rival politique, M. Kukrit ?

Rien n'a en tout cas transpiré de son entretien de jeudi avec le roi qui s'était tenu au Wat Phnom, temple dans lequel l'ancien dictateur, le maréchal Thanom, s'est fait bonze diman-

che, après un retour d'exil qui a fait éclater la crise.

L'affaire Thanom a créé un nouveau clivage dans la vie politique. Des démocrates et les membres du parti d'action sociale se sont retrouvés d'accord pour demander le départ, ou tout au moins une sorte d'assignation à résidence du maréchal. Des députés ont rappelé que Thanom était responsable de la mort de plusieurs dizaines d'étudiants en octobre 1973 et qu'il n'avait pas hésité, deux ans auparavant, à dissoudre l'Assemblée et à abroger la Constitution. D'autre part, le parti de la justice sociale, et surtout les nationalistes du Chant Thai, ont approuvé le retour de Thanom. Le bruit court avec insistance que le Chant Thai pourrait se retrouver dans l'opposition quand M. Seni Pramot formera son nouveau gouvernement.

Les partis démocrate et d'action sociale pourraient alors soit former à eux seuls une nouvelle coalition qui disposerait de cent

soixante sièges sur deux cent soixante-dix-neuf, soit s'allier aux parties de la justice sociale et aux sociaux-nationalistes, ce qui leur donnerait cent quatre-vingt-seize sièges. Une reconduction pure et simple de l'actuelle coalition parait exclue. De toute manière, aucun gouvernement ne peut être formé sans les démocrates, qui contribuent à eux 40 % des élus.

Si M. Seni Pramot formait un nouveau gouvernement comprenant le parti d'action sociale, les deux frères Pramot se trouveraient pour la première fois dans le même camp. Une telle coexistence entre deux personnalités aussi opposées pourrait difficilement se maintenir au pouvoir pendant longtemps. Toutefois, en provoquant une crise alors que M. Kukrit Pramot n'est plus parlementaire et attend une élection partielle pour faire sa rentrée, M. Seni Pramot empêche son frère de lui disputer la première place.

M. Kukrit Pramot ne semble guère pressé et sait que son frère, qui est âgé de soixante-deux ans, est fatigué et souhaiterait prendre sa retraite prochainement. Un tel départ pourrait signifier l'éclatement du parti démocrate, divisé en factions.

La faiblesse des quatre gouvernements civils qui se sont succédés depuis le renversement de la dictature militaire il y a trois ans inquiète certains partisans du système démocratique. Le quotidien de langue anglaise la Voice de la nation écrit vendredi : « Au cours de ses cinq mois d'existence, le gouvernement Seni a réussi à miner la confiance du peuple en la démocratie parlementaire. C'est une honte que, bien que disposant d'une majorité de deux cent six sièges sur deux cent soixante-dix-neuf, le gouvernement ait été incapable de faire voter des lois en faveur de la population et ait sombré dans l'indécision et les querelles partisans. »

PATRICE DE BEER.

Breguet

“Nous avons appris pour vous à construire plus près de la nature”.



Tout près de Paris : le calme, la campagne, une grande maison moderne, de construction traditionnelle, dans un grand jardin. Et les avantages d'un domaine.

Jouir de la nature près de Paris.

Vous voulez que votre famille, vos enfants puissent vivre à l'air pur, au calme, et jouissent chaque jour de tous les bienfaits de la nature.

Vous savez qu'il y a tout près de Paris des coins de nature préservée où l'Île-de-France est encore merveilleusement belle : superbes forêts, charmants villages... Mais, dans cette hellénisme, on ne trouvait guère que des demeures horribles, chères, ou des maisons anciennes et inconfortables. Et les parisiens, en y passant en voiture, le dimanche, se contentaient d'admirer...

Vous vivez aujourd'hui dans une ville où l'air est de plus en plus pollué et où chaque jour les bruits

deviennent plus insupportables. Vous voyez vos enfants manquer d'espace dans des appartements toujours trop petits pour eux.

Vous avez certainement réfléchi à l'achat d'une résidence secondaire mais vous y avez vite renoncé en vous rendant compte de l'investissement excessif et des énormes frais qu'elle entraîne.

Une maison dans un Domaine Breguet.

Nous construisons des Domaines, c'est-à-dire des « villages » de maisons individuelles dans de grands jardins.

Vous vivez au milieu d'un ensemble de jardins, de haies, qui se fondront avec la pleine nature, la forêt ou les

prés qui entourent nos Domaines.

Nos villages sont composés de très jolies maisons construites traditionnellement avec le plus grand soin et d'une architecture élégante.

Elles ont de grandes surfaces vitrées, une épaisse moquette et une isolation thermique très étudiée.

Vous vivez au large dans des maisons de 93 à 278 m<sup>2</sup> comprenant de 4 à 8 pièces et dotées de tout le confort dont vous pouvez rêver.

Où se trouvent ces merveilleux Domaines ?

Desservis par les meilleurs accès routiers, ils sont réalisés sur les plus beaux terrains de la région parisienne, à une distance de 15 à 28 km de Paris.

RENDEZ-NOUS VISITE DÈS CETTE SEMAINE

TOURNEZ LES PAGES DE CE JOURNAL : VOUS Y TROUVEREZ LES DESCRIPTIONS DES 6 DOMAINES QUE NOUS CONSTRUISONS ACTUELLEMENT PRÈS DE PARIS.

## Océanie

BIKINI, ENIWETOK, KWAJALEIN...

### Les personnes déplacées du Pacifique nord

M. Coleman, haut-commissaire américain par intérim en Micronésie, a annoncé, au début de cette semaine, qu'il venait de signer les documents autorisant la population d'Eniwetok à regagner, après vingt-neuf ans d'exil, son atoll d'origine. Eniwetok fait partie de l'archipel des Marshall. D'avril 1948 à juillet 1953, quarante-trois engins nucléaires y ont explosé et notamment, en novembre 1952, la première bombe à hydrogène. Aujourd'hui encore, la radioactivité est telle que 50 % de l'atoll demeurent inhabitables. Washington consacra 20 millions de dollars à son « nettoyage ».

Bikini, Eniwetok, Kwajalein... Le Pacifique du Nord a, lui aussi, ses populations déplacées, chassées de leurs atolls, non par la guerre mais par ses préparatifs.

En décembre 1947, les habitants d'Eniwetok furent déportés sur l'atoll d'Ujae, à près de 200 kilomètres de chez eux. Ils n'ont, depuis, cessé d'affirmer leur droit au retour dépeçant à Washington leurs représentants et recevant les conseils précieux des juristes américains des Micronesian Legal Services (1).

Des chefs coutumiers se sont rendus à Washington, plaidant, en termes émouvants, la cause de la population. A plusieurs reprises, la majorité des élus refusa de voler des crédits destinés au « nettoyage » de l'atoll. Pourquoi dépenser de l'argent en faveur d'une poignée de Micronésiens qui ne sont pas des déportés, ne constituent pas un groupe de pression, même si — bien qu'involontairement — ils ont contribué à l'urgence des Etats-Unis comme puissance nucléaire ? L'affaire semble désormais réglée. Mais les dangers de contamination ont-ils totalement disparu ? La population pourra-t-elle avec certitude, même dans la petite zone où elle pourra résider, manger sans risques poissons, fruits et légumes ?

Les Bikiniens vivent le même drame que les Eniwetokais. Un dimanche de 1946, alors qu'ils venaient de sortir de leur église, un officier américain les harangua, les comparant aux « enfants d'Israël » qui furent sauvés par Dieu : le Tout-Puissant les arracha aux griffes de l'ennemi et les dirigea vers la Terre promise. Sans trop expliquer le sens de cette étrange comparaison, le très chrétien représentant de Washington assura les Bikiniens que leur transfert vers un autre atoll contribuerait au salut de l'humanité. La population (cent soixante-sept habitants, à l'époque) fut embarquée pour Rongerik y souffrir de la disette, puis fut déportée à Kili, à environ 750 kilomètres de Kili, où elle n'est guère plus heureuse. Les Bikiniens

sont maintenant au nombre de sept cent cinquante. Leur atoll est de nouveau habitable : des maisons ont été reconstruites. Mais la population n'a toujours pas regagné l'île. « Ces gens-là ne songent, en fait, qu'à faire payer Washington », nous disait, il y a quelques semaines, avec mépris, un haut fonctionnaire local, pourtant Micronésien. L'affaire semble plus complexe. Les Bikiniens savent que les habitations nouvelles ne peuvent tous les accueillir et que les cocotiers qui ont été replantés ne pourront répondre à leurs besoins avant plusieurs années. D'autre part, une trentaine de îles de Bikini a été rayée de la carte, en 1950, par une très puissante bombe.

Le cas de Kwajalein est différent. L'atoll fut loué à un prix dérisoire (il y eut ensuite « ajustement ») en 1947 par l'armée américaine : la population fut envoyée non loin de là, à Ebeye. Kwajalein demeure une base essentielle pour les essais de missiles. Les Micronésiens font chaque matin la navette par le bateau entre Ebeye et Kwajalein et retournent chaque soir chez eux. Ils sont plusieurs centaines à être employés sur la base, mais sont victimes d'une discrimination (refus d'accès aux magasins, etc.). Pendant que les Américains jouent au golf sur l'atoll loué, ils sont plusieurs milliers à s'entasser à Ebeye, dans des conditions sanitaires épouvantables. L'Etat surpeuplé est devenu un véritable taudis au milieu du « paradis » du Pacifique. Les autorités ont commencé cette année à rétrograder vers d'autres îles des Marshall tous les cousins éloignés et autres neveux attirés par les éventuelles miettes du festin financier offert — mais à quel coût social ! — par le Pentagone. Cette pollution est assurément moins grave que les déchets atomiques de Bikini et d'Eniwetok. Il reste que, comme les autres atolls, Ebeye est un dépôt qui ne fait pas honneur à Washington.

JACQUES DECORNOY.

(1) A propos notamment du rôle joué par ces juristes, lire « La Micronésie, 200 îles pour l'Onclé Sam » (Le Monde des 18, 19, 20, 21 août).

## DIPLOMATIE

M. Giscard d'Estaing a reçu les lettres de créance de quatre ambassadeurs M. Brejnev viendra en France à la fin de 1976 ou au début de l'an prochain

Le président de la République a reçu, jeudi 23 septembre, les lettres de créance des nouveaux ambassadeurs d'Espagne, de Turquie, de la République démocratique allemande et du Bangladesh.

**ESPAGNE**  
M. Francisco Javier Elorza y Chaniz, nouvel ambassadeur d'Espagne, souligne le désir de son pays « d'un rapprochement avec l'Europe, et de son incorporation aux organismes internationaux européens, comme la C.E.E., la communauté atlantique et le Conseil de l'Europe ».

A la faveur de « la politique de libéralisation et de démocratisation que le gouvernement espagnol a présentée », dit-il encore, c'est dans un processus de profonde mutation que se sont engagées les relations politiques entre l'Espagne et l'Europe occidentale. M. Elorza rappelle également « le nouveau climat d'amitié » entre la France et l'Espagne.

M. Giscard d'Estaing évoqua « avec espoir » l'évolution en Espagne. « Nous savons, dit-il, avec quelle détermination votre pays, son souverain, son gouvernement, se sont engagés sur la voie de la transformation démocratique. Sachez que la France s'en réjouit et souhaite ardemment le plein succès de cette entreprise ».

**TURQUIE**  
L'ambassadeur de Turquie, M. Orhan Enayit, fit savoir à M. Giscard d'Estaing que la Turquie est liée par la géographie et l'histoire, membres des mêmes alliances et organisations politiques, économiques et culturelles, s'inscrivant dans les mêmes principes et valeurs qui font la supériorité du monde occidental.

Dans sa réponse, M. Giscard d'Estaing déclara : « La Méditerranée ne doit pas devenir un champ clos de rivalités et de discordes. La France et la Turquie ont le même intérêt profond à ce que se développent entre ses rives l'esprit de conciliation, la recherche de l'entente et la volonté de coopération ».

Évoquant l'assassinat le 24 octobre 1975 du prédécesseur de M. Enayit, M. Giscard d'Estaing ajouta : « Si la satisfaction que j'éprouve à vous accueillir se mêle de tristesse, c'est que nous gardons le souvenir de la haute personnalité de l'ambassadeur Ismail Evren, votre prédécesseur, qui servit si ardemment la cause de l'amitié franco-turque ».

**R.D.A.**  
« Il se développe entre la République démocratique allemande et la République française une bonne coopération qui sert les intérêts des deux États et des deux peuples », a dit M. Werner Fleck, ambassadeur de R.D.A. M. Giscard d'Estaing répondit que la France et la R.D.A. « ont posé, depuis trois ans, les premiers jalons sur la voie d'une coopération fondée sur l'intérêt commun et le respect mutuel dans l'esprit de l'acte final d'Helsinki. La France, pour sa part, s'en félicite et souhaite que ces premiers pas soient encouragés, en par-

ticulier dans les domaines où les réalisations ne sont pas encore à la hauteur de nos espoirs ».

(M. Werner Fleck, nouvel ambassadeur de la R.D.A. à Paris, est né en 1931 à Rostock. Après des études à l'université technique de Dresde et un doctorat en sciences pédagogiques, il a été, de 1959 à 1962, conseiller au ministère de l'Enseignement universitaire et technique et, de 1962 à 1972, chef du secteur éducation et culture auprès du conseil des ministres de la R.D.A. Député à l'Assemblée nationale, il est devenu en 1973 le premier ambassadeur de la R.D.A. à Vienne.)

**BANGLADESH**  
Le général Khwaja Wasimuddin, ambassadeur du Bangladesh, exprima sa gratitude pour l'appui précieux que la France a apporté à la cause de son pays et à sa « lutte pour la libération », notamment au sein des organisations internationales.

Notant que, malgré les difficultés, le Bangladesh « s'est engagé courageusement sur la voie du développement », M. Giscard d'Estaing répondit : « La France souhaite que se consolident, dans le sous-continent, les relations de concorde qu'elle croit indispensables à la paix et à la prospérité de la région ».

Le Monde a publié le 12 août 1976 le biographe de M. Enayit et le 17 juillet celle du général Wasimuddin.

## A TRAVERS LE MONDE

### Chine

LES CÉRÉMONIES PRÉVUES POUR LE 27<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE, le 1<sup>er</sup> octobre, seront annulées en raison du deuil national décrété à la suite de la mort du président Mao. L'on apprendra jeudi 23 septembre, de source chinoise à Hongkong, les réceptions données habituellement par les ambassadeurs chinois à l'étranger n'auront pas lieu. — (A.F.P.)

### Corée du Sud

M. KIM DAE JUNG, PRINCIPAL ADVERSAIRE POLITIQUE DU PRÉSIDENT PARK, enlevé à Tokyo par des agents sud-coréens, il y a trois ans, ramené à Séoul et condamné à huit ans de prison, est dans un état de santé critique, affirmant huit organisations d'exilés sud-coréens au Japon, dans une lettre adressée à M. Kim : elles demandent, rapporte le correspondant du Guardian à Tokyo, l'envoi d'une équipe médicale japonaise pour examiner M. Kim.

### Grande-Bretagne

LES PÊCHEURS BRITANNIQUES ont protesté, jeudi

M. Brejnev viendra en visite en France soit peu avant la fin de l'année, soit au début de l'année prochaine, apprenons-nous de bonne source. Le caractère de cette visite (réelle de travail ou visite officielle) n'est pas fixé.

L'entretien d'une heure qu'a eu, jeudi 23 septembre, à l'Élysée, M. Tchékovenko, ambassadeur de l'U.R.S.S., avec M. Giscard d'Estaing a été principalement consacré aux prochains « sommets » franco-soviétiques, a déclaré M. Lecat, porte-parole de l'Élysée. Il a donc porté non seulement sur une visite de M. Brejnev à Paris mais aussi sur celle que lui rendra ensuite le président de la République.

Interrogé à la sortie de l'Élysée, M. Tchékovenko a déclaré : « Les rencontres entre dirigeants français et soviétiques constituent déjà une tradition. En ce qui concerne la date du prochain « sommet » franco-soviétique, elle sera étudiée en fonction du calendrier du secrétaire général du parti communiste de l'Union soviétique et du président de la République ».

Le dernier « sommet » franco-soviétique a eu lieu lors de la visite officielle de M. Giscard d'Estaing en U.R.S.S., du 14 au 17 octobre 1975. Il avait été alors décidé que les rencontres entre les « dirigeants suprêmes » des deux pays auraient désormais lieu

« sur une base périodique », ce qui avait précisé le président de la République au cours d'une conférence de presse, signifie qu'elles seront « régulières ».

La périodicité n'était cependant pas précisée et, paradoxalement, les rencontres « au sommet » franco-soviétiques se sont alors espacées. Il y en a eu deux en 1973 et 1974, une seule en 1975, et il n'est pas certain qu'il y en ait une en 1976. Il semble cependant que cet espacement tient moins aujourd'hui à l'état de santé de M. Brejnev — qui va mieux — qu'au calendrier chargé des deux hommes d'État.

Pour éviter de donner l'impression d'un retardissement des relations franco-soviétiques, la prochaine visite de M. Brejnev à Paris serait annoncée à bref délai, même si elle ne peut avoir lieu qu'au début de 1977.

Rappelons que le chef du P.C. soviétique a fait savoir qu'il se rendrait à Bonn avant la fin de l'année.

Sous l'égide du Mouvement de la paix

UNE CONFÉRENCE SUR LE DÉSARMEMENT S'EST RÉUNIE À HELSINKI (De notre correspondant.)

Helsinki. — Une conférence mondiale pour mettre fin à la course aux armements, pour le désarmement et la détente, convoquée à l'initiative du Conseil de continuation et de liaison du congrès mondial des forces de paix (qui s'était réuni à l'automne 1975, à Moscou), s'est ouverte, jeudi 23 septembre, à Helsinki.

Réunissant plus de cinq cents délégués de quatre-vingt pays et représentant notamment les organisations nationales du Mouvement de la paix, cette conférence est une des plus larges qui aient été réunies sur le désarmement. Quatre commissions ont été créées : cessation de la course aux armements, réduction des armements, désarmement et détente ; conséquences économiques et sociales de la course aux armements et du désarmement ; désarmement des pays en voie de développement ; désarmement et institutions sociales dans un monde en voie de transformation.

Parmi les questions qui ne manquent pas d'être évoquées, citons les suites à donner à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.). « La détente politique n'a pas encore été suivie par une détente militaire correspondante », a dit le premier ministre finlandais, M. Miettinen, lors de la séance inaugurale.

GILLES GERMAIN.

# LA CONCURRENTE!

## FORD FIESTA 5 CV.

### 17900 F\*

dés en main.

## Traction avant.

### 3,56 mètres.

### 5,6 litres aux 100 km.\*\*

## Toute la robustesse et la sécurité de Ford dans une petite voiture.

■ GARANTIE 1 AN KILOMÈTRE ILLIMITÉ.

■ Ceintures à enrouleurs ■ Double circuit de freinage ■ Disque à l'avant ■ Embrayage et freins auto-ajustables ■ Entretien tous les 10.000 km ■ Hayon arrière ■ Banquette rabattable.

\*Prix au 9-9-76. \*\*5,6 litres aux 100 km à 90 km/h vitesse stabilisée, 8,2 litres à 120 km/h vitesse stabilisée, 7,9 litres en ville - Normes UTAC

Légendaire robustesse et sécurité.

LES CONCESSIONNAIRES EXCLUSIFS FORD DES 20 ARRONDISSEMENTS DE PARIS SERONT PEU-ÊTRE DE VOUS PRÉSENTER LA NOUVELLE FORD FIESTA

**ETS. BUFFARD**

110/112 bd de l'Hôpital  
PARIS 13  
707.79.19

**LA CHAPELLE**

20 bd de la Chapelle  
PARIS 18  
206.19.40

**ROCHEBRUNE**

58/60 av. Parmentier  
PARIS 11  
805.23.02

**R.V.A.**

89 bd Raspail  
PARIS 6  
222.73.80

**SADVA**

19 rue de Presbourg  
PARIS 16  
553.32.00

**SAFI**

76 rue de Longchamp  
PARIS 16  
553.18.40



# POLITIQUE

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

### LA FUSION LILLE-HELLEMMES

#### M. Ségard : M. Mauroy refuse aux Lillois la liberté de se prononcer

M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, qui doit conduire la liste de la majorité lors des élections municipales à Lille, s'oppose à la fusion des communes de Lille et d'Hellemmes décidée par les deux conseils municipaux (le Monde du 21 septembre). Il a précisé sa position, jeudi 23 septembre, en déclarant :

« Les sondages le prouvent : l'élection municipale de Lille se jouera, en 1977, à quelques centaines de voix. M. Mauroy le voit et le craint. Et c'est la peur qui lui conseille cette fusion de Lille et d'Hellemmes, montées en hâte et à l'aveuglette avec la complicité du parti communiste. Il est clair que le maire sortant redoute le verdict des Lillois. Pour introduire une dizaine de communistes à la mairie de Lille, il doit aller chercher à l'extérieur de la ville des voix socialo-communistes égarées à la cité. »

« La population lilloise appréciera cette manœuvre. Elle comprendra que M. Mauroy refuse l'idée de la liberté de se prononcer, entre eux, sur l'avenir de la ville. Elle jugera aussi sévèrement les faveurs accordées pour justifier cette tricherie. Comme peut-on voir dans la fusion avec Hellemmes une réponse aux besoins d'espaces verts de Lille, quand les 130 hectares de la première commune sont aussi remplis que les 2150 hectares de la seconde ? Comment peut-on invoquer la nécessité d'une capitale régionale plus peuplée, quand Hellemmes ne compte que 18 000 habitants, sans soulager d'autant les contribuables lillois ? »

« Candidat à la mairie de Lille, je demeure un partisan convaincu du Grand-Lille, sous la forme d'une collaboration des communes qui entourent la ville et vivent dans son attraction naturelle. Mais je n'ai rien à dire sur la fusion de Lille et d'Hellemmes comme une manœuvre électorale qui ne répond à aucun des avantages dont on la couvre. »

#### DUNKERQUE : une liste d'union de la gauche a été constituée

De notre correspondant

Dunkerque. — M. Denvers, député socialiste, président de la communauté urbaine de Dunkerque, a annoncé que M. Roger Prouvreur, maire de Dunkerqueville, la tête d'une liste d'union de la gauche pour affronter celle qui conduira M. Prouvreur, maire (mai, près). Comme M. Prouvreur, M. Fraix est une personnalité de l'enseignement. Inspecteur départemental d'académie, il était adjoint à l'inspecteur d'académie avant de prendre sa retraite. Il est vice-président de la communauté urbaine et conseiller régional.

Avant la fusion de Dunkerque avec Malo-les-Bains, M. Fraix avait été, en compagnie de M. Denvers, tête de liste, l'un des trois candidats socialistes, sur vingt-sept, élus aux élections municipales de 1965 contre la liste présentée par le maire, M. Asselman (décédé, peu après), et M. Prouvreur, président du Mouvement pour le grand Dunkerque. Après la fusion avec Malo-les-Bains, la liste de M. Prouvreur, devenu maire,

l'emporta au premier tour contre celle de M. Denvers aux dernières élections. M. Denvers se présentait à la tête d'une liste associant les socialistes à des personnalités du centre. M. Fraix prend cette fois la tête de liste dans une ville de Dunkerque qui s'est écartée de Rosendael, précédemment à direction socialiste, et à Petite-Synthe, l'un des centres résidentiels d'Usinor.

« Les fédérations du Doubs du parti socialiste et du parti communiste se sont mises d'accord sur la composition des listes communes dans les principales villes du département. Le cas de Besançon a notamment été réglé. Les socialistes acceptent six candidats communistes sur quarante et un sièges. Un poste d'adjoint serait réservé à un communiste, pour le cas où la liste serait émise. M. Jean Minjon, on le sait, ne se représentera pas. La liste commune sera conduite par M. Robert Schwitz, sénateur socialiste du Doubs. — (Corresp.) »

#### M. Léon Noël : M. Giscard d'Estaing a instauré un système de « confusion des pouvoirs »

La revue gaulliste l'Appel publie, dans son numéro d'août-septembre, un article de M. Léon Noël, président du Conseil constitutionnel de 1959 à 1966, qui reproche tout d'abord à M. Jean Lecanuet « de raisonner comme si le renouvellement de l'Assemblée nationale ne pouvait à aucun degré, réagir sur le comportement du président de la République. A l'opposé, celui-ci étant élu pour sept ans au suffrage universel, le choix des députés par les électeurs serait, pendant toute la durée de son mandat, dépourvu de portée politique. »

« Le Parlement possède des attributions et des droits qu'il n'appartient pas au président de la République de tenir pour lettre morte. »

« Au surplus, comment prétendre que l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel puisse avoir pour effet de « figer » pendant sept ans la politique française ? »

« Quant au chef de l'Etat, comment se leurrerait-on sur l'étendue réelle de ses prérogatives jusqu'à considérer qu'il est autorisé à juger négligeables les indications, les avertissements, voire les blâmes éventuels que le corps électoral viendrait à lui signifier par ses votes ? »

« Si de Gaulle a été indispensable d'aller parfois, dans certains domaines, au-delà des pouvoirs qui lui étaient explicitement accordés, cette extension de fait de son rôle bénéficiait — et cela est capital — du consensus de la grande majorité des Français. »

« Actuellement, qui oserait prétendre que le chef de l'Etat, élu par un peu plus de la moitié seulement des suffrages exprimés, puisse se prévaloir d'un quelconque consensus de ce genre, lorsqu'il fait bon marche le statut qu'il tient de la Constitution ? »

« En invoquant une notion qui ne s'appuie sur aucune justifi-

cation légale, le présidentisme, le président de la République se comporte tout à la fois, et de plus en plus avec le temps, en chef de l'Etat et en chef du gouvernement. »

« Ainsi s'est instauré peu à peu un système où, chaque jour davantage, la confusion des pouvoirs se substitue à la séparation des pouvoirs. »

« Plus le chef de l'Etat possède, dans son arbitrage de pouvoirs, plus, de toute évidence, le risque sera grand de voir le renouvellement de l'Assemblée nationale aboutir, en 1978, entre la majorité de ses membres et lui-même, à un désaccord générateur probable d'un conflit profond. »

« Le mécanisme constitutionnel est extrêmement faussé lorsque — comme aujourd'hui — dans la perspective des futures élections législatives, tout semble se ramener, sur le plan politique, à une compétition entre partisans et adversaires de la majorité parlementaire, dite « présidentielle ». »

« A défaut de respect du droit, la sagesse et son intérêt propre devraient inciter à se cantonner dans le domaine qui est légitimement le sien, mais, jusqu'ici, rien ne permet d'espérer qu'il revienne spontanément à une saine et exacte interprétation de la Constitution. »

« La V<sup>e</sup> République a fait place à un système où il est impossible de ne pas reconnaître une forme de ce « pouvoir personnel » que les adversaires du général l'accusaient abusivement de vouloir exercer. »

« Au cabinet de M. Raymond Barre, premier ministre, M. Jean-Marie Vie-Dupont, sous-préfet, est nommé conseiller technique, chargé des relations avec le Parlement, et M. Philippe Masson, commissaire divisionnaire, est nommé chargé de mission pour les relations avec la police nationale. »

#### NANTES : le P.S. a choisi M. Chenard comme tête de liste

La section socialiste de Nantes a désigné, jeudi 23 septembre, M. Alain Chenard, conseiller municipal, ancien adjoint au maire, comme tête de liste pour les prochaines élections municipales. Secrétaire de la section ouest du P.S. de Nantes et secrétaire de la fédération départementale des élus socialistes et républicains, ingénieur commercial, âgé de trente-neuf ans, M. Chenard avait été, en février 1976, le seul des douze conseillers socialistes à se conformer à la décision de la Fédération du P.S. qui avait demandé à ses élus de se constituer en groupe d'opposition. M. Chenard s'était alors démis de ses fonctions d'adjoint à la jeunesse (le Monde du 13 février 1975). Le comité directeur du P.S. devait constater, en mai, que les onze autres membres socialistes du conseil s'étaient « placés hors du parti » (le Monde du 7 mai 1975).

Le maire sortant, M. André Morice, président du Centre républicain, a annoncé qu'il solliciterait le renouvellement de son mandat. Le Mouvement des démocrates, qu'anime M. Michel Jobert, présentera également une liste (le Monde daté 27-28 juin).

#### LAVAL : la section socialiste refuse de faire liste commune avec le P.C.

La section socialiste de Laval a décidé, mercredi 22 septembre, par une majorité des deux tiers, de refuser la constitution d'une liste commune avec le P.C. aux prochaines élections municipales. Cette position doit encore être confirmée par la fédération de la Mayenne et par les instances nationales du P.S. « C'est une liste homogène, mais élargie aux sympathisants, qui se présentera aux élections des électeurs », a précisé la section.

L'actuelle municipalité, dirigée depuis la mort de Robert Baron (P.S.) en 1973 par M. André Pinçon — qui est dit « socialiste de cœur », mais qui n'est pas membre du P.S. — avait emporté dès le premier tour en 1971 avec 10 254 voix contre 7 284 à une liste U.D.R. et 2 017 à une liste communiste. Avec 54 587 habitants en 1975, Laval obéit au système de listes groupées applicable aux villes de plus de 30 000 habitants.

Le Lézard de la Nation, organe de l'U.D.R., estime, vendredi 24 septembre : « Les exceptions à la règle d'union de la gauche pour les prochaines élections municipales se multiplient. Encore une fois, elles sont le fait des socialistes (...). Laval ayant osé, il n'est pas exclu que son attitude crée une dynamique et que des problèmes semblables se posent désormais fréquemment à la direction du P.S. »

« Alors que l'échéance des élections municipales approche et que l'accord P.C.-P.S. doit être concrétisé, la constitution d'une liste commune avec le P.C. aux prochaines élections municipales, c'est-à-dire la fusion des listes socialistes — et notamment les maires sortants — vont être le signe en plus nombreux de la volonté de M. Mitterrand de rendre compte que M. Mitterrand a fait d'eux des otages et les a souvent immobilisés sur l'autel de l'union de la gauche. Car il est chaque jour plus évident, comme nous l'avons estimé dès le départ et comme on commence à l'admettre ici et là, que cet accord socialo-communiste sur les municipales profite avant tout au P.C. »

« PRECISION. — Le Mouvement solidariste français, que nous avons cité dans le Monde daté 19-20 septembre, à propos de l'arrestation à Moscou, pour « distribution de tracts » de M. Tritt, nous précise qu'il « ne revendique en aucune façon la manifestation de M. Tritt » et que d'autre part « il n'entretient aucune relation avec le groupe d'action depuis plus de deux ans. Il rappelle que « les deux personnes arrêtées à Moscou en mars 1975 pour les mêmes motifs que M. Tritt appartenaient non au groupe d'action jeunesse, mais au Mouvement solidariste français. »

## SCIENCES

### METTANT EN CAUSE LA POLITIQUE NUCLÉAIRE

#### Une commission officielle britannique condamne les surrégénérateurs

Londres (A.P., A.F.P., U.P.I.). — La Grande-Bretagne doit retarder le plus possible la mise en service d'un surrégénérateur nucléaire, et s'efforcer de mettre au point et d'exploiter des sources d'énergie moins polluantes, vient d'affirmer, dans un rapport de deux cents pages rendu public mercredi 22 septembre à Londres, la commission royale sur la pollution de l'environnement.

Ce rapport, premier document officiel qui met en cause l'utilisation de l'énergie nucléaire, affirme que la Grande-Bretagne, qui fut le premier pays à avoir utilisé la fusion nucléaire pour produire de l'électricité, ne devrait utiliser de procédés entraînant la production de plutonium « que s'il n'existe pas d'autres possibilités ». La commission ajoute que le pays devrait éviter, aussi longtemps que possible, de s'engager de manière décisive dans un programme d'énergie nucléaire, dans l'espoir que ce qu'il y a puisse ne jamais être nécessaire.

La commission royale, qui comprend dix-sept membres, dont seulement deux experts en matière nucléaire — en particulier son président, Sir Brian Flowers, président de la Fondation européenne de la science, — ne préconise cependant pas l'abandon de la fusion nucléaire, ce qui ne serait « ni sage ni justifié ». Mais elle recommande que soient intensifiés les travaux de recherches consacrés à d'autres sources d'énergie (charbon, vent, soleil, marées). Une utilisation plus importante de ces sources d'énergie permettrait, estime la commission, de retarder de cinquante ans la mise en service d'un surrégénérateur, et de diminuer de moitié le besoin en réacteurs nucléaires conventionnels.

Le rapport souligne les problèmes environnementaux posés par les déchets radioactifs : les efforts du gouvernement, dans ce domaine, sont tout à fait insuffisants, affirment les membres de la commission, qui se s'efforcent « en rien convaincus que le gouvernement ait réellement réalisé le danger de voir un groupe terroriste s'em-

parer du plutonium » pour réaliser une bombe artisanale.

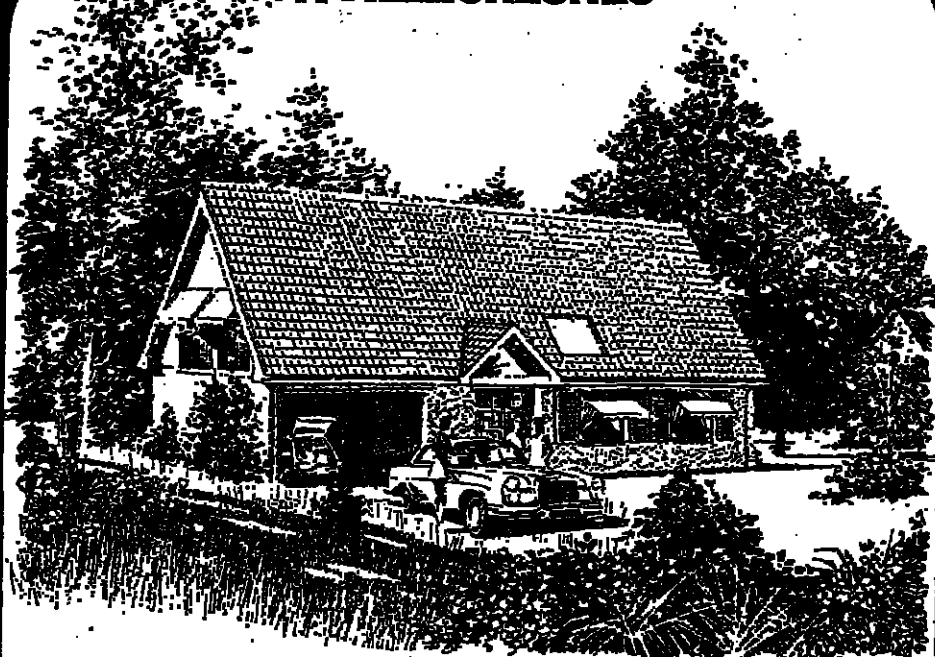
L'Agence britannique de l'énergie atomique a vivement réagi aux conclusions du rapport qui sera soumis au Parlement. Dans un communiqué publié mercredi dans l'après-midi, l'Agence déclare que les critiques pour l'insuffisance exprimées par la commission sont « très exagérées », et indique qu'elle ne voit pas « qu'une attaque terroriste pour s'emparer de plutonium résoudrait ou même s'efforcerait de le faire. Elle souligne, d'autre part, que « sans l'option nucléaire, la Grande-Bretagne pourrait connaître une période de production d'énergie insuffisante », ce qui pourrait avoir « une série de conséquences sur la balance des paiements et sur l'économie tout entière ».

« La différence des réacteurs nucléaires « conventionnels », qui, pour dire, se contentent de brûler du uranium en produisant des déchets qui est difficile de « recycler », les surrégénérateurs ont la particularité de produire plus de matière fissile qu'ils n'en consomment. Le cœur de ces réacteurs est composé d'un mélange de plutonium et d'uranium. La fission, tout en permettant, comme dans toute centrale, de fournir de l'électricité, produit, du plutonium qui pourra à son tour être utilisé. »

La Grande-Bretagne se propose de prendre, d'ici quelques mois, la décision de construire un surrégénérateur de 1 200 MW. En France, la décision a été prise, en avril dernier, de construire Super-Phénix, un surrégénérateur de 1 200 MW, sur le site de Creys-Malville (Isère).

# Breguet

## A VILLECRESNES



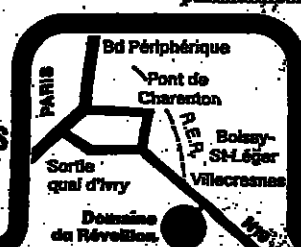
« Oranger », 220 m<sup>2</sup>, 7 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

## Domaine du Réveillon

A la sortie de la charmante bourgade de Villecresnes, voici un Domaine de 90 maisons seulement qui occupe un Vallon ensoleillé en grande partie cerné de bois. Il joint les avantages de la proximité d'une petite ville (C.E.S., piscine, tennis) à ceux de la vie en pleine nature. Une station du métro R.E.R. se trouve à

Boissy-Saint-Léger, à 3,5 km du Domaine. Nous y construisons 4 modèles de grandes maisons de 134 à 278 m<sup>2</sup>, 5 à 8 pièces, 2 à 3 s.d.b., idéalement aménagées, toutes dans de vastes jardins. Au Domaine du Réveillon, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations permanentes.

VISITE DES MAISONS  
MODÈLES TOUTS LES JOURS  
DE 10 H à 19 H.



A 15 KM  
AU SUD-EST DE PARIS  
PAR LA N19

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODÈLES DÉCORÉES PAR A. ORSINI  
NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE.  
94440 VILLECRESNES (Tél. 699.71.62)

le journal mensuel de documentation politique  
**après-demain**  
(non vendu dans les kiosques)

Offre en dossier complet sur :  
**L'EAU**  
Envoyez 8 francs (timbres ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 80 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

**Nadaud**  
ENSEIGNEMENT PRIVÉ  
19, rue Jussieu, Paris-5<sup>e</sup>  
707-13-38 - 707-76-05  
M. J. Nadaud, Licencié  
Arts et Lettres, 1975  
année scolaire 76-77  
Renseignements et inscriptions  
**SECONDAIRE**  
Tous les niveaux  
et de 1<sup>er</sup> à 3<sup>ème</sup> et d'orientation  
**PRÉSUPÉRIEUR**  
Préparation aux études  
supérieures scientifiques  
Baccalauréat et autres  
examens A, B, C, D  
**SUPÉRIEUR**  
Préparation aux études  
universitaires  
**TECH.-ÉCONOMIQ.**  
I.S.S.E.C.  
Baccalauréat  
É.P., L.P., B.O. et  
L.T.S. - B.E.C.  
Séminaire Compagnie  
**Nadaud**

ENTRE  
5 CV  
900 F  
1 avant  
nètres  
00 km  
ite voiture  
Ford  
IVA  
S&P

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS  
LE CENTRE DE FORMATION CONTINUE DU C.E.S.A.  
(H.E.C., I.S.A., C.F.C.)

vous propose deux journées d'études sur :

**LA MINI-INFORMATIQUE  
AU  
SERVICE DE LA COMPTABILITÉ**

- dans les cabinets experts comptables
- dans les P.M.I.
- dans les entreprises décentralisées

**cfc**

20 et 21 octobre 1976  
Centre de Formation Continue  
1, rue de la Liberté - 75330 Jouy-en-Josas  
Tél. : 956-80-90, poste 742

**VENTE à VERSAILLES**

M<sup>me</sup> P. & J. MARTIN, C.F. 222  
530-38-06  
DIMANCHE 26 SEPTEMBRE  
GAL. des CHEVAT LÉONIS, 14 h.  
BEL ENSEMBLE DE  
MEUBLES & OBJETS D'ART  
XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup>  
HOT. CHEVAT LÉONIS, 10 h. 30  
TAPIS D'ORIENT  
Exposition vendredi et samedi

**DU DISTRICT À LA RÉGION  
D'ÎLE-DE-FRANCE**

Un ouvrage pour mieux comprendre la réforme de la région d'Île-de-France : ses causes historiques, économiques, sociales, structurelles et ses conséquences pour l'avenir de notre région (des cartes, des schémas, des illustrations...) et une généralisation couleur du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Île-de-France 1974, éditée par la SOFEDIS, 30, avenue du Général-Leclerc, 92340 Bourg-la-Reine, 250-47-05. Exposition sur commande au prix de 19,80 T.T.C. frais de port en sus.

**ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS**

**A PROPOS DE...**

**LA POLITIQUE COMMUNE DES PÊCHES**

**Perturbations sur l'Europe bleue**

La Commission de Bruxelles vient de publier ses propositions relatives à la politique commune des pêches dans la C.E.E. Ces propositions faites quelques jours après la fin de la conférence sur le droit de la mer à New-York risquent de provoquer des dissensions au sein des Neuf et le mécontentement des Britanniques.

Le projet que la Commission vient de soumettre aux États membres, pour tenir compte de l'extension prochaine de la zone communautaire à 200 milles, n'affecte pas les intérêts français, contrairement à ce qu'on avait pu craindre au vu des premiers documents de travail préparés par les services britanniques. Pour les pêcheurs français, belges, danois, néerlandais et allemands, l'essentiel est de savoir comment les choses se passeront désormais dans les eaux côtières britanniques et irlandaises, d'où provient la part la plus substantielle de leurs captures.

La Commission fait une concession de façade aux Anglais et aux Irlandais : chacun des États membres sera désormais autorisé à réserver à ses nationaux une bande de 12 milles au large des côtes. Mais cette exclusivité comporte une exception de taille : les « droits historiques » reconnus aux pêcheurs du continent, et notamment aux Français, dans cette zone de 12 milles au large des côtes britanniques et irlandaises, seront maintenus. Il n'avait jamais été question de les réduire avant 1982. Mais le problème crucial était de savoir ce qu'il en adviendrait après cette date.

La Commission, après une dis-

cussion très vive, a tranché dans la zone côtière par les Français et leurs voisins continentiels. Si elle avait pris une autre orientation, la Commission aurait tourné le dos tant à l'esprit du Marché commun, fondé sur la libre concurrence et la non-discrimination entre États membres, qu'aux dispositions en matière de pêche, adoptées lors de la négociation d'adhésion du Royaume-Uni et de l'Irlande et acceptées par ces deux pays.

Un « geste » est prévu cependant en faveur des pêcheurs irlandais et de ceux du nord des Îles Britanniques. La nouvelle réglementation internationale, qui est en train peu à peu de s'établir, affirme la souveraineté des pays riverains dans une zone de 200 milles. Pour mettre fin à une exploitation intensive et donc dangereuse, et assurer ainsi la conservation des fonds dans les eaux communautaires, la Commission propose que la C.E.E., dans cette zone de 200 milles où s'exercera désormais sa souveraineté, délivre chaque année, pour les principales espèces, des quotas. Ces quotas seraient répartis pour chaque grande zone entre les pêcheurs des différents États membres au prorata de leurs prises antérieures. Mais, comme ce système de répartition pourrait avoir des répercussions particulièrement dommageables pour les Irlandais et les Écossais, la Commission propose que, au moment d'établir ces quotas, on fixe une réserve communautaire qui pourrait être allouée ensuite en priorité aux pêcheurs ayant traditionnellement exploité les fonds concernés, à savoir précisément les Irlandais et les

Écossais. La Commission ne précise pas quelle devrait être l'importance de cette réserve. On comprend que, si on retenait un pourcentage trop élevé, les « droits historiques » des pêcheurs français, belges, danois, etc., que l'on s'efforce de préserver, se trouveraient indirectement affectés. Cette clause n'est donc pas tout à fait sans danger.

L'orientation qui vient d'être prise par la Commission dans ses propositions devrait rassurer les professionnels français. Il est clair cependant que l'affaire est loin d'être jouée. Tout porte à croire que les Anglais et les Irlandais, talonnés par leurs pêcheurs (lesquels effectivement doivent faire face à une situation de plus en plus critique, génératrice de chômage), vont durablement se battre pour que soient retenues des solutions qui, au moins psychologiquement, soient plus favorables. Leur principale cible, une fois encore, sera les « droits historiques » reconnus aux pêcheurs continentaux dans leurs eaux côtières.

Déjà, le Foreign Office a fait savoir avec vigueur, jeudi 23 septembre, que sur plusieurs points les propositions de Bruxelles étaient « inacceptables ». Le Royaume-Uni demandant notamment que les zones exclusives réservées à ses pêcheurs aillent de 12 à 50 milles.

Le débat va s'engager lors de la prochaine réunion des ministres des Affaires étrangères des Neuf les 18 et 19 octobre à Luxembourg. Il promet d'être très difficile.

PHILIPPE LEMAITRE.

**EXPOSITIONS**

**Les antiquaires au Grand Palais**

C'est au Grand Palais, à Paris, que vient de s'ouvrir la VIII<sup>e</sup> Biennale internationale des antiquaires. Les collectionneurs et tous les amateurs d'art ancien retrouveront avec plaisir le cadre de la grande nef métallique, qui sied mieux aux meubles et objets du passé que le Palais des congrès où la biennale avait émigré il y a deux ans.

Cette exposition-vente réunit une centaine d'antiquaires, orfèvres, joailliers et propriétaires de galeries d'art, français pour la plupart, mais aussi belges, britanniques, néerlandais, suisses et monégasques.

La Biennale de Paris, organisée par le Syndicat national des antiquaires, offre à ses visiteurs-acheteurs une garantie d'authenticité, les meubles et objets exposés étant soumis à un strict contrôle d'admission.

Durant l'exposition des experts sont à la disposition des clients pour authentifier la garantie des vendeurs.

Parmi les meubles de la Renaissance, Bresset expose un meuble deux corps en noyer avec incrustations florales et Marc Lagard un meuble à secrets décoré de motifs alternés, de marbre et ronce de noyer. D'époque Louis XIV, un petit bureau Mazarin en marqueterie de cuivre et d'ébène présenté par Jacques Perrin, et sur le stand de la Cour de Varannes un meuble à deux portes de forme mouvementée en bois d'amarante, avec dessus en marbre veiné. Chez Etienne Levy, une paire de consoles en ébène reposant sur des pieds cannelés ornements de bronze ciselé, annonce l'époque Régence. Une commode Louis XVI d'ébène et or

est composée de panneaux en laque du Japon est visible chez Didier Aeron. Gérard Lévy, spécialiste de l'Extrême-Orient, expose un bouddha debout en grès de l'époque Souei. Le stand de la galerie Rouillon est consacré à un étonnant bestiaire de sculptures pré-colombiennes.

Le temps enfin, éternelle inquiétude, est évoqué à la Biennale par une présentation du « musée » Patrick Philippe. On y voit les montres ayant appartenu à des rois, empereurs et personnages célèbres du siècle dernier, toutes richement ornées selon les goûts de leurs illustres propriétaires.

JANY AUJAME.

\* Jusqu'au 10 octobre, tous les jours, de 11 heures à 23 heures ; le dimanche, de 10 heures à 20 heures. Entrée : 14 F.

Et maintenant, si vous pensiez un peu à vous ?

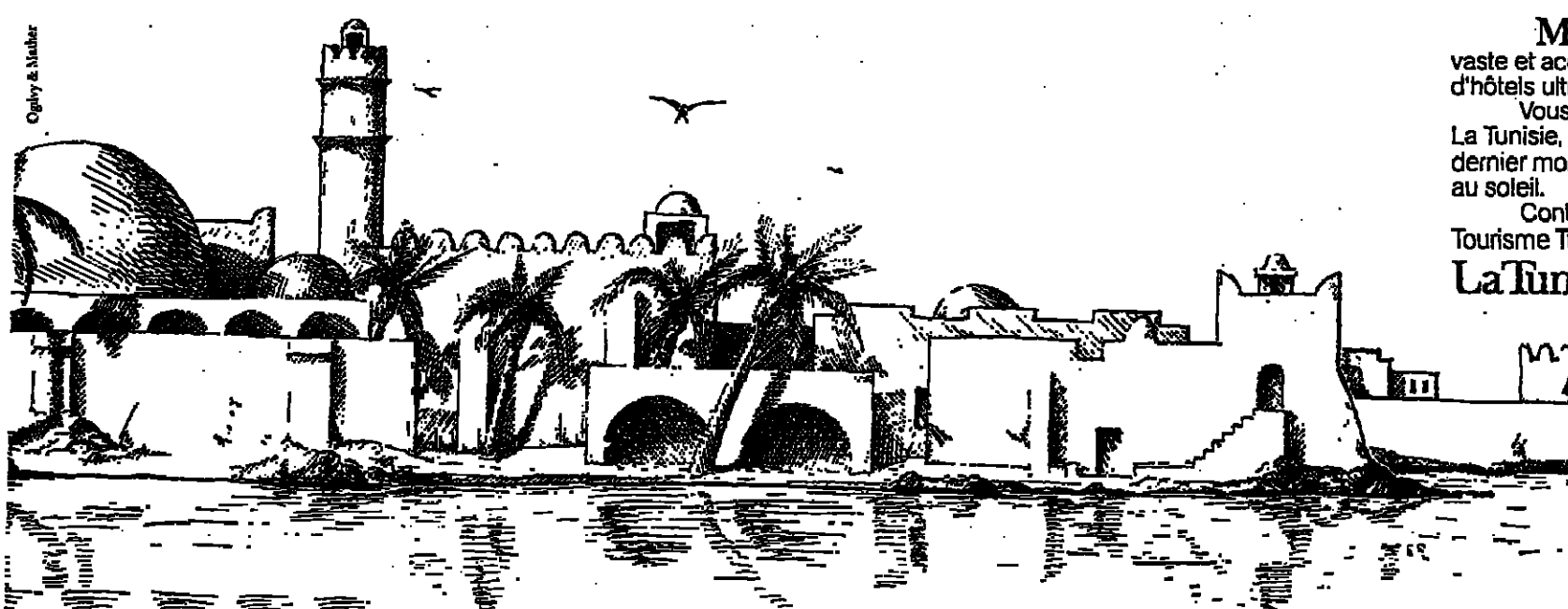


Attaché-case en box. 690 F

**LANCEL**  
le savoir-choisir

Opéra (parking Paramount) • Rond-Point des Champs-Élysées (parking Matignon)  
C.J.P. Porte Maillot • Party 2 • Vélizy 2 • Créteil • Lyon Part-Dieu et rue de la République • Nice

**Le soleil a rejoint les hirondelles. En Tunisie.**



Même les hirondelles le savent. La Tunisie, c'est vaste et accueillant : 1200 km de plages, et des centaines d'hôtels ultra-modernes et confortables.

Vous y retrouverez sans peine le sens de l'espace. La Tunisie, ce n'est pas loin. Et même si vous partez au dernier moment, vous aurez toujours votre place au soleil.

Contactez votre agent de voyage ou l'Office du Tourisme Tunisien : 32, avenue de l'Opéra. 75002 Paris.

**La Tunisie. Une terre. Des hommes.**

150



# EQUIPEMENT ET RÉGIONS

## Faits et projets

### Qualité de la vie

#### PAUVRES PARCS RÉGIONAUX

M. Vincent Anquet, ministre de la Qualité de la vie, a inauguré le 23 septembre à Tarbes (Hautes-Pyrénées) le pôle du parc national des Pyrénées. Ce parc, qui a été créé il y a deux ans, a nécessité 20 millions de F de travaux pour quelque 300 kilomètres de sentiers, six grands refuges, des salles d'accueil, l'équipement, et une trentaine de logements de gardes, ainsi que l'aménagement de cabanes pastorales.

Cette inauguration coïncide avec l'envoi aux parlementaires, par M. François Giacobbi, sénateur, gauche démocratique, président de la Fédération des parcs naturels de France, d'une lettre dans laquelle il attire leur attention sur la situation financière des parcs.

« Les crédits d'Etat sont indispensables pour poursuivre le développement harmonieux de ces territoires fragiles qui ne disposent souvent que de faibles moyens financiers », écrit le président de la Fédération. « Il serait dommage qu'un budget trop restreint contrainne les collectivités locales à abandonner un effort utile à tous ».

A l'origine, l'expérience des parcs avait été appuyée financièrement par l'Etat, mais, depuis le 27 octobre 1975, la responsabilité des parcs a été confiée aux régions. A ce titre, les collectivités locales, tout en continuant à être aidées par l'Etat, doivent en partie payer le fonctionnement des parcs.

Toulouse. — M. Claude Briat, président de l'Union patronale Midi-Pyrénées, vice-président du comité économique et social, vient

de procéder à une sévère critique du projet de restructuration des voies navigables du Sud-Ouest, notamment affirmé que l'importance accordée à la modernisation du canal du Midi est totalement inopportune pour des raisons techniques et conjoncturelles.

La SIEPEC (société chargée de l'étude) évalue l'ensemble des travaux à 380 millions de francs. Avec le trafic actuel, l'équipement du canal du Midi serait amorti en cent trente-deux ans.

M. Briat a estimé que l'enclavement de Midi-Pyrénées était la cause principale de son sous-développement économique. A son avis, la priorité essentielle concerne les infrastructures routières : autoroutes et liaisons entre grands villages. Il a cité en exemple la route est de la vallée de l'Hers, pour laquelle rien n'est prévu, alors que les autoroutes de Bordeaux et de Narbonne arrivent à Toulouse sans être reliées l'une à l'autre.

#### LA LONGUE GRÈVE DES REMORQUEURS DE DUNKERQUE

Les capitaines de remorqueurs du port de Dunkerque ont décidé jeudi 23 septembre de continuer jusqu'à lundi 27 la grève des remorqueurs et souteux-dix-huit mouvements ont pu être effectués normalement sur les quatre-vingt-cinq prévus jusqu'à présent. Seuls les bâtiments les plus gros sont gênés. Certains sont déviés vers Le Havre, mais actuellement quatre minéraliers d'un tonnage compris entre 70 000 et 80 000 tonnes attendent devant le port.

Aucune rencontre n'est actuellement prévue entre la direction et les syndicats.

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### Les compagnies aériennes régionales doivent-elles signer des conventions avec l'Etat?

M. Michel Marchais, président de la compagnie régionale Toulonnaise Air Transport (TAT), a vivement critiqué, au cours d'une conférence de presse réunie à Paris, le mercredi 22 septembre, le récent refus de M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, d'autoriser l'ouverture d'une ligne aérienne Avignon-Paris, via la proximité de Nîmes, desservi par Air Inter (« le Monde » du 3 septembre).

Les pouvoirs publics jugent-ils la multiplication des liaisons régionales financièrement dangereuse pour les transporteurs qui exploitent et pour ceux qui placent de cette concurrence? Selon M. Marchais, « l'attitude négative de M. Cavallé ne facilite pas le bon équilibre du réseau des compagnies régionales. Elle est, d'autre part, en contradiction avec le contenu même de la convention passée entre Air Inter et l'Etat, qui ne prévoit le gel d'aucun périmètre sensible autour des aéroports desservis par la compagnie intérieure ».

Au début de cette année, un groupe de travail sur la desserte aérienne régionale avait conclu que les compagnies dites du troisième niveau paraissent se développer à une allure excessive. « Les entreprises les plus importantes sont rentables, écrit-il, mais d'une structure financière peu orthodoxe qui les rend fragiles » (le Monde du 7 janvier). Sans contester la part de vérité que contiennent ces affirmations, M. Marchais s'est inquiété que les pouvoirs publics, sous l'effet de la peur, puissent renoncer à

une politique libérale qui, selon lui, a porté ses fruits. « Nous ne pouvons pas nous consolider, a-t-il précisé, si on limite nos droits de trafic. Il faudrait peut-être que les compagnies régionales signent avec l'Etat des conventions, comme c'est le cas pour Air Inter. » Il importe, au effet, d'après M. Marchais, de ne pas rétrograder les investissements qui s'intéressent au transport aérien, de « favoriser une juste rémunération de leur capital ».

Les compagnies régionales sauront-elles définir en commun une stratégie pour l'avenir? Le Comité des transporteurs aériens régionaux (C.T.A.R.) rassemble depuis le printemps dernier quinze compagnies, dites du troisième niveau, à l'exception d'Air Alpes (1). Celle-ci connaît de graves difficultés : onze cadres et membres du personnel au sol vont être licenciés, la fermeture de plusieurs lignes déficitaires est à l'étude. A moins que les collectivités locales décident de les soutenir financièrement, « lorsqu'elle aura réglé ses problèmes internes, l'air espère qu'Air Alpes rejoindra le C.T.A.R. », a conclu M. Marchais. — J.-J. B.

(1) TAT, qui exploite cinquante et une lignes régulières, a transporté 111 000 passagers, sous son propre pavillon et pour le compte d'Air Inter et d'Air France. Air Alpes, qui exploite trente-trois lignes régulières, a acheminé l'an dernier 207 000 passagers.

## Ile-de-France

### Cinq ans de lutte contre un promoteur

#### Les patrons du « Petit bar » gagnent à l'arraché

Les patrons du « Petit Bar » ont gagné : après cinq ans de lutte et une grève de la faim, 320 000 F d'indemnité d'occupation leur ont été versés par le promoteur qui a racheté leur immeuble.

« Lorsqu'en 1971 le promoteur a acheté l'immeuble du 34, rue du Roi-de-Sicile (quatrième arrondissement), il a commencé par tout casser pour faire partir les habitants, explique le patronne. Cela n'a pas été très difficile, car la maison était un hôtel et les locataires n'avaient aucun droit. Nous ne désirions pas continuer à tenir notre commerce, car mon mari était malade, et dès avant 1971 nous avions mis notre fonds en vente. Mais le promoteur ne voulait pas nous payer. » Il a tout fait pour les faire partir et les avoir pour rien : dès le début, il a fait enlever la toiture, saccager l'intérieur de l'immeuble. « Personne n'est venu arrêter ce massacre, et aujourd'hui nous vivons dans une ruine. »

Mais ils ont tenu bon : lorsque le café a été inondé un jour d'orage et que la police les a fait partir, ils sont revenus « pour conserver leurs droits ». Puis, ils ont entamé une longue période de procès : à défaut d'indemnité et puisque le promoteur mettait tout en œuvre pour entraver leur activité, ils l'ont attaqué « pour privation de jouissance commerciale ». Le procès s'est terminé, rebondit, on leur promet, puis leur refuse 320 000 F. Le temps passe. En avril de cette année, ils décident une grève de la faim qui durera vingt-deux jours.

Après cinq ans de lutte, le promoteur a rendu les armes. Il leur a versé 320 000 F, mais à leurs yeux ce n'est pas cher payer « toutes ces misères » et l'amertume qu'ils en retirent. Sans doute ont-ils gagné, mais « si on les avait prévenus avant de tout ce qui les attendait, ils n'auraient peut-être pas eu le courage de tenir le coup ». M. C. R.

Le Comité économique et social (C.E.S.) de la région d'Ile-de-France s'est réuni le 23 septembre sous la présidence de M. Jean Gardin, pour une première séance de travail. Le C.E.S. a substitué le 1<sup>er</sup> juillet au Comité consultatif économique et social du district

de la région parisienne. Il compte quatre-vingt-neuf membres représentant les organismes économiques, sociaux, professionnels et culturels de la région. Comme les C.E.S. de province, il est consulté sur les affaires de la compétence de la région avant le conseil régional.

## Transports

### FAUT-IL MODERNISER LE CANAL DU MIDI?

(De notre correspondant régional.)

Toulouse. — M. Claude Briat, président de l'Union patronale Midi-Pyrénées, vice-président du comité économique et social, vient

## CORRESPONDANCE

### L'avenir des villes nouvelles

M. Pierre Martin, président de l'Université Paris-VIII (Villette), auteur de l'étude « Villes nouvelles françaises » dont nous avons rendu compte dans notre numéro du 9 septembre 1976, nous signale que la citation de M. Chirac des figures dans son ouvrage, « Elle a été ajoutée, nous écrit-il, sans que je sois consulté, par la Documentation française, l'agence qui publie les ouvrages de la plus vive protestation contre ce que je juge un procédé incorrect et déplaisant ».

La direction de la Documentation française nous a, à ce sujet, donné les précisions suivantes :

Il est vrai que les responsables de la publication ont cru devoir ajouter au texte de l'auteur une référence récente et précise sur l'appui de l'Etat à la politique des villes nouvelles. La citation du premier ministre rappelant que « les neuf villes nouvelles... étaient un élément essentiel de la politique engagée », démontre dans les conclusions de M. Martin. C'est par une erreur regrettable que cette citation ne figure pas en bas de page avec la mention « Note de la rédaction », comme il est de coutume dans les publications de la Documentation française.

## Corse

### L'attentat contre le Boeing d'Air France

#### LES DIX-SEPT PERSONNES ÉCROUÉES ONT CESSÉ LA GRÈVE DE LA FAIM

Les dix-sept personnes écrouées à Lyon après la manifestation du 7 septembre demandant à Alcatraz la destruction d'un Boeing d'Air France ont décidé, jeudi 23 septembre, de mettre un terme à la grève de la faim qu'elles avaient commencée le 27 septembre pour protester contre les conditions de leur transfert à Lyon et de leur détention. (« le Monde » du 22 septembre). Ces militants corse entendent ainsi faciliter la tâche du juge d'instruction après avoir obtenu que la chambre d'accusation puisse statuer prochainement sur une mise en liberté provisoire des détenus.

A Ajaccio, une explosion a endommagé le 23 septembre la voiture d'un gardien de la maison d'arrêt. Les enquêteurs ignorent les causes de cet attentat.

Attentat contre une ligne à haute tension en Corse. — Une triple charge explosive de grande puissance a totalement détruit, à Furiani, au sud de Bastia, dans la nuit du mercredi au jeudi 23 septembre, des pylônes de la ligne de haute tension « Carbo-Sarda », qui transporte le courant depuis le sud de la Sardaigne jusqu'à la côte toscane en empruntant le territoire corse. Les dégâts sont considérables comme les importants pannes les pylônes. La remise en état de cette ligne incombe à l'ENEL, en vertu des accords passés entre la France et l'Italie.

## AUTOMOBILE

### Le 21<sup>e</sup> Mobil Economie Run

#### Les choix naissent de la compétition

Le 21<sup>e</sup> Mobil Economie Run se déroulera à Aix-en-Provence les lundi 27 et mardi 28 septembre prochains. Ce concours de consommation, placé depuis l'an dernier sous le patronage de l'Agence pour les économies d'énergie, renoue enfin avec le passé : les circuits (et par conséquent la notion de vitesse) sont abandonnés et les deux épreuves auront lieu en ville et sur route, dans les conditions rencontrées chaque jour par n'importe quel automobiliste.

Une vitesse moyenne est imposée pour chaque cycle : 50 km/h pour le premier, un circuit routier de 300 kilomètres assez difficile dans le Lubéron, et 19 km/h pour le second, quatre boucles totalisant 45 kilomètres dans Aix et ses environs. Le classement sera établi en affectant les consommations relevées dans chaque cycle d'un coefficient correspondant, selon l'organisateur, à l'usage que font les automobilistes de leur voiture : 60 % sur route et 40 % en ville. Une « boîte noire » de contrôle électronique sera placée dans chaque véhicule afin de vérifier la régularité de la conduite (la « roulette » est interdite, qu'elle soit provoquée par une mise au point morte ou par un débrayage prolongé) et le respect des limitations de vitesse.

L'intérêt du Mobil Economie Run est, cette année, particulièrement évident : à l'époque du super à 2,25 francs, les choix de l'automobiliste français se porteront inévitablement sur les véhicules les plus économiques. Et les résultats de la compétition ne peuvent être contestés : les consommations obtenues par les concurrents sont celles que n'importe quel automobiliste peut faire avec un véhicule bien entretenu. Les voitures qui participent au concours sont strictement de série et les pilotes, mis à part quatre professionnels (J.-P. Beltoise, J.-P. Jaurès, H. Pescarolo et A. Vignier), n'ont que leur expérience de la route et de l'automobile pour seule qualification. Si la qualité de la conduite joue un rôle primordial en matière de consommation de carburant, ici la plupart des conducteurs se valent, à quelque « finesse » près, et les mécaniques feront la différence.

#### Le grand absent

Les participants sont répartis en six séries : les trois premières (2 à 5 CV, 7 à 9 CV, 9 à 11 CV) seront celles où la compétition sera la plus acharnée. Dans la première, où figure notamment trois Audi 50 et une Autobianchi A112 (championnes en 1974 et 1975), une Ford Fiesta et une Opel City affronteront la nou-

● LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE sont inscrites au programme du permis de conduire. Le programme du permis de conduire va être modifié. Le ministère de l'Industrie et de la Recherche a annoncé le 23 septembre qu'il concernait un véhicule qui sera inclus dans un catalogue de vérifications mécaniques auxquelles il convient de procéder pour obtenir un permis de conduire. Le nouveau programme de conduite sera donc de vérifier l'allumage, la carburation, le filtre à air, etc.

# Breguet

## LA LA QUEUE-EN-BRIE



« Séquoia », 278 m<sup>2</sup>, 8 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

## Domaine de L'Ormoie

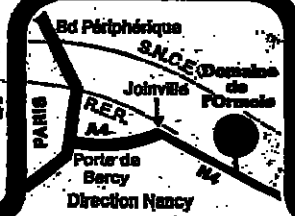
Tout près du charmant village de la Queue-en-Brie, au grand calme, voici un Domaine situé sur un terrain vallonné, à deux pas des magasins, des supermarchés et des équipements sportifs.

Une sortie de l'autoroute A4 rendra bientôt son accès extrêmement facile depuis Paris. A la gare de Pontault-Combaud, située à 3,5 km du Domaine il y a 40 trains

par jour pour Paris. Nous y construisons 4 modèles de grandes et luxueuses maisons, de 134 à 278 m<sup>2</sup>, 5 à 8 pièces, 2 à 3 s.d.b., toutes dans des jardins de 600 à 1800 m<sup>2</sup>.

Au Domaine de L'Ormoie, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS  
MODÈLES TOUTS LES JOURS  
DE 10 H à 19 H.



15 km  
A L'EST DE PARIS  
PAR L'A4 ET LA N4

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODÈLES DE CORSE PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 94510 LA QUEUE-EN-BRIE (Tél. 933.71.30)

## JUSTICE

Inculpé d'infraction à la législation sur les sociétés

### Un industriel havrais est écroué pour non-respect de contrôle judiciaire

Un industriel havrais, M. Jean Lemaire, âgé de soixante-quatre ans, ancien président-directeur général de l'entreprise de travaux publics Thireau-Morel, a été récemment écroué à la maison d'arrêt du Havre. Inculpé, en mai 1975, d'infraction à la législation sur les sociétés, l'ex-P.D.G. — qui fut, de 1971 à 1974, président de la chambre de commerce et d'industrie du Havre — a finalement été placé sous mandat de dépôt pour n'avoir pas respecté les obligations de contrôle judiciaire auxquelles il était soumis. L'ancien secrétaire général de Thireau-Morel, M. Lemaire, a également été inculpé, mais le chef d'accusation n'a pas encore été révélé.

L'incarcération de M. Lemaire a fait grand bruit au Havre, où l'on ne semblait guère prévoir ce rebondissement inattendu d'une

### LES DEUX POLICIERS RESPONSABLES DE LA MORT DE M. BAPTEDOU ONT ÉTÉ INculpÉS DE COUPS VOLONTAIRES

M. Guy Foch, premier juge d'instruction à Paris, a inculpé, jeudi 23 septembre, de coups volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner, deux policiers, MM. Joseph Susta, trente-deux ans, et Jean-Luc Fritsch, vingt-sept ans. Ces deux inspecteurs de la brigade criminelle avaient mortellement blessé, le 22 juin dernier, M. Bernard Baptedou, à son domicile de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), croyant avoir affaire à un dangereux malfaiteur. Les deux policiers ont expliqué qu'ils ont été trompés par une inscription ambiguë placée à l'entrée de l'immeuble.

De plus, le fait que l'une des balles, ayant transpercé la main droite de M. Baptedou, se soit logée dans la crosse du revolver de collection qu'il tenait, prouve, ont-ils fait remarquer les deux inspecteurs, qu'au moment où ils ont tiré, la victime brandissait bien une arme dans sa main droite.

affaire qui dure maintenant depuis plus de deux ans. Thireau-Morel, entreprise prospère spécialisée dans les gros travaux publics, employait mille huit cents personnes, dont la moitié au Havre, quand en avril 1974 — période marquée par des restrictions de crédits — les syndicats et le comité d'entreprise commencent à s'inquiéter de la baisse des commandes. Des rumeurs persistantes laissent croire un dépôt de bilan qui interviendrait en effet le 14 octobre 1974, entraînant le licenciement collectif de l'ensemble du personnel et d'importantes difficultés de reclassement.

Des expertises comptables, effectuées à la demande du comité d'entreprise et du syndicat nommé après le dépôt de bilan, devaient révéler des « maquillages » de comptabilité et des falsifications de bilan depuis 1968. Le 1<sup>er</sup> décembre 1974, le tribunal de commerce du Havre ordonnait la liquidation des biens de l'entreprise. On estime que l'ex-P.D.G. aurait détourné 40 à 50 millions au détriment de son entreprise et fait passer par divers subterfuges, d'importantes sommes d'argent en Suisse.

Les syndicats du bâtiment C.G.T. et C.F.D.T. se sont constitués partie civile ainsi que le syndicat patronal du bâtiment du Havre, l'Union des Assédic, la caisse des congés payés du bâtiment et quinze fournisseurs et sous-traitants.

Dans les Alpes-Maritimes et dans la Manche

### RECLUSION CRIMINELLE A VIE POUR DEUX BOURREUX D'ENFANTS

La cour d'assises des Alpes-Maritimes a condamné, jeudi 23 septembre, à la réclusion criminelle à perpétuité, un garçon boucher, Jean-Noël Béron, vingt-six ans, accusé d'avoir martyrisé et tué une fillette de deux ans et demi, Sabine Garcia. L'avocat général, M. Jean Léon, avait requis la peine de mort, mais le jury a retenu des circonstances atténuantes. Son avocat avait conclu sa plaidoirie en ces termes : « C'est un malade, il appartient à la communauté des hommes. Vous devez le soigner. Le condamner à mort serait finir nos responsabilités. »

De son côté, la mère de l'enfant, Martine Garcia, vingt-quatre ans, compagne du meurtrier, a été condamnée à dix ans de réclusion criminelle, compte tenu de l'atténuation relative de ses responsabilités.

Mercredi dernier, les assises de la Manche avaient également condamné un homme âgé de trente-deux ans, Christian Jouvin, à la réclusion criminelle à vie : au mois d'août 1975, Christian Jouvin, garçon vacher à Criquerle-au-Pain (Manche) avait blessé mortellement, après l'avoir martyrisé, l'un de ses cousins, Patrice Sandret, qui était âgé de treize ans.

● M. Debizet, secrétaire général du Service d'action civique, organisation mise en cause dans un article du Monde daté 19-20 septembre, sous le titre « Le dernier rival des frères Zemmour, est tué par deux inconnus », nous écrit : « Je tiens à vous faire savoir que le dénommé Roger Bercy n'a jamais appartenu à l'association dont j'ai l'honneur d'être le secrétaire général. »

AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE POITIERS

### Le procès des témoignages

Poitiers. — Entre des procès-verbaux bâties et incomplètes, des témoignages contradictoires et des témoins absents, des versions totalement opposées et une jurisprudence floue, la

tâche des juges du tribunal correctionnel de Poitiers apparaît, le 23 septembre, à statuer sur une affaire un peu particulière de « non-assistance à personne en danger » ne sera pas facile.

De notre envoyé spécial

qu'ils l'avaient installé « dans sa voiture, à l'avant, les pieds sur le tableau de bord, les bras sur les côtés du véhicule à l'extérieur sur la serrure de la porte ». « Nous pensions », a ajouté M. Sayah, qu'en raison de son état d'ivresse il s'endormirait profondément et aurait ainsi le temps de récupérer. »

M. Arthur Priel-Russell était « fait pression », se double malheureusement de l'impression des constatations faites par la gendarmerie après l'accident. D'abord parce que — négligence ou impossibilité — aucun contrôle du taux d'alcoolémie des deux chauffeurs, M. Priel-Russell et le conducteur du poids lourd, n'a été effectué. Ensuite parce que des témoins viennent affirmer à l'audience, contrairement au constat de gendarmerie, que l'accident a été provoqué non par la victime, mais par le conducteur du camion, qui aurait déporté son véhicule sur la gauche.

Il reste qu'en s'appuyant sur les aveux de M. Sayah, dont la déposition a provoqué l'inculpation, faut-il le rappeler, l'avocat de la partie civile réclame 106 millions de francs au nom de Mme Priel-Russell et de ses deux enfants. Il reste que le substitut, dans son réquisitoire, a demandé des peines de prison, quatre à six mois minimum, assorties du sursis contre les deux inculpés, et de très fortes peines d'amende.

Jugement vendredi 1<sup>er</sup> octobre.

PIERRE GEORGES.

L'AFFAIRE DE VATHAIRE

### La remise des huit millions de francs et du dossier Dassault à Jean Kay

M. François Petot, juge d'instruction, a confronté, jeudi 23 septembre, M. Hervé de Vathaire assisté de M<sup>rs</sup> Marcel Cécaldi, avec Mme Bernadette Roels, que le magistrat avait entendue la veille et qui s'était montrée plus précise sur certains points que son ami ne l'avait été lors de son audition spontanée du 8 septembre et de son interrogatoire du 17 septembre.

M. Hervé de Vathaire a entièrement confirmé les déclarations de Mme Roels. Il a mentionné notamment que celle-ci n'avait pas assisté à la scène au cours de laquelle il avait remis le 8 juillet, dans le parc de Saint-Clément à Jean Kay les 8 millions de francs qu'il venait de retirer du compte de M. Marcel Dassault. M. de Vathaire qui s'était rendu seul en voiture à ce rendez-vous, avait trouvé l'automobile de Jean Kay dans une allée du parc. Kay était en compagnie de Mlle Danielle Marquet, son amie. Tous trois s'étaient ensuite rendus à l'aéroport d'Orly, rejoignant Mme Roels à l'hôtel Hilton. Ensemble ils devaient gagner l'Espagne, mais Jean Kay préféra la Suisse.

Les deux couples se rendirent

donc en voiture jusqu'à Beaune, où ils passèrent la nuit, puis ils se donnèrent rendez-vous à Divonne. Mais là, M. de Vathaire et son amie ne revirent pas les deux autres, qui depuis ont disparu.

Affolé, M. de Vathaire rédigea alors, devant Mme Roels, à Divonne, un résumé du dossier qu'il avait établi et qu'il avait confié à Jean Kay. Il donna ce document à son ami en lui recommandant d'entrer en relation avec son gendre, M. Jean-Luc Simonin, en cas de difficultés. Ensuite il la quitta pour aller dans sa maison de campagne dans l'Oise. Mme Roels avait conseillé à M. de Vathaire de se constituer prisonnier, mais il s'abstint de suivre ce conseil : il erra quelque temps dans les rues de Paris avant de partir pour Corbiou.

Dans une lettre à M. Giscard d'Estaing

M. FORD FÉLICITE LES AUTORITÉS FRANÇAISES POUR LEUR ATTITUDE LORS DU DÉTOURNEMENT DE L'AVION DE LA T.W.A.

M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Élysée, a rendu public, ce jeudi 23 septembre, une lettre du président des États-Unis, Jimmy Carter, à M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République française, qui a été transmise à ce dernier mercredi par l'ambassadeur des États-Unis.

Dans cette lettre, le président américain écrit notamment : « Mon cher président, je tiens à vous exprimer ma vive appréciation et à vous adresser mes félicitations pour l'action des autorités françaises qui ont mis fin avec promptitude et succès au détournement du 10 septembre. Il est particulièrement satisfaisant que vos responsables aient été en mesure de mener à bien la capture des otages avec rapidité et sans effusion de sang. J'ai beaucoup apprécié le courtoisisme du ministre de l'Intérieur, M. Jean-François Ruess, ce qui a grandement facilité la solution de cet incident déplorable. »

Éditée par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Fayat, directeur de la publication, Jacques Savignat.

Imprimerie du « Monde » 5, rue de Valenciennes PARIS-IX<sup>e</sup> 1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

**A quoi bon acheter un lave-vaisselle moins cher qu'ailleurs, si vous vous êtes trompé de lave-vaisselle?**

**Equipement Ménager**  
**Galerias Lafayette**

**Maintenant les meilleurs prix s'entourent des meilleurs conseils**

150



150

## OUTRE-MER

### AU TERME D'UN SÉJOUR EN GUADELOUPE

#### M. Stirn estime que des progrès sérieux ont été faits dans la prévision des éruptions

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, devant regagner Paris ce vendredi 24 septembre, après un séjour à la Martinique puis à la Guadeloupe, où il a été rejoint par M. René Baby, ministre de l'éducation nationale. Les deux membres de gouvernement ont, chacun dans son domaine, fait le point sur les graves conséquences de l'activité de la Soufrière sur la vie de l'île.

M. Stirn, qui s'est d'abord entretenu avec l'équipe scientifique chargée de la surveillance du volcan, a estimé que la situation s'était aggravée depuis son dernier passage mais que les progrès sérieux ont été faits dans la prévision des éruptions et la délimitation des zones dangereuses. Le secrétaire d'Etat a annoncé qu'une vie normale pourrait être exercée

de jour dans les communes de Gourbeyre, de Trois-Rivières et de Capesterre à partir de la fin d'octobre, ce qui, a-t-il précisé, permettrait à environ trente mille personnes supplémentaires de reprendre leur activité et à la région de retrouver un regain de normalisation (1). M. Stirn a en revanche confirmé l'interdiction de séjourner sans autorisation spéciale dans le triangle restreint délimité par Saint-Claude, Baille et la ville de Basse-Terre, notant que cette mesure devait être respectée et que les pressions ne pourraient avoir aucun effet.

M. René Baby, de son côté, s'est félicité de la « bonne marche » de la rentrée scolaire. Il a assuré qu'au mois d'octobre la totalité des élèves serait scolarisée grâce à l'arrivée de classes préfabriquées et à la

libération des écoles encore occupées par les réfugiés.

On indique enfin qu'une pétition a été lancée par certaines personnalités basse-terriennes pour réclamer le retour à la Guadeloupe de M. Haroun Tazieff, demandeur qui aurait également fait l'objet de démarches présentées au conseil général auprès de M. Olivier Stirn.

(1) On voit mal en quel cas cette mesure pourrait être appliquée. Les communes de Basse-Terre, de Trois-Rivières et de Capesterre ont en effet partie, depuis plusieurs semaines déjà, du périmètre où l'activité de leur volcan est surveillée sans contrôle ni autorisation préalable. M. Stirn a-t-il voulu signifier que des moyens — notamment dans le domaine des transports — seraient mis en œuvre pour faire d'un simple « permis de passage », sans grande incidence sur la vie économique, une véritable incitation à la reprise de l'activité ?

### LA VRAIE SOUFRIÈRE EST EN GRANDE-TERRE

(Suite de la première page.)

N'a-t-on pas vu, au cours de la dernière réunion du conseil général, une élite socialiste en colère insinuer que la faillite économique de la Basse-Terre ne serait pas pour déplaire à certains, qui voient déjà d'un œil intéressé la quasi-totalité de l'activité se concentrer dans la région de Pointe-à-Pitre ? Rancœurs et procès d'intention commencent à poindre même si, pour l'instant, nul ne songe à reprocher ouvertement au préfet l'ordre d'évacuation qu'il a été contraint de donner. Qui, à sa place, aurait osé agir autrement quand le professeur Robert Brousse — alors responsable de l'équipe scientifique — promettait un cataclysme dévastateur — dans les douze heures ? Mais, précisément, ce pronostic malheureux et surtout l'intenable polémique d'experts, qu'il s'agit de contribuer à envenimer une situation qui, il est vrai, n'avait guère besoin de ce surcroît de chicanes pour glisser d'elle-même au fil des jours et des semaines.

#### Un scepticisme résigné

De piques insidieuses en propos tapageurs, les savants, en vidant leur querelle sur la place publique, ont entamé le débat qu'une population inquiète leur a confié, d'autant plus volontiers que leur diagnostic quotidien était senti à même de justifier les mesures prises par l'administration afin d'assurer la sécurité des personnes. Le doute s'est installé, et les communiqués de Pointe-à-Pitre, Charles, ou siéologues, chimistes, pétrographes et géophysiciens continuent d'assourdir jour et nuit le volcan, sont désormais accueillis avec une pointe de scepticisme résigné. Chacun sait que M. Haroun

Tazieff n'est pas très en cour dans l'entourage du préfet, où l'on se dit parfois « campé » des mesures de la vedette des volcans, plus capricieuses et plus dangereuses encore que celles de la Soufrière. C'est en effet, donc s'étonner que, devant tout ce déballage, l'autorité, prêtant d'abord l'oreille aux avis de la science officielle déléguée de Paris, une certaine opposition prenne, de son côté, fait et cause pour le volcanologue le plus connu du grand public, et ostracisé par des savants bacheliers de diplômes dont il croit judicieux, lui, le « baroudeur », de narguer la prétendue « incompétence ».

Pourquoi le gouvernement persiste-t-il à justifier ses actions sur la base de déclarations faites par des gens non compétents en volcanologie et qui, manifestement, sont dépassés par les événements ? demande ainsi vigilement le parti communiste guadeloupéen dans son hebdomadaire l'Étincelle. Pourquoï, ajoute-t-il, les avis de Haroun Tazieff sont-ils continuellement écartés ? Pourquoi ne veut-on pas reconnaître que cette évacuation n'est pas justifiée scientifiquement ? Ce serait évidemment porter un coup à la « grande prépondérance » de Stirn et à l'« honneur » du gouvernement.

Les querelles d'écoles, plus ou moins entretenues, ont fait des écoles jamais totalement désinfectées, le terrain d'un débat houleux, qui s'interrompt chaque jour sur le sort qu'on lui réserve et mériterait sans doute, pour cette seule raison, qu'on le traite avec un peu plus d'égalité. Les propos récents du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, évoquant sereinement, de son cabinet parisien, une possible évacuation de toute la Guadeloupe, si besoin était, ne peuvent que semer un nouveau désarroi à quelques milliers de kilomètres de la métropole, où, à la même heure, le préfet de région mettait tout en œuvre pour réduire l'extension du périmètre interdit afin de désengorger partiellement les communes de la Grande-Terre qui souffrent avec une population plus que doublée.

#### Des soirées agitées

De Basse-Mahaut à Sainte-Anne, dans ces classes où l'on a maintenant entassé le bric-à-brac ramassé des classes abandonnées au Sud, on commence à ne plus, trop savoir comment tuer le temps et chasser l'inquiétude. La promiscuité devient pesante et l'oisiveté n'a rien de reposant. Il y a certes plus, comme aux premiers jours, de problèmes de couchage et de nourriture mais, souvent, les d'habitants de ces classes de fortune ne font que passer leur temps à se débattre dans les « exilés » et leurs hôtes des communes d'accueil ne sont plus toujours au beau fixe.

Les gens de la Grande-Terre qui avaient accueilli chez eux parents ou amis ne peuvent plus toujours eux-mêmes assurer la subsistance de leurs hôtes et le nombre des volontaires dans les centres ne fait que s'accroître. Les chantiers de chômage, là où ils existent, n'ont pas beaucoup de succès, faute de volontaires. Et le rythme des soirées est parfois agité : « Il y a un mois, je faisais seulement ramasser les papiers de ménage à ceux qui les jettent à terre », raconte l'agent de police de Saint-Claude, qui a repris du service dans la cour d'une école de Basse-Mahaut. Aujourd'hui, je suis plus souvent obligé de faire rentrer les enfants.

Pour désamorcer préventivement cette dangereuse pondération, la tentation est grande d'effacer l'ordre d'évacuation du 15 août et d'appeler à la « reconquête » du terrain abandonné aux caprices du volcan. M. Arrousson ne cache pas que des pressions, de plus en plus fortes et venues des milieux les plus divers, l'incitent à agir. Mais il est sûr qu'il est prévisible que le préfet laissera au gouvernement le soin de prendre une décision qui pourrait être lourde de conséquences et si, sur tableau noir à la grille de l'école pour annoncer que la classe ne reprendrait qu'un peu plus tard. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : vingt-sept mille enfants d'âge scolaire parmi les réfugiés, cinquante-trois mille élèves en période normale dans les établissements scolarisés par les exilés de la Basse-Terre, l'imaginez, à l'échelle de la France métropolitaine, disait récemment M. François Doumenge, recteur des Antilles, qu'on ait à absorber sans structures d'accueil et dans les vingt-quatre heures, dix-huit millions de personnes, que la population triple de Nice à Perpignan et double de Bordeaux à Metz.

Tous les locaux, fort heureusement, n'étaient pas occupés. La C.E.S. étaient encore libres. Utilisés matin et après-midi par des classes différentes, ils permettent de limiter les débâcles et ont d'ores et déjà justifié que l'on amorce, le 15 septembre, une rentrée qui ne peut être que « progressive ». Pour le reste — c'est-à-dire l'essentiel — deux cent vingt tentes de l'armée montées en hâte sur des terrains disponibles devraient, selon les responsables de l'éducation nationale, assurer la transition avant que ne débloquent sur les quais de Pointe-à-Pitre les classes démontables promises par Paris. Mais les premières ne sont annoncées que pour le 12 octobre et il faudra attendre la fin novembre pour que toutes soient en place dans les communes d'accueil.

Cette politique au coup par coup, contrainte à l'improvisation,

permet à certains — encore peu nombreux, il est vrai — de se réinstaller dans le triangle jugé « hautement dangereux », entre Saint-Claude, Baille et la ville de Basse-Terre. Alors que la doctrine officielle préconise une stricte surveillance du passage dans ce périmètre, on sait déjà, un peu partout, que les banques fonctionnent de nouveau à Basse-Terre avec un personnel réduit, qu'une dizaine de familles y vivent jour et nuit, et que des commerces s'apprêtent à rouvrir. Une caravane a repris le travail à Baille et, mieux encore, une entreprise d'emboîtement d'eau minérale a ramené ses ouvriers à Maloubaie, le village le plus proche du cratère de la Soufrière. « Il est temps de clarifier la situation, admet un fonctionnaire un peu inquiet, sinon, demain, on n'aura plus qu'un dossier en guise de plan Orsec ».

DOMINIQUE POUCHIN.



RESIDENCE  
**BEAU MENIL**  
**ASNIÈRES**

308, avenue d'Argenteuil

VASTES APPARTEMENTS

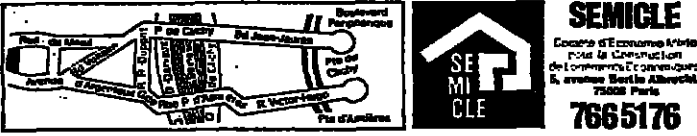
Studios et 4 pièces, parkings souterrains

De 2900 F à 3400 F le m²

PRIX FERMES ET DEFINITIFS  
à la réservation

LIVRAISONS IMMÉDIATES

renseignements Bureau de vente  
Appartement témoin SUR PLACE  
du lundi au vendredi de 13 h 30 à 19 heures  
samedi et dimanche de 14 h 30 à 18 heures  
TEL : 790.26.98



SEMIGLE  
Centre d'Etudes et de  
Recherche pour la  
Construction  
10, avenue de la République  
75001 Paris  
7655176

## Breguet

PRÈS DE LA FORÊT  
D'ERMONVILLE



"Frêne", 184 m², 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

## Domaine de Montmélian

Tout près de la célèbre forêt d'Ermonville, voici le Domaine qui, au nord de Paris, présente le plus d'atouts majeurs : terrain doucement vallonné, clos de bois et exposé plein sud, jardins de 700 à 1800 m², piscine chauffée, tennis, club-house, écoles, commerces.

Il se trouve à 2 km d'une sortie de l'Auto-route A.1 A la gare de Survilliers, située à

2 km du Domaine, il y a 40 trains par jour pour Paris. Nous y construisons 5 modèles de grandes maisons, de 135 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s. d. b., toutes identiquement luxueuses. Au Domaine de Montmélian, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-  
MODÈLES TOUTS LES JOURS  
DE 10 H À 19 H.

A 25 KM DE PARIS  
PAR L'AUTOROUTE  
DU NORD

VENEZ DES CE WEEK-END VISITER LES MAISONS MODÈLES DÉCORÉES PAR A. ORSINI  
NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE  
95470 SAINT-WITZ (TEL. 47.54.55)

## DÉFENSE

### M. YVON BOURGES : il n'y a aucun malaise dans l'armée.

M. Yvon Bourges, ministre de la défense, a fermement démenti les propos de l'armistice Sanghaïst (le Monde du 21 septembre) concernant l'existence d'un malaise parmi les cadres de l'armée, lors de sa visite, le 23 septembre, à la base aérienne 136 de Toul-Rosières (Meurthe-et-Moselle).

« Il n'y a pas de malaise dans l'armée, il doit y avoir un malaise chez l'armistice Sanghaïst », a déclaré le ministre. Il s'est rencontré, à Paris, avec M. Yvon Bourges, qu'il a toujours, dans notre pays, des mouvements antimilitaristes, mais ce sont là des mouvements carcévux qui n'ont rien de rien nos unités et nos forces armées.

Le ministre a précisé : « La réforme, en cours, de l'armée de terre se poursuit et exigera encore deux années d'efforts. En ce qui concerne la marine et l'armée de l'air, à part quelques adaptations, il ne m'apparaît pas nécessaire de bouleverser ou de réorganiser ce qui existe. »

À l'issue de sa visite, le ministre a rejoint, pour la première fois, la capitale à bord du bi-réacteur supersonique franco-britannique Jaguar.

## SOCIÉTÉ

Une association pour « la dignité de l'enfant » vient d'être créée. Elle se propose notamment d'empêcher que les adultes, que ce soient les parents, les groupes professionnels, les administrations diverses, ne disposent à leur guise du destin d'un enfant par contrainte physique, morale, psychologique. Elle veut aussi « déconcerter » tout adulte ou groupe d'adultes (...) responsables d'un drame d'enfant provoqué par des mesures de coercition et « traduire les pouvoirs publics à reconstruire la place de l'enfant dans la société ».

★ Ligue Dignité de l'enfant, 67, rue Aristide-Briand, 92300 Levallois.

**Pour votre  
DEMENAGEMENT**  
208 10-30 ODOUL

(Publicité)  
**PAPERIE ITALIENNE**  
Très spécialisée dans la production d'étuis en carton tendu pour machines automatiques  
Représentants très expérimentés  
Briser à : ITAL PRESS S.R.L.  
Via Andrea Doria, 1, 20127 MILANO, ITALIE.

## HISTOIRE

**TÉMOIGNAGE** Trente ans après le verdict de Nuremberg

## Crimes de guerre et crimes contre l'humanité

Trente ans après le verdict rendu par le tribunal militaire de Nuremberg à l'encontre des criminels de guerre allemands, Mme Aline Chalouf, membre de la commission des crimes de guerre et chef de la publication des textes français des débats du procès, nous a adressé le témoignage suivant :

Fin septembre 1946, au palais de justice de Nuremberg, on renbre de vacances ; car, depuis quelques semaines, toute activité avait à peu près cessé, à l'exception de celle du personnel requis pour la rédaction du jugement. En effet, les secrétaires et interprètes choisis pour être à l'entière disposition des huit juges britanniques, américains, français et soviétiques qui ont rédigé le long jugement de Nuremberg sont tous venus prêter serment individuellement et avec solennité devant le président anglais du tribunal militaire, Sir Geoffrey Lawrence : rien ne devait, en effet, transpirer des débats ni des décisions prises avant le 1<sup>er</sup> octobre 1946. Ce groupe avait été réuni dans un village voisin, soigneusement gardé et soumis à une stricte quarantaine.

Trente années ont passé : la disposition de la grande salle où

se déroulaient les débats pendant dix mois n'est plus présente à l'esprit, sauf à celui de ceux qui y ont vécu ces dix mois et qui retrouvent en mémoire les juges à droite, les accusés en face d'eux, séparés par tout un groupe d'avocats, de sténographes, d'interprètes, alors que les quatre délégations des procureurs sont assises à leurs tables au fond de la salle, avec la presse et le public à la tribune de l'étage au-dessus. Le jugement, qui est fort long (136 pages), ne sera pas lu ce 1<sup>er</sup> octobre, mais seules les condamnations qui en découlent le seront. Pas une demi-place de libre nulle part cet après-midi.

Après avoir pris place, le tribunal ordonne la comparution de chaque accusé séparément. Le premier à apparaître sera Goering ; il arrive, l'air rogué et sombre. Peut-être pour la première fois depuis l'ouverture des débats, les écoutés de son casque ne fonctionnent pas. Rapide comme un fauve, bondit un technicien de l'armée américaine qui saisit un autre casque avec écouleurs, pour s'assurer que la transmission s'opère bien en allemand. Le président, d'une voix calme et froide, demande à Goering s'il est maintenant en mesure d'entendre ; celui-ci, en rugissant presque, répond par l'affirmative. Le président le déclare coupable des crimes pour lesquels il a été

poursuivi et condamné à la peine de mort par pendaison. Avec de deux soldats américains Goering disparaît par une porte à glissière placée derrière le box ; ce sera sa dernière apparition en public. (Il devait échapper à l'exécution en se suicidant au cyanure environ dix jours plus tard, à la manière des chefs nazis et en dépit d'une surveillance intense et minutieuse : mystère que l'histoire éclaircira peut-être un jour.)

Les accusés nazis se succèdent, rapidement et sans nervosité, selon le même cérémonial, emprunt à la fois de solennité et d'absence d'apparat. Le voix du président du tribunal est claire, grave, neutre, l'expression du visage des accusés, elle aussi, peut à peine permettre de lire leurs sentiments : seul, peut-être, le général Jodl laisse transparaître une certaine surprise, où l'on pourrait lire : « Quoi ? Un général, pour avoir fait la guerre ? » (Ce n'était, certes, pas pour son rang dans l'armée, mais pour les ordres donnés.) La décision de

### DIX EXÉCUTIONS ET UN SUICIDE

Condamnés à mort le 1<sup>er</sup> octobre 1946 par le tribunal militaire international de Nuremberg, dix criminels de guerre allemands furent exécutés — par pendaison — le 16 octobre, entre 1 heure et 3 heures du matin, dans la prison de cette ville. Il s'agissait de Joachim von Ribbentrop, Wilhelm Keitel, Ernst Kaltenbrunner, Alfred Rosenberg, Hans Frank, Wilhelm Frick, Julius Streicher, Fritz Sauckel, Alfred Jodl et Arthur Seyss-Inquart.

Hermann Goering s'était suicidé la veille, vers 22 h 45, en avalant le contenu d'une ampoule de cyanure de potassium. De son côté, Martin Bormann — en fuite — avait été condamné à mort par contumace.

Hess, Funk et Raeder avaient été condamnés à la prison à vie ; von Schirach et Speer à vingt ans de prison, von Neurath à quinze ans et Doernitz à dix ans. Kautz, Schacht, von Papen et Fritzsche avaient été acquittés.

remettre en liberté le ministre des Finances Schacht surpris : il devait d'ailleurs, à sa sortie de prison, être remis aux mains de la justice allemande, qui le condamna à trois ans de détention ferme. Deux autres accusés allaient aussi retrouver la liberté : von Papen et Fritzsche, tandis que d'autres encouraient des peines d'emprisonnement variant de cinq à vingt ans.

Les sentences, qui avaient demandé tant de recherches, de dépouilles de témoins, de présentation de documents officiels, de plaidoiries, furent prononcées en moins d'une heure.

Ce qui suivit fit l'effet d'une véritable débandade : les juges britanniques et américains avaient commandé des avions, dont le départ précipité surprit. Aucune disposition précise ne fut prise à propos du procès des Industriels, surtout celui des Krupp, dont on avait sérieusement envisagé l'ouverture prochaine. Les avocats allemands, qui désiraient présenter au Conseil Interallié à Berlin une demande de grâce pour leurs clients, furent heureux de trouver la délégation française encore présente, afin de lui soumettre leurs pourvois ; nous n'avions pas esquissé notre responsabilité aussi rapidement que nos alliés. (Les pourvois en grâce furent présentés à Berlin et rejetés.)

En nous rendant à la capitale allemande par la route, nous demandâmes au passage aux Allemands quelles étaient leurs réactions au jugement. Aucun Allemand ne se voulait naïf. Peu de protestations furent émises, excepté dans le cas de l'acquiescement de Schacht : on ne pouvait comprendre cette manifestation des Alliés à l'égard du battleur de fonds, du banquier habile qui avait rendu possible l'armement hitlérien.

L'histoire, la science, la technique, tout a marché, depuis cette date, à pas de géants. Ce fut, toutefois, un moment où l'on espérait avoir châté avec efficacité ceux qui s'étaient rendus coupables de crimes de guerre, et surtout de crimes contre l'humanité.

ALINE CHALOUF.

## 4 DEPOTS OUVERTS AU PUBLIC VENTE SPECIALE LOTS DE MEUBLES NEUFS

VENTE EXCLUSIVE AUX PARTICULIERS QUANTITES LIMITEES

LIVING PVC PALISSANDRE DE RIO polyester 210 x 195 x 2 195 F	ELEMENT HAUT en 80 stratifié 153 F	LIT "VALISE" matelassé avec matelas mousse, couchage 75 310 F
LIVING MERISIER MASSIF et placage merisier 215 x 195 x 53 778 F	MEUBLE « HI-FI » PVC TECK 92 x 70 x 40 386 F	CHIFFONNIER 7 tiroirs placage BOIS DE ROSE avec marqueterie 75 x 122 x 43 1 560 F
CHAMBRE D'ENFANT PVC FRENE NOIR et BLANC, comprenant : 1 Armoire 85 x 190 x 35 1 Secrétaire 55 x 100 x 35 1 Lit pour litier de 90 1 Chévet, l'ensemble 770 F	ARMOIRE RANGEMENT PVC CHE-NE, ACADEMIQUE ou TECK 130 x 225 x 60 780 F	Commandez vos literies EPEBA et PIRELLI remise 20 % sur tarif
CHAMBRE PVC NOYER et OCRE, comprenant : 1 Armoire 4 portes 190 x 190 x 58 Lit avec chevet amovibles pour litier de 140, les 2 pièces 1 260 F		

**PARIS (XIV)**  
63, rue  
Ducaudé  
par 53, avenue du  
Général-Lafont  
ouvert tous les jours  
sauf dimanche

**LONGJUMEAU**  
rue du Canal  
ouvert le dimanche  
toute la journée

**ROMAINVILLE**  
86, rue  
Edouard-  
Branly  
ouvert le dimanche matin

**VILLENEUVE  
ST-GEORGES**  
2 bis,  
avenue Pasteur  
ouvert le dimanche matin

## Aujourd'hui seul National Semiconductor suit votre logique personnelle.

National Semiconductor n'a qu'une seule ambition. Mettre entre les mains de ses clients les calculatrices les plus fiables et les mieux adaptées à leurs besoins quels que soient le prix et le niveau de performances.\*

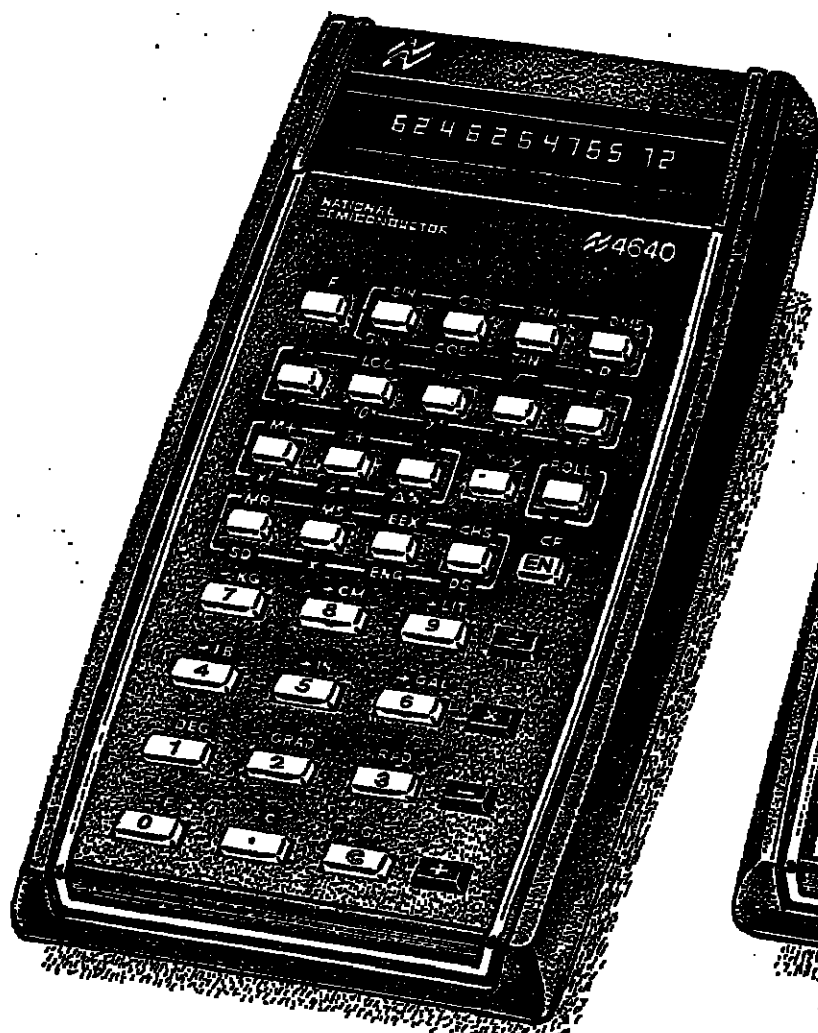
Sans essayer d'imposer ses préférences ou ses méthodes d'utilisation.

Ainsi, National Semiconductor présente aujourd'hui deux machines scientifiques de haut niveau. Equivalentes au plan des performances,

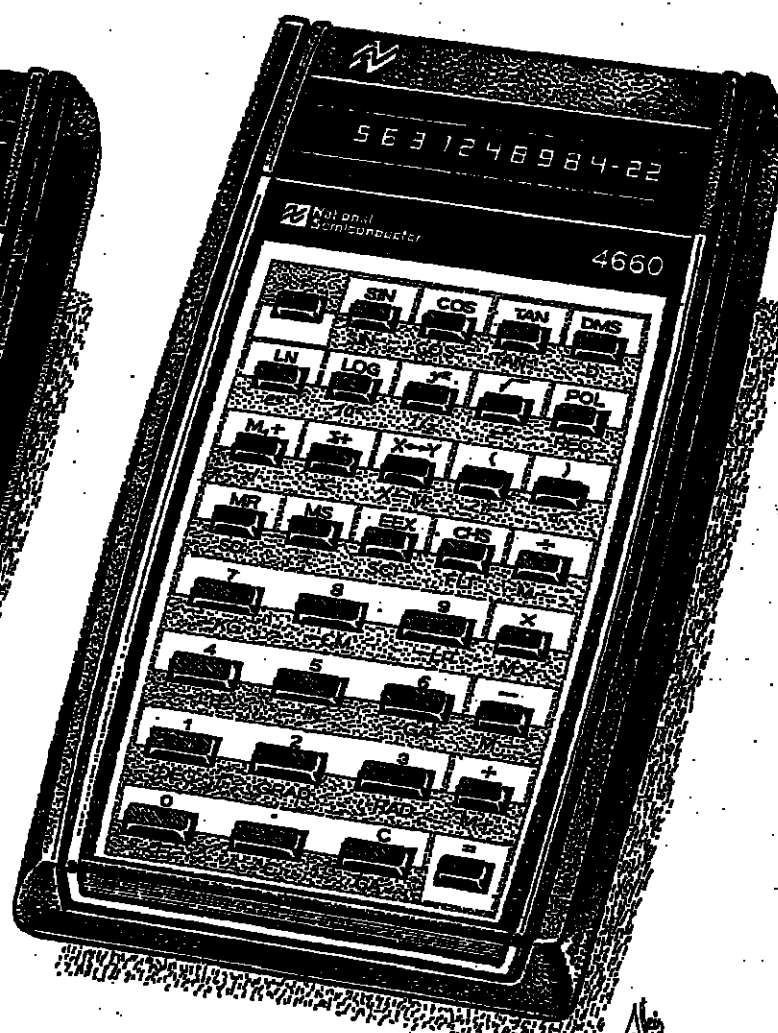
elles vous laissent libre de choisir votre logique préférée. Polonoise inverse pour la 4640. Algébrique pour la 4660.

Connaissez-vous d'autres grandes marques qui vous offrent ce choix ?

\*Toutes les calculatrices de National Semiconductor, celles destinées à l'écolier ou à la maîtresse de maison comme celles qui s'adressent aux statisticiens ou mathématiciens, ont été conçues selon cette même philosophie.



NS 4640. Logique Polonoise Inverse. 3 mémoires adressables. Fonctions trigonométriques, logarithmiques et statistiques. Rechargeable. Livrée avec housse et chargeur.



NS 4660. Logique Algébrique. 3 mémoires adressables. Fonctions trigonométriques, logarithmiques et statistiques. Rechargeable. Livrée avec housse et chargeur.

National Semiconductor au Sicob • Niveau 4 • Zone B • Stand 4202  
Toutes nos calculatrices sont en vente chez les papeteries et mécanographes à l'enseigne KORES, et dans le commerce moderne.

**National Semiconductor**  
Les grandes idées sont toujours simples.

National Semiconductor Division Grand Public  
28 rue de la Redoute, 92260 Fontenay-aux-Roses

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation détaillée sur vos produits.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_ Société \_\_\_\_\_

rustiques

au mont st-michel

150 000 000



## RELIGION

### Le départ de la Communion de Boquen

Avant de quitter l'abbaye où elle prit naissance en 1969 afin d'accueillir les hommes en recherche et dont elle est chassée par la hiérarchie, la Communion de Boquen célébrera, le dimanche 26 septembre prochain, à partir de 10 heures, son « passage » à d'autres « espaces de liberté ». Avec François Biot, Georges Casalis, André Mandouze et ses amis, sœur Françoise Van der Meersch, la Communion précèdera ses perspectives et son nouveau mode de fonctionnement, après un débat sur les pouvoirs et la liberté des hommes, les com-

ités de libération et l'action pour l'avènement du royaume de Dieu, la prière de l'homme d'aujourd'hui. Une célébration eucharistique clôturera la journée vers 18 heures. Le siège de la Communion sera désormais à Saint-Briac (Côte-d'Or), 42, rue des Trois-Frères-Legoff (boîte postale de l'Association culturelle de Boquen). Le Père Guy Luszensky, un des principaux animateurs de la Communion de Boquen, nous livre, ici, ses réflexions sur le départ de la communauté et sa nouvelle installation.

#### « Ce que nous emportons de ces murs... »

L'Eglise, ce n'est pas seulement les baptisés et encore moins seulement cette fraction minime qui use encore les hautes des églises. L'Evangile concerne et intéresse quantité de gens qui sont incroyants ou mal croyants, qui ne se soucient pas du pape ou des évêques. Boquen fut un lieu non seulement ouvert à ceux-là, mais où ils étaient chez eux. Ils cherchaient en toute droiture les voies d'une existence plus digne de l'homme et d'une société qui serait au service de l'homme. Nous engageons dans ce combat avec ceux qui ne partagent pas notre foi, loin de nous amener à des compromis, n'a fait que nous montrer avec plus de rigueur, les exigences de l'Evangile. Mais ce fut notre perte. Tout comme Jésus fut combattu à mort pour avoir annoncé un Dieu moins soucieux de sa gloire que du sort des pauvres, Boquen fut de plus en plus mal supporté par ceux dont l'honneur et le pouvoir semblaient se confondre échevement avec l'honneur et l'autorité de Dieu. La Bonne Nouvelle destinée aux pauvres est solennelle-

ment filtrée à travers les intérêts des riches et des puissants. Boquen fut coupable de vouloir y accéder directement, de briser les barrières de la hiérarchie, de certains pouvoirs. Comme Jésus, il devait mourir. Mais, comme Jésus, il vivra. Désormais, Boquen n'est plus dans Boquen. La folle aventure, commencée voilà juste quarante ans par un homme seul — le Père Alexis, — et qui a valu une renommée mondiale à cette région, cette aventure continuera ailleurs. Car c'était la folle aventure. Tous venaient admirer la foi et le courage de cet homme à vouloir sortir des ronces et des ruines cette abbaye et son église. Tous ne percevaient pas l'autre folie, l'entreprise encore plus téméraire que masquait cette restauration matérielle — revenir à la pensée originelle de la tradition monastique, la retrouver dans l'intégrité de sa force libératrice ; déconstruire cette source de tout ce qui l'encombrait pour qu'elle jaillisse avec toute son impétuosité, assez abondante pour abreu-

ver tous ceux qui étaient altérés. C'est cette aventure, cette entreprise audacieuse que Boquen poursuivait après Alexis, et qu'il poursuivra encore lors de ces murs. C'est une antique tradition, ou plutôt une hantise aussi vieille que l'homme, qui le harcèle toujours et le presse de regarder plus haut ou de chercher dans les sombres profondeurs de son être, au-delà de ce qui fait ses soucis et ses inquiétudes de tous les jours. Une hantise qui, par moment, l'empoigne au point de lui faire fuir ce quotidien, le pousse à vivre hors du monde, dans le désert — ou dans le passé — ou dans le ciel. Le trouvaill de Boquen, la raison de cette attirance éphémère qu'il exerçait sur les hommes, c'était que cette hantise millénaire y était venue avec une haute intensité, mais on la vivait dans l'insécurité même du quotidien, de tout ce qui fait la vie de l'homme : la nourriture et le vêtement, l'amour et les enfants, la profession et la cité. Le Dieu qu'on cherchait à Boquen, et avec quelle exigence, n'habitait pas au ciel, avec les anges ; il vivait avec les hommes, partie prenante de leurs peines et de leurs joies, de leurs luttes et de leurs espérances. Ce que nous emportons de ces murs, c'est l'espérance téméraire qui projette l'impossible, qui poursuit l'utopie — mais c'est au cœur même de la vie que nous nous obstinons à découvrir ce qui la dépasse, c'est au cœur du temporel que nous voulons faire émerger l'éternel. Nous croyons que le message de Jésus, sa parole, sa vie, sa mort, ont quelque chose d'essentiel à dire sur ce qu'est l'homme, sur ce que doit être l'organisation de la société, le type de rapports entre les hommes. Mais aussi fermement nous croyons que ce message ne livre son sens que sous la pression des questions et des interrogations qui jaillissent de notre vie et de ses combats.

Où que nous allions, Boquen en exil sera le lieu où se rencontrent et se confrontent les recherches, les expériences, les projets de ceux qui ont foi dans cette utopie et qui, forts de leur foi — comme le fut Alexis — la construisent, pierre par pierre, sans se laisser arrêter par les obstacles, les incompréhensions, les oppositions, les menaces. « Car la vie sera plus forte que la mort ». GUY LUSZENSKY.

(1) Voir « La chronique de Boquen » de septembre 1976.

### Le cardinal Höfner est élu président de la conférence épiscopale de l'Allemagne de l'Ouest

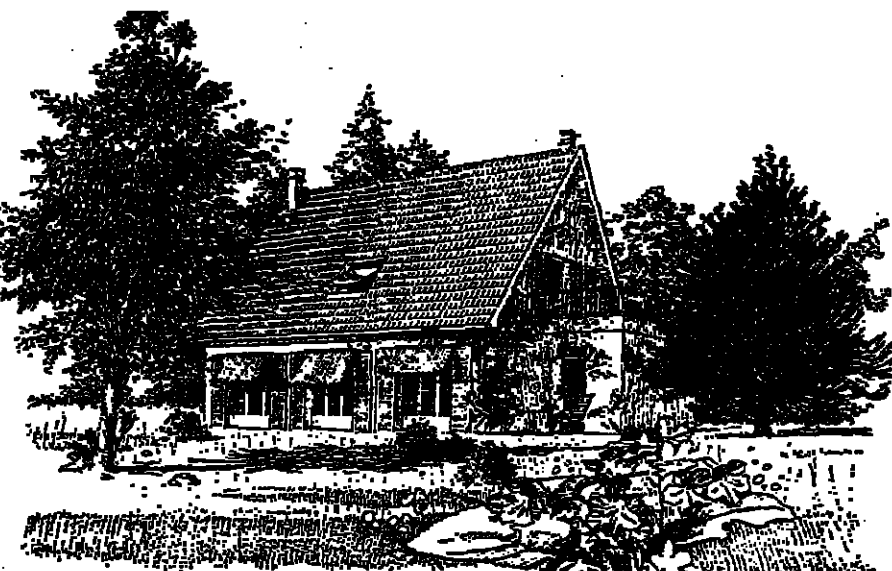
De notre correspondant

Bonn. — Le cardinal Joseph Höfner, archevêque de Cologne, a été élu pour six ans, le 22 septembre, président de la conférence épiscopale allemande, par les soixante-cinq évêques de la République fédérale d'Allemagne réunis à Fulda. Depuis la mort de Mgr Döpfner, au mois d'août dernier, il avait assuré l'intérim de la présidence. Le vote a eu lieu à bulletins secrets, et le nombre de voix recueillies par Mgr Höfner n'a pas été rendu public. On sait seulement que le scrutin a duré une heure et que, aux deux premiers tours, la majorité des deux tiers est nécessaire pour être élu. Ensuite, la majorité simple suffit. Le nouveau président de la conférence épiscopale passe pour un tenant de la tradition et un représentant de la tendance conservatrice. Il est né en 1906, dans une famille de paysans de la Westerland. Après des études à Trèves et à Rome il est ordonné prêtre en 1932. Après la guerre il

enseigne la théologie et la sociologie aux universités de Trèves et de Münster. Pendant les années 50, il crée un institut chrétien des sciences sociales dans cette dernière ville, dont il devient évêque en 1962. Connus pour ses travaux en sociologie, Mgr Höfner était à Vatican II un des rares experts de cette discipline. L'archevêque de Cologne s'est toujours engagé pour le respect des « valeurs fondamentales » par la société, notamment de la vie à naître et de la famille. Plus récemment, Mgr Höfner a rappelé à l'ordre le secrétaire de la conférence épiscopale, qui avait déclaré que les croyants pouvaient « voter en principe pour tout parti respectant la Constitution ». Pour le président de la conférence des évêques allemands, tous les partis politiques ne se valent pas puisque certains sont plus proches que d'autres des enseignements de l'Eglise. DANIEL VERNET.

## Breguet

### A PONTAULT-COMBAULT



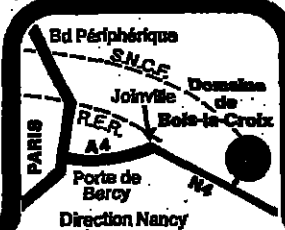
"Belgravia", 155 m<sup>2</sup>, 7 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

## Domaine du Bois la Croix

A Pontault-Combauld même, au grand calme, sur un terrain d'une beauté exceptionnelle, voici un Domaine proche de la gare (40 trains par jour pour Paris) et des magasins. Il possède son parc privé de 18 ha, aux arbres centenaires, et ses tennis. Une sortie de l'Autoroute A4 rendra bientôt

son accès extrêmement facile depuis Paris. Nous y construisons 5 modèles de très élégantes maisons de 93 à 155 m<sup>2</sup>, 4 à 7 pièces, 1 à 3 s.d.b., toutes dans de vastes jardins. Au Domaine du Bois La Croix, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-  
MODÈLES TOUS LES JOURS  
DE 10 H À 19 H.



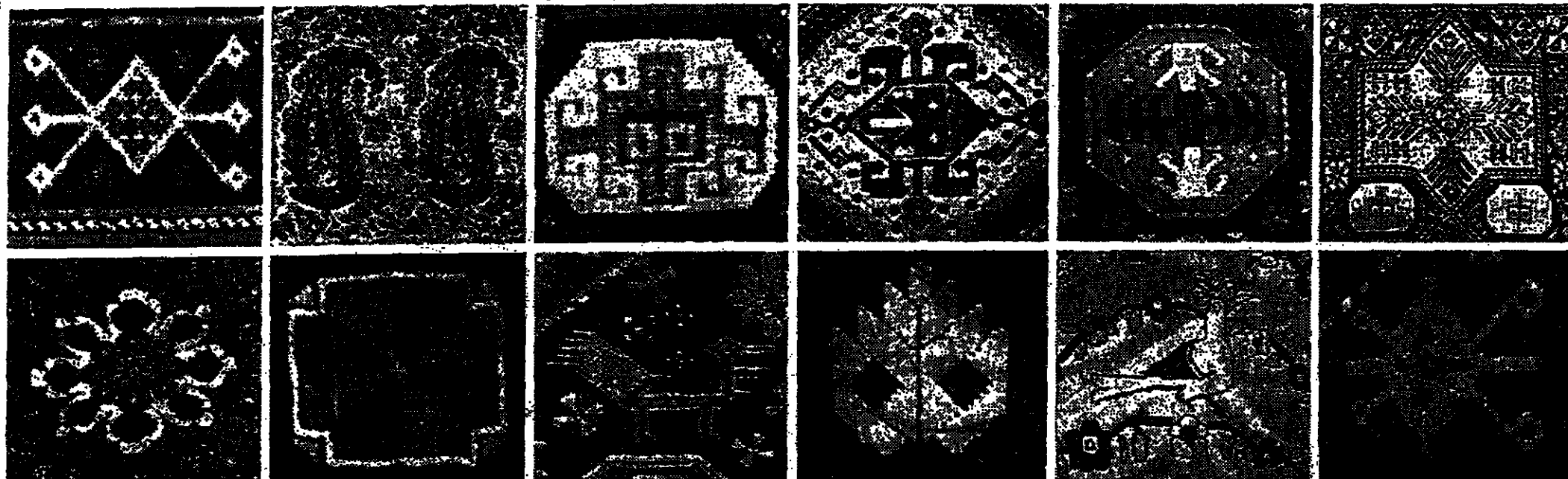
A 18 KM  
A L'EST DE PARIS  
PAR L'A4 ET LA N4

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODÈLES DÉCORÉES PAR A. ORSINI  
NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE.  
77840 PONTAULT-COMBAULT (Tél. 028.64.63)

DU 23 SEPTEMBRE AU 30 OCTOBRE

# FESTIVAL DU TAPIS D'ORIENT

DE L'HIMALAYA AU HAUT ATLAS : 2 000 TAPIS SELECTIONNES.



Festival de couleurs, de formes et d'harmonies : cette exposition-vente est un événement qui ne peut laisser indifférent les amateurs de belles choses et, bien sûr, tous les amoureux du véritable tapis d'Orient. Jugez vous-même : sur le thème "de l'Himalaya au Haut Atlas" une sélection des plus belles pièces dans 2.000 m<sup>2</sup> de magasin. Vous trouvez ainsi réunies des œuvres aux origines et aux personnalités très différentes

dont le lien, outre l'authenticité artisanale, est la valeur artistique et décorative. Des frontières de la Chine aux rives de la Méditerranée, nous nous ferons un plaisir de vous guider et de vous démontrer pourquoi certains tapis sont offerts à des prix très accessibles pour leur qualité. C'est l'occasion, peut-être, de faire vos premiers pas dans ce monde riche et mystérieux, l'occasion de contempler et de toucher de vos mains ce qui constitue un objet de valeur artistique unique.

### à la place clichy

36, rue de Lénine - Paris  
spécialiste agréé par l'Etat

CLUB DECOUVERTE DU  
TAPIS D'ORIENT

## MÉDECINE

AUX JOURNÉES INTERNATIONALES DE LA PHARMACIE

### Les médicaments pour le troisième âge supposent des dosages et des présentations spéciales

Administrés aux personnes âgées, les médicaments ont-ils les mêmes effets que chez les adultes jeunes ? Sont-ils assimilés, métabolisés de la même façon ? Or, fait-il pour le troisième âge des dosages et des présentations spéciales ? Tel était le thème d'une « table ronde » présidée par le professeur Simon, pharmacologue, lors des Journées internationales de pharmacologie, qui viennent d'avoir lieu à la faculté de pharmacie de Paris.

M. J. Hirs a montré avec précision l'évolution de l'activité d'un médicament et celle de sa durée de vie dans l'organisme humain en fonction de l'âge. Un médicament doit présenter un maximum d'efficacité pour un minimum d'effets secondaires, et ceux-ci ne doivent pas être plus importants que les effets thérapeutiques. C'est ce qu'a rappelé le professeur Simon, avant de montrer que, en raison des modifications du métabolisme, les surdosages et les sous-dosages sont fréquents et peuvent être particulièrement néfastes. Pour un certain nombre de médicaments, en effet, à doses égales, l'efficacité augmente avec l'âge et les inconvénients aussi, ce qui oblige, par exemple, à une surveillance spéciale des traitements à long terme anticoagulants ou à base de digitaline.

### DEUX NOUVEAUX COLORANTS INTERDITS AUX ÉTATS-UNIS

Après sept ans d'études et de recherches, la Food and Drug Administration (service américain de contrôle des denrées alimentaires et pharmaceutiques) a interdit, le 22 septembre, l'emploi de deux colorants artificiels : le rouge n° 4 et le noir de carbone. Des expériences sur les chiens ont révélé que le rouge n° 4 pouvait entraîner la formation de polypes dans la vessie et une atrophie des capsules surrénales. Quant au noir de carbone, il a été impossible de prouver l'absence de substances cancérogènes dans le colorant. Le rouge n° 4 a été autorisé pour les cosmétiques, mais est interdit pour la fabrication des denrées alimentaires et pharmaceutiques. Le noir de carbone ne pourra plus être utilisé dans la réglisse, les médicaments ni les produits de maquillage comme le mascara et les ombres à paupières. Dix autres colorants artificiels seront interdits aux États-Unis le mois prochain et une vingtaine seront soumis à des restrictions vers la fin de l'année. — (A. F. P.)

En revanche, d'autres produits sont insuffisamment absorbés et nombre de thérapeutiques sont incomplètes. À un âge avancé plus qu'à tout autre, a ajouté le professeur Simon, « une thérapeutique doit être globale et pas seulement médicamenteuse », la rééducation, le soutien psychologique, doivent souvent, entre autres, être adjoints à une prescription de spécialistes bien adaptés.

An troisième âge, un autre sujet prend un relief particulier : les associations médicamenteuses. Le professeur Simon a fait remarquer qu'il ne s'agit pas d'un problème propre au troisième âge, mais que, à ce stade de la vie, il devient caricatural puisqu'il n'est pas rare « qu'un malade baigne dans une mer de médicaments ». Or, passé deux ou trois associations, nul ne peut prévoir quels seront les effets d'inhibition ou, au contraire, de renforcement dus à la prise simultanée de plusieurs principes actifs. Le nombre des effets indésirables, déclare le professeur Simon, augmente selon une croissance géométrique avec le nombre des médicaments associés, et la supposée voudrait que le prescripteur n'en ajoute pas un de plus pour supprimer un effet secondaire dû à la conjonction des précédents.

Il a montré aussi les dangers de l'automédication et de ses fluctuations, surtout quand elle vient en surimpression d'un traitement de fond. La prise ou l'arrêt d'un barbiturique peut modifier l'effet d'un traitement antiparkinsonien.

M. A. Le Hir, gériatriste, a insisté pour sa part sur un point particulier : l'adaptation du médicament proprement dit à la clientèle âgée, parfois invalidée, à vue réduite et qui peut être soumise à un régime sans sel ou sans sucre. Cette clientèle aurait besoin de présentations particulières et de facilités d'emploi qui ne sont pas, malheureusement, toujours compatibles avec la recherche actuelle d'une plus grande sécurité à l'égard des enfants qui peuvent cohabiter avec les personnes âgées. « Certaines présentations sophistiquées actuelles, dira-t-il, constituent un jeu ingénieux pour les enfants et un casse-tête pour les malades âgés. » — M. A.-R.

## AÉRONAUTIQUE

LE CONSEIL RÉGIONAL DE HAUTE-GARONNE EST PRÉOCCUPÉ PAR LE SORT DES BUREAUX D'ÉTUDES DE LA SNIAS

(De notre correspondant régional.)

Toulouse. — Les élus socialistes et communistes du conseil régional de la Haute-Garonne ont fait adopter, mardi 21 septembre, par l'assemblée départementale, réunie en session extraordinaire, une motion concernant l'industrie aéronautique française.

La résolution, après avoir évoqué l'accord de principe donné par le gouvernement français au projet signé entre la firme Dassault-Breguet, la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS) et le constructeur américain Douglas pour la fabrication du moyen-courrier Mercure-200 (1), constate que le problème du plan de charge du bureau d'études et du centre des essais en vol de la SNIAS, à Toulouse, n'est pas résolu pour autant. En conséquence, le conseil général propose au gouvernement français d'entreprendre de nouvelles négociations pour la réalisation d'un programme efficace qui établisse une égalité entre constructeurs américains et européens. La résolution demande également le vote de crédits suffisants pour permettre la poursuite des études de l'AS-200 (moyen-courrier), de la version B de Concorde (modèle allongé du supersonique), ainsi que le développement de la série des Airbus, ce qui permettrait la survie de la division aéronautique de la SNIAS.

La motion socialiste communiste conclut en demandant la fin du monopole Dassault-Breguet pour la construction des avions destinés à l'armée de l'air et la nationalisation de la firme.

La Fédération européenne des ouvriers métallurgistes, qui affirme compter six millions cinq cent mille adhérents dans les neuf pays du Marché commun, a, samedi, mardi 21 septembre, qu'elle était opposée au projet de collaboration entre les sociétés aéronautiques françaises SNIAS, Dassault-Breguet et la firme américaine McDonnell-Douglas. Selon la centrale syndicale européenne, le projet menace l'industrie aéronautique européenne, et notamment le programme franco-allemand de l'Airbus.

(1) Le projet d'accord prévoit une participation de 50 % pour la SNIAS, de 25 % pour McDonnell-Douglas et de 25 % pour Dassault-Breguet. A raison des 49 % restants, le projet de construction du Mercure-200 est ouvert à d'autres participants, et, principalement, à celle de sociétés aéronautiques européennes.

## ÉDUCATION

MÉCONTENTEMENT CHEZ LES PARENTS, LES ENSEIGNANTS ET LES AGENTS

### Des établissements scolaires sont perturbés par divers mouvements revendicatifs

Plusieurs mouvements de grève et des protestations de parents d'élèves marquent le début de l'année scolaire. D'autres actions sont annoncées pour les prochains jours.

La grève de quarante-huit heures décidée par le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) et le syndicat général C.G.T. des personnels de l'éducation nationale s'achève ce vendredi 24 septembre. Le ministère de l'éducation estime que seuls 15 % des agents administratifs, techniques et de service ont suivi, jeudi 23, le mot d'ordre des syndicats et 4 % des agents ont fait grève. Les revendications de ces personnels portent essentiellement sur les conditions de travail. Majoritaire parmi eux, la Fédération de l'éducation nationale ne participe pas à cette action.

Les enseignants en grève à l'appel du SGEN protestent contre les conditions de travail et de rémunération. Ils réclament la création de postes et la titularisation de maîtres auxiliaires. Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES, affilié à la FEN), majoritaire dans ce secteur, ne s'est pas associé à ce mouvement. Mais il a engagé ses adhérents à prendre localement des initiatives concrètes, qui s'achèveront le 13 octobre par une « journée nationale d'action ».

Plusieurs manifestations devaient avoir lieu ce vendredi à Paris et en province. A Paris, les enseignants devaient défilier l'après-midi, à l'appel du SGEN, de la place Saint-Germain-des-Près au ministère de l'éducation. Un cortège des personnels non enseignants devait se rendre au ministère. D'autre part, le SNES, le SGEN et le Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.-C.G.T.) appellent les personnels d'éducation (conseillers d'éducation et

conseillers principaux d'éducation) à se mettre en grève vendredi 1<sup>er</sup> octobre.

● REGION PARISIENNE. — Dans l'académie de Versailles, des grèves ont lieu depuis le début de la semaine : dans les Hauts-de-Seine, au lycée Descartes à Antony et au C.E.S. Pasteur à Gennevilliers, où, selon le SGEN, le mouvement serait suivi à 75 %. Les cours ont repris ce vendredi au C.E.S. Guillaumet-Budé à Yverny (Essonne) en grève depuis lundi 20 (le Monde du 24 septembre) et au C.E.S. Lamartine à Houilles (Yvelines). A Maule (Yvelines), où les parents d'élèves occupent depuis la rentrée scolaire un local dans l'école maternelle pour protester contre la suppression d'une classe, les autorités académiques ont décidé la création d'une nouvelle classe. Dans l'académie de Créteil, selon le SGEN, plusieurs établissements, dont seul avec la participation du SNES, ont été touchés par la grève.

● PROVINCE. — Une grève des professeurs a touché successivement les trois lycées de Cavaux depuis la rentrée : le lycée Frenel, le lycée Malherbe et le lycée technique, seul établissement encore perturbé et où l'internat est fermé depuis mercredi 22 septembre. Les enseignants demandent l'ouverture d'une nouvelle classe de seconde A1 (littéraire et économique) dans chaque établissement, alors que seul le lycée technique a bénéficié d'une classe supplémentaire. Dans l'enseignement préscolaire et élémentaire, plusieurs écoles ont été occupées jeudi 23 septembre par des parents qui demandent l'ouverture de classes et la création de postes d'instituteurs. C'est le cas d'écoles primaires à Strynol-Barrai (Haute-Savoie) et à La Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine), d'une école maternelle à Rives (Isère) et du groupe scolaire Henri-Tranchier à Martignes (Bouches-du-Rhône).

### Les cent soixante dix-mille « oubliés » de l'enseignement

Depuis jeudi 23 septembre, dans certains établissements, des classes, des dortoirs, des escaliers, ne sont pas balayés. Des concierges ne répondent pas au téléphone. Des garçons de laboratoire ne préparent pas les travaux pratiques de sciences naturelles, physique et chimie. Des secrétaires d'intendance, des employés de cantine ont fermé leurs dossiers. Des cuisiniers ne préparent pas les repas des élèves et des enseignants.

Les revendications de ces personnels (170 000 environ) portent notamment sur la réduction du temps de travail (actuellement quarante-cinq heures par semaine), la titularisation des non-titulaires (6 800 auxiliaires de bureau, 6 700 auxiliaires de service, 8 000 horstatut, selon les syndicats), le rem-

placement des agents en congé, l'augmentation des salaires, l'amélioration des possibilités de promotion. Certains insistent sur l'attitude de la « hiérarchie » qui considère souvent les agents comme des « farbins », selon l'expression d'un représentant du SGEN-C.F.D.T.

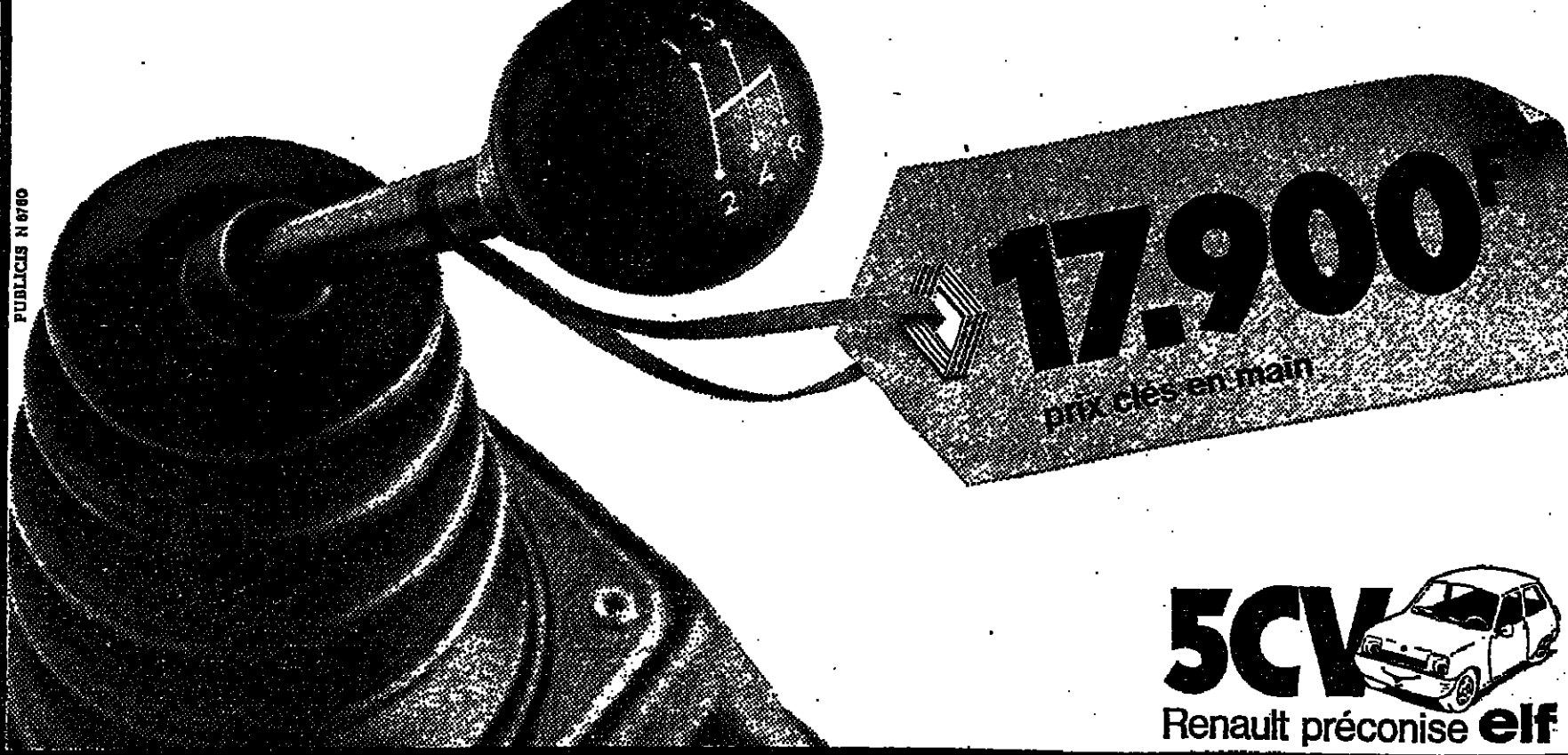
Tous tiennent à attirer l'attention sur l'insuffisance des crédits de fonctionnement des établissements et la diminution du nombre de créations de postes qui entraînent une aggravation de leurs conditions de travail et de l'accueil des élèves.

Le barème qui fixe, depuis 1966, le nombre d'emplois nécessaires dans chaque établissement en fonction des effectifs d'élèves — maintes fois dénoncé par les syndicats — vient d'être abandonné. Il ne tenait pas compte, en particulier, des caractéristiques des établissements : ceux qui sont vétustes ou dotés d'espaces verts nécessitent par exemple beaucoup d'entretien. Mais ce barème n'a pas été remplacé et, selon les syndicats, les recteurs sont obligés de « réparer la pénurie ». Là où, par exemple, un établissement compte huit emplois de non-enseignants, les syndicats estiment qu'il en faudrait le double.

« On en arrive, explique un cuisinier, à ne plus respecter l'hygiène : ou on nettoie les cuisines deux fois par jour, ou on ne sort pas les élèves ». Ailleurs, pour pouvoir assurer le nettoyage des locaux, on fait appel à des services privés de restauration. Souvent, des personnels sous-qualifiés sont chargés de la gestion des établissements et la comptabilité prend des mois de retard. Ces personnels souhaitent enfin que soit aussi reconnue leur participation à l'éducation des élèves. — C. A.

# Renault 5: prix et levier au plancher.

Il y a maintenant une nouvelle Renault 5. Son prix 17 900 F clés en main. C'est une vraie Renault 5 amusante, séduisante et un peu snob, comme toutes les Renault 5. La nouvelle Renault 5, c'est une 5 CV, levier de vitesses au plancher et beaucoup de brio. La Renault 5 a des ceintures de sécurité à enrouleur comme toutes les Renault 77. Pour 17 900 F c'est vraiment chouette de rouler en Renault 5.



### M. ROBERT MANDROU ADMINISTRATEUR PROVISOIRE DE L'U.E.R. DE DROIT DE NANTERRE

M. Robert Mandrou, vice-président de l'université de Paris-X (Nanterre) et professeur d'histoire, vient d'être nommé administrateur de l'U.E.R. de droit de cette université par le recteur de Versailles, en remplacement de M. Jean Hilaire, démissionnaire du poste de directeur.

M. Mandrou exercera son mandat jusqu'au 30 novembre, l'U.E.R. de droit devant dépendre ensuite de l'université de Paris-V (René-Descartes).

D'autre part, sur les six cent quatre-vingt-neuf étudiants en droit de Nanterre, inscrits en septembre sur des listes d'attente dans les universités de Paris-I et Paris-II, deux cents n'auraient pas répondu au questionnaire de préférence demandé par le recteur de Paris. Quarante-vingt-dix d'entre eux envisageraient de retourner à Nanterre, ce qui signifie que la nouvelle U.E.R., qui doit s'installer à Nanterre (Hauts-de-Seine), n'accueillerait au mieux que quatre cents ex-étudiants en droit de Paris-X.

● PRECISION. — M. Parfait Jans, maire (communiste) de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), nous demande de préciser que si la subvention accordée par l'Etat pour la construction de la nouvelle école de la rue de Lorraine (le Monde du 15 septembre) est bien de 747 000 F, la T.V.A. versée par la municipalité au titre des travaux effectués à cette occasion représente 616 000 F.

## JEUNESSE

● Nouveaux numéros de téléphone pour le Centre d'information et de documentation jeunesse de Paris (C.I.D.J.J.) : le 508-40-30 pour les informations générales du public, et le 586-40-44 pour les questions d'emplois temporaires et de logement.

Handwritten note: 150



150

## ÉDUCATION

### Les I.U.T., de la prospérité à l'austérité

(Suite de la première page.)

Pour ce qui est de constater, aujourd'hui, que l'insatiation n'a pas donné tout ce que l'on en espérait. Le cinquième Plan, qui faisait des I.U.T. un « modèle » pour toutes les formations « courtes » (notamment les animateurs sportifs ou sociaux, et les instituteurs), prévoyait qu'ils accueilleraient près de cent soixante-dix mille étudiants en 1972-1973, le quart de l'effectif total des enseignements supérieurs. Le VI<sup>e</sup> Plan, moins ambitieux, attendait encore soixante-sept mille étudiants en 1975-1976 en y incluant des formations du secteur sanitaire et social. Or, on en comptait moins de quarante-quatre mille l'an dernier.

Cela a permis à Mme Samier-Sellé de dénoncer l'insuffisante utilisation du « potentiel » des I.U.T. en reprenant un constat fait en juin dernier par la Cour des comptes dans son rapport annuel : globalement, les locaux et les équipements des I.U.T. (la capacité des seconds étant déjà inférieure à celle des premiers) permettraient d'accueillir

soixante-huit mille étudiants, l'encadrement en enseignants suffirait pour cinquante-trois mille. Peu de départements comptent les trois cents étudiants (cent cinquante par promotion) pour lesquels ils étaient conçus. (Le Monde du 3 juillet). Or le nombre « plafonne » depuis 1971 dans de nombreux départements. Actuellement, relèvent les magistrats de la Cour des comptes, « les effectifs régressent sensiblement dans plus de vingt départements et restent stationnaires dans plus de dix d'entre eux » (sur deux cent vingt-cinq, il est vrai). De fait, sur les « grandes » spécialités, celles qui fournissent le plus gros de l'effectif, seuls les départements « gestion des entreprises et des administrations » (G.E.A.) et « techniques de commercialisation » — et le « génie civil », pour le « secondaire », augmentent régulièrement leur recrutement et atteignent un taux de « remplissage » raisonnable (plus de 80 % de la capacité d'accueil) ; les « génies électriques » et « mesures physiques » progressent aussi, mais restent encore en deçà de la normale.

#### Pas assez de « professionnels »

Deuxième déception indéniable : la participation des « professionnels » à l'enseignement reste bien inférieure aux « normes » fixées au départ. La moyenne générale est de 12 %, mais la situation varie considérablement

Reste que les crédits d'heures complémentaires ont parfois servi à payer des tâches pour lesquelles ils n'étaient pas explicitement prévus, comme la coordination d'enseignements ou l'encadrement de stages. Dans certains cas, on a « majoré » l'horaire fait par les vacataires « professionnels » ou, non de façon à leur assurer une rémunération décente : l'heure complémentaire d'un maître de conférences (ou d'un cadre jugé de niveau équivalent) est, en effet, payée actuellement 90 F, alors que les établissements privés comparables accordent 160 F, et les entreprises nationalisées 300 F au moins, plus les frais de déplacement. Mais l'exemple vient de haut, et pour condamner qu'elles apparaissent au regard des règles de la comptabilité publique — ce qui explique

que la Cour des comptes les ait dénoncées — ces pratiques se retrouvent dans d'autres établissements d'enseignement supérieur, y compris les écoles d'ingénieurs, présentées aujourd'hui comme un modèle de rigueur à côté des I.U.T.

D'autres infractions, plus sérieuses, ont été relevées par les magistrats de la Cour, mais non citées dans le rapport public : participation à des réunions pédagogiques rémunérées par le versement d'heures complémentaires, ou, mieux encore, une mission d'étude d'un directeur d'I.U.T. au Maroc, ou des voyages d'étudiants payés sur des crédits d'enseignement. Mais ces cas ont été rares : la cour de discipline n'a eu à connaître, en fait, que deux affaires, l'une concernant un chef de département, l'autre plusieurs responsables d'un institut.

D'autres cas auraient-ils pu être découverts par une enquête plus systématique ? Cela est possible. Mais, sur plusieurs centaines de directeurs et chefs de département, la proportion d'erreurs, d'irrégularités ou d'abus ne semble vraiment pas dépasser la moyenne des services publics : les rapports annuels de la Cour des comptes en font foi.

Le « coulage » imputable aux responsables d'établissement paraît, de surcroît, bien inférieur — même en pittoresque — au glissement signalé par la Cour des comptes en matière de construction ou d'équipement : achat de caches-radiateurs de chauffage central pour un établissement dépourvu de radiateurs, accumulation de matériel inutilisable, normes de construction trop généreuses, locaux inadaptés aux enseignements qu'ils abritent. Le plus bel exemple est fourni par le changement de politique de la mission à l'origine de la construction nationale : après avoir loué des ordinateurs, on en a acheté « en quantité supérieure aux besoins », et sans tenir compte des équipements existant déjà dans les universités.

#### Une double concurrence

En fait, les erreurs ou les insuffisances n'apparaissent que comme les conséquences des incohérences de l'administration. Le « sous-emploi » des I.U.T. est dû d'abord au manque de coordination des étudiants qu'une restriction du recrutement. Au départ, le petit nombre de étudiants admis a tenu à un certain malentendu de l'établissement, qui voulait éviter de faire de ceux-ci le « trop-plein » des facultés. Aujourd'hui, le recrutement n'est plus limité que dans quelques filières, « carrières de l'information », par exemple, en raison des risques de « saturation » des débouchés. Dès 1974, à en croire un rapport de l'inspection générale de l'administration, la sélection tendait à devenir « évanescence ».

Les I.U.T., en effet, doivent affronter une double concurrence. Celle des premiers cycles universitaires d'abord, dont l'attrait est totalement libre et le régime moins exigeant. Celle des sections de techniciens supérieurs des lycées (S.T.S.) ensuite, qui ont le même recrutement. A l'origine les I.U.T. devaient absorber la plupart de ces sections. Or, loin d'être « supprimées ou modifiées », celles-ci ont été maintenues, et même multipliées : de dix-sept mille étudiants en 1965, leur effectif est passé à trente-deux mille au-

### ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

Institut international d'enseignement privé, spécialisé depuis 1963 dans la formation et la perfectionnement des cadres. Cours général FORMATION EN ADMINISTRATION D'ENTREPRISE, réservé à de futurs cadres polyvalents, durée environ 9 mois, études à plein temps ou à temps partiel (sans déplacement par correspondance). Début de la prochaine session : 16 octobre 1976. Conditions d'admission (sur dossier) : en principe 21 ans minimum ; études secondaires (baccalauréat ou diplôme équivalent). Langues de travail : français. Méthodes pédagogiques actives. Enseignement dispensé exclusivement par des praticiens (dirigeants, cadres ou conseils). Contrôle continu et systématique des connaissances. L'ECL organise également un « Cours supérieur Préparation à la Direction des Entreprises », réservé aux cadres d'élite en fonction. Documentation détaillée sur simple demande ou téléphone au Secrétariat de l'Ecole de Cadres de Lausanne ECL, chemin de Morrens 26, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 23 92, en prédisant la référence MF 28

### TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS

Les 3 grands noms de la literie exposent leur gamme complète chez : **CAPELOU**

DISTRIBUTEUR LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE

EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE 37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE PARIS XI<sup>e</sup> TEL. 557.46.35 Métro : Parmentier

### Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces miniflexibles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez : YSOPTIC 80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS TEL. 522.15.52

Documentation et liste des correspondants Français et étrangers sur demande

YSOPTIC

### La F.A.C.L.I.P.

FACULTÉ LIBRE INTERNATIONALE PLURIDISCIPLINAIRE

25, rue de la Sourdière, Paris (10<sup>e</sup>). Tél. 261-42-81. Métro : Opéra - Tuileries - Pyramides

Préparation aux examens de l'Etat par Docteurs ou Professeurs agrégés : DEUG - LICENCES

- Langues appliquées ou littéraires
- Lettres classiques et modernes
- Histoire.

Inscription jusqu'au 25 octobre 1976

Permanence du Responsable pédagogique de 9 à 12 h. et de 14 à 18 h. ou sur rendez-vous tous les jours sauf le samedi.

BOURSES NATIONALES OU PRIVÉES : nous interroger !

### LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir assistant-réalisateur scripte monteur-monteuse

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années) Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)

**CLCF** 18, rue du Delta, 75009 Paris TEL. 874.85.94 Documentation M sur demande

Prochain article :

PUNIR LES LAXISTES

## Breguet

### EN LISIÈRE DE LA FORÊT DE MONTMORENCY



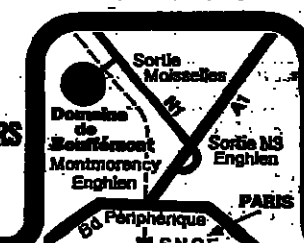
"Cytise", 139 m<sup>2</sup>, 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

## Domaine de Bouffémont

Superbement situé en lisière de la plus belle forêt domaniale proche de Paris, celle de Montmorency, voici un Domaine qui jouxte le pittoresque village de Bouffémont, ses sapins, ses champs, ses vergers. Il comprendra un groupe scolaire, un centre commercial et administratif. Lagare, d'où partent 40 trains par jour pour Paris

n'est qu'à 1 kilomètre du Domaine. Nous y construisons 4 modèles de très élégantes maisons, de 112 à 156 m<sup>2</sup>, 5 à 7 pièces, 2 à 3 s.d.b., dans de vastes jardins. Au Domaine de Bouffémont vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.



A 21 KM DE PARIS PAR L'AUTOROUTE NORD ET LA N1

VEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 95370 BOUFFÉMONT (Tél. 93.35.59)







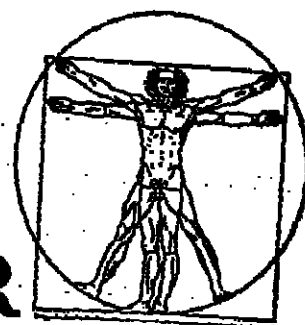
# UN REMPLACEMENT? DU RENFORT? NOUS ARRIVONS!



...ET NOUS PARTONS QUAND  
LE TRAVAIL EST FAIT.

UNET

MANPOWER





Journal de 1950

# Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

HOTELIERS ET TRANSPORTEURS EN DÉSACCORD

## Les Antilles sont-elles encore trop loin ?

**S**i « Dame Soufrière » n'avait pas eu le mauvais goût de refaire parler d'elle, la saison d'été aux Antilles françaises se fût soldée par un bilan assez encourageant. La saison d'hiver s'annonçait sous les meilleurs auspices. Annulations, désestimations : les grondements du volcan ont alarmé plus d'un agent de voyages. Toute affaire cessante, il faut maintenant réprendre aux touristes — les chemins de la Guadeloupe et de la Martinique (1).

En créant, au mois de janvier dernier, un groupement d'intérêt économique (G.I.E.), les hôteliers de ces départements d'outre-mer voulaient prouver qu'il était possible de vendre les Antilles à long terme d'année, même l'été, à une clientèle européenne, pourtant sollicitée par des sociétés plus proches et aussi exotiques. A condition, toutefois, d'y mettre le prix.

Air France fit, en définitive, les frais de cette opération puisque l'actuel siège social de ce G.I.E. est à Paris, rue de la Harpe, 155, pour la circonstance. A 1 356 francs, nettement au-dessous du prix de revient. C'est une décision politique, expliquent les responsables de la compagnie nationale. Nous n'étions pas libres de nos mouvements.

Finalement, la semaine aux Antilles, au départ de Paris, dans un hôtel de catégorie moyenne, fut vendue autour de 2 500 francs, transport, hébergement et petit déjeuner compris. Quatre fabricants de voyages — Jet Tours, Claude Vignat, Club Méditerranée et Air Tour-Euro 7 — acceptèrent sans enthousiasme de commercialiser ce nouveau produit à la promotion duquel un budget de 15 millions de francs fut consacré. Au total, de la mi-mai à la mi-septembre, vingt-cinq vols, trois mille sept cent soixante passagers, soit un coefficient de remplissage de 92 %.

« Il s'agit à 80 % d'une clientèle nouvelle qui n'aurait jamais choisi d'aller aux Antilles si le prix du voyage n'avait été spécialement étudié », estime Marie-Claude Valide, animatrice du G.I.E. « Pour une bonne moitié, ce sont des passagers que l'on avait retrouvés sur nos vols réguliers et cette formule au rabais ne leur avait pas été proposée ».

réorger M. Henri Sauvan, secrétaire général d'Air France. Quel qu'il en soit, l'effort de promotion qui a accompagné le lancement de cette opération portera ses fruits bien au-delà de la saison d'été. « Jamais coup d'éclat sur les Antilles françaises n'a eu une telle intensité », reconnaît M. Claude Guéant, secrétaire général pour les affaires économiques à la préfecture de la Guadeloupe. N'avaient été les sautes d'humeur de la Soufrière, le plupart des hôtels diffusaient l'été prochain.

Portes de ce succès, les responsables du G.I.E. demandèrent à Air France de « charteriser » à l'année, à partir de l'hiver prochain, un Boeing-747 par semaine. Réponse, un « contrat » catégorique. « Selon le mode de calcul que l'on adopte, nous avons perdu dans l'opération G.I.E. entre 3 et 5 millions de francs. Il ne peut être question de la renouveler l'année suivante », précise M. Sauvan. Si nous acceptons indéfiniment un tel effort, nous

intériorisons par exemple le profit que nous tirons de la ligne métropole-Antilles : environ 20 millions de francs en 1975, autant cette année, soit 4 % de notre chiffre d'affaires (2).

Air France a donc mis au point une solution plus traditionnelle qui devrait, à son avis, préserver ses intérêts sans pénaliser les hôteliers antillais. Elle a conclu un accord avec seize fabricants de voyages qui bénéficieront, l'hiver prochain, d'allotissements sur les vols réguliers à raison d'environ mille places par semaine et par sens et au prix de 1 840 francs le siège occupé. « Pourrait-on transporter un système charter, si, en définitive, les prix sont raisonnables ? » s'interroge M. Sauvan. Or, notre tour d'équivalence se situe autour de 2 100 francs par passager.

En tout cas, les membres du G.I.E. se refusent à dépenser le moindre sou pour assurer le succès d'une formule classique qu'ils ont combattue.

### D'égal à égal

dans la mesure où toutes les restrictions ont été levées à l'encontre des vols charter, le départ des principaux réservoirs de clientèle touristique, à savoir les États-Unis et le Canada, la Belgique et la Suisse. Selon les responsables de la société d'affrètement, « cette libéralisation n'est souvent qu'un vain mot ; les dossiers n'en finissent pas d'être étudiés... ».

Accorder des droits de trafic à la société d'affrètement entre la métropole et les Antilles ? C'est une affaire qui, aux yeux de M. Abraham, mérite une réflexion. Satisfait d'une telle exigence reviendrait, en effet, à mettre en cause toute l'économie d'une ligne sur laquelle Air France exerce un monopole de droit. « Nous entendons user de

bon sens de ces facilités, propose M. Corbin. Nous voulons pour compléter en France le chargement de nos avions qui décolleront de Grande-Bretagne ou de Scandinavie. Il n'est pas dans nos intentions de nier le rôle privilégié que doit jouer la compagnie nationale dans la desserte de nos îles ».

La clientèle touristique représente 13 % seulement des passagers qu'Air France transporte sur la ligne métropole - Antilles. « Pourqu岸, dans ces conditions, la compagnie nationale nourrit-elle des crises injustifiées à l'endroit de la société d'affrètement ? », se demande M. Eric Rotin, directeur adjoint de l'Office du tourisme de la Guadeloupe. « Etant donné l'importance du trafic, il y a de la place pour tout le monde », constate M. Jean Rivier, président de la chambre de commerce de Pointe-à-Pitre et administrateur de la compagnie nationale.

Les responsables d'Air France savent d'expérience qu'une partie de leur clientèle traditionnelle leur échapperait si la société d'affrètement obtenait le droit de desservir les Antilles au départ de la métropole. Connaissant d'autre part, le goût très prononcé que Marie-Claude Valide a toujours manifesté pour les choses de transport aérien, ils la soupçonnaient de vouloir, à terme, créer sa propre compagnie, quitte à solliciter ensuite la même publique, « puisque, laissent-ils entendre avec amertume, il se trouve, en haut lieu, des oreilles complaisantes pour l'écouter... ».

### Le temps de la réflexion

A qui la faute si 300 millions de francs d'équipements hôteliers aux Antilles risquent de se solder, cette année, par une perte de 30 millions de francs ? Air France est accusée de ralentir le développement du tourisme. « Au cours des cinq premiers mois de 1976, sur la ligne Pointe-à-Pitre - Paris, l'offre des sièges a diminué de 15,80 % », remarque le directeur de l'hôtel P.I.M.-Ararak. L'été prochain, la compagnie nationale supprimera ses vols directs New-York - Pointe-à-Pitre. Beaucoup d'observateurs locaux acceptent mal qu'Air France mette sans cesse en avant l'objectif de la rentabilité sur ce réseau intérieur, alors qu'elle supporte sans motif, sur la ligne métropole-Antilles, l'offre annuelle des sièges est pas-

sée de quarante mille en 1965 à plus de quatre cent mille en 1976 ! Des tarifs prohibitifs ? « A 16,5 centimes le kilomètre, la recette moyenne par passager est inférieure au tarif de seconde classe de la S.N.C.F. (16,82) », note M. Verrier.

Déjà handicapés par des coûts salariaux élevés par rapport à ceux des autres Antilles, les hôteliers n'ont-ils pas vu trop grand ? La Martinique prend du recul : aucun projet hôtelier d'envergure pour les années prochaines. « Un coup de frein est nécessaire aussi longtemps que nous n'aurons pas réglé les problèmes de commercialisation et de transport », estime M. Jacques Guannel, directeur de l'Office du tourisme. Nous allons mettre à profit ce temps de réflexion pour élaborer enfin, une politique du tourisme ».

JACQUES DE BARRIN.

(Lire la suite page 22.)

## ROUTES LIBRES

**S**EVERE pour les salariés, rigoureux pour les entreprises, le traitement prescrit au pays par M. Raymond Barre ne fera guère souffrir les touristes. Les mesures arrêtées par le gouvernement ne comportent pas, en effet, de dispositions telles qu'on en ait connu en d'autres temps, pas si éloignées limitant les sommes en devises que peuvent sortir de France les candidats au voyage. Aucune obligation non plus de rapatrier les dollars, les deutschemarks ou les solidos suisses qu'on n'aurait pas dépensés au Mexique, en Forêt-Noire ou à Saint-Moritz.

La Banque de France s'est montrée libérale, car son gouverneur et les pouvoirs publics espèrent bien que la panoplie des mesures conjoncturelles décidées rétablira elle-même, mécaniquement, les équilibres rompus.

Bien sûr, si le franc reprend du poids au moment où se manifeste une ascension sur le front des prix, les touristes nationaux seront plus tentés que jadis de passer leurs vacances hors des frontières, et le gouvernement pourrait alors s'en inquiéter. Mais il compte sur le « ge » du pouvoir d'achat pour modérer les ardeurs des Français à choisir l'outre-mer, plutôt que les montagnes et les plages nationales.

Le fait que les prix des transports publics — le train et l'avion notamment — soient bloqués pendant six mois, et leur hausse contenue dans la limite de 6,5 % en 1977, pourrait inciter les Français à passer leurs vacances à l'intérieur de l'Hexagone.

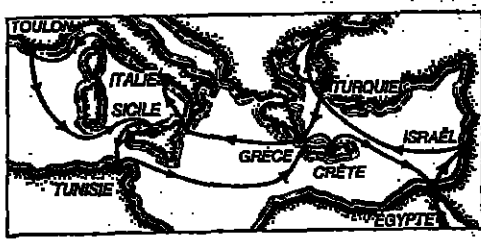
La décision d'augmenter le prix de l'essence pourrait les pousser à préférer les transports collectifs à la voiture individuelle pour gagner leur lieu de villégiature. Faut-il savoir si les Français sauront se raisonner, et si la S.N.C.F. en particulier sera en mesure de faire face à un tel transfert de trafic ?

Une pause durable dans l'inflation serait en outre le meilleur moyen d'inciter les investisseurs étrangers à acheter des villas, des appartements ou des hôtels sur la côte languedocienne ou sur le littoral aquitain, où l'on prépare de vastes programmes immobiliers.

La confiance et l'adhésion nationale, dont on parle beaucoup, ne sont donc pas seulement une affaire d'ordre intérieur. Le « consensus » n'a pas de frontière...

Cette année, passez les fêtes en Méditerranée...

**Croisière "Noël en Terre Sainte"**  
SICILE • TUNISIE • CRÈTE • ÉGYPTE • ISRAËL  
TURQUIE • GRÈCE • ITALIE



**à bord d'Azur**

Du 18 décembre au 2 janvier  
Départ de Toulon  
15 jours.  
A partir de 3 600 F.

Prenez le large avec Paquet.

**PAQUET**  
CROISIÈRES  
DECOUVERTE

Renseignements et réservations : Agences de Voyages ou Croisières Paquet :  
PARIS : 5, bd Malesherbes 75008. Tél. 268.57.30  
MARSEILLE : 71, rue de la République 13002. Tél. 91.31.21  
NICE : 2, rue Hainy 06000. Tél. 32.14.98

## EN FRANCE ET HORS DE FRANCE

### Des ruraux au soleil

**« A** VANT d'avoir eu affaire à nous, il est dit de nos clients ignorants l'agence de voyages et n'avaient jamais pris l'air... » Le « nous » dont parle Pierre Amalou, c'est Voyage Conseil, dont il est devenu, au terme de trois années de présence, le directeur général.

Créé en 1971, Voyage Conseil, filiale du Crédit Agricole, dont le capital (5,5 millions de francs) se partage entre la caisse nationale du C.A. et cinquante-deux caisses régionales, a très vite gagné le pari lancé comme un défi au jour de ses débuts : faire voyager en France et hors de France, en saison et, plus encore, hors saison, une clientèle jusque-là dédaignée par les grands circuits du tourisme, le monde rural. C'est-à-dire quelque 40 % de nos concurrents.

En 1975, Voyage Conseil avait déjà amélioré ses résultats de l'année précédente, en faisant découvrir à cent trente-deux mille Français (contre quatre-vingt-dix mille en 1974) les joies du voyage. Dans le même temps, son chiffre d'affaires passait de 70 à 125 millions de francs. Le cours reste ascendant : en 1976, deux cent mille personnes (soit environ 15 % du marché français) auront choisi, sur un catalogue d'une variété sans cesse étendue, d'un week-end, d'un séjour, d'un circuit, d'un séjour d'affaires, d'un voyage de 200 millions.

« Les vacances ? Cela ne veut rien dire ! Parions plutôt, insiste

Pierre Amalou, de « loisirs » : l'été, c'est l'été. Et le reste de l'année ? Trois jours par-ci, une petite semaine imprévue par-là, c'est ça les « vraies » vacances, savoir se mettre en rupture avec ses ennemis... C'est l'été ! »

Et de ces « vraies » vacances, les brochures de Voyage Conseil en regorgent. Du « soleil proche » (Baléares, Canaries, Tunisie, Méditerranée) au « soleil lointain » des cinq continents, en passant par les week-ends, le « spécial aventure » — tel le circuit au pays Dogon (Mali) — aux croisières traditionnelles. Pour tous les goûts, tous les budgets et tous les calendriers : si onfiable, pour une très large part, ne peut pas toujours bouclier son sac d'importer quand dans l'année...

Prochain objectif de Voyage Conseil, les jeunes. Persuadé qu'à de très rares exceptions près, on ne leur propose pas la « rigolance » ou le « décalé » — des « produits » correspondant vraiment à leurs goûts et à leurs possibilités, Pierre Amalou n'y a pas été par quatre chemins : il les a interrogés directement. Que voulez-vous, qu'aimez-vous, quels reproches faites-vous aux voyages actuellement disponibles ? De l'étude et de l'analyse des réponses, on tire des conclusions. Et des propositions. Parce que, les jeunes, il ne faut pas leur vendre l'importer quoi... Une expérience à suivre.

J.-M. D.-S.

## terres d'aventure

5, rue St-Victor 75005 PARIS — Tél. 033.63.51 et 326.50.98

COR LIC A 864



- TREKKINGS  
Népal/Mustang  
Kilimandjaro  
Villages Dogons
- EXPÉDITIONS :  
Niger en Pirogue  
Descente de la Rivière Kwai
- Les Sporades du Nord en voilier
- Méharées dans l'Aïr
- Expérience de solitude en cœur du Sahara
- Ski de Fond et Raquette
- France-Japon-Canada

CATALOGUE détaillé sur simple demande.

Toutes les formules réunies dans ce programme laissent une très large place à la participation physique, sportive de chacun.

## L'ANTI-CLUB

Prochains départs par petits groupes de 15 personnes pour découvrir en profondeur.

**L'AFGHANISTAN**  
Spécial Boukhara  
du 22 octobre au 5 novembre. 3.150 F

**INDE - CACHEMIRE**  
**NEPAL - RAJASTHAN**  
du 1<sup>er</sup> au 23 novembre. 6.730 F

**AIR ALLIANCE**  
à l'aller et au retour  
à Paris, en 1<sup>re</sup> classe  
à 1.200 F par personne

Form for booking, including fields for Name, Address, and Code Postal.

## TOURISME HOTELS RECOMMANDES

### Côte d'Azur

#### VILLEFRANCHE-SUR-MER

Mapotel WELCOM, bord de mer. Tél. 470251 - Tél. (93) 80-70-26

### Province

#### BORDEAUX

LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX, 49 à 78 P.T.T.C. Centre d'affaires et spectacles. 2, place de la Concorde - BORDEAUX. Tél. 23-64-03 à 05

#### CAGNES-SUR-MER

Mercid COMTOIS - La Grange-Bizande (06000). Tél. (93) 20-84-17. Studio 11 cft 2-5 pers. gde terrasse. Piscine, vue unique, ouvert toute l'année. Jardin. Parking couvert.

### Angleterre

#### KENSINGTON LONDON

Une situation exceptionnelle près du Métro South Kensington. P. 50, breakfast, taxe incluse. CROMWELL HOTEL, Cromwell Place, London SW7 2LA. Dir. E. Thom - 01-589-8283.

### Allemagne

#### FRANKFURT

PARKHOTEL, 1<sup>re</sup> classe, centre, près gare centrale. Wiesbadenplatz 25. Tél. 1949/611/230371 TX 04-12808

### Suisse

#### AROSA (Grisons)

SOTEL VALSANA, 1<sup>re</sup> catégorie. Une semaine forfaitaire de ski des PS 570. Péniche couverte. Tél. 7422.

OUVERTURE LE 25 SEPTEMBRE

une nouvelle agence jumbo

# jumbo

paris-sud

pour que votre voyage ne soit pas celui des autres

28, av. du Gl-Leclerc Paris-14<sup>e</sup>

GAL. MARCHANDE

Tél. 539-37-36

## NOEL AU LARGE D'ALEXANDRIE

### LE JOUR DE L'AN EN VUE D'ISTANBUL...

#### A BORD DU PRESTIGIEUX ACHILLE LAURO

DEPART DE GENES LE 23-12-76 - RETOUR A GENES LE 06-01-77

## 8 ESCALES

NAPLES, ALEXANDRIE, PORT-SAÏD, HAIFA, IZMIR, ISTANBUL, LE PIRE, CAPHI.

### les prix

à partir de 3140 F par pers. en cabine à 4 lits.  
à partir de 3800 F en cabine à 2 lits.

Pour recevoir la brochure ou vous inscrire, adressez-vous à votre Agent de voyage habituel ou à C.I.T.S., bd des Capucines, 75002 PARIS - Tél. 073.40.85

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement de ma part, la brochure "Croisières de fin d'année, Achille Lauro".

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_

## à la découverte du Sénégal

# CAP SUR DAKAR

13 jours de croisière-soirée à partir de 2100 F

toute l'année au départ de Marseille

Possibilités de séjours aux Canaries et au Sénégal

CASABLANCA (Maroc)  
TENERIFFE (Canaries)  
DAKAR (Sénégal)  
LAS PALMAS (Canaries)  
CASABLANCA (Maroc)  
MALAGA (Espagne)

PROQUET MASSALIA

Pour plus amples renseignements, adressez-vous à votre agence de voyages habituelle ou aux Croisières Proquet.

PNOS : 5, bd Malesherbes 75008. Tél. : 266.57.59

MARSEILLE : 70, Rue de la République 13002. Tél. : 91.91.31

Vous recevrez une documentation détaillée.

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

TEL. \_\_\_\_\_

## Tourisme

# Marseille voit grand

En quelques semaines, une pluie d'étoiles de première grandeur vient de s'abattre sur le parc hôtelier marseillais. Trois cent quatre-vingt-trois chambres de luxe s'ajoutent depuis peu aux 1365 existant (1). Les hasards du calendrier (et des délais de livraison) font qu'entre le 13 septembre et le 15 octobre prochain ont été ou seront inaugurées les 151 chambres trois étoiles « les pieds dans l'eau » de l'hôtel Concorde Palm-Beach, en bordure même de la plage du Prado, et les 222 chambres quatre étoiles du Sofitel-Jacques Borel, dont les lignes sobres s'inscrivent dans le site du fort Saint-Nicolas, et qui offre, en prime, depuis le promontoire du Pharo, la plus belle vue postale marseillaise, le Lacydon. En « cinémascope » : 25 hectares de plan d'eau et vingt-cinq siècles d'histoire y opèrent.

L'ÉVÉNEMENT est de taille dans une profession où, jusqu'aux années 70, on jouait la version hôtelière de « la Belle au bois dormant » avec une poignée de grands hôtels (un peu plus de cinq cents chambres quatre étoiles, et presque autant en trois étoiles) pour une métropole approchant le million d'habitants.

### La mer au pied des chambres...

Vint le temps de la décolonisation. Et une baisse de fréquentation estimée par les professionnels à 25 % au bas mot. La fin de l'Algérie française a été vivement ressentie par la profession, qui estimait, dès lors, être largement en mesure de satisfaire une demande qui se rétrécissait comme peau de chagrin, tandis que les prix restaient bloqués.

Mais voilà qu'en 1970 se produit un événement qui n'avait pas eu lieu depuis 1935 (date de construction de l'Arbore, proche de la gare Saint-Charles) : l'ouverture d'un quatre étoiles à Marseille : le Concorde-Prado. Cent chambres dans un quartier excentré. Chez les professionnels, on ne donnait pas cher de l'avenir du « téméraire » qui a monté cette périlleuse entreprise. Il est vrai qu'il n'est pas hôtelier : M. Antoine Del Prête est un industriel spécialisé dans la distribution de verreries et de porcelaines. Sur ses vieux jours, il a « passé la main » à ses enfants, et vient d'être pris du virus hôtelier. Il crée une société immobilière, construit le Concorde-Prado (2). A la grande surprise des hôteliers traditionnels, le Concorde « prend » malgré un médiocre environnement. Il a été favorisé par les circonstances : le Palais des congrès et la Foire de Marseille sont à un jet de pierre de sa porte. Mais, surtout, un glissement vers le Sud du centre des affaires s'opère, qui voit les bureaux, les succursales et les sièges de banques, les consulats, les compagnies d'assurances, les cliniques, fuir l'asphyxie circulaire du centre-ville pour émigrer sur les allées du Prado, toutes proches de l'hôtel.

Six ans après ce coup de poker, M. Del Prête affiche un bulletin de santé qui doit faire bien des envieux : un coefficient de remplissage moyen rarement atteint à Marseille : 75 %. Mais le Concorde-Prado n'échappe pas à la maladie congénitale de l'hôtelier.

Un to a, modeste, mais que la profession estimait bien suffisant compte tenu de l'étroitesse du marché. Des saisons « en dents de scie », avec des « creux » sévères durant les mois d'été : de quoi vivre, mais entre soi, en se partageant une clientèle d'habitants et d'hommes d'affaires.

Un effort réel de modernisation (30 millions de francs de prêts demandés au Crédit hôtelier pour rénovation ou construction, selon les chiffres de la chambre syndicale des Bouches-du-Rhône) mais la nostalgie de l'âge d'or : celui où « le marchant tout seul ». Le temps bête des colonies, où Marseille avait le monopole de la mer et que celle-ci lui servait une véritable « rente de situation ». Les paquebots débarquaient de deux mille cinq cents à trois mille passagers à la fois ! Et beaucoup d'entre eux avaient les poches pleines de tout ce qu'ils n'avaient pu dépenser là-bas des années durant, et du temps pour le faire. Il n'y avait pas assez de chambres de luxe pour les loger tous — y compris des Anglais sur la route des Indes — dans une ville qui vivait nuit et jour. C'était le temps où Basso alignait cinq cents couverts, en étant sûr de placer à tout coup devant chaque assiette un amateur de bouillabaisse.

lerie marseillaise, une chute brutale et irrépressible de fréquentation durant les week-ends. D'où un second pari de l'industriel : ouvrir un hôtel complet, moderne, susceptible de « piéger » l'homme d'affaires en lui offrant la possibilité de prolonger son temps de travail par une ou deux journées de détente. Pour cela, des « appâts ». De l'espace proche au far niente, la mer et au pied des chambres, la voile à portée de main, la plongée à domicile, la rue sur la rade, les îles, le massif des Calanques, une piscine et, dès octobre prochain, thalassothérapie et cure thermale grâce à la source du Roucas-Blanc.

Le Concorde-Palm-Beach est né de ce pari, expliquent MM. Jacques Borel, directeur général des deux Concorde, et Jacques Chadel, directeur d'exploitation du nouvel hôtel. Sur ce pari, le groupe Del Prête mise 25 millions de francs. Nous savons que nos confrères n'y croient pas plus qu'il y a six ans, mais nous sommes persuadés qu'il existe une clientèle susceptible de séjourner à Marseille, si on lui offre des conditions « dépayssantes » de séjour : l'aménagement en cours de la plage du Prado nous aidera à les lui proposer.

Les « folles » de l'industriel marseillais, la profession les a suivies — à longue — peut-être digérées. Mais, entre les deux Concorde, l'offensive s'est, Fos aidant (ou, du moins, les espoirs suscités), généralisée, mettant l'hôtellerie traditionnelle marseillaise face à un « blocus » : aux chambres du Novotel-Vitrolles se sont jointes celles du Prêtel, à Fos, puis celles de l'hôtel Jacques Borel de Lançon, des Novotel d'Aix et de Saint-Menet, près d'Arles, du Mercure de Vitrolles, du Sofitel Jacques Borel-Aéroport : plus de 1 000 chambres 4 et 3 étoiles qui dissèment une trame serrée autour de la poignée d'hôtels de luxe traditionnels du centre-ville de Marseille.

### Les jeunes loups

C'est trop, c'est beaucoup trop, affirme M. Max Galmard, président de la chambre syndicale de l'hôtellerie des Bouches-du-Rhône. D'autant plus que la crise actuelle n'a fait qu'aggraver la situation de l'hôtellerie traditionnelle, qui connaît des difficultés depuis quinze ans. Les

quatre étoiles du centre de Marseille enregistrent une perte de 20 % sur l'an dernier à pareille époque.

Et voici que 383 chambres toutes neuves s'ouvrent à Marseille : plus le Sofitel-Vieux-Port s'installe « devant leur porte » — dans cet hyper-centre (3) de Marseille, avec sa puissance, ses dents longues, comme pour les harceler, « Jamais il n'y aura assez de clients pour faire vivre tout le monde », se lamentent M. Galmard. Et l'on nous promet, pour la fin 1977, 200 chambres de plus avec l'ouverture du Prêtel, un cœur de centre directionnel de la Bourse.

un choix immense de résidences en location mer et montagne

## Location Loisirs

5, rue de la République 13002. Tél. : 91.91.31

73000 Chambéry. Tél. : 79.33.09.45

« marché » et marketing, affirmant qu'un client « ça se cherche » : il faut, à tout prix, en faire plus un hôtel comme au temps de grand-père.

Ces hôteliers traditionnels, gardiens d'une hôtellerie « à la française », on ne songe plus à sauver la face. On confie que tel songe à se séparer de la moi-

tié de son personnel : que tel autre soit un restaurateur en sabbat. « Protégez-vous, sous les hôtels de luxe du centre de Marseille sont à vendre, affirme M. Daniel Amacker, directeur du Splendide. S'ils n'ont pas trouvé acquiescer, c'est parce que personne n'est assez incertain pour s'engager de pareil fardeau ».

### Pas pour s'amuser : pour travailler

Tout le monde ne partage pas ce pessimisme. Ces deux nouveaux hôtels de prestige ? Le ballon d'oxygène que réclamaient depuis des années les professionnels du tourisme et les responsables du Palais des congrès, qui se désolent de voir charters et trains prendre le chemin de la Côte d'Azur, Marseille étant incapable d'en caresser à un congrès de mille personnes autrement qu'en les « saupoudrant » à travers une ville aux mille encombrements dans des établissements éloignés et d'un standing parfois disparate.

Une étude réalisée en 1973 par l'Agence d'urbanisme de la ville faisait apparaître un taux de fréquentation moyen annuel de 73 % pour les quatre étoiles, grimpaient jusqu'à 85 % pour les trois étoiles (4), concluant qu'en l'acheminant vers une période de sous-équipement et qu'il était donc possible d'augmenter sans dommages — pour les années 80 — la création de 200 à 250 chambres en quatre étoiles et 400 à 460 en trois étoiles. Depuis, il est vrai que la récession générale et celle particulière de Fos ont quelque peu changé les données. « D'autant plus, souligne M. Gérard Bory, directeur-administrateur du Grand Hôtel Noailles, que Marseille n'est pas une ville de villégiature. On y vient pour y séjourner, mais pour y travailler. Les hommes d'affaires ont une quinzaine de liaisons journalières avec la capitale. Pourquoi resteraient-ils à Marseille à dépenser de 140 à 300 francs par jour ? Dans le domaine de : notes de frais, aussi, il y a récession... »

Compte tenu des investissements, dira encore M. Bory, il faudrait aux nouveaux confrères trois cents clients à 300 francs la chambre. A Marseille, monsieur, une chose pareille, ça n'existe pas !

L'hôtellerie de tradition est-elle condamnée à Marseille ? Peut-être pas. Mais il est évident qu'une page est en train d'être tournée et que — comme toujours en pareil cas — ceux qui n'auront pas les capacités d'adaptation nécessaires risquent de connaître des moments difficiles. C'est vrai pour quelques-uns. Mais, circonstance aggravante aux yeux de M. Jacques Lombard, délégué régional au tourisme, « les hôtels traditionnels sont circonscrits dans un centre-ville peu attractif, difficile d'accès et dont le niveau social s'est lentement dégradé ».

Et la municipalité a bien senti le danger qui menace les hôteliers marseillais puisque la création d'hôtels de luxe est stoppée pour l'instant.

Si l'on considère que du volume de la capacité d'accueil d'une ville dépendent nombre de « retombées » sur d'autres secteurs d'activités, fallait-il paralyser le développement du parc hôtelier marseillais ? Les avis divergent. Les deux nouveaux hôtels (qui seront bientôt trois) vont-ils transférer un sang neuf où, à l'inverse, vider « la Belle au bois dormant » de ses derniers globules rouges ? Les mois qui viennent devraient apporter une réponse.

JEAN CONTRUCCI.

- (1) 748 en quatre étoiles, et 617 en trois étoiles.
- (2) Il s'agit d'un hôtel plus tard à la chaîne (Compartie) des Concorde (quatre étoiles, 3 400 chambres en France).
- (3) Tous les grands hôtels traditionnels sont groupés dans un quartier central : Saint-Charles, Canaille, Vieux-Port, préfecture.
- (4) Chiffres que les hôteliers « traditionnels » contestent formellement, affirmant qu'ils s'agit de la P.I.B. Saint-Charles et le Concorde, personnes à Marseille n'atteint ce chiffre depuis longtemps.

## Une chaîne bien tempérée

ENTRER les pensions de famille et les fastueux palaces, il y a place pour une hôtellerie confortable, fonctionnelle et moderne.

Tel est le diagnostic qu'ont établi, il y a un peu plus d'un an, les fondateurs de la Française de promotion et de développement hôteliers (F.P.D.H.), créée pour promouvoir en France une hôtellerie deux étoiles. Dans quelles villes ? Dans les cités de taille moyenne (50 000 à 100 000 habitants) dont l'expansion est rapide et qui bénéficient d'une solidité particulière de la part de la délégation à l'aménagement du territoire.

MM. Bernard Mignard et Georges Quintard, respectivement président et directeur général du groupe de la F.P.D.H. — la chaîne leurs hôtels portera le nom guiller de Campanille, s'adresseront d'abord au groupe Jacques-Borel puis à Novotel pour obtenir un soutien logistique et professionnel. Tous deux déclinent l'invitation. La troisième offre de participation fut la bonne, et Concorde dit « oui » très vite. Aujourd'hui, le groupe de M. Taittinger possède 40 % du capital de Campanille, les fondateurs privés 36 %, les assurances U.A.P. 14 % et une filiale de la B.N.P. 10 %.

La politique de Campanille s'oriente dans deux directions : la F.P.D.H. construira en propre certains hôtels avec, pour chaque établissement, l'appui financier privilégié d'un de ses actionnaires. En outre, elle compte développer le système des « affiliations », ce qui permettra à des hôteliers ou à des investisseurs

locaux de s'associer à la chaîne Campanille et de bénéficier de ses services.

Le prix de construction d'un deux-étoiles n'est pas exorbitant : 2 millions de francs environ. La capacité ne dépassera pas quarante-six chambres. Le personnel d'exploitation ? « On compte tourner avec cinq personnes, y compris le couple de gérants. C'est peu, mais grâce à une étude minutieuse de toutes les tâches à accomplir, grâce à une structuration faisant largement appel à la formule du buffet, ce devrait être possible. On pense également qu'une femme de ménage peut faire quatre à cinq chambres à l'heure », expliquent MM. Quintard et Mignard.

Le premier hôtel de la chaîne a ouvert le 13 septembre à Aix-les-Bains, après avoir été construit en trois mois et une semaine. Au cours des sept premiers jours, le coefficient de remplissage a atteint 34 %, avec des touristes allemands et suisses, notamment. On attend fin septembre des golfeurs suédois.

Les responsables de Campanille veulent aller très vite. Passeront-ils devant leurs concurrents les plus directs, les chaînes Ibis ou Logis de France, notamment ? L'hôtel de Campanille va être ouvert dans quelques jours. Puis ce sera le tour de Villers-Corbeil-sur-Seine, Lyon-Dardilly, La Roche-sur-Yon. Déjà trente-huit permis de construire ont été déposés. A partir de novembre, un établissement sera mis en chantier chaque semaine. A moins que d'ici-là, le plan Batre...

FRANÇOIS GROSCHARD.

01130 NANTUA (Ain) Dans un cadre magnifique, au milieu de 4 ha de parc paysan à la française, la propriété :

Hubert, du Bistrot d'Hubert

vous annonce l'ouverture de son Restaurant...

## L'HOTELLERIE DU CHATEAU DE PRADON

Sur la Route Nationale 24 Lyon-Grenoble et des Savoies

SALONS DE 10 A 60 COUVERTS - Tél. (74) 76-91-77, 10 440



# DES ÉTOILES

## Le Mecca Inter Continental

### UN PALACE EN ODEUR DE SAINTETÉ

N'ETAIT, bien en évidence sur la table, à côté du sous-main, ce petit tapis de prière — « made in China » — et un Coran dans une édition bon marché, la chambre ressemblerait à toutes les chambres de tous les grands hôtels internationaux. Espace largement calculé, mobilier sobre, moquette épaisse. La climatisation dispense avec un ronronnement discret ses vagues de fraîcheur.

« La paix soit avec vous... » Le garçon a déposé les bagages, allumé dans la salle de bains, tiré les rideaux. Sur le sol carrelé de la loggia, étroitement fermée de tous côtés et qu'un jeu de claustres de bois tient à l'abri des rigueurs du ciel du Hadjaz, un trait de mosaïque rappelle au voyageur comment il devra, à l'heure de la prière, s'orienter convenablement. Le centre de La Mecque est à 7 ou 8 kilomètres d'ici.

Achévé l'an dernier, quelques semaines à peine avant que ne débute le grand pèlerinage annuel, le Mecca Inter Continental est le premier palace qui compte la ville sainte du monde musulman (1). Le maître d'ouvrage — le gouvernement saoudien — et le maître d'œuvre, un architecte éminent converti à l'islam, M. Rafi Ghitani, n'ont hésité ni sur la qualité ni sur la quantité.

Cent soixante-trois chambres et cinq « villas » (en fait, des suites princières, trois chambres et trois salles de bains, où une famille entière, domestiquée comprise, peut aisément se loger), soit au total deux cent quinze lits ; deux restaurants, une salle à manger réservée aux femmes, une cafétéria et une petite galerie marchande ; un

centre de conférences internationales doté de tous les équipements habituels de traduction simultanée, dont le grand auditorium peut accueillir de mille quatre cents à mille six cents personnes, et les trois salles annexes de cent cinquante à deux cent cinquante participants chacune ; enfin, une mosquée : rien ne manque.

#### Plus d'un million de pèlerins

Si la construction de cet ensemble remarquable n'a pas duré moins de sept ans, c'est que les difficultés — des difficultés aux- quelles promoteurs et entrepreneurs ont rarement à faire face — se sont présentées d'entrée de jeu. Situé dans le territoire sacré qui entoure La Mecque, le chantier ne pouvait d'aucune façon, comme aujourd'hui l'hôtel, tolérer la présence de non-musulmans (voir « Un pèlerin à La Mecque » le Monde daté 8-9 août 1976). Plusieurs solutions s'offraient aux constructeurs : surveiller depuis la zone ouverte à toutes les confessions, et à l'aide de caméras de télévision, l'évolution des travaux ; diriger la manœuvre à distance à partir de documents photographiques quotidiennement enregistrés ; tenter de recruter un personnel technique du simple manœuvre à l'ingénieur le plus qualifié, qui, musulman d'origine ou converti, puisse circuler librement entre Djeddé et La Mecque. Finalement, les trois solutions furent adoptées, la dernière s'avérant à l'usage moins périlleuse que prévu. En effet, aussi bien dans les rangs du bureau d'ingénieurs britanniques (Over and Part-

ners) que dans ceux de la Dale and Ewbank, société anglaise chargée de la partie électromécanique, ou encore parmi les personnels de l'entreprise française Thinet, responsable du gros œuvre, on devait finalement dénombrer, outre les ouvriers pakistanaï, palestiniens et saoudiens, un contingent respectable de musulmans — même si les mauvais langues murmurent que certaines conversions devaient plus à l'opportunité qu'à la foi en Allah.

Même avec un coefficient de remplissage record durant toute la durée du mois de Ramadan — mois saint que les croyants qui en ont les moyens aiment à passer à La Mecque — et, bien entendu, durant les trois semaines que dure le pèlerinage annuel, le Mecca Inter Continental ne saurait prétendre à une rentabilité satisfaisante. « Nous faisons beaucoup sur nos installations de congrès pour faire tourner la machine, dit avec optimisme son directeur général, un Arabe de Jérusalem, M. Samir Ayoubi. Et puis, dans un an, l'université de La Mecque, qui est à proximité immédiate, sera en service, et cela créera un « courant » dont nous bénéficierons... »

Quant à l'éventualité d'une clientèle d'affaires, il n'y faut pas songer : la ville des affaires, c'est Jeddé, ou encore Ryad, la capitale. Et si les commerçants et la « gentry » saoudienne viennent, même fréquemment, déjeuner ou dîner ici, ils ne représentent pas un apport suffisant. Propriété du gouvernement saoudien, l'hôtel est géré par la chaîne américaine aux termes d'un contrat qui prendra fin dans dix-neuf années.

Pour l'heure on s'apprête à l'« invasion » annuelle : un million trois cent mille pèlerins à La Mecque l'an dernier... Lorsqu'on sait que le potentiel hôtelier de la capitale de l'islam ne dépasse guère deux mille cent cinquante lits — et, dans la plupart des cas, que les lits — on est en droit de se demander, même si on trouve « chez l'hôte » quelques milliers d'habitants, comment s'aberge cette merle humaine, que jusqu'à deux cent cinquante-dix vols par jour déposent sur l'aéroport de Jeddé. On dort le plus souvent à la belle étoile.

Dans le hall, deux hommes passaient, vêtus de manière identique des deux pièces d'étoffe blanche qui sont le costume de tout pèlerin riche ou pauvre. Un taxi allait les conduire en quelques minutes jusqu'à la grande mosquée, au pied de la Ka'aba. Deux clients de l'hôtel redressés deux pèlerins anonymes qui se mêleront dans un instant aux autres pèlerins venus des quatre coins du globe.

« Nous sommes un hôtel bien différent des autres, n'est-ce pas ? interrogeait M. Ayoubi. Et l'un des plus beaux de la chaîne... Quel dommage que tout le monde ne puisse le connaître ! »

J.-M. DURAND-SOUFLAND.

(1) Le Mecca Inter Continental est le huitième établissement ouvert au Moyen-Orient, après Amman (Jordanie), Beyrouth (Liban), Dubaï, Jérusalem, Mascate (Oman), Ryad (Arabie) et Téhéran. La chaîne Inter Continental totale actuellement soixante-quatre hôtels de par le monde, dont sept (Abidjan, Hongkong, Kingston (Jamaïque), Munich, Singapour, Varsovie et Wiesbaden) constituent une chaîne annexée, la Forum Hotels.

## KHARTOUM VU DU BALCON

Il ne surpasse pas le confinent du Nil Blanc et du Nil Bleu, mais sa silhouette transparente domine le centre de Khartoum et les banlieues allongées sous les ficus. Un jeune directeur en saharienne beige, des grognas emplumés de jaune et de bleu, des serveurs en casquin vert ou rouge géranium — tous habillés par une jeune modéliste de Hong-Kong, Mlle Scarlett Tuhang, — accueillent les clients dans un style décontracté.

Récemment mis en service dans la capitale soudanaise, ce Méridien est le treizième de la chaîne (le quatorzième étant à la veille d'être inauguré à Montréal). Pour l'heure, le nouvel établissement de la filiale hôtelière d'Air France regèle surtout dans ses cent trente-cinq chambres, une clientèle d'hommes d'affaires. Mais il pourrait devenir rapidement, surtout si la compagnie nationale met à exécution son projet d'ouvrir une escale à Khartoum, « la porte des safaris » — pour chasseurs ou photographes — que le Soudan le plus grand et, dit-on, le plus giboyeux des pays d'Afrique, commence à organiser. Pour les seuls oiseaux, le Soudan compte huit cent soixante et onze espèces, de l'ole galeux à la cigogne-au bec en galoche en passant par la carmine mangeuse d'abeilles. Les amateurs de vieilles pierres ne

tarderont pas aussi à passer par Khartoum (qui compte un remarquable musée égyptologique, moins riche, mais mieux organisé que celui du Caire) pour aller voir les pyramides de Méné ou les palais arabs de Souakin, sur la mer Rouge.

J.-P. P.-H.

### CHAMBRES A LA FRANÇAISE

Le Centre d'étude du commerce et de la distribution (CECOD) vient de faire paraître une étude sur le Tourisme en France, qui propose un ensemble de renseignements et de données chiffrées, synthèses allant de l'étude de l'organisation administrative du tourisme à son rôle dans l'économie nationale.

Après avoir rappelé quels sont les différents organes de direction du tourisme, tant au plan national que local, le CECOD aborde dans un second volet les modes d'hébergement et établit une statistique des deux cent premières villes françaises en fonction de leur capacité hôtelière. Si l'on ne s'étonne point de la

première place de Paris, celle de Lourdes, qui arrive en deuxième position, est inattendue.

Un troisième chapitre traite de la demande touristique tant extérieure qu'intérieure et l'aide de chiffres et de tableaux nombreux. Enfin, l'ouvrage se termine sur une analyse du rôle du tourisme dans l'économie nationale, un rôle prépondérant puisque l'industrie touristique se place au deuxième rang, après l'automobile, pour les activités exportatrices françaises avec 7 % du montant total de nos exportations.

\* CECOD : 2, place de la Bourse, 75002 Paris, tél. 231-21-61. « Le Tourisme en France ». Prix : 50 F.

## ASIE AMÉ RIQUE

PACIFIC HOLIDAYS

163, avenue du Maine

Tél. : 539.37.36

75014 - 9<sup>e</sup> - Métro-Duvernet

Lia. 74033

Le plus grand choix de vols à prix réduits

au départ de l'EUROPE

Exemples d'aller/retour, prix à partir de :

BANGKOK..... 2.100 FF

BALI..... 3.550 FF

COLOMBO..... 2.400 FF

DIEN..... 2.500 FF

TOKYO..... 4.250 FF

THAI..... 1.950 FF

TOUR DU MONDE..... 6.200 FF

Et aussi :

NEW YORK..... 1.725 FF

LOS ANGELES..... 1.804 FF

SEOUL..... 2.950 FF

SYDNEY..... 4.200 FF

SYDNEY..... 2.775 FF

1001 formules de voyages

• circuits découverte • randonnées

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

• séjours • séjours en bord de mer

## PLUS VITE MOINS CHER

Pour  
l'Angleterre  
prenez  
l'Hoverlloyd

En voiture  
5 passagers gratuits  
Calais - Ramsgate

à partir de  
**180<sup>F</sup>**

• jusqu'à 20 vols par jour  
• 40 minutes de traversée  
• formalités accélérées à l'Hoverlloyd  
• autoroute directe jusqu'à Londres

En autocar  
Paris - Londres

**105<sup>F</sup>**

Agencement tarifs spéciaux étudiants et  
moins de 18 ans

• émission des billets et départ des cars  
Hoverlloyd  
24 rue de St Quentin 75001 Paris  
T. 507.50.65

• Service Bruxelles-Londres: Hoverlloyd  
Centre International Rogier,  
Rue de Brabant 38 Bruxelles T. 219.02.25

Passagers à pied  
Calais - Ramsgate

**64<sup>F</sup>**

Agencement tarifs spéciaux étudiants et  
moins de 18 ans

HOVERLLOYD

Brochures, horaires et réservations:

Agences de voyages ou Hoverlloyd

Paris: 723.73.05 Calais: 34.67.10

M. ville

Adresse

Code postal

Desire recevoir gratuitement une brochure

HOVERLLOYD

A retourner à Hoverlloyd

Hoverport International - 52106 Calais

## Sports

### A Vienne, où les chevaux sont mélomanes

HÉRITIÈRE d'un art dont la tradition remonte au seizième siècle, l'école d'équitation espagnole de Vienne, chez elle, au bord du Danube, appelle le rêve à l'heure où au pied des monuments, battus et rebattus, les cars, par journées entières, déversent leurs flots de touristes accourus, caméra au poing, des régions les plus reculées du globe. Au cœur même de la cité de Marie-Thérèse, les nostalgiques du passé tournent avec ostentation le dos à la clientèle des voyages organisés, renouent, éternellent, avec des habitudes brisées, des élégances oubliées.

Peu avant 19 heures, les rares jours de séances publiques (trente-quatre par an), le grand manège d'hiver jouxtant les arcades monumentales de la Burgtor et de la Bibliothèque impériale baigne dans une lumière qu'un feuilletiste amateur de clichés qualifierait d'« irrésistible » sans d'ailleurs tromper ses lecteurs. Comme tous les soirs de représentation, les deux galeries ouvertes au public sont archicomblées, les places se louant huit semaines à l'avance au prix de 30 F environ. Les trois magnifiques bouquets de cristaux pendant au plafond à caissons soudain s'allument, illuminant la piste, grande tache puée de 55 mètres de long et de 18 mètres de large tranchant sur l'ensemble aux dominantes blanches, pur chef-d'œuvre construit au début du dix-huitième siècle par Charles VI, père de Marie-Thérèse et protecteur éclairé de l'art baroque.

Un orchestre invisible, du moins de la place que l'occupe en bordure de la piste avec une poignée de privilégiés, s'accorde, mêlé au murmure ininterrompu des conversations, murmure et non brouhaha, car survit ici, et même prospère au dire même du directeur, le colonel Kurt Albrecht, le dernier et unique temple de l'équitation artistique. Saumur pour sa part embrassant aujourd'hui un programme d'ambitions beaucoup plus vastes où l'équitation sportive s'est taillée la part du lion.

Dix-neuf heures. Voici que derrière leur chef, l'équerry Norbert Tschautsocher, l'œil clair, le sang aux joues, le stick de bœuf dans la main droite, entrent les cavaliers qui, en selle sur leurs lipizzans blancs aux petites oreilles sans cesse remuées, sans cesse à « l'écoute » des ordres les plus imperceptibles, assureront sans interruption, pendant une heure et quinze minutes, le spectacle dans une rigoureuse homogénéité. Nous sommes au soir du 15 septembre, et pour les rares Français ici présents, cette date a une signification : dans quinze jours, très précisément le 30 septembre et jusqu'au 4 octobre inclus, l'école espagnole de Vienne se produira à Paris au profit de la fondation Condé dans le cadre universellement réputé du Champ-de-Mars.

La présentation à laquelle nous allons assister, par son caractère inimitable, sera la même que celle à laquelle Paris et la province sont conviés. Seules quelques menues variantes d'ordre surtout protocolaire modifieront l'ordonnance du spectacle. Il en sera de même pour le programme musical, et c'est dommage. A Vienne les instruments à cordes dominent, parfaitement adaptés aux services, les cuivres — miracle ! — s'effacent, Mozart et Boccherini sont en vedette, surtout plaisants à l'audition que les grandes tartines indigestes de Meyerbeer figurant au répertoire de Saumur pour soutenir, pour maintenir et finalement inspirer les chevaux — tous les chevaux sont mélomanes — dans les grands airs d'école.

Et maintenant progressent en se suivant à la file, dans un ordre impeccable, les huit écuyers de Vienne, la taille pincée dans leur tunique style empire d'un brun café, en parfaite harmonie avec la couleur de leur jaune, les hautes bottes noires à genouillères, le bicorne galonné d'or. Une gravure nous enseigne que le bicolore de l'école se portait autrefois à la façon des tapageurs de l'Empire, une des pointes en avant. Un quart de conversion a corrigé cet usage, les deux pointes suivant aujourd'hui la courbe effacée des épaules. Simple détail.

Rangés à présent en bataille devant le portrait de Charles VI monté sur un lipizzan, les cavaliers se découvrent avec une lenteur étudiée, puis se recroisent, tandis qu'éclatent les premières salves d'applaudissements sous le regard désapprobateur des parisiens. Les visiteurs étrangers, en effet, commencent une erreur d'interprétation compréhensible. Ce n'est pas le public que saluent les artistes, mais l'image de leur bienfaiteur, honorée au commencement et à la fin de la reprise.

#### Sans aucune morgue

Travail des jeunes étalons présentés à toutes les allures et tous les airs de haute école. « Pas de deux » effectués avec des chevaux particulièrement bien « mis », dont les voltes et les serpentines ressemblent à une double image, travail à la longe et dans les piliers, travail aux longues rênes, toutes les allures et tous les airs relevés étant exécutés au sans cavaliers, à la seule indication des rênes et avec l'aide discrète de la cravache, sans d'écuyer, et quadrille en bouquet final, tels sont, résumés en quelques lignes, les exercices auxquels se livre avec une docilité, une soumission tout simplement stupéfiante, une race de chevaux fortement marquée par ses ancêtres espagnols et descendant de six dynasties d'étalons enregistrés depuis 1785. Curieux mélange d'ailleurs où se trouvent non seulement du sang espagnol, mais des géniteurs napolitains, arabes et même danois. Les responsables de nos ha-

ras, si pointilleux en ce qui concerne la reconnaissance des étalons, s'en volaient la face.

Etablir une comparaison entre le Cadre noir et l'école espagnole est, dit-on, un non-sens. « Cela ne servirait à rien », écrit notre savant confrère René Gagne, qui est le Cadre noir jouissant des trois attributs équestres qui servent ceux d'académisme nous strictement à la pratique artistique, installés dans les festes de Versailles et renommés en chevaux andalous du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Cependant, libre au peuple souverain, qui ne s'arrête guère aux subtilités et vertus respectives des deux écoles, de comparer. L'incomparable. Après tout, le public pale, ce qui lui confère prosaïquement mais indubitablement un droit au jugement. Une remarque purement visuelle. Les écuyers autrichiens, très jeunes pour la plupart (de vingt-deux à trente-cinq ans), n'affichent aucune morgue mais au contraire sourient perpétuellement, comme s'ils découvraient au fil des minutes de nouveaux mérites, des talents insoupçonnés à leurs montures.

En ce qui concerne la cavalerie, une seule critique, qui tient essentiellement à la morphologie du lipizzan, à son modèle. Au repos, il ne présente pas comme les pur-sang de Saumur les caractères d'un destrier irréprochable. La tête est lourde, chargée en garaches, l'encolure épaisse, la taille insuffisamment élevée pour tendre à la distinction. Mais quel admirable quel prodigieux exécutant, peut-être sans rival.

Les neuf cavaliers que Paris s'apprête à recevoir et à applaudir sont éminemment sympathiques. Ils sont entrés à l'âge de seize ans à l'école, et leur apprentissage n'a pas moins duré de six ans. Leur solide est plus que modeste.

« Certains abandonnent-ils en cours d'instruction ? » avoue-t-on demandant au colonel Albrecht.

« Non, non, proteste avec vivacité notre interlocuteur. L'école n'a pas enregistré une seule démission », explique-t-il pour la première fois dans cette maison, nos futurs élèves arrivent leur destin. La passion du cheval reste la source de tous leurs plaisirs. »

ROLAND MERLIN.

#### L'ECOLE ESPAGNOLE DE VIENNE A PARIS

Champ-de-Mars, du 30 septembre au 4 octobre 1976, à partir de 20 h 30.

Prix des places. — Soirées normales : 10 F, 15 F, 20 F. Soirée de gala : 10 F, 15 F, 20 F, 30 F. Location. — Palais des congrès, porte Maillot (tél. 471.15.47) ; toutes agences. — Office de tourisme de Paris, 127, Champs-Élysées ; Fondation Condé à Chantilly (tél. 497.15.47) ; toutes agences. — Office de tourisme de Paris, au profit de la Fondation Condé, créée en 1948, qui gère les maisons médiévales et de tourisme de Paris (tél. 497.15.47).

### Les Antilles sont-elles encore trop loin ?

(Suite de la page 19.)

Économiquement moins avancées que la Martinique, la Guadeloupe, la France, d'aller de l'avant : environ trois mille chambres en projet dans les cinq ans à venir. « C'est un mauvais cap à passer », pense M. Rivier. « Il faut forcer sur les deux étoiles et la petite hôtellerie », propose M. Guéant. L'emploi prime tout. Pour M. Corbin, « pas de tourisme valable sans disposer de plus de six mille lits en portefeuille ».

Au demeurant, le succès de l'opération G.I.E. prouve combien est essentiel l'effort de promotion. Or, l'an dernier, le budget de publicité de la Guadeloupe et de la Martinique s'est élevé à 1,5 million de francs, soit le tiers seulement des sommes engagées par la Barbade pour se faire connaître aux États-Unis.

Les Antilles françaises ne recueillent que 2 % du flux touristique américain dans les Caraïbes. Comment expliquer autrement que par l'excellence du réseau commercial et, il est vrai, par la qualité de l'animation le fait que les trois villages du Club Méditerranée installés en Guadeloupe et en Martinique attirent une clientèle essentiellement américaine et affichent complet d'un bout à l'autre de l'année, alors même que les tarifs pratiques sont supérieurs à ceux de l'hôtellerie traditionnelle ?

Où trouver l'argent nécessaire à la promotion des Antilles françaises ? Ni les hôteliers, ni les

offices de tourisme, ni les conseils généraux ne semblent en mesure de financer une telle campagne. « D'où l'idée de créer une société d'affrètement pour dégager des ressources sur la partie transport de forfaits touristiques », explique M. Corbin. Les pouvoirs publics paraissent, pour l'instant, disposés à aider les hôteliers de la Guadeloupe et de la Martinique à mieux se faire connaître, craignant de les voir se lancer inconsidérément dans l'aventure du transport aérien. A chacun son métier. « Il sera toujours temps de répondre sans délai à la demande des que celle-ci se manifestera », promettent les responsables d'Air France.

La querelle entre transporteurs et hôteliers ne sera jamais épuisée. Il est vrai qu'à l'abri de son monopole Air France a longtemps profité des Antilles, que toutes les concessions tarifaires ont été obtenues à l'arraché. Cela dit, la compagnie nationale est dans une position confortable. L'objectif de la rentabilité et celui du service public sont apparemment inconciliables.

« Si j'étais à la place des dirigeants d'Air France, j'aurais probablement comme eux, confie Marie-Claude Valde, C'est une question qui finalement concerne davantage le gouvernement que la compagnie. » Aux pouvoirs publics de régler la note de la départementalisation. Une affaire éminemment politique.

JACQUES DE BARRIN.

### Le golf à jeu ouvert

Cela va faire sept ans que les clubs de golf, en grand appareil, s'en jurent, le 25 septembre, inaugurer officiellement le premier golf public ouvert en France. Ce jour-là à Villers, dans l'Escoffe, près de la ville nouvelle de Melun-Sénart, M. Vincent Anquet, ministre de la qualité de la vie, dira que le golf est ouvert et que ce sport, traditionnellement pratiqué, du moins dans notre pays, par les classes nanties, pourra désormais être par tous. Coups de trompette, exhibitions de champions, démonstrations : une journée de promotion avec la fanfare et beaucoup de bonne volonté.

Au chaud dans leur salon de briques, les vieux de la vieille vont se chuchoter d'avantage et surveiller les portes d'entrée : pas de blague, attention aux doudous qui conforteraient golf et golf : le public et le privé. Ce ne les gêne pas qu'on s'essaye à taper des balles sur des terrains de grande banlieue, mais voir déferler les apprentis pauvres sur leurs greens.

#### Révolution ?

Environ cent trente terrains, trente mille licenciés actuellement ; la Fédération française de golf a été créée en 1912. Depuis cette date jusqu'à il y a quelques années, la politique suivie a été de tout faire pour préserver et réserver au plus petit nombre ce sport admirable, dont on s'imaginait pas les joies qu'il peut procurer.

Il fallait le mettre en cage. Il y avait du danger à le voir tomber entre toutes les mains. Petit à petit son image de marque est devenue détestable. Jouer au golf était synonyme de « faire l'original », de se comporter dans une société accablée par la facilité, le luxe et l'insouciance. Pour un passe-temps inventé par des bergers moroses — des bergers décaisés moroses — c'était réussi comme promotion.

Alors, soudain, voilà qu'arrivent des golfs publics, une demi-douzaine qui ouvrent leurs portes presque en même temps. Voilà les enfants des écoles, des cannes à la main, qui travaillent

leurs leçons, voilà qui déplaît. Cela étant dit, Villers existe, et le golf d'Irlande, près de Brest, et Saint-Aubin, à côté de Versailles, et le dix-huit trous de Châlons-sur-Saône, et, demain, un terrain à Bordeaux et un autre à Limoges ; tous publics, ouverts sans contrainte à ceux que « dix ans de malheur ajoutés à dix ans de souffrance ajoutés à dix ans de chômage » — une vie de golfier ! — ne rebuteraient pas. Entrée libre.

Comme les cravates club, que les Français s'ont jamais su nouer sur des chemises à carreaux, le golf s'est mal importé. Sport populaire de l'autre côté de la Manche, il a été récupéré sur le continent par des gens pour lesquels il est devenu un signe extérieur de distinction. Navrant, mais normal : j'ai subtilisé qu'il demande un goût de la diction, un sens de la remise en cause, il est tombé dans les mains des Français : gens trop intelligents, l'humour s'appuie sur le cœur, — qui font « brugué ». En France, c'est un sport de snobs. En Angleterre, un sport...

leur swing, des employés de banque qui perdent leurs balles dans les hautes herbes, des cadres moyens qui deviennent « handicap 24 ». Révolution ! Il est en train de se passer — peut-être — le phénomène qu'on a vu se développer entre les deux guerres avec le tennis : un tennis de riche et un tennis de pauvre. Aujourd'hui, le point de jonction est fait : le tennis est sorti de son ghetto doré.

Cela peut-être moins long pour le golf. Encore faut-il qu'on cesse de le prendre pour un sport supérieur, un jeu trop difficile — et c'est vrai, il l'est, dans un passe-temps trop raffiné pour être proposé à tous. Car une partie de golf n'est pas, comme dit l'humoriste de service, « une belle balade gâtée », c'est mieux : c'est une journée glorieuse, dont on sort le plus souvent fatigué, meurtri et humilié. Mais avec un drôle de petit sourire intérieur.

JEAN-PIERRE QUELIN.



**CROISIÈRE  
"CAP SUR MADÈRE  
ET LA CÔTE D'IVOIRE"**

à bord de Massalia  
le paquebot-soleil où il fait bon vivre

MAROC/MADÈRE/CANARIES/ILES DU CAP VERT  
SÉNÉGAL/CÔTE D'IVOIRE/GUINÉE

Départ de Marseille : 3-28 janvier 1977.  
25 jours. A partir de 4 900 F

Offrez-vous enfin la croisière de vos rêves :  
le Maroc Impérial et le Grand Sud Saharien,  
Madère l'île jardin, les Canaries et les îles du Cap Vert,  
ces paradis en plein Atlantique. Et puis l'Afrique :  
Dakar l'accueillante, Abidjan la magnifique, la flore  
et la faune sauvage de la Côte d'Ivoire, Conakry...



**CROISIÈRES  
PAQUET  
MASSALIA**

Renseignements et réservations : Agences de Voyages ou Croisières Paquet :  
PARIS : 5, bd Malesherbes 75008. Tél. 288.57.59  
MARSEILLE : 74, rue de la République 13002. Tél. 51.31.21  
NICE : 2, rue Hakey 06000. Tél. 82.14.85

EN  
AUTOMNE

**l'idée  
c'est**

**jersey**  
l'île merveilleuse

L'automne et l'hiver sont des périodes tout à fait favorables pour profiter pleinement de cette belle et toute petite île (20 km sur 10 km) au climat d'une grande douceur (Gulf Stream). Les 75 000 habitants de ce curieux petit Etat indépendant — situé à 20 km des côtes françaises mais rattaché à la Couronne d'Angleterre — seront heureux de vous faire partager leur joie de vivre. Les petites pensions voisinent avec les hôtels confortables et les palaces de très grand luxe (dîner dansant habillé).

Vous apprécierez le calme, la nature, la mer, la campagne, mais aussi les multiples distractions, les pubs... et, dans la capitale Saint-Hélier, un shopping détaxé à faire rêver.

Jersey vous attend dès demain. C'est la bonne idée pour un long week-end.

Pour recevoir une documentation en couleur, sivez la gentillesse de retourner ce coupon, en timbrant à 1,40 F, à l'Office National du Tourisme, Service France Jersey (L2, Jersey (Îles Anglo-Normandes)).

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

LM 2

**BIA**  
BRITAIN ISLAND AIRWAYS  
Avec B.I.A., Jersey est à 70 minutes de Paris-Orly et 10 minutes de Paris-Orly. Plus de 100 vols par semaine.



## Plaisirs de la table

## Les additions sur la mauvaise pente

TOUT le monde l'a remarqué, chacun le constate, les prix, au restaurant, grimment sans arrêt. Pourtant j'ai demandé à vingt restaurateurs s'ils avaient augmenté leurs plats de rentrée. Tous ou presque m'ont dit non. Je n'ai pas dû m'adresser aux bons !

Cette hausse est-elle justifiée ? Il n'est que de faire son marché pour constater cette montée des prix. Une simple salade, de 3 F est passée à 4,50 F. À travers la sécheresse d'août, les haricots verts ont doublé sur l'an dernier. La taxation n'a nullement freiné le prix des pommes de terre. Le café a augmenté de 50 % en un an, le saumon fumé de 20 % depuis les vacances, les poissons de mer très considérablement aussi : « La lotte que je payais 17 F avant les vacances, je viens de la payer 22 F », me disait Guy Pierre Baumann. Cela fait du 30 %, et il n'a, lui, augmenté sa choucroute de poissons (où figure la lotte en belle quantité) que de 1 F ! Et au Faillard on m'a confirmé que la sole-portion (350 g) revient, en gros, à 22 F le kilo, hors taxes. Selon Marinette (la Petite Tour), son filet est passé de 36 à 45 F. Mais aux Boucheries nternationales, qui fournissent les meilleurs restaurants de Paris, et l'on n'a pas augmenté, on est fort pessimiste quant au mois de novembre, décembre et janvier : « Il n'y aura guère de viande ! » Et ces mois « catastrophiques » laissent prévoir des prix en flèche. Et les huîtres ? J'ai dégusté les premières belons au Châlet (le meilleur restaurant du genre, en la ville). Les portugaises n'ont pas bougé sur les derniers prix en baisse de la fin de saison. Les plates augmentent

d'environ 10 à 12 %. La douzaine de belons 0 est passée à la carte du Châlet de 62 à 65 F. Ce qui ne répercute pas la totalité de la hausse. « D'ailleurs, fait remarquer M. Bernard, qu'il y a aussi là-dedans la hausse du pain-mis et du beurre (1). »

Ainsi il semble bien que nombre de restaurateurs sont, pour l'instant, raisonnables.

Car enfin, et le consommateur ne s'en rend peut-être pas assez compte, lorsque le kilo de filet, par exemple, augmente de 9 F, qu'une portion parée est de 300 g, ce qui fait pour celle-ci une augmentation de 3 F de marchandise, ladite portion devrait être, sur la carte, augmentée de 9 F. En augmentant son filet de 2 F, Marinette n'y gagne point, au contraire ! Mais quel, direz-vous, qu'est-ce que c'est que cette histoire de multiplication par 3 ? Chiffres sur table, un « grand » restaurant a monté ce tableau : lorsqu'il prépare, en cuisine, 40 F de matières premières il faut compter 27 F de frais de personnel (n'oublions pas que la France reste la championne du monde des charges sociales), 17 F d'impôts et taxes, 15 F de frais divers, transports, fournitures, service, etc., 5 F de dotations aux amortissements. Calculés vous-mêmes la multiplication par 3 des 40 F de matières premières n'est guère excessive !

Naturellement, les petites maisons peuvent ou devraient « servir » ces marges. Et, de reste, ce sont souvent ces bistrotiers (à la

mode éphémère du snobisme) qui abusent. Payer une addition de 250 francs par tête chez Lasserre est, en définitive, moins cher et plus normal que de payer 100 francs, sur une nappe en papier, un méchant repas dans un bistrot. Ce sont ceux-là dont les prix, en ce retour des vacances, sont abusifs et relèvent d'un contrôle qui, hélas, semble plus harnachement que sérieux et précis !

## Le droit de vendre moins cher

De plus les additions sont considérablement relevées par les vins. On a beaucoup parlé, pour excuser ces prix, de la hausse incongrue des beurres à 25 et 30 F. On oublie que les restaurateurs avisés se sont bien gardés d'acheter aux tarifs élevés. Mais de toute façon, et quel que soit le prix d'achat, vendre, dans une petite boîte, même de bonne cuisine, des beurres à 25 et 30 F est un scandale. Le restaurateur multiplie par 2. C'est vrai. Il en a le droit et, même, trop souvent, l'État l'y incite. Les inspecteurs des impôts prennent ce prix d'achat des bouteilles multiplié par 3 pour base de leur calcul. Et si de hasard un restaurateur s'avise de ne multiplier que par 2, il a bien du mal à obtenir la reconnaissance de cette modération. Michel Oliver en sait quelque chose et M. Bernard Fourrier, président du Syndicat des restaurateurs de France, qui a hélas longtemps été très haut au ministère des finances pour faire reconnaître à ses affiliés le

droit de vendre le vin moins cher !

Qu'en faut-il conclure ? Qu'il y a des restaurateurs qui exagèrent ! Certes, et beaucoup trop ! Et beaucoup en trichant sur la qualité. Mais il faut reconnaître aussi que cette qualité se paie et que, malgré leurs prix élevés, les grandes maisons gagnent moins, souvent, que les gargotes. Et que l'indécence, l'insupportable, est l'augmentation desdites gargotes !

Quant aux modestes et aux bonnistes je leur dédie cette histoire. Juste avant la réouverture je passais dans l'île Saint-Louis saluer l'ami Bourdeau (du Gour-met en l'île). « Je suis bien ennuagé, me dit-il, tout augmenté ! Dites-moi, mon prix fixe à 29,50, croyez-vous que je puisse le porter à 31 francs ? »

J'imagine qu'il y aura pourtant des clients pour payer contre ce blanchisseur de notre appétit qui a osé augmenter de 5 % !

LA REYNIÈRE.

## PHOTO-REVUE

La première et la plus technique des revues photographiques françaises.

Dans son numéro de juillet-août : Portrait test : le Rollei SL 35 M ; Tests d'objectifs. Pouvoir de résolution ou restitution du contraste. Bilan actuel de la série. Monographie : Sougez. Les Anamorphoses.

Cinéma : Le choix de l'angle pour les prises de vues. Les articles de Roger Bellone, et ses rubriques habituelles. 6 F dans les kiosques ou 118 bis, rue d'Assas, 75006 PARIS.



## Photo-cinéma

A LA PHOTOKINA DE COLOGNE

## Panoramique

Du 10 au 16 septembre dernier s'est tenue à Cologne la Photokina — l'exposition la plus connue des amateurs et des professionnels, — avec la participation de neuf cent seize firmes venues de trente et un pays. Sur près de 100 000 m<sup>2</sup> de stands, elle a regroupé les produits de l'industrie photographique et cinématographique mondiale, soit environ quatre-vingt mille appareils, caméras, projecteurs, accessoires et films différents. Cette fantastique concentration de matériels, la plus importante jamais réalisée, a permis de faire le point de l'évolution des techniques mises à la disposition des photographes et des cinéastes.

DANS le domaine des appareils, les réflex 35 mm restent les modèles les plus importants du marché. D'année en année, ils se transforment profondément, subissant une véritable mutation qui, aujourd'hui, tend inexorablement à en faire des appareils robots. Le recours toujours plus large à la micro-électronique, avec des circuits intégrés comportant des mémoires et des mini-calculatrices, conduit à une automatisation fine. Ces systèmes permettent en effet d'assurer instantanément l'obturation et le diaphragme à la cellule et de contrôler, en temps réel, le fonctionnement des divers organes de l'appareil. La plupart des réflex automatiques exposés à Cologne font appel à ces techniques. Le plus sophistiqué reste l'Olympus OM-2, déjà présenté à la Photokina de 1974 sous forme de prototype, qui, avec ses quatre cellules, est capable de modifier un temps d'exposition pendant le fonctionnement de l'obturateur ou de régler la durée de l'éclair d'un flash électronique.

Le nouveau Canon AE-1, dont il a été fait grand bruit à cette Photokina, est en réalité assez classique. L'innovation se situe au point de vue de l'automatisation de l'exposition. L'innovation vient surtout de la conception mécanique et électronique qui a été étudiée pour permettre un montage et des contrôles automatisés en fabrication. Les coûts de main-d'œuvre se trouvent ainsi réduits et les rythmes de production accélérés. Aussi le prix de vente du Canon AE-1 est-il inférieur de 30 à 35 % à celui de la plupart des appareils similaires concurrents (moins de 2 000 F en France).

Leica a présenté son premier réflex électronique automatique, le Leica R3 Electronic, qui est aussi le premier à permettre la mesure sélective de la lumière sur un point du sujet, tout en conservant le réglage automatique de l'exposition : une mémoire conserve l'information de luminosité durant dix secondes, temps que le photographe doit mettre à profit pour cadrer et déclencher. La politique de fabrication de la célèbre firme allemande se situe à l'opposé de celle de Canon : l'appareil, produit dans la non-

velle usine au Portugal, est assemblée, pièce par pièce, hors de toute chaîne. Aussi le prix du Leica R3 reste-t-il très élevé (plus de 5 000 F).

La plupart des marques d'autre part, réalisent maintenant des réflex recevant un petit moteur d'entraînement, assurant généralement jusqu'à deux vues par seconde (Canon AE-1, Minolta KK, Nikonomat ELW et Pentax K2-DM, parmi les derniers-nés). Rollei a même purement et simplement incorporé ce moteur à un nouvel appareil, le SL 2000. Ce modèle comporte par ailleurs des magasins de film interchangeables.

Le recours aux circuits imprimés et intégrés (notamment des circuits souples) n'est pas resté sans influence sur la dimension des appareils. La plupart des nouveaux réflex sont nettement plus petits que leurs prédécesseurs. Tel est le cas des Canon AE-1, Cosina CSR, Konica TC, Leica R3, Miranda EE-2, Olympus OM-2, Pentax K, Pétri MF-1 et Yashica FE.

Les objectifs destinés à ces appareils sont également beaucoup plus compacts qu'il y a seulement trois ou quatre ans. Leur nombre, de plus, s'est beaucoup élevé. On peut dégager deux tendances essentielles dans les productions actuelles : tout d'abord, les objectifs ultra-lumineux, couvrant à 1 : 1,1 ou 1 : 1,2, avec une lentille asphérique, deviennent courants. D'autre part, les constructeurs proposent des zooms assez petits dont les focales descendent dans la zone grand-angulaire (au-dessous de 50 mm), ainsi que des macrozooms pour la prise de vue rapprochée. Malgré cette évolution, le zoom est encore loin de s'imposer en photo comme il l'a fait en cinéma. A cela, trois raisons essentielles : l'encombrement est tout de même supérieur à celui d'objectifs classiques de 50 à 100 mm, la qualité reste un peu moins bonne, et les prix des meilleurs zooms sont élevés.

Une autre catégorie d'appareils, les 110 (miniformats recevant du film conditionné en chargeur), a tenu une large place à la Photokina. Il est vrai qu'actuellement, en nombre, ils représentent près de la moitié de ceux exposés sur le marché. Autrefois exclusivement composés de modèles très simples, les 110 comportent aujourd'hui des appareils perfectionnés. Récemment ont été commercialisés des modèles à flash électronique incorporé, à visé réflex, à deux objectifs (normal et télé-objectif ou normal et grand angle). Ces dernières semaines sont nées des 110 équipées d'un zoom, et il semble bien que pour les mini-formats cet objectif soit appelé à se généraliser.

Dans le domaine des surfaces sensibles, deux firmes ont présenté des émulsions nouvelles. Fujifilm, tout d'abord, avec le Fujicolor 11-400, le premier négatif en couleur de 400 ASA. Kodak, ensuite, avec l'Ektachrome B8 (sensibilité de 64, 200 et 400 ASA) qui, début 1977, remplacera les Ektachrome actuels.

## Cinéma : priorité au son

En cinéma d'amateur les fabricants ont essentiellement fait porter leurs efforts sur le matériel sonore. En super-8 comme en simple-8, d'un côté, toutes les firmes ont présenté à Cologne une ou plusieurs caméras nouvelles. Souvent, leurs performances sont très voisines. En ce qui concerne le son, les innovations tendent toutes à diminuer les difficultés inhérentes au cinéma parlant. La réduction du bruit des caméras, la présence d'une perche sur le boîtier pour en éloigner le microphone, l'automatisation des réglages sonores, la réalisation de micros directionnels légers, conduisent à la simplification du travail du caméraman et du preneur de son amateur. Si, malgré tout, l'enregistrement obtenu est mauvais, le film n'est pas perdu pour autant car des modifications de la bande sonore sont maintenant possibles en post-synchronisation directe sur projecteur. Le processus consiste à effacer les plans sonores qui ne sont pas satisfaisants et à leur substituer d'autres enregistrements.

Tout ce que de telles opérations comportaient jusqu'à présent de risques pour les parties sonores qui devaient subsister a été éliminé par des systèmes automatisés. L'effacement de chaque plan sonore à supprimer et les nouveaux enregistrements sont programmés sur le projecteur qui, ensuite, les entraîne lui-même à l'écran. Cette performance, une fois de

ROGER BELLONE.

## Rive gauche

## La Chamaille

signale à sa table d'attente qu'il faut du 1<sup>er</sup> OCTOBRE  
Fermature hebdomadaire :  
SAMEDI ET DIMANCHE  
Service : DÉJUNER et DÎNER  
jusqu'à 22 h 30  
51, rue Saint-Louis-en-l'Île (4<sup>e</sup>)  
03-33-46

## Cantarel

12, Avenue du Maine (15<sup>e</sup>)  
tél : 548.59.35  
fermé Samedi midi et Dimanche

## LE PETIT ZINC

FRUITS DE MER, POISSONS, VINS DE FRANCE  
LE FÜRSTENBERG  
Ancien propriétaire et son fils - Roger FÜRSTENBERG  
à la tête de l'établissement depuis 1945  
Le Flaniche  
MOUTON, COUILLAGE, SPÉCIALITÉS  
25, rue de Buci - Paris 6

## La MEILLEURE CHOUCROUTE DE PARIS

et les POULARDES DE SA FERME  
vous seront servies à la  
Caverne Alsacienne  
dans sa nouvelle brasserie.  
DÉCORÉ et COSTUMES ALSACIENS  
286, rue de Vaugirard (15<sup>e</sup>) N° VAUGIRARD - 828.80.66

## Rive droite

## Julien

36, rue de la Fg-Saint-Denis Paris 10<sup>e</sup>  
Réservation 770 12 06  
T.J.S. jusqu'à 2 h 30, service la nuit.

## LES TROIS TOURS

La cuisine traditionnelle française  
dans un cadre élégant  
TOUR  
MAIRE-MONTFARMESE  
17, rue de l'Arbre-Sec, 75008 PARIS

## Les MARRONNIERS

33 bis, bd. Arago (13<sup>e</sup>) - 707-58-57  
- Son endouillettes - Ses boudins  
et sa crème.  
LE SOIR, TERRASSE  
SOUS LES MARRONNIERS  
Fermé le dimanche

## Alberto

GRANDE CUISINE ITALIENNE.  
DEJUNERS D'AFFAIRES, DINERS  
menu d'été  
34 RUE BEZOUT (11<sup>e</sup> arr.)  
tél 357 53 55

## CHEZ HONORÉ

DEJUNERS, DINERS  
Cuisine française, spécialités  
1, rue du Roule, 75002 PARIS

## ELD

SON BANC  
D'HUITRES  
22, rue de la Fg-Saint-Denis - 770-12-06 (F. 46)

## TERMINUS

824.48.72  
SON BANC D'HUITRES  
23, rue de Dunkerque  
face Gare du Nord  
tous les jours

## Produits SCHMID

« La Choucroute »  
1, bd de Bessan - 75010 Paris  
Tél. : 878-03-44  
Charente - Spécialité  
Restauration rapide - Spécialités  
« France-Lorraine » et de Suisse.

## MARIUS et JANETTE

TOUS LES FRUITS DE MER  
et toutes les spécialités  
FRAISSES PLUS 10 (hors dimanche)  
4, av. George-V - ELV. 71-78, BAL 64-37

## CHARLOT

Roi des Coquillages (Face Waples)  
Tous les produits de la mer  
12, pl. Clichy (874-49-64). Park. grat. : 11, r. Forest  
DEJUNERS D'AFFAIRES - DINERS - SOUPER JUSQU'À 1 h DU MATIN

## PETITE MAISON

GRANDE CUISINE  
JARDIN D'ÉTÉ  
BIEN - SES POISSONS  
CHARENTAIS DE HIGON  
AUX FRUITS DE MER  
28, r. THOLOZE (18<sup>e</sup>)  
SA GRANDE SPÉCIALITÉ :  
LES ÉCREVISSES EN  
SAUMURE, EN SOUFFLE.  
KANTERBERAU  
7, rue du 8 Mai 1945 - 10<sup>e</sup> - 502.00.34 - DE 5 h DU MATIN À 2 h DU MATIN

## BRASSERIE CAFÉ DE L'EST

FACE GARE DE L'EST  
SA FABULEUSE CHOUCROUTE  
Le délicieux JARRET DE PORC - CONFIT D'OIE POMMES SAUTÉES  
CHARENTAIS FAITES PAR LA MAISON - VINS D'ALSACE  
KANTERBERAU  
7, rue du 8 Mai 1945 - 10<sup>e</sup> - 502.00.34 - DE 5 h DU MATIN À 2 h DU MATIN

## Dessirier

MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR  
9, place Pigalle - Paris 17<sup>e</sup> - 154-74-14

## Environs de Paris

A 30 km de PARIS ET DE NOUEN, AUTOUTROU DE L'OUEST - SUR LA ROUTE DE BOURGOGNE  
TÉLÉCHARGÉ 692214 - ROLLEBOISE - Tél. 479.91.24 & 479.96.62  
Château de la Comiche  
UNE VUE PANORAMIQUE EXCEPTIONNELLE SUR LA VALLEE DE LA SEINE  
GRANDE CARTE - CADRE RAFFINE  
SES WEEK-ENDS GOURMANDES  
CHEF DE CUISINE J.F. ROUSSEAU - POSE D'OR 1973  
SALONS DE JEUX - SALONS DE MUSIQUE - TENNIS ÉCLAIRÉ  
ÉQUINATION - RANDONNÉES À BICYCLETTE - PISCINE CHAUFFÉE  
OUVERT TOUTS LES JOURS

## Lady L

Déjeuners d'affaires, Dîners, Soupers  
« RESTAURANT LADY L »  
Le soir : Dîners - Dîners - Dîners  
Le jour : Dîners - Dîners - Dîners  
4, rue de la Tour (18<sup>e</sup>)  
Réservation : 225.21.55 & 22.59

## LA TOUR CELESTE

LE RESTAURANT CHINOIS  
QUI SORT DE L'ORDINAIRE  
66, rue de la Tour (18<sup>e</sup>)  
(à côté du Parc de la Tour)  
Tél. : 520.55.19  
PARKING GRATUIT 5 à 6 places

## PIERRE

A la Fontaine Gailion  
Grande cuisine  
de tradition française (fermé dim.)  
OPE. 82-04 - PLACE GAILLON  
Parking







## INSTITUT

### Mort de M. Pierre Boyancé ancien directeur de l'École française de Rome

On annonce la mort de M. Pierre Boyancé, membre de l'Institut, ancien directeur de l'École française de Rome, survenue le 20 septembre à Six-Fours (Var). Ses funérailles ont eu lieu jeudi à La Seyne dans la plus stricte intimité.

Pierre Boyancé était né à Annecy le 13 septembre 1900. Ancien élève de l'École normale supérieure, ancien membre de l'École française de Rome, agrégé des lettres et docteur en lettres, il avait été professeur de langue et de littérature latines à la faculté des lettres de Bordeaux de 1928 à 1944, puis à celle de Paris en 1945. Il fut appelé à la direction de l'École française de Rome en remplacement de Jean Bayet, et demeura à ce poste jusqu'en 1970. Entre-temps, il avait été élu à l'Académie des inscriptions et belles lettres le 23 janvier 1959, au siège précédemment occupé par René Dussaud.

Sa longue carrière a été tout entière consacrée à la défense et à l'illustration du latinisme, par ses propres travaux, son rôle d'administrateur et ses interventions en faveur des études classiques.

Il est, avant tout, attaché à mettre en lumière les idées philosophiques et religieuses de Rome et les sources grecques dont elles procèdent, à restituer les influences orientales dans la pensée antique en faveur des influences hellénistiques issues du pythagorisme, des sa thèses de doctorat sur « La Culte des muses chez les philosophes grecs » et sa thèse complémentaire sur « Le Sonnet de Scipion ». D'autres ouvrages, Lucrèce et l'épicurisme, la Religion de Virgile, Épiure, et de nombreux articles sur Varro, Horace, Cicéron disciple de Platon, etc., vont dans le même sens.

#### La défense de la culture latine

A la tête de l'École française de Rome, il a développé les activités de cette maison, doublant le nombre des chanciers de fouilles en Italie (quatre au lieu de deux), multipliant les missions en Italie, en Afrique du Nord, en

Corse, en France continentale, pour participer aux fouilles, et confiant aux seuls membres de l'École le chantier de Boisseno. Il a contribué à aménager les locaux du palais Farnèse et à en augmenter la surface.

Il a été surtout à l'Institut et dans les colonnes du Monde — notamment dans le numéro du 16 septembre 1969, « Playdoyer pour le latin » — un apôtre inlassable de l'enseignement de la langue et de la culture latines, contestant l'accusation de « culture bourgeoise » portée par M. Edgar Faure contre l'héritage humaniste.

Quant à l'archéologie, il avait souhaité que les chercheurs soient aussi des philologues, insistant sur la nécessité pour eux « de dominer leur discipline, de l'intégrer à l'histoire », de connaître la culture sur laquelle ils travaillent.

● L'Académie française, au cours de sa séance de rentrée, a par la voix de M. Jean-Jacques Gautier, rendu hommage à Paul Morand, mort l'été dernier. Après l'évocation de l'homme et de l'œuvre, l'orateur a tracé un dernier portrait de l'académicien assis aux travaux du jeudi : « Le visage aristocratique, le cheveu plat et gris-blanc, le masque de Bouddha, son mystérieux sourire affable, la démarche du cavalier, la buste un peu portée en avant, il arrivait, la main tendue, chaleureux... »

L'Académie a arrêté son calendrier pour les mois à venir : 30 septembre, commission du Prix du roman, renouvellement du bureau ; 25 octobre, séance de rentrée des cinq académies ; 4 novembre, Prix du roman ; 18 novembre, déclaration de la vacance du fauteuil de Paul Morand ; 2 décembre, réception de M. Félix de Murel par M. André Roussin ; 18 décembre, séance publique de l'Académie.

## ARTS ET SPECTACLES

### Théâtre

#### « LE LIVRE DES SPLENDEURS », de Richard Foreman

Dans un grenier, lotir de souvenirs, quelques-uns d'une vieille femme est là, fêlé sur un fauteuil comme une poupée molle. Le cri d'un avertisseur éclate, dur, assourdissant, et la sonnerie inintermittente d'un réveil, et des coups de canon qui sont peut-être les bruits d'une porte claquant dans le silence du sommeil. Des bouches à fausses barbes entrent en courant. Une femme assise dit qu'elle a perdu son corps, perdu son enfant. Elle ne « dit » pas : la phrase enregistrée passe de droite à gauche et elle en saisit des mots au passage sans intonation, sans la plus petite parcelle sentimentale. Sa voix semble reconstruite par un son électronique. Au fond passent, de face et horizontalement, des poupées nues ou mutilées, ficelées sur des jambes de comédiens pareils à des silhouettes découpées dans du papier.

Les comédiens ne « jouent » pas, ne représentent personne. Ils sont là pour que leurs gestes désignent des objets. Ils sont les traces d'un plan qui compose le Livre des splendeurs, qui illustre les fractures personnelles de Richard Foreman. Ils sont les rouages éparpillés d'un automate cassé. Sans chercher à se rejoindre, ils tressaillent en sautades. Ils se complaisent fébrilement des actions qui leur échappent comme dans les états de fatigue et d'émerveillement, quand tout tombe des mains, quand les mains ne répondent plus à la volonté et que la volonté se disperse, traillée par des souvenirs méconnaissables, des références déracinées.

Des ficelles tendues, des barrières en fausses parallèles, dénaturent les perspectives, déçoquent la scène. L'espace semble s'étirer et se rétrécir comme vu à travers une lentille déformée. Deux

femmes, deux reflets aux mouvements désolés et qui ne se ressemblent pas, sont le centre d'un jeu d'actions absurdes, en déséquilibre entre le burlesque et la peur physique. Des actions brutalement déformées par des séries de bruits, traversées par un téléphone sonnant dans le vide, déformées par les battements emballés d'un métronome absent, recouvertes par des voix, des musiques venues d'une radio à lampe qui gratte et sature. Le temps acquiesce en contre-temps, la durée s'émiette et se fige, fige des compositions picturales très belles, d'un raffinement pervers — perversion du réel balourd, agressif, ridon, par les critères de la beauté. Et puis reprennent les bruits, qui déclenchent encore et encore les gestes affolés, mouvement perpétuel de la vie s'écroulant par brèves suffoquantes, entre de grandes plages de non-conscience remplies d'occupations machinales.

Deux ex machina assis devant la scène entre son magnétophone et son manuscrit, Richard Foreman déconstruit l'écriture dissociée du Livre des splendeurs, projection directe, concrète, d'une pensée instable, vertigineuse et enviro de vertiges. Confession à la fois détournée et sincère, d'une sincérité brillante mais totalement dénuée d'émotion, de sorte qu'elle risque de rebouter comme la vue d'un fait impossible s'enfonçant des clous dans la langue. La froideur obsessionnelle de Richard Foreman ne place en dehors des grilles acceptées, et pourtant son angoisse n'est pas la laisse filtrer qu'à travers la trame serrée d'images et des maîtres en humour. Buster Keaton, Beckett... A vrai dire, son humour personnel tourne uniquement autour du masque, de la mort. D'autre part, s'obstiner d'une manière aussi extrême ne peut que provoquer des réactions purement subjectives.

Si l'on n'est pas immédiatement sensible au titre sibyllaire de Richard Foreman, à l'insolente virtuosité de son vocabulaire théâtral, rien ne permet d'entrer dans le spectacle. N'est-ce pas le réveil ? Si oui, on peut avoir dans un voyage plein d'embûches mais passionnant, et en fin de compte vivifiant.

COLETTE GODARD.  
\* Bouffes-du-Nord, 20 h. 30.

#### « LA SAGOUINE »

L'idée première de ce spectacle québécois d'Antoine Maillet, « La Sagouine », est peut-être venue des séquences de télévision où l'on fait l'examen des personnes rares qui ont gardé leur nature authentique, et qui ont les yeux, le langage d'un temps disparu.

Une actrice canadienne remarquable et juste, Viola Leger, interprète une femme de plus de soixante-dix ans, fille et épouse de pêcheur, née dans un coin pauvre du Québec. Par la force des choses, parce que ce bord de mer est vraiment un pays perdu, l'ancien langage du seizième siècle y est demeuré en partie intact, ainsi qu'une jeunesse de cœur, une pureté d'âme.

Dépendant, le village est maintenant atteint par l'aujourd'hui. Il y a la télévision, la radio surtout, car elle reste moins chère, et puis le commerce, on par exemple des fonctionnaires qui viennent recenser la population. La Sagouine, cette survivance d'un monde éteint, réagit au Québec actuel, et à ses difficultés particulières et douloureuses, et aussi à l'emprise, restée toute, de l'Église, elle réagit à tout cela avec sa franchise d'être isolée. C'est « politiquement » rigoureux. C'est émouvant et beau. Et il y a une qualité rare de gaieté qui se faufile dans le monologue, comme un serpent d'or. — M. G.

\* Petit-Cours, 20 h. 30.

### Une minoritaire acadienne

Antoine Maillet, on l'écouterait parler pendant des heures : avec toutes les voix qu'elle a dans la mémoire, elle peut raconter l'histoire de l'Acadie et aussi la vie. Ce qui nourrit ses romans et ses pièces de théâtre depuis quinze ans, c'est ce qu'elle a entendu — et enregistré — des vieux, et des « défrichés de parité » (ceux qui nous font « grimper nos racines à rebours »).

L'Acadie, donc, c'est quoi ? Et la Sagouine, qui est déjà venue en France en 1972 et revient au Théâtre d'Orsay, c'est quoi ? « L'Acadie », dit Antoine Maillet, c'est une province. Un petit peuple, pas même une province, assimilé par la force des choses. On dit toujours que le Canada francophone, c'est le Québec : c'est vrai que c'est le plus fort. Mais nous — nous sommes plus anciens, — nous réclamons le droit à la différence, le droit de parler notre français, car il y a une culture, une histoire, une mentalité acadiennes. Desquelles l'autonomie serait aller contre nous : il n'y a pas d'espoir de survie, en Amérique du Nord. Ce que nous voulons, c'est garder notre identité, même si nous le payons cher. Bien sûr, il y a une Acadie latiguée, mais les jeunes

ont fait de l'Acadie un slogan, alors que, il y a quinze ans, beaucoup disaient : il n'y a plus d'Acadiens, mais les francophones des Maritimes.

« La Sagouine », ce n'est pas toute l'Acadie. C'est une expérience, une minorité de tout l'Acadie par rapport au Québec, le Québec par rapport aux Américains. La Sagouine, c'est une levure de planches comme il en existe encore : elle a le sésame des femmes qui n'ont rien. Ce n'est pas une résignée, elle se révolte puisqu'elle survit alors qu'elle a seulement le droit d'être morte. Elle n'est pas raciste, mais positive : ce n'est pas mon idéologie, et je ne parle pas comme elle parce que je me suis froisée aux écoles. Mais ce que je lui fais dire, je sais qu'elle pense comme ça. Et c'est sur un ton tel qu'on en reçoit la gifle, mais ça, elle ne le sait pas. Elle est anticléricale, par exemple, quand elle parle de Dieu et dit qu'elle aura « une éternité pauvre ». Maintenant, elle est devenue un symbole. Même les évêques la citent en chaire. C'est peut-être dangereux qu'on l'ait récupérée, mais ça m'amuse aussi. Peut-être le clergé est-il anticlérical. — C. D.

### Musique

#### L'horloge astronomique de Stockhausen

(Suite de la première page.)

Ainsi, les quatre extra-terrestres symbolisent-ils l'harmonie et le mouvement du cosmos, mais avec leur couleur terrestre : au nord devant l'autel (en réalité au sud-est), la basse se présente comme « la terre, l'homme, la nuit, l'hiver et la semence » ; à l'est (côté du levant), la trompette est « le feu, l'adolescent, le matin, le printemps, le bourgeois » ; au sud, la soprano incarne « l'eau, la femme, le midi, l'été, le fleur » et à l'ouest, la clarinette basse incarne « l'air, l'automne, le soir, l'automne, le fruit ».

A cette riche rose des vents, Stockhausen superpose l'horloge astronomique de la roue des constellations, avec douze mélodies pour les signes du zodiaque, dominées par les quatre principales, correspondant aux saisons. Toute l'œuvre étant conçue comme une lente mutation où les mélodies se métamorphosent peu à peu les unes en les autres (on n'entend à Paris que les deux

parties de l'été-Cancer et de l'automne-Balance, correspondant à la date de ces concerts).

Ce processus complexe et chargé de symboles donne une œuvre en réalité simple et harmonieuse, dont l'esprit n'est pas très éloigné de certaines cantates de la Renaissance ou des Saisons de Haydn. Toute cette musique fourmille de vie et de gestes, de pensées et de sentiments. Les discours, les grommellements, les envolées lyriques de la basse, les prodigieuses vocalises sursautées, charnelles et célestes, de la soprano, les éclats et les songes de la trompette, les méditations sereines de la clarinette jouent ensemble avec une extrême richesse, tantôt dans une sorte d'harmonie polyphonique exotiquement masure, qui marque les temps forts de l'œuvre, tantôt dans une liberté apparemment anarchique, mais où tous ces discours se mêlent avec une sorte de cordialité et de respect mutuel qui établit une atmosphère bienveillante. Et d'une estrade où les acteurs en de belles attitudes, comme les anges et les saints aux porches des cathédrales. On ne négligera pas non plus le rôle de la musique électronique, très discrète, mais qui sous-tend l'œuvre tout au long et établit sous les pas des chanteurs et instrumentistes une sorte de voie lactée avec des chants magnétiques qui leur donnent une sorte d'aura captivante.

Sans prétendre entrer de prime abord dans l'intimité d'une œuvre aussi riche, on ressent sans conteste la lente progression de la métamorphose thématique de cette œuvre qui est entre l'été et l'automne, on participe à cette « convivialité » mystique qui est l'une des belles dominantes de Stockhausen dans des œuvres aussi différentes que Carré, Stimmung, Sternklang, Memira, Alphabet et Hymne.

Et l'on ne s'étonnera pas que le message final de Sirius, annoncé par l'irruption d'une sorte de merveilleux piano céleste, s'exprime en termes prophétiques. « Seule cette période de la Création possède le privilège, pour vous encore indécouvrable, d'être le moment unique de l'infini éternel où moi, créateur de tous les mondes, j'ai adopté définitivement l'enveloppe charnelle de l'homme. C'est ici que je veux, pour toutes les éternités à venir, éduquer des enfants qui me soient tout à fait semblables et qui, un jour, régneront avec moi sur l'infini tout entier. » On pourra sourire de l'emphase de ce jargon emprunté à Jacob Lorber, mais qui pourrait aujourd'hui reprocher à Stockhausen d'accrocher sa charrie à une étoile ? C'est peut-être aussi utile au monde que de visiter la planète Mars.

JACQUES LONCHAMPT.  
\* Prochaines séances les 24, 25, 26 septembre à 20 h. 30 et le 25 à 15 heures.

#### Petites nouvelles

■ Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la culture, a nommé à titre officieux — conseiller technique chargé du théâtre M. Eric Westphal, auteur dramatique de « Baccarat Blues », « Monstrement votre ». « Toi et tes nuages », chargé de mission aux affaires culturelles des districts de Paris, puis de la préfecture de la région parisienne, depuis 1968.

■ Le trentième congrès de la Confédération internationale des sociétés d'auteurs et de compositeurs (CISAC) aura lieu à Paris, du 28 septembre au 1<sup>er</sup> octobre. Seront notamment présentés des rapports sur « la création littéraire et artistique et sa diffusion », « le marché du régime de subvention », et « la promotion de la chanson à travers les voies économiques actuelles ».

■ Tout au long de ce dernier trimestre 1976, la Cinémathèque française organise au palais de Chaillot un Panorama du cinéma belge. « Extra », de René Balthazar, inaugurera cette rétrospective, qui comprend plus de cent films, pour la plupart inédits.

■ PRECISION. — Une erreur d'impression nous a fait indiquer dans « le Monde » du 23 septembre un numéro de téléphone erroné pour le Salon des grands et jeunes au Grand Palais. Il faut appeler le 222-22-23 de 15 heures à 19 heures.

AUX CHAMPS-ÉLYSÉES

UN ÉVÉNEMENT

LA RÉOUVERTURE DU CINÉMA

LE PARIS

23, CHAMPS-ÉLYSÉES

UN ELEPHANT  
ÇA TROMPE  
ENORMEMENT

LE NOUVEAU FILM D'YVES ROBERT

Un film de

STANLEY KUBRICK

ORANGE MECHANIQUE

Distribué par Warner-Columbia Film. V. INTERDIT AUX MOINS DE 16 ANS.

LES GRANDS AUGUSTINS VO  
MÉLIÈS/Montreuil VF



150 de l'art

## ARTS ET SPECTACLES

SAGUINE Formes

### A CONTRE-COURANT

La galerie Christiane Collin (1) prend un nouveau départ. J'aime les marins qui l'ont vu débiter, les défis lancés à la mode. Des peintres et des sculpteurs « abstraits », la galerie en avait déjà présenté, bien sûr, mais pas systématiquement. L'édition *Généraliste*, qui recouvre le choix de René Collin et de Rosette Lysy, peut être interprétée comme un manifeste — comme si le groupe Cercle et Carré retrouvait une seconde jeunesse. Michel Sempur, qui le lance il y a près d'un demi-siècle, est toujours là. Le voici dans l'île Saint-Louis, aux côtés de nous connus et d'autres qui le sont (encore) moins. De ceux de Maria Fan et de Marcelle Cahn, de Gerdorf Hoenigge et de Di Teana, Alcalá, Bardehan, Lams-Verde, Leppien, Margerie, Morisson, Austrie Nemours, Neron, Pizy, Thepot. Mondrian n'a pas fini de faire école. Ce qui frappe d'abord, c'est une extraordinaire unité, au point qu'on serait tenté de s'exclamer les plus jeunes de mimétisme si l'on n'y regardait de plus près. On comprend alors tout le dynamisme de l'épave « sensible » accolée à la rigueur académique et qui vibre, par exemple, comme une fine aiguille hyperémotive dans les compositions d'Alcalá, comme un écho évanescant dans celle de Vincent Bardehan.

Donne

### Balanchine aux Champs-Élysées

Balanchine a été farnesement géré avec Jérôme Robbins en lui donnant la vedette de son premier spectacle du New York City Ballet au Théâtre des Champs-Élysées. Car le grand succès de la soirée est allé à « Donces » et à « gathering » que « Mr. B. » avait eu la délicatesse d'offrir comme pièce de résistance. Nous avions vu répéter le ballet en juin 1969 lors de sa « première » par la troupe américaine à Monte-Carlo, nous l'avions revu à Covent Garden, où il était au répertoire du Royal Ballet anglais. Mais jamais il ne nous avait étonnés comme cette fois, jamais l'inspiration et l'esprit de Robbins ne nous étaient apparus si constamment foisonnants, reléguant dans l'arrière-plan ou « souvenirs » les Sylphides ou « Suite de danses », dont les tutus romantiques nous déboulaient le cœur à présent. Comment pendant trois quarts d'heure d'horloge, sur ces mêmes valises et mazurkas de Chopin qu'exécute un piano solo, l'auteur de « West Side Story » parvient-il à se renouveler de morceau en morceau et à passer sans aucune faute de goût, avec une finesse rare, du plaisant au sérieux et du nostalgique au cocasse ? C'est le

d'une exposition ouverte au début de l'été et d'un livre chez Carmen Martinez (2). Des dessins aux subtils lignes horizontales soigneusement espacées et des collages aux couleurs franches et savamment dosées de ce sur Michel Sempur (on sait qu'il est aussi dessinateur, mais poète, romancier, philosophe, critique, théoricien de l'art) ; par la richesse de ses illustrations (plus de cent) ; par la modicité de son prix (28 F pour 256 pages). Un livre trop dense et trop vivant dans sa diversité pour que je ne me réserve pas d'y revenir à l'occasion. Car il dépense les ambitions de la monographie pour nous aider à repérer et repenser les problèmes de l'abstraction.

Passons aux extrêmes. L'économie maitrise du dessin que possède Anthony Fallier (3) se retrouve dans au moins une de ses toiles. Un couple vu de dos, camouflé dans les draps de ses vêtements, étreint dans une rue de Venise. Il est bon de savoir qu'il sort de la salle des mariages. Chacun tient un chien en laisse. Et un troisième chien, élément (de) trouble dans une scène de pureté, reste de rejoindre un de ses conjoints. C'est peut-être un de ses conjoints. C'est peut-être un de ses conjoints. C'est peut-être un de ses conjoints. S'il ne va peut-être pas où il veut, le peintre sait pourtant où il va : je pense, mais le doute est permis, vers une simplification en larges aplats

(PH&L, Promenade sous la pluie) qui en dit long sans phrases. Anthony Fallier ne cesse d'être attiré. On se rendra, entre autres, la *Belle nuit* d'où émerge une tignasse et un genou, le *Concept* massivement solitaire, la *Fenêtre*, les trois épisodes du *Li*, sorte d'hommage à Toulouse-Lautrec. Néanmoins, on ne comprend rien à cet art si spécifiquement anglais (sans préjudice, sans l'humour, qui sauve les peintures, l'art est le calor d'écouter un portrait de singe entre deux autopsies qu'il s'est bien gardé de flatter. Il est d'ordinaire plus respectueux envers ses modèles. Mais qu'il ne cède pas à l'académisme !

Une nouvelle galerie s'installe dans les sous-sols du Théâtre Racine (4) dans une atmosphère fabuleuse créée par les décors les plus kitsch des réserves contemporaines avec les murs de briques. Pour les essayer, ces briques, à défaut de plâtre, dans une série de photos où il s'est saisi des aspects toujours inédits de la vie et des choses. Un insolite village troglodyte de l'archipel Sanorin parmi les souvenirs de Grèce. Une corvide, Rome et Florence. Et Paris qui, avec une goussonneuse rue de Rennes, lui a fourni l'image la plus séduisante.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) 33, quai Bourbon.  
(2) 12, rue du Roi-de-Sicile.  
(3) 16, rue Madame.  
(4) 3, rue Racine.

### En bref

#### Cinéma

#### « Otalia de Bahia »

Dix-huit ans après *Orfeu Negro*, Marcel Camus est revenu au pittoresque et à l'exotisme brésiliens. Bahia a remplacé Rio. Un récit à sketches — tiré d'un roman de Jorge Amado — succède à la légende d'Orphée. Mais c'est le même univers : on retrouve la même animation des scènes de toute la même grouillement de vie, la même attention poétique à la danse, à la musique, aux manifestations humaines d'un folklore coloré. Les personnages sont plus ou moins marginaux, blancs, noirs et mulâtres, car, dit l'un d'eux, *au Brésil, tout se mêle*. On les voit dans les actes de la vie quotidienne, on prie à leurs croyances, on toujours prêts à s'empolner avec les représentants de la police qui veulent détruire leurs cabanes sur la colline. Le baptême de l'enfant blanc et blond de Massu-le-nègre devient une fête païenne où se manifestent à la fois les esprits et la joie de la rue. Et Otalia, la petite putain si folle, meurt d'amour pour Martin, le Don Juan des faubourgs, qui l'a comprise trop tard.

Marcel Camus a filmé avec sympathie, avec lyrisme, parfois avec émotion, cette communauté d'adultes (de bouillants comédiens non professionnels) qui sont comme de grands enfants vivant dans un pays dont l'imaginaire se veut séduisant. Elle l'est. — J. S.

★ U.G.C. - Odéon. Biarritz. Bienvenue-Montparnasse (v.o.) : d'après le livre de CARL BERNSTEIN et BOB WOODWARD.

Produit par WALTER COBLENZ. Mise en scène de ALAN J. PAKULA.

Une Production Wildwood Enterprises. (Un Film Robert Redford ; Alan J. Pakula Technicolor. Warner Bros. A Warner Communications Company. Distribué par Warner-Columbia Inc.

Seul le film « Ghost Story »

Ce film étrange, et quelque peu morbide (jusque dans ses couleurs), mêle le réel 1930 — le temps de l'action — à l'évocation d'un drame des années 1880. Un jeune dandy anglais vient d'hériter d'un manoir qu'on dit hanté. Avant peur de s'y retrouver seul, il convie deux anciens condisciples pour le week-end. L'un est un beau garçon, sûr de lui, et spécialiste des fantômes. L'autre est un peu balourd et aussi étranger que possible à la parapsychologie. C'est pourtant à lui qu'apparaissent, dans des visions provoquées par une poupée maléfique, les personnages d'un sombre conflit de famille victorien, marqué d'inceste, de folie et de mort.

Le réalisateur, Stephen Weeks, a abusé un peu des objectifs déformants pour rendre horifique une histoire qui l'est suffisamment sans cela. Les apparitions des fantômes dans le présent sont d'autant plus inquiétantes que ce présent est rendu lourd de sous-entendus par les rapports ambigus qu'entraînent les trois jeunes gens, dans un décor qui suffirait à donner la chair de poule. Leur homosexualité latente — surtout manifeste dans les manières et l'élégance de l'hôte, joué par l'étonnant Melvin Murray — semble provoquer, en fait, la révélation de ce passé où grouillaient des monstres psychanalytiques. Et l'on sent la peur jusqu'au bout, jusqu'à une fin où triomphe la poupée devenue meurtrière. — J. S.

★ Action-Christine (v.o.).

REX (v.f.) - UGC ERMITAGE (v.o.) - PUBLICIS MATIGNON (v.o.) - UGC ODÉON (v.o.) - STUDIO DES URSLINES (v.o.) - MIRAMAR (v.f.) MAGIC CONVENTION (v.f.) - NAPOLEON (v.f.) - PARAMOUNT ORLÉANS (v.f.) - PARAMOUNT GALAXIE (v.f.), 12 rue Vauvray, Paris-13 - CYRANO Versailles - HOLLYWOOD ENGHEN - ULIS 2 Orsay FLANADES Sarcelles - PARINOR Aubrey-sous-Bois - PALAIS DU PARC La Perrière - ARTEL Villeneuve-Saint-Georges - CARREFOUR Pantin C 2 L Saint-Germain-en-Laye - PARAMOUNT La Varenne - PARAMOUNT ÉLYSÉE II La Celle-Saint-Cloud.

#### L'enquête la plus explosive du siècle !

#### REDFORD / HOFFMAN "LES HOMMES DU PRÉSIDENT"



ROBERT REDFORD / DUSTIN HOFFMAN "LES HOMMES DU PRÉSIDENT" avec JACK WARDEN et la participation de MARTIN BALSAM, HAL HOLBROOK et JASON ROBARDS dans le rôle de Ben Bradlee. Scénario de WILLIAM GOLDMAN. Musique de DAVID SHRE d'après le livre de CARL BERNSTEIN et BOB WOODWARD. Produit par WALTER COBLENZ. Mise en scène de ALAN J. PAKULA. Une Production Wildwood Enterprises. (Un Film Robert Redford ; Alan J. Pakula Technicolor. Warner Bros. A Warner Communications Company. Distribué par Warner-Columbia Inc.

Ce soir, vendredi, séances supplémentaires vers 0 h 55 à l'UGC ODÉON. Demain, samedi, séances supplémentaires vers 0 h 30 dans toutes les salles parisiennes sauf aux cinémas NAPOLEON et Studio des URSLINES.

BALZAC - PARAMOUNT OPERA - PARAMOUNT GAITÉ - CAPRI - ARLEQUIN (v.o.) PARAMOUNT GALAXIE - 12, rue Vauvray (13) - TEL. 580-18-03 et dans les meilleures salles de la périphérie.

FARCI D'ÉCLATS DE RIRE  
VENEZ DÉGUSTER  
UN FILM 5 ÉTOILES  
UGO VITTI  
MONICA TOGNAZZI  
VAUT LE DÉPLACEMENT  
**LE CANARD À L'ORANGE**  
BARBARA BOUCHET - JOHN RICHARDSON  
Mise en scène de LUCIANO SALCE

Vous saurez tout sur Patrick DUPOND, 17 ans, quadrille à l'Opéra, grande révélation du concours de Varna 1976, en lisant :  
**danse**  
N° 11  
La Revue du Monde de la Danse :  
- ses Étoiles - ses Espoirs - son Histoire - son Enseignement ;  
- tout ce qui concerne la danse et les danseurs.  
En vente partout  
D.P. 5, bd. Poissonnière  
75009 Paris  
508.84.49

AMBASSADE - BERLITZ - MONTPARNASSE PATHÉ - CLICHY PATHÉ - CLUNY PALACE - GAUMONT SUD - CAMBRONNE - GAUMONT GAMBETTA - ARGENTÉUIL - PATHÉ Champigny - BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiais - AVIATIC Le Bourget - PARLY 2 - ÉPICENTRE Épinay - VÉLIZY - ARIEL Rueil - GAUMONT Evry

**DRACULA PERE ET FILS**  
Humour et talent...  
Bernard Menez vampire féroce vu à lui seul le déplacement.  
Michel Mohrt - (Le Figaro) -  
En fait de vampirisme, c'est le spectateur qui est obligé de se mordre les lèvres, pour maîtriser des éclats de rire qui, trop prolongés, l'empêcheraient de savourer la séquence suivante...  
une mine de pépites... de rire.  
Eric Leguebe - (Parisien Libéré)  
A frémir de rire...  
Edouard Malmora n'a pas ménagé les gags qui déchaînent le rire des spectateurs...  
Les scènes les plus drôles qu'il nous a été donné de voir depuis longtemps dans un film français.  
Claude Garson - (L'Aurore) -  
Rire à belles dents !  
Robert Chazot - (France-Sol)

## Pour 100 briques t'es plus rien maintenant

Burlesque (LE FIGARO)  
Hilarité libératrice (L'AURORA)  
Fou rire (LE MONDE)  
Rire corrosif (LE QUOTIDIEN DE PARIS)  
Bonne soirée garantie (L'AURORA)  
Dénonciation hilarante (LE FIGARO)  
Franché rigolade (LE QUOTIDIEN DE PARIS)  
Gags bien huilés (LE MONDE)

THEATRE LA BRUYERE Loc. : TRI. 76-99 et agences

**T.B.B.**  
THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT : 603.60.44  
DIRECTION : JEAN-PIERRE GRENIER

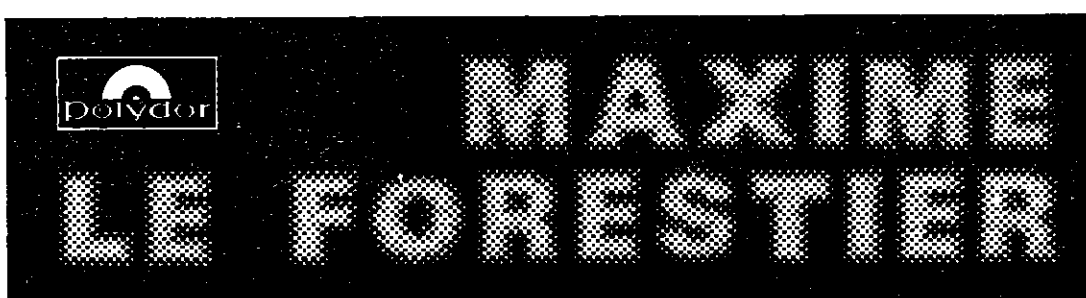
Les 1<sup>er</sup> et 2 octobre Les 6, 7, 8, 9 et 10 oct.  
**MOUSTAKI MARCEAU**  
60, RUE DE LA BELLE FEUILLE (à 100m du Métro Marcel SEMBAT)  
LOCATION au THEATRE et dans TOUTES LES AGENCES

## TOUT CONTRE UN PETIT BOIS

de Jean-Michel RIBES  
« Admiration ! » POP-OLUB.  
« D'embellie, on entre dans le réalisme fantastique... grand mélo-drame onirique, Michelle Marquais et Roland Blanche savent créer le vrai mystère, la magie des larmes et de la douceur. Ils sont bouleversants, remarquables. » LE MONDE.  
« Une des pièces les plus importantes du théâtre français actuel ! » FRANCE-CULTURE.  
« Le temps passe curieusement, tout à tour resserré, dilaté... Michelle Marquais donne à la folie le sens qu'elle mérite, d'une rare finesse. » LE FIGARO.  
« J.M. Ribes a ce don rare... il a le sens du dialogue vrai. » L'AURORA.  
« Le « si n'y a plus d'acteur » est un scénario démodé en ce qui concerne Jean-Michel RIBES. La preuve est du Bécassier. Et Michelle Marquais se classe parmi les grandes comédiennes au sens le plus pur. » FRANCE-SOIR.  
« Michelle Marquais prend place dans la lignée de ces actrices qui se nomment Berthe Bovy, Madeleine Renaud, Suzanne Flon. Les autres acteurs ne lui sont pas inférieurs. » LE NOUVEL OBSERVATEUR.  
TH. BÉCAMIER - Tous les soirs sauf lundi à 20 h. 30 - Tél. 548-63-91

MAISON DE LA CULTURE DE NANTERRE  
THEATRE DES AMANDIERS  
DIRECTION : PIERRE DEBAUCHE  
7 av. PABLO PICASSO 92000 NANTERRE

**LE TARTUFFE**  
de MOLIERE  
mise en scène :  
**Roger PLANCHON T.N.P**  
28, 30 sept. 1, 2, 3 oct.  
RESERVATION : 204.18.81  
PAR CORRESPONDANCE & DANS LES AGENCES



**CIRQUE D'HIVER**  
du 27 septembre au 25 octobre à 20h 45  
PRIX UNIQUE 18 F  
Location au Cirque d'Hiver à partir du 15 septembre au 11 h 30 à 18 h 30.  
Renseignements et correspondance : ALAP, 22, rue Royale, 75008 PARIS.

THEATRE FONTAINE  
874 74 40

**COMME AUBERT**  
de Pascal JARDIN

«... C'EST REUSSII UN  
CHARME qui m'a accroché  
toute la soirée... »  
Pierre MARCABRU  
France-SOIR

«... JE VOUS CONSEILLE  
D'ALLER APPLAUDIR  
« Comme Avant... »  
François CHALAIS  
Europe 1

«... ENFIN! CA FAIT DU  
BIEN une pièce où il y a un  
texte, des personnages, une mise  
en scène... »  
Pierre BOUTILLIER  
Radio France

«... JEAN-PIERRE CASSEL,  
TANYA LOPERT, tous deux  
drôles, émouvants, fragiles, pu-  
diques, graves et légers... »  
Annie COPPERMAN  
Les Echos

«... JEAN-FRANÇOIS BAL-  
MER est tout à fait fascinant... »  
Michel COURNOT  
Le Monde

«... La mise en scène d'AN-  
DREAS YOUTSINAS sonne  
juste dans les moindres dé-  
tails... »  
Claude BAIGNERES  
Le Figaro

«... FORMIDABLES  
ACTEURS! C'EST SI  
BON D'ALLER AU  
THEATRE QUAND  
C'EST REELLEMENT  
DU THEATRE, C'EST-  
A-DIRE DE LA VIE... »  
François CHALAIS



## SPECTACLES

### théâtres

Les salles subventionnées  
Opéra, salle Favart, 20 h. 30 :  
Konservatoriet, Napoli, Pas de  
quatre, la Vivandière, la Somnam-  
bule (ballets).  
Comédie-Française, 20 h. : Cyrano  
de Bergerac.  
Odéon, 20 h. 30 : la Cerise.  
TNP, 20 h. : Cinéma.

Les salles municipales  
Nouveau Carré, 20 h. : Parole de  
femme (salle Papiot); 20 h. : Ci-  
que à l'ancienne.

Les autres salles  
Antonia, 20 h. 30 : le Tuba.  
Atelier, 21 h. : Monsieur Choua.  
Athénée, 21 h. : la Séquière.  
Bibliothèque-Opéra, 21 h. : la Servante.  
Comédie, Caumartin, 21 h. 10 :  
Boeing-Boeing.  
Edouard-VII, 21 h. : Die-moi.  
Salle de la Sorbonne.

Fontaine, 20 h. 45 : Comme avant.  
Géné-Montparnasse, 20 h. 30 : Tu  
es un chic type Charlie Brown.  
Gymnase-Marcel-Sab, 21 h. : Une  
aspirine pour deux.  
Haut-Volta, 20 h. 30 : la Cantatrice  
cheuve; la Lapon.  
La Bruyère, 21 h. : Pour 100 briques.  
Vie plus rien maintenant.  
Madelaine, 20 h. 30 : Peau de vache.  
Maison de l'Allemagne, 21 h. : Marie-  
Madeleine.  
Mathurins, 20 h. 45 : les Mains sales.  
Michel, 21 h. 10 : Happy Birthday.  
Michele, 20 h. 45 : Assemblée.  
Madame.  
Moderne, 21 h. : Qui est qui?  
Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure,  
même histoire.  
Mouffetard, 20 h. : la Musica; Yes,  
jeu-étre.  
Civry, 20 h. 45 : le Séminaire.  
Palace, 21 h. : les Troubadours.  
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cége aux  
folies.  
Récamier, 20 h. 30 : Tout contre un  
petit bois.  
Saint-Georges, 20 h. 30 : Lucienne  
et le boucher.  
Théâtre d'Art, 20 h. 30 : l'Amant  
arabe; 22 h. 15 : Voyage avec la  
drogue.  
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : D'homme  
à homme.  
Théâtre Essalon, 20 h. 30 : Notes;  
22 h. : Vierge.  
Théâtre du Marais, 21 h. : Histoire  
d'amour.  
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : la Sa-  
gonne.  
Théâtre Présent, 20 h. 30 : la Cha-  
mailla.  
Variétés, 20 h. 30 : l'Autre Valse.

### Théâtres de banlieue

Evry-Ville-Neuve, Théâtre de  
l'Agona, 21 h. : le Mime Marceau.  
Ivry, Studio d'Ivry, 21 h. : Surplus  
et sous-surplus.  
Saint-Cloud, la Lanterne, 20 h. 30 :  
Lorenzaccio.  
Sceaux, l'Orange du château,  
20 h. 45 : Musica Regalis (musique  
ancienne).  
Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano,  
21 h. 30 : les Amoureux.

### CHAILLOT INFORMATION

#### « ELISABETH UN » :

#### UN BALLET DE TÊTES COURONNÉES

« Un grand pan de l'histoire  
du monde conté par une  
troupe de comédiens am-  
bulants, ainsi peut-on résumer  
en quelques mots la pièce de  
Paul FOSTER, « Elisabeth Un »,  
que le Théâtre National de  
Chailiot présente dans la  
grande salle à partir du  
1<sup>er</sup> octobre.  
« Elisabeth Un », c'est « le  
ballet des têtes couronnées »  
de l'Europe au temps de Sha-  
kespeare », écrit Eric Kahane,  
l'adaptateur. Elisabeth, cette  
femme hors du commun, mène  
le jeu et chacun est libre de  
découvrir dans cette pièce un  
reflet véridique ou un phan-  
tasme, un portrait ou une  
caricature irrespectueuse.  
Mis en scène par le Roumain  
Liviu Ciulei et interprété par  
12 comédiens et 5 musiciens,  
« Elisabeth Un » est joué à  
Chailiot à partir du 1<sup>er</sup> oct.  
Location ouverte (727-81-15).

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles  
- LE MONDE INFORMATIQUES SPECTACLES -  
704.70.20 (liques groupées) et 727.42.34  
(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)

### Vendredi 24 septembre

#### Les opérettes

Bobino, 20 h. 30 : Croisière d'automne.  
Fort-Saint-Martin, 20 h. 30 : May  
flower.  
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : la Belle  
Fidèle.  
Henri-Varna-Mogador, 20 h. 30 :  
Rêve de valse.

#### Les cafés-théâtres

As Sec fin, 21 h. 15 : T'es comme  
toi; 22 h. 30 : Nadine Mena.  
Au Vrai Chic parisien, 21 h. :  
J.-P. Sèves; 22 h. 15 : Pendant les  
travaux, la fête continue.  
Blanc-Manteau, 20 h. 30 : le Mère  
aux dents; 21 h. 30 : les Jeunes;  
22 h. 30 : Patrick Aubal.  
Café d'Edgar, salle 1, 21 h. : Matina-  
d'Edgar; 22 h. 15 : Sylvie Joly.  
Salle 11, 22 h. 15 : Deux Russes  
au-dessus de tout soupçon.  
Café de la Gare, 22 h. : A nos chers  
disparus.  
Coupe-Chou, 20 h. 30 : Je n'imagine  
pas ma vie demain; 22 h. : Pour-  
quoi pas moi; 23 h. 30 : J'ai fait  
trois connexions dans mon carnet.  
Cour des Miracles, 20 h. 45 : Pierre  
et Marie Joiret; 22 h. : Zézane  
Bastille.  
Fanal, 20 h. 30 : le Président; 22 h. :  
la Mariée et le Chasseur de pa-  
pillons.  
Petit Casino, 21 h. 15 : Parties du  
piéd gauche; 22 h. 30 : J.-C. Mon-  
tella.  
Le Splendid, 22 h. 15 : le Pot de terre  
contre le Pot de vin.  
La Veuve Richard, 22 h. 30 : la  
Revanche de Louis XI.

#### Festival d'automne

Théâtre, Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 :  
la Lèvre des splendeurs.  
Théâtre de la Chapelle-Élysées,  
20 h. 30 : New York City Ballet,  
O. Balanchine (Rococo, Rubi,  
Diamants).  
Sainte-Chapelle, 20 h. 30 : Stria, de  
K. Stockhausen.

#### Les concerts

Voix Théâtres de banlieue et Festival  
d'automne.  
Eglise Saint-Germain-des-Prés, 21 h. :  
Orchestre de chambre Bernard  
Thomas (Vivaldi, Torelli, Tele-  
mann, Handel).

#### Les chansonniers

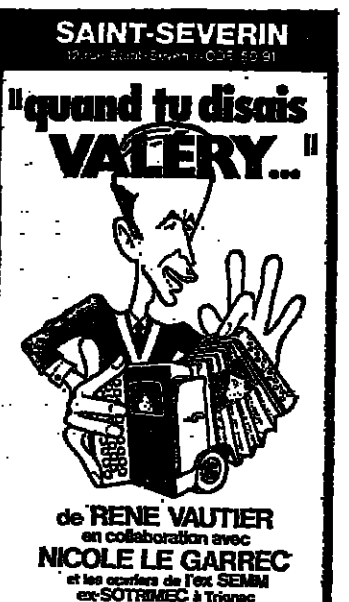
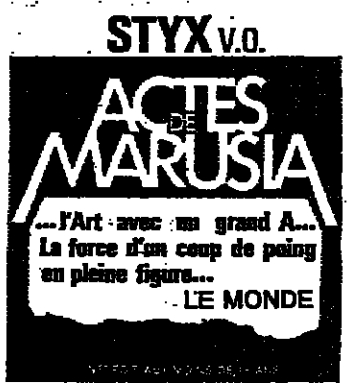
Caveau de la République, 21 h. :  
Sera sans provision.  
Deux-Anes, 21 h. : Serre-vis compris.  
Dix-Heures, 22 h. 15 : Tu crois que  
c'est mieux ailleurs.

#### Le music-hall

Castro de Paris, 20 h. 30 : Paris Lina.  
Cirque d'Hiver, 20 h. 45 : Maxime  
Le Forcier.  
Comédie des Champs-Élysées, 20  
h. 45 : Guy Béart.  
Concert Mayol, 21 h. 15 : Nu à  
l'ère 70.  
Daunou, 21 h. : Jacqueline François.  
Hôtel-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire  
d'homme.  
Palais des congrès, 21 h. : Variétés  
éphémères.  
Théâtre des Deux-Portes, 21 h. 30 :  
Francisco Montaner.

#### Vidéo

Vidéostore, permanent à partir de  
13 h. 30 : Around the Stones.



BALZAC ÉLYSÉES - ÉLYSÉES LINCOLN - ST. ANDRÉ DES ARTS - GAUMONT OPÉRA  
PÉRIPHÉRIE : TRICYCLE (ASNIÈRES) - ARTEL (NOGENT)

# L'EMPIRE DES SENS

UN FILM DE NAGISA OSHIMA

«... L'un des plus grands succès du Festival  
de Cannes... »  
Jean de Baroncelli - LE MONDE

«... La griffe de Georges Bataille... »  
François Forestier - L'EXPRESS

«... Le premier film qui relie l'amour physique  
dans son paroxysme au mystère de notre  
destinée... »  
Philippe Henry - LE FIGARO

«... Qui va jusqu'aux plus extrêmes conséquen-  
ces du pari érotique... C'est un très grand film... »  
Albert Corroin - L'HUMANITÉ

«... Ce film d'une beauté formelle, admirable  
et d'une audace fatale... »  
Robert Chazal - FRANCE-SOIR

«... Exemple unique au cinéma de l'expression  
d'une passion érotique absolue... »  
TIMES LONDRES

© ARGOS FILMS

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

150 000 000





## RADIO-TÉLÉVISION

VENDREDI 24 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1



20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Le cœur sous le palliasson », de H. Brooke et K. Bannerman, avec Cl. Nicol, J. Jacques, Cl. Maurier, B. Kéariss.

Les collaborateurs d'une nouvelle chaîne hétéroclite américaine sont invités, par leur « boss », à faire connaissance au cours d'un week-end d'agréable. Mais, aussitôt, le ton monte.

22 h. 55. Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Feuilletton : La poupée sanglante, réal. M. Cravenne ; 21 h. 30. Émission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot (La médecine auscultée).

Avec Igor Barère, Stéphane Lalou, Pierre Desproges (« En direct de la médecine ») ; Jean-Louis Funck-Brentano (« Le paradoxe du médecin ») ; François Bégier (« Les médecins : pour ou contre les hommes ? ») ; le professeur Lucien Israël (« Le cancer aujourd'hui ») et Anna-Marie de Vilaine (« Un regard plus tranquille »).

Jean-Louis FUNCK-BRENTANO  
Le paradoxe du médecin  
GALLIMARD

22 h. 45 (R.J. Ciné-club) : « Scènes de chasse en Bavière », de P. Fleischmann (1969), avec M. Sperr, A. Winkler, E. Quecke, M. Stricker (v.o. sous-titrée, N.J.).

Dans un village de Bavière, un homme solitaire, soupçonné d'homosexualité, est tenu à l'écart, puis pourchassé et éliminé par la communauté paysanne. Un tableau angoissant du « fascisme ordinaire ».

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Magazine vendredi : Service public (La médecine générale : quelle qualité ?), animation Y. Lévy ; 21 h. 30. Série documentaire : Méditerranée (première partie : Terre), réal. F. Quilici.

22 h. 20. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 5 (S.J.). Les heures musicales du Pélagos ; 22 h. 25 (R.J.). Entretiens avec Violette Leduc, par P. Desroches ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Contrechamps ; 20 h. 30. Présentation du concert ; 21 h. Échanges franco-allemands... Concours final de Munich ; 22 h. Jazz forum, par D. Caux ; 23 h. Pour l'Inde.

### TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 24 SEPTEMBRE

— M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C.F., est l'invité d'Europe 1, à 18 heures.

— Un débat sur la cardiologie est diffusé par Radio-Montecarlo, à 18 h. 45.

— M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R. à l'Assemblée, est reçu par Michèle Cotta sur France-Inter, à 19 h. 20.

— Le comité de soutien au président de la République s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

— La médecine est le thème des magazines « Vendredi » sur FR 3, à 20 h. 30 et « Apostrophes » sur Antenne 2, à 21 h. 30.

SAMEDI 25 SEPTEMBRE

— M. Jacques Barrot, secrétaire d'État au logement, est le porte-parole du Centre des démocrates sociaux pour l'émission « Libre expression » sur France-Inter, à 19 h. 20.

— Le « 12-14 » de France-Inter traitera des élections allemandes, en direct de Bonn.

DIMANCHE 26 SEPTEMBRE

— M. Jacques Fauvet, directeur du Monde, répondra au « Questionnaire » de M. Jean-Louis Servan-Schreiber, sur TF 1, le dimanche 10 octobre, à 22 h. 40.

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

● RECTIFICATIF. — Dans le communiqué d'Antenne 2 sur le départ de Georges Leroy (le Monde du 24 septembre), il fallait lire que le conseil d'administration « regrette que cet état de fait ait conduit le directeur de l'actualité (et non de l'information) à prendre certaines initiatives qui requerraient l'accord préalable du conseil ».

SAMEDI 25 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 11 h. 55 à 20 h. Programme ininterrompu... à 14 h. 25. Samedi est à vous.

20 h. 30. Variétés : Numéro un (Michel Sardou) ; 21 h. 30. Série : Matt Helm, avec T. Franciosa ; 22 h. 30. Portrait : A bout portant (Jean-Pierre Cassel) ; 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 13 h. à 20 h. Programme ininterrompu... à 14 h. 35. Les jeux du stade.

20 h. 30. Téléfilm : « Les Cinq Dernières Minutes » (Les petits d'une autre planète), d'H. Viard, réal. Cl. Loursais, avec J. Debary, M. Eyraud, G. Meunier.

Crimes en série, près de Meun. Accusés présumés : trois petits vireux ou une bande de blousons noirs.

22 h. 5. Magazine : Les sans heureux ont une histoire, avec F. Deguelt ; 22 h. 45. Variétés : Drôle de baraqué, de J. Audoir ; 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Reconstitution lyrique : « Cavalleria Rusticana », de P. Mascagni dir. Karajan, mise en scène G. Strehle, avec F. Cossotto, G. Cecchi, A. Di Stasio, orch. de la Scala de Milan ; 21 h. 40. Journal.

FRANCE-CULTURE

14 h. 5. Les samedi de France-Culture : « Carnet de voyage aux Antilles », par R. Jentil ; 20 h. 30. Poésie ; 20 h. 5. « Les Amants étrangers », de P.-J. Ferrer, adaptation C. Bourdet, avec D. Fauriol, R. Mamm, F. Mamm, réalisation H. Souvignier ; 21 h. 30. Disques ; 21 h. 55. Ad lib. par M. de Bréville ; 22 h. 5. La fugue de samedi ou « mi-fugue mi-résist », divertissement de R. Jentil ; 23 h. 55. Poésie ininterrompue.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Soirée lyrique : « La Walkyrie », de Wagner, Acte I, par M. Lohré, M. Tschann, K. Borne et Société de la Staatsoper, direction M. Elmendorff (1940), Acte II, par M. Lawrence, L. Lehmann, F. Schorr, L. Meisner et la Metropolitan Opera, direction E. Leinsdorf (1940), Acte III, par H. Traubel, H. Jansen, L. Jansen et l'Orchestra philharmonique de New-York, direction A. Rodzinski (1945) ; 24 h. A. Neumann, pianiste.

DIMANCHE 26 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 9 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu... à 17 h. 30. Téléfilm : « Le Chasseur d'émeraude », réal. B.-L. Kowalski.

Vols de bifoux à Acapulco.

20 h. 30. Film : « Les Hauts de Hurlevent », de W. Wyler (1939), avec M. Oberon, L. Olivier, D. Niven, F. Robinson (N.J.).

À la fin du dix-huitième siècle, dans les landes d'Écosse, un amour fou entre une jeune fille née sur le domaine de Hurlevent et une sorte de bohémien, recueilli par son père et qui cherche à s'élever dans l'aristocratie.

Adaptation académique du célèbre roman d'Emily Brontë.

22 h. 10. Émission de l'INA : Réfugié provenant d'Allemagne, apatride d'origine polonaise, de R. Rober ; 23 h. 40. Journal.

Un enquêteur, qui n'est autre que le réalisateur, part pour la Pologne, à la recherche de son passé, de son grand-père et de la communauté futo, au temps des derniers ghettos.

CHAÎNE II : A 2

De 11 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu... à 14 h. 50. Téléfilm : « Jim Bridger et Kit Carson ».

20 h. 30. Jeux sans frontières ; 22 h. 5 (R.J.). Feuilletton : La dynastie des Forsyte ; 22 h. 50. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. L'autopsie du crime, de R. Moreau, réal. E. Tyborowski.

Une erreur judiciaire, effective en 1920, serait-elle encore possible aujourd'hui ? Une enquête-débat, avec, en particulier, la participation de Frédéric Dard.

22 h. 15. Journal.

22 h. 30. Cinéma de minuit :



سكوب

# LE SICOB

XXVII<sup>e</sup> SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE, DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DE BUREAU

## DES MEUBLES POUR LE BUREAU

### Choisir avec méthode

Le temps n'est plus où l'équipement de bureau se limitait à l'achat sur catalogue d'un lot de mobilier. Sous la pression de la concurrence étrangère, principalement allemande, on vend aujourd'hui un service et non plus un simple matériel. Le bureau a laissé la place à l'espace de travail, et les mots à la mode de conception, intégration, organisation ou environnement ont fait une irruption quelque peu prétentieuse dans le domaine des tables et des chaises. La nécessité est apparue d'une étude préalable à l'achat du mobilier, de l'organisation des postes de travail : c'est la programmation, dont les spécialistes appellent les prescripteurs. Quand et comment doit intervenir alors le fabricant de mobilier ? C'est un souci qui motive la publication par les professionnels d'un « mémoire technique » à l'occasion du présent SICOB.

L'apparition relativement récente du bureau-paysage, si elle n'a pas eu en France le succès qu'elle a eu dans d'autres pays, a mis en lumière l'aspect essentiel d'une conception homogène du mobilier de bureau, et de considérations esthétiques ou ergonomiques. L'organisation des bureaux eux-mêmes est inséparable de l'organisation du travail. S'inspirant du vocabulaire de l'informatique, on a « programmé » donc aujourd'hui « l'espace de

travail ». Selon les diverses méthodes préconisées par les prescripteurs, cette programmation se déroule en trois ou quatre phases : la conception, la prise d'options, la formalisation définitive et la mise en œuvre du projet.

La conception est l'œuvre d'une équipe réduite, qui groupe des spécialistes de l'aménagement des locaux, tant vus de l'intérieur que de l'extérieur. Elle s'agit de construire de nouveaux bureaux, elle n'est qu'une part du travail d'ingénierie plus complet.

Les objectifs de l'entreprise ou de l'administration qui veut s'équiper, et bien évidemment ses possibilités financières, servent de toile de fond à l'analyse. Prescripteurs et fabricants de mobilier s'accordent à recommander la consultation du personnel, futur usager, par exemple par interview.

La détermination des surfaces est une étape essentielle. L'espace nécessaire se mesure encore souvent au rang de l'occupant : 50 m<sup>2</sup> pour un directeur, 15 m<sup>2</sup> pour un cadre, 10 m<sup>2</sup> pour une secrétaire et 5 m<sup>2</sup> pour un simple employé. En ajoutant les dégagements, les salles de réunion, les locaux destinés à la réception des visiteurs, les rangements et classements divers, on peut déterminer les surfaces totales nécessaires.

JEAN-MARC CHABANAS.  
(Lire la suite page 33.)

## L'ordinateur face à l'invasion des publications

Quel est le service de documentation qui, actuellement, n'est pas préoccupé par l'automatisation, que ce soit pour la vivre, pour l'espérer ou... la craindre ? Peut-on imaginer — et est-ce souhaitable — que, d'ici dix ans en France, tous les services de documentation soient automatisés ? Les avis divergent considérablement selon les domaines, la taille des services et la mentalité des documentalistes, en place.

Cependant, il est évident, pour tous, que le volume des informations à traiter croît en progression géométrique. Dans l'étude qu'il a réalisée pour l'O.C.D.E. en 1973, G. Anderia précise qu'environ six mille à sept mille articles et rapports

par DANIELE DEGEZ-VATAIRE

scientifiques sont mis chaque jour en circulation dans le monde. Cela représente environ 450 à 500 millions de pages par an.

Ces quelques chiffres montrant l'utilité des ordinateurs pour traiter cette information et mettent en évidence la nécessité d'une coopération entre les centres afin d'éviter que les mêmes documents ne soient analysés par plusieurs services de documentation différents. Le nombre de services de documentation aux États-Unis, d'après G. Anderia, a également suivi une courbe exponentielle. Malheureusement, en France, la documentation

reste encore un secteur peu développé. Le Bureau national d'information scientifique et technique (B.N.I.S.T.) estime que, si les États-Unis consacrent 64 milliards de francs par an à l'information, les dépenses françaises n'atteignent que 800 millions. La documentation automatisée est encore peu répandue en France car, si elle est rentable après quelques années de fonctionnement, elle demande des investissements importants au départ. Un système de ce type ne s'implante pas sans études préalables sérieuses, sans formation technique, sans préparation psychologique de tous (documentalistes comme utilisateurs) ni sans un matériel informatique important.

## Avantages et inconvénients de l'automatisation

A tous les niveaux de la chaîne documentaire, l'ordinateur peut prendre en charge nombre de tâches lourdes et répétitives et, en facilitant le rapprochement d'informations stockées, il est facteur de créativité.

Au niveau de la gestion des documents, dans une bibliothèque ou un centre de documentation, il traite tous les fichiers nécessaires, édite des états comptables, des statistiques, des répertoires. Il permet de savoir à tous moments quel document (livre ou périodique) est détenu par qui. L'inventaire automatisé permet, après introduction de notices bibliographiques dans l'ordinateur, d'éditer des listes d'acquisitions classées selon les critères désirés (auteur, matières, numéros, etc.).

Certaines bibliothèques peuvent aussi réaliser un catalogue commun, échanger ainsi des documents et éviter des achats en double. Ce catalogue peut être réalisé sur un plan local ou même national, comme celui en cours de réalisation sous l'égide de la Direction des bibliothèques et de la bibliographie de la France, pour les utilisateurs, et le *Catalogue de l'édition française* pour le circuit commercial.

Mais c'est surtout au stade de l'entrée des informations et de la recherche que l'ordinateur rend des services, actuellement. Tout document entrant dans le système doit être décrit sous tous les aspects par lesquels il peut être recherché : nom de l'auteur, titre, contenu représenté par des mots-clés (choisis dans un thesaurus ou dans le texte lui-même)... etc.

L'ordinateur rend aussi possible l'édition d'états classés par mots-clés permettant de retrouver les références désirées. Il existe de très nombreux types d'index créés en fonction des besoins et des contraintes de chaque centre. Enfin, il permet, dans le cas de la diffusion sélective de l'information, à chacun de recevoir automatiquement tous les documents parus sur son domaine d'intérêt.

Les opérations de recherche documentaire s'effectuent alors sur les données stockées dans la mémoire de l'ordinateur, en suivant une stratégie élaborée en fonction des besoins des utilisateurs.

### Des possibilités immenses

L'interrogation amène soit une réponse après un temps déterminé (système batch), soit un dialogue avec l'ordinateur et une réponse à chaque étape (système conversationnel). Le système conversationnel permet à l'utilisateur de modifier et d'affiner sa question en fonction de la réponse de l'ordinateur. La question « Je voudrais tout sur l'agriculture en France » se pose sous la forme : « agriculture et France ». Supposons que la réponse affichée sur l'écran cathodique soit : « 1 000 documents sont enregistrés sur ce thème ». L'utilisateur, devant le grand nombre de documents à consulter, peut alors poser une question plus fine et demander « culture du maïs » au lieu d'« agriculture ». Il peut également restreindre la zone géographique en remplaçant « France » par une région précise ou en posant « France, sauf région Sud-Ouest ». Fréquemment, en effet, la première question posée est beaucoup trop générale et c'est le dialogue qui permet de l'affiner.

Les différentes possibilités de l'ordinateur dans un service de documentation ne sont-elles pas gigantesques ? Mais sont-elles immenses. Elles allègent les documentalistes de nombreuses tâches fastidieuses exigeant un personnel important, et permettent une décentralisation de l'accès à l'information.

Le rôle des documentalistes se trouve alors modifié. En effet, si les clients d'un centre peuvent eux-mêmes interroger l'ordinateur, ils ne connaissent pas toujours les différentes stratégies de recherche permettant de retrouver toutes les informations susceptibles de les intéresser. Ils obtiennent souvent des réponses précises, mais la plupart du temps non exhaustives. De plus, lorsqu'ils ont à leur disposition plu-

sieurs bases de données, c'est le documentaliste qui sait celle qui doit être interrogée en premier afin d'obtenir rapidement le maximum de références pertinentes.

Ce rôle d'interface entre l'ordinateur et l'utilisateur que doit jouer le documentaliste a encore été peu étudié. Il est prévisible cependant que le métier de documentaliste se transformera et qu'un lieu de réaliser des tâches

fastidieuses et ingrates. Il pourra, alors, consacrer ses efforts à la sélection et à la synthèse de l'information.

Pourquoi alors n'y a-t-il pas davantage de services de documentation automatisés en France ? Un premier handicap est le coût. Il est difficile de préciser le coût exact de l'installation d'un système.

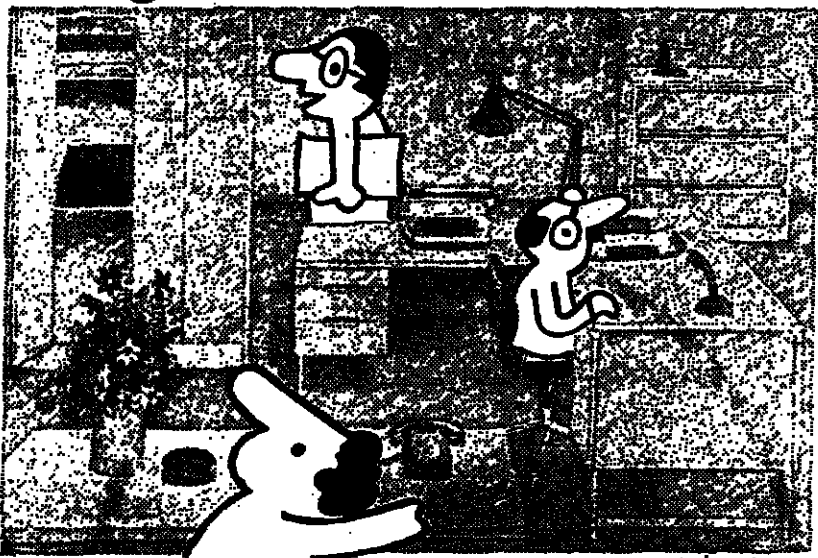
(Lire la suite page 34.)

brants  
ut...

au Sicob  
plus riches

28  
er octobre

Du 23 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 1976,  
Exposition spéciale équipement de bureau  
magasin Atal Carrefour Villiers.

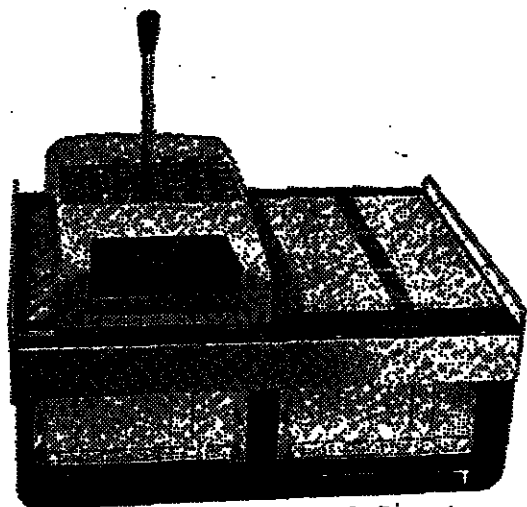


ATAL  
Lyon

Magasin d'Exposition, Place Prosper-Goubaux (Carrefour Villiers) 75017 Paris. Tél. 522.10.87.

Entre  
les grands moyens  
et pas  
de moyens du tout,

voici la solution  
pour votre classement



Ordinateur.

Pour leur classement, toutes les entreprises n'ont pas besoin d'un système informatique sophistiqué.

Mais aucune entreprise ne peut se passer de classement. Ordinateur permet la recherche directe des fiches dans leur logement et leur sélection selon des combinaisons multiples. Pas de classement des fiches, Ordinateur se charge de les retrouver.

Exemples d'application : analyses de clientèle, planning d'achat, gestion du personnel, des stocks, documentation... FICHER SÉLECTION

La gamme Fichier Sélection ? du moyen de classement manuel au BP N° 5 moyen de recherche électronique, des 92170 Varves équipements éprouvés par des milliers 171 Aristide-Briand d'application adaptées à chaque cas. Tél. 645.21.01

Du 25 Septembre au 1<sup>er</sup> Octobre,  
présentation et démonstration de toute  
la gamme Fichier Sélection  
sur le stand Sicob n°1405-niveau 1-zone D

Je souhaite recevoir votre documentation  
FICHER SÉLECTION, B.P. 5, 92170 Vanvès

NOM \_\_\_\_\_  
ENTREPRISE \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
TELEPHONE \_\_\_\_\_ POSTE \_\_\_\_\_

SICOB

## Des réunions de travail à distance

L'EFFICACITÉ et l'importance du téléphone, plus que jamais reconnues aujourd'hui, et le développement de son utilisation dans la vie privée comme dans le travail ne peuvent faire oublier la relative dépersonnalisation qu'il entraîne et l'absence de contact humain qui le caractérise. Associer l'image à la parole, cette idée de tous les jours, qui est devenue une réalité en matière de diffusion avec le développement de la télévision, sera de toute façon appliquée un jour à la communication de personne à personne. Mais comme pour tout nouveau matériel, la réalisation coûte cher, est relativement ardue. Étudié depuis 1971 au Centre national d'études des télécommunications (CNET), le visioconférence, nom donné au téléphone visuel, dont il est la partie visible, a acquis une certaine maturité technique. L'infrastructure invisible, qui constitue les deux tiers du prix de revient d'un réseau de commutation, de transmission et de compression d'informations, est définie techniquement. Le service est ainsi étudié en vraie grandeur à l'aide d'un réseau comportant une centaine d'abonnés répartis sur la région parisienne et la région de Lannion, en Bretagne.

Bien qu'il n'utilise qu'un standard "apté" (267 lignes), destiné à réduire les dépenses de transmission tout en donnant une bonne image (tête et épaules) du correspondant, le visioconférence nécessite en transmission l'équivalent de trente voies téléphoniques, ce qui correspond à un investissement environ cinq fois plus fort que pour le téléphone.

Aussi, les disponibilités des artères téléphoniques ne pourraient permettre dès maintenant une généralisation rapide du service visioconférence. En attendant, il est préférable d'envisager pour lui une utilisation partagée. Il peut notamment permettre la communication entre groupes de personnes en évitant leurs déplacements; c'est ainsi qu'a été conçu le système de visioconférence visuelle appelé «visioconférence».

La visioconférence consiste à relier deux ou plusieurs salles par un système de télécommunication visioconférence, de façon à ce que les personnes présentes dans chacune des salles puissent voir et entendre tout autre participant et lui transmettre éventuellement des documents. La visioconférence peut ainsi intéresser les membres d'une entreprise ayant des établissements dispersés; plutôt que de rassembler au siège de la société plusieurs personnes pour une réunion, celle-ci

peut se dérouler au moyen du système de visioconférence implanté dans deux salles installées à cet effet dans les villes où se trouvent le siège, d'une part, et l'unité de production, d'autre part. Outre qu'une telle réunion peut être organisée rapidement, on évite un long déplacement, c'est-à-dire des pertes d'argent et de temps.

Le principe de base est de transmettre à toutes les personnes des différentes salles l'image de la personne qui parle, alors que celle-ci reçoit sur son récepteur l'image de l'orateur précédent. Il n'y a donc à tout instant qu'une seule image émise et une seule reçue pour chaque salle. La règle étant automatique, le système traite chaque participant sur le même plan: chacun a la même possibilité d'intervenir en prenant la parole, car il n'y a pas de meneur qui décide du choix d'intervention. Des dynamiques locales de groupe ne risquent pas ainsi de prendre naissance. De même, le système ne nécessite aucune personne étrangère à la réunion et offre, de ce fait, une garantie de secret, accrue encore par le mode de transmission numérique et le codage de l'information qui sont utilisés.

Un certain nombre de dispositifs annexes complètent la fonction de base. Ainsi, un écran panoramique présente une vue générale de la salle, au cas où elle n'aurait pas d'image d'orateur, pour maintenir la sensation de présence. De même, des modes de communication plus habituels, tels que le téléphone, le télex, et des moyens de reprographie ou de secrétariat sont accessibles à proximité. En plus des possibilités

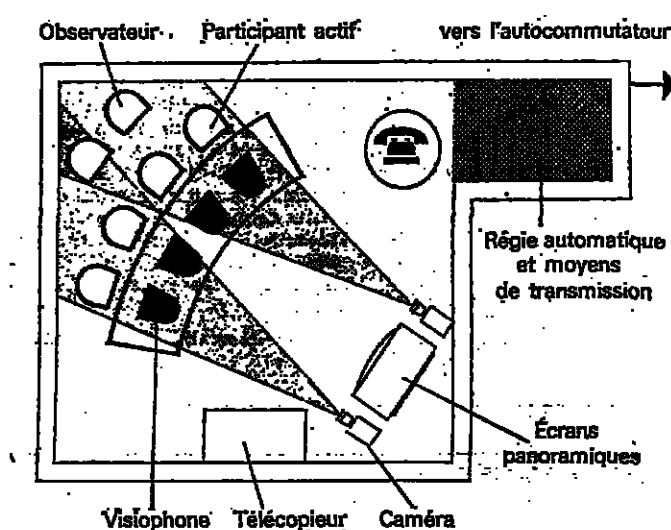
de visualisation propres des terminaux visioconférence, un télécopieur très rapide, transmettant une page de 21 cm sur 29,7 cm en quinze secondes sans interrompre le dialogue, se trouve dans chaque salle.

La visioconférence a été présentée aux expositions du Bourget et de Genève en 1975. D'autres démonstrations sont faites dans les deux établissements du CNET à Paris et à Lannion, en Bretagne; la fréquentation des salles, les réactions des usagers, ont été étudiées et sont satisfaisantes. Une expérimentation des usagers, ont été étudiées et sont satisfaisantes. Une expérimentation des usagers, ont été étudiées et sont satisfaisantes.

Un essai important de la demande autorisera, à partir de 1980, la réalisation de toute une infrastructure spécialisée, utilisable aussi, il faut le souligner, pour la télé-informatique. Le coût de revient horaire du système s'en trouvera nettement abaissé, les matériels étant alors fabriqués en grande série.

Bien que le tarif de l'heure de visioconférence soit encore à l'étude, il est d'ores et déjà établi qu'il sera parfaitement compétitif avec les coûts de temps et de déplacements évités. Ainsi la visioconférence apparaît dès maintenant comme un substitut au moins partiel aux réunions classiques. De plus elle permettra de tenir des réunions qui, sans elle, n'auraient pas eu lieu pour des raisons de coût et de perte de temps.

MICHEL BLANC, ingénieur en chef Centre national d'études des télécommunications.

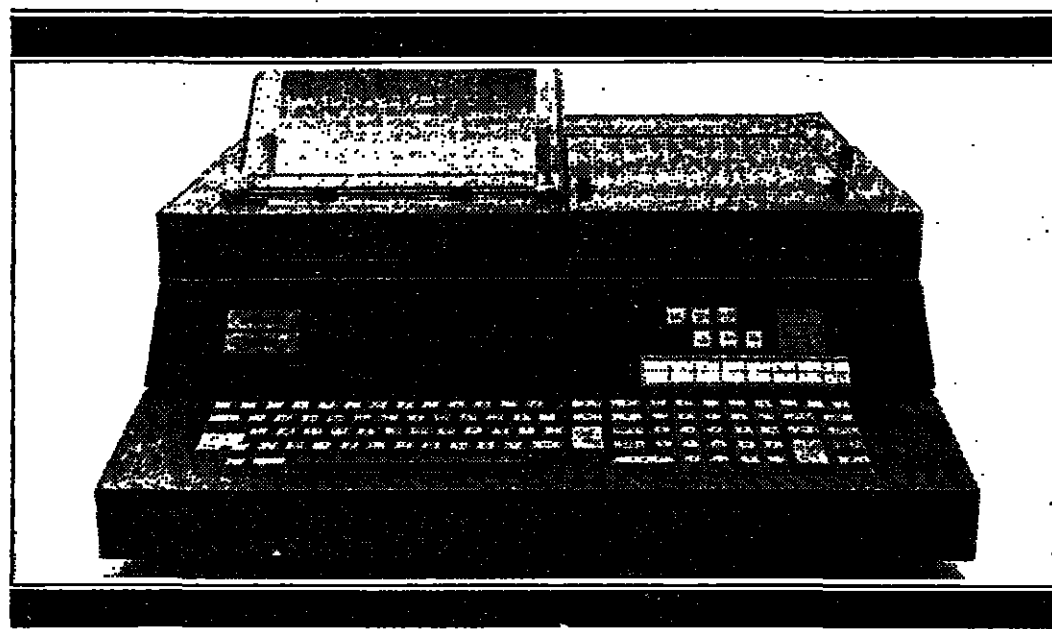


**Au service  
des mathématiciens  
et physiciens,  
logiciens,  
linguistes,  
biologistes,  
médecins,  
chimistes,  
ingénieurs et architectes,  
économistes,  
statisticiens, géologues,  
chercheurs :  
dans tous les domaines  
de la science  
et de la technique**

**le nouveau  
mini ordinateur personnel  
Olivetti**

# P 6060

Programmable en BASIC : pour la créativité dans la recherche  
Avec bibliothèque de logiciel : pour les applications sectorielles



Le P 6060 Olivetti parle un langage universel dans le monde des ordinateurs : le BASIC. Facile à apprendre et facile à utiliser, ce langage exprime de façon immédiate les problèmes à résoudre. Chacun peut programmer son mini-ordinateur tout seul et sans intermédiaire. Et pour les applications spécifiques des différents secteurs les utilisateurs trouveront des solutions toutes prêtes : les bibliothèques de programmes mis au point par Olivetti. Le P 6060 Olivetti est le premier mini-ordinateur scientifique qui utilise le disque souple en tant que support standard de

programmes et de données : un support nouveau, économique, offrant la plus grande capacité et la plus totale sécurité. Le P 6060 Olivetti a sa place sur n'importe quel bureau : conçu comme un système, il est susceptible d'extension et de modification. Ses interfaces permettent la connexion à des périphériques de tout type et des liaisons en temps partagé. L'imprimante thermique incorporée est capable d'assurer n'importe quelle sortie : chiffres et mots, graphiques et dessins.

## olivetti

Olivetti France S.A. / Marketing mini-ordinateurs / 91, Fg St-Honoré, 75383 PARIS Cedex 08

Je vous prie de m'adresser, sans aucun engagement de ma part, des renseignements complémentaires au sujet de votre nouveau mini-ordinateur P 6060 Olivetti, se rapportant plus particulièrement aux problèmes de mon secteur d'activité.

Nom et prénom : .....

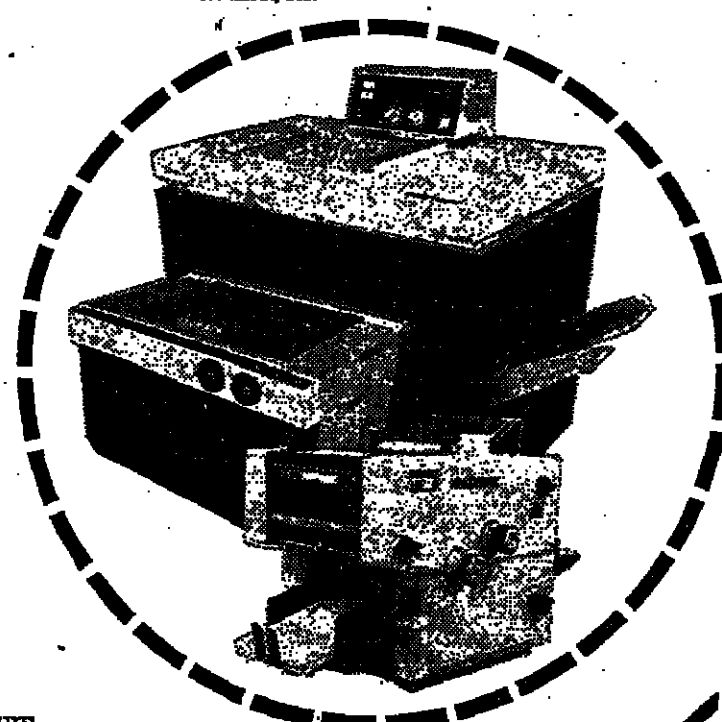
Adresse professionnelle : .....

Activité : .....

SICOB 1976  
Stand N° 4508 - Zone E  
Niveau 4

**MITSUBISHI u-bix**  
une gamme complète de  
**photocopieurs**  
sur papier ordinaire  
répondant à tous vos besoins :

verifier les supports : têtes de lettre, calque, transparents, étiquettes, adresses, plaques offset... varier les formats : 297 x 384 ou 297 x 42 cm; tirer recto-verso; reproduire avec ou sans réduction (1/1, 1/2, 1/3); passer à l'offset, etc.



Les copieurs,  
et copieurs-duplicateurs

**MITSUBISHI u-bix**  
sont distribués en France par

31, rue d'Anjou - 75008 PARIS  
Tél. 203.70.48

Agences :  
Paris, Aix-en-Provence, Bordeaux, Brest, Caen,  
Châtelleraud, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble,  
Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes,  
Nice, Orléans, Pau, Reims, Rennes, Rouen,  
Strasbourg, Toulon, Toulouse.

**otm**

NON POUR UNE INVESTITION AU NICOS 1976 ou une documentation générale

NON EN PÉRIODE

SOUSCRIPTION

ACTIVITÉ

FONCTION

ADRESSE COMPLÈTE



150 000 000

JCOB

... LE MONDE — 25 septembre 1976 — Page 33

## DES MEUBLES POUR LE BUREAU

### Choisir avec méthode

(Suite de la page 31.)

L'organisation proprement dite de l'espace tient compte des liaisons entre postes de travail : communication des bureaux avec les salons d'attente, des bureaux entre eux ; accès aux locaux de classement, etc.

Vient alors l'élément plus suggestif concernant le choix de la façon dont seront occupés les locaux. S'agit-il de bureaux traditionnels avec des cloisons ? Seront-ils individuels ou collectifs ? Préfèrera-t-on des bureaux ouverts, de style paysagé, ou recréant, à l'aide d'armatures ou de cloisonnettes, des alvéoles individuelles ? L'opinion du maître d'ouvrage est ici souveraine.

A ce stade, le mobilier peut être défini dans ses grandes lignes. C'est seulement à ce moment qu'on fait généralement appel aux constructeurs d'équipements, alors que certains souhaiteraient être consultés plus en amont.

#### Des frais coûteux pour le fabricant

Un véritable appel d'offres est difficile, en raison de l'aspect subjectif du choix d'un mobilier de bureau. Une présélection d'un certain nombre de fabricants, sur les conseils de l'équipe de conception, permet théoriquement de ne laisser en présence que ceux qui ont une chance raisonnable de l'emporter. La présentation du mobilier proprement dit est en effet indispensable, et elle entraîne des frais coûteux pour les fabricants, à la charge desquels elle demeure. Seule cette présentation permet

de juger la conception des meubles, leur aspect physique, leur couleur et leur harmonisation au cadre choisi. Le choix, une fois effectué, permet de formaliser définitivement le projet et de le mettre en œuvre.

Dans leur mémoire technique, présentée à l'ouverture du SICOB, les fabricants de mobilier de bureau invitent leurs futurs clients à les consulter le plus tôt possible, et même à les faire participer aux travaux de l'équipe de conception. La durée d'une opération d'équipement, qui est parfois de plusieurs années, de même que l'indépendance dont doit faire preuve le concepteur ne plaident cependant pas en faveur d'un choix trop précoce.

JEAN-MARC CHABANAS.

#### Tableau n° 2 LES PRINCIPAUX PAYS EUROPÉENS FABRICANTS DE MEUBLES (Chiffres pour 1974, en milliers d'unités de compte européennes)

Pays	1974	%
France	145 081	39
Allemagne	78 750	21
Italie	68 109	18
Pays-Bas	27 570	7
Belgique	21 832	6
Espagne	21 802	6
Royaume-Uni	11 970	3
Total	375 125	100

(D'après les statistiques de la commission économique de la Fédération européenne du mobilier de bureau.)

(\*) 1 unité de compte européenne = 1,55 F.

Tableau n° 1 : CHIFFRE D'AFFAIRES EN FRANCE  
(en milliers de francs, hors taxes)

	1972	1973	1974	1975
Mobilier et commerces	869 500	1 006 120	1 144 880	1 049 500
Systèmes d'organisation	97 690	108 000	140 000	115 530
Total	967 190	1 114 120 (+ 15 %)	1 284 880 (+ 15 %)	1 165 030 (- 10 %)

(D'après les statistiques du Syndicat des fabricants de mobilier industriel et commercial et de systèmes d'organisation.)

Tableau n° 3 :  
COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS  
(Mobilier industriel et commercial, en milliers de francs)

	1974	1975	Variation
EXPORTATION			
Mobilier de bureau	47 178	54 576	+ 16 %
Autres meubles	116 295	100 352	- 14 %
Total	163 473	155 128	- 5 %
IMPORTATION			
Mobilier de bureau	49 035	39 846	- 19 %
Autres meubles	157 199	144 630	- 8 %
Total	206 234	175 476	- 15 %

(D'après les statistiques de la direction générale des douanes.)

pour le plaisir  
de compter sur

LLOYD'S.

15 calculatrices  
de poche  
et imprimantes

nonverbalité ACC 347, 8 chiffres verifs,  
tranche %, virgule flottante,  
facteur constant, mémoire,  
L. 9,5 x 1,65 x 1,2 cm

LLOYD'S l'assurance de la qualité  
84, av. de Saxe, 69003 LYON - Tél. (78) 60.23.00 +

### Optimisme modéré sur le marché

On distingue dans l'équipement de bureau le mobilier proprement dit, bureaux, tables et armoires ; les matériels connexes, rayonnages et classeurs ; et les systèmes d'organisation, c'est-à-dire les dossiers suspendus et les matériels de planification. Les statistiques économiques disponibles ne concernent que les meubles métalliques, définis par le fait qu'une partie au moins du meuble est en métal (les pieds d'un bureau par exemple). Ces meubles métalliques constituent la grosse majorité de l'équipement de bureau.

Cette activité industrielle a été assez fortement affectée par la crise économique. Le tableau 1 donne l'évolution du chiffre d'affaires en France au cours des quatre dernières années. A une progression moyenne de 15 % l'an qui traduisait une très légère progression en quantité, a succédé de 1974 à 1975, une baisse de 10 %, soit, suivant les équipements, une diminution en tonnage de 15 à 20 %. Le premier semestre 1976 semble annoncer une légère reprise, et les producteurs manifestent un optimisme encore très modéré.

Que représente ce chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de francs par an ? Plus de quatre cent mille bureaux ou tables (le quart du chiffre d'affaires), plus d'un million d'armoires diverses (19 %), quatre cent mille classeurs et fichiers (14 %), et cinquante millions de dossiers suspendus (7 %). Rayonnages, cloisonnettes et classements divers complètent cette énumération.

Selon la Fédération européenne du mobilier de bureau (tableau 2), la France est très largement le premier producteur européen : sa part du marché est presque double de celle de l'Allemagne ou de celle de l'Italie. Les statis-

tiques des douanes, qui ne sont pas rigoureusement comparables à celles de la production, puisqu'elles ne comprennent que deux rubriques « mobilier de bureau » et « autres meubles et parties de meubles », permettent d'apprécier la balance du commerce extérieur français.

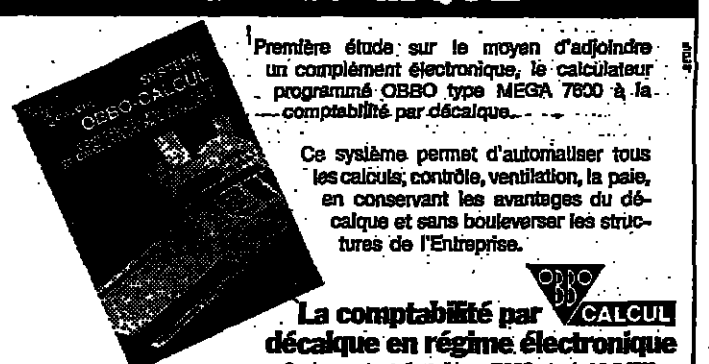
Contrairement à ce qui était parfois craint il y a quelques années, cette balance (rapport des exportations sur les importations) s'est considérablement améliorée. Le tableau 3 indique les chiffres concernant les exportations et les importations de mobilier industriel et commercial pour les années 1974 et 1975. Les exportations n'ont diminué que de 5 %, alors que les importations tombaient de 15 %. Pour le mobilier de bureau proprement dit, la balance est maintenant légèrement positive (177 %), alors que pour l'ensemble du mobilier, elle reste légèrement déficitaire (86 %).

Nos meilleurs clients en 1975 ont été la Belgique et les Pays-Bas. Nos principaux fournisseurs sont l'Allemagne et l'Italie. Malgré une diminution d'un tiers, de 1974 à 1975, des importations en provenance de l'Allemagne, celle-ci vend encore à la France trois fois plus qu'elle n'achète et reste le premier fournisseur de mobilier de bureau. L'Italie, plutôt spécialisée dans les « autres meubles », vend six fois plus qu'elle n'achète. Le mobilier scandinave ne constitue qu'une fraction très faible des importations françaises, qui ont très fortement diminué en 1975.

Bien qu'il soit dû en grande partie à la stagnation générale des échanges commerciaux de 1975, ce retour à l'équilibre de la balance commerciale française encourage les efforts de conception accomplis depuis quelques années.

J.-M. C.

### Vient de paraître L'INFORMATISATION du DECALQUE



Première étude sur le moyen d'adopter un complément électronique, le calculateur programmé OBBO type MEGA 7800 à la comptabilité par décalque.

Ce système permet d'automatiser tous les calculs, contrôles, ventilations, la paie, en conservant les avantages du décalque et sans bouleverser les structures de l'entreprise.

La comptabilité par décalque en régime électronique

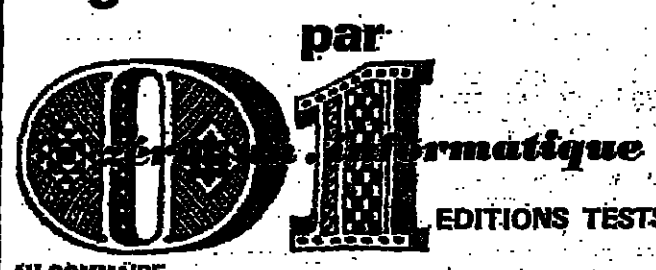
Ce document est disponible au SICOB, sous le n° 3 E 532

Veuillez me faire parvenir gratuitement "L'Informatisation du décalque"

OBBO - 9 rue de Maubeuge - Paris 9<sup>e</sup> - 878.25.50 et 25.06

### L'INFORMATIQUE ET LA PME 1976

un numéro hors-série  
réalisé à l'intention des  
dirigeants de PME ou PMI



Si vous êtes responsable d'une PME ou PMI  
Vous pouvez recevoir gratuitement ce numéro exceptionnel à l'aide du bulletin ci-dessous.

NOM .....  
ADRESSE .....  
ENTREPRISE .....  
FONCTION .....

Bulletin à retourner à 01 INFORMATIQUE  
41, rue de la Grange-aux-Belles, 75010 Paris

### La copie sur mesure Gestetner

Analysez vos besoins, Gestetner vous donnera la solution

#### Solution Faxil

Pour les courts et longs tirages, un procédé moderne, fiable, basé sur une solide expérience. Le système Faxil apporte des innovations importantes dans le domaine des fournitures et du matériel. Il est particulièrement adapté aux besoins d'aujourd'hui.

#### Solution Offset

Courts tirages, longs tirages, l'offset est réellement devenu un procédé de bureau avec Gestetner. A partir de tous documents on peut obtenir rapidement une plaque, avec les clichés électrostatiques FB 12, PM 9 ou OE 1. On peut aussi frapper directement un texte sur la plaque papier. Le duplicateur automatisé 209 a été spécialement conçu pour simplifier le travail de l'opérateur.

#### Solution Copieur

Quand plusieurs personnes ont besoin de copies, la solution est un copieur en libre service sous le contrôle d'un opérateur-clé. Le copieur FB 12 de Gestetner, par son fonctionnement simple et sûr, se prête particulièrement à la formule. La "gestion FB 12" de la copie permet également, si les besoins sont importants et les utilisateurs dispersés, une solution décentralisée, qui évite les trajets et les attentes.

#### Solution Faxil + Copieur

L'analyse des besoins peut conduire au système Faxil pour la duplication en courts et longs tirages.

On confie alors au copieur FB 12 les travaux de copie. Gestetner apporte ainsi un service complet de reproduction.

#### Solution Offset + Copieur

Après analyse des besoins, lorsque le procédé offset est justifié, le duplicateur automatisé 209

assure les travaux de duplication en courts et longs tirages, tandis que le copieur FB 12 fonctionne en libre service pour les travaux de copie. Là encore, Gestetner apporte un service complet de reproduction.

#### Solution Relieur

Quel que soit le procédé de reproduction choisi, une belle présentation valorise les documents obtenus. Avec son procédé Vélo-Bind, Gestetner apporte une esthétique nouvelle dans la présentation de tous documents. Ce procédé permet de relier toutes épaisseurs, jusqu'à 50 mm. Une riche gamme de couvertures

permet de varier les présentations.

Ayez la curiosité de remplir la grille ci-dessous, vous découvrirez votre poste "reproduction" est suffisamment important pour justifier une analyse approfondie de vos besoins.

Si vous venez au SicoB, apportez cette grille et montrez-la à un technico-commercial Gestetner : vous trouverez avec lui la solution de votre économie-copie. Sinon, demandez donc une documentation Gestetner, service 198, 71, rue Camille-Groult, 94400 Vitry, tél. 680.47.85 - télex 200.880 Gest-Vitry.

#### Analyse mensuelle de votre poste reproduction

Copies à l'unité	1 à 10 copies par document	Nombre total mensuel de copies
Séries courtes	Nombre moyen de copies par série 20 50	Nombre de séries par mois Nombre total mensuel de copies
Séries moyennes	Nombre moyen de copies par série 100 200	Nombre de séries par mois Nombre total mensuel de copies
Séries longues	Nombre moyen de copies par série 500 1000	Nombre de séries par mois Nombre total mensuel de copies
		Total mensuel

#### Les clés qui orientent votre choix.

Le choix du matériel dépend non seulement du volume total mensuel de copies mais de la façon dont se répartit ce volume selon les séries. Il dépend également de la qualité de reproduction recherchée pour chaque type de travail et de la qualification du personnel-opérateur.

Dans tous les cas, le total des charges mensuelles doit rester en rapport étroit avec le service rendu.

C'est sur ces bases précises que les conseillers Gestetner vous aident à résoudre votre problème de reproduction de façon rentable.

Gestetner

SicoB : niveau 1 - stand 1 D 4331 - niveau 2 - stand 2 B 2200 - 2 B 2201 - niveau 4 - stand 4 C 4304

## L'ORDINATEUR FACE A L'INVASION DES PUBLICATIONS

## Un nécessaire travail d'équipe

Les problèmes financiers ne sont pas suffisants pour expliquer la rareté des systèmes automatisés opérationnels et efficaces en France. Il faut aussi tenir compte d'un facteur qu'on oublie fréquemment : l'aspect humain de l'automatisation.

Trop souvent, l'aspect technique est étudié avec soin alors que les problèmes humains sont complètement négligés. Arrive alors, un beau jour, dans un service de documentation traditionnelle, un système automatisé, perfectionné, coûteux, que les documentalistes en place découvrent souvent avec les premiers visiteurs. Comment s'explique ensuite que nombre de projets d'automatisation ne soient jamais passés à un stade opérationnel ?

Il est d'abord indispensable que celui qui décide d'automatiser le système ne le fasse pas uniquement pour des raisons de prestige (personnel ou de l'entreprise). Il doit être suffisamment informé de ce qu'un ordinateur peut apporter pour se lancer dans l'aventure. D'où la nécessité de faire, en liaison avec des documentalistes, des informaticiens, des utilisateurs, une étude qui donne une réponse à la question : faut-il automatiser, et oui avec quel matériel, pour réaliser quels produits documentaires ?

A partir de combien de documents entrés par an doit-on automatiser ? Il n'y a pas de réponse valable dans tous les cas, car d'autres critères interviennent : nombre de demandes, diffusion, ordinateur disponible ou non... etc. En tout cas à partir de vingt mille à trente mille documents annuels on peut envisager d'utiliser un ordinateur. Mais pourquoi utiliser un ordinateur pour traiter deux mille documents par an, quand un bon système mécanique du type Selecto rend de bien meilleurs services ?

Les utilisateurs du service doivent être consultés et intéressés dès le départ au projet d'automatisation : un échantillon de clients réels ou potentiels du service seront inter-

rogés sur ce qu'ils attendent du service de documentation. Il est par exemple important de savoir si les utilisateurs désirent recevoir régulièrement ce qui a paru dans leur domaine pour faire une diffusion sélective de l'information ; il faut tenir compte de la localisation géographique des clients du centre.

Sur la base de cette étude de besoins, les documentalistes et informaticiens feront une étude commune sur les perspectives d'automatisation et apprendront alors à dialoguer. Que de fois les informaticiens disent : « L'ordinateur ne peut pas le faire », alors qu'une modification de programme solutionnerait facilement le problème. De même, les documentalistes n'essaient pas, la plupart du temps, de savoir ce que l'informaticien peut leur apporter et se réfugient dans un isolement qui ne facilite pas la coopération. Il existe une crainte assez générale de l'ordinateur, renforcée par la méconnaissance de ce que cet outil mystérieux peut faire. De plus, l'automatisation amène souvent des restructurations, et presque toujours la nécessité de faire payer les recherches. L'information devient un produit qui se vend, ce qui est normal d'une certaine manière mais est très éloigné des traditions.

Une fois la décision prise sur le type de système à mettre en place, une équipe de documentalistes et d'informaticiens doit procéder, en liaison avec les utilisateurs, aux études nécessaires toujours longues et coûteuses. Il est d'abord indispensable de créer l'outil linguistique qui servira à indexer les documents : thésaurus ou contrôle du langage libre (1). La constitution d'un thésaurus, notamment, doit se faire en équipe car c'est un travail très subtil qui révèle les classements inconscients de chacun (sa lecture trahit aisément la position politique ou religieuse de son auteur). Les utilisateurs doivent être consultés sur le sens qu'ils attribuent à certains mots, sur les équivalences entre les termes. Les informaticiens étudieront,

avec les documentalistes, les contrôles nécessaires, la structure et la longueur des mots, les modes de saisie (sur borne ou sur écran...). Parallèlement, les produits — types d'index, modes de recherche et de diffusion, saisie, ensemble du logiciel de gestion du système, — seront définis. Tout le personnel devra recevoir une formation sur les caractéristiques de l'ensemble, et des consignes précises qui laisseront pourtant à chacun une certaine liberté pour organiser son travail et le sentiment de faire partie d'une équipe.

Une fois l'ensemble du système créé, de nombreux tests devront précéder la mise en place définitive avec, ce qui est plus prudent, une période où les systèmes manuels

et automatisés fonctionneront en double. Rien n'est plus désastreux pour l'image de marque que de voir des utilisateurs ne plus recevoir de réponses à leurs questions au début du lancement du système automatisé. Avec les documentalistes seront analysées les difficultés d'utilisation, les erreurs et leurs origines (au niveau du thésaurus, de l'indexation, de la saisie, de la programmation...) et la qualité des réponses fournies ; les délais seront évalués avec un échantillon d'utilisateurs. C'est à la fin d'une période de tests, de contrôles, de modifications — ces dernières étant d'autant plus faciles à faire que le système est souple, — que le système pourra voler de ses propres ailes.

## Difficultés psychologiques

Souvent, l'organisation des réseaux documentaires apporte aussi son lot de problèmes humains, lorsque des liaisons doivent s'établir entre plusieurs centres travaillant dans le même domaine. La coopération peut se faire à divers niveaux, sur le plan des études, dans le cadre d'un partage des tâches (analyse, indexation) ou d'outils (thésaurus, logiciel...) ou enfin dans l'utilisation de bases de données existantes. Mais, dans la majorité des cas, chacun tient à son système, à son thésaurus, et répugne à le modifier en fonction des partenaires. Certains petits centres redoutent l'impérialisme des plus importants ; la manie du secret et la crainte de la concurrence freinent le travail en coopération.

Cela explique que si bien des réseaux sont, depuis quelques années, décrits dans la littérature spécialisée, peu fonctionnent réellement de manière efficace. On oublie souvent que l'homme n'est pas un robot et qu'il s'adapte difficilement à de nouvelles habitudes de travail, surtout s'il n'a pas reçu la formation nécessaire. L'organisation de réseaux internationaux multiplie les difficultés : les disparités culturelles, les barrières

linguistiques, les habitudes et les traditions différentes freinent et parfois condamnent les tentatives de travail en commun.

Un dernier problème apparaît de plus en plus important : le fossé qui se creuse entre les centres automatisés, prestigieux, comportant un personnel de haut niveau, recevant des crédits, et les innombrables petits services manuels qui survivent dans des conditions déplorables au prix de l'effort de documentalistes isolés. Plus proches des utilisateurs, ces petits services facilitent pourtant une communication à l'échelle humaine et jouent un rôle différent. Connaissant bien leurs utilisateurs, ils peuvent souvent servir d'intermédiaires entre ceux-ci et les grands centres automatisés. Le jour où l'accès aux documents se fera uniquement par l'intermédiaire d'écrans, rôle important de tacteur de communication que doit jouer un service de documentation disparaîtra.

D. D.-V.

(1) Avec un thésaurus les documents sont décrits par des termes sélectionnés et normalisés. L'indexation en langage libre qui, malgré son nom, n'est pas si libre qu'on pourrait le croire, se fait en utilisant les mots mêmes du texte.

## Avantages et inconvénients de l'automatisation

(Suite de la page 31.)

Il ne sera pas le même si le centre peut utiliser un logiciel déjà existant ou s'il doit le créer en fonction de ses besoins, s'il a accès ou non à un ordinateur disponible, s'il reste isolé ou s'il est rattaché à un réseau, s'il a le personnel compétent sur place ou s'il doit le recruter. Il est évident que le coût des études est important et que certaines tâches (comme l'analyse de documents) seront longtemps encore accomplies par des documentalistes travaillant manuellement.

Le coût d'une recherche diminue quand le nombre des demandes augmente car un certain nombre de frais fixes demeurent les mêmes. Plus un centre reçoit de demandes et plus il aura de documents à traiter, plus il sera rentable de l'automatiser. C'est pourquoi les petits centres ont tout intérêt à coopérer plutôt qu'à se créer un système isolé. Des études ont prouvé qu'un système documentaire automatisé, bien organisé, dans un service très utilisé, abaisse nettement le coût des recherches après un certain temps de fonctionnement. Un rapport américain cite un centre où le coût de l'automatisation au départ dépassait de 19 % celui du système manuel (par recherche) alors que par la suite les rapports s'inversaient (coût du système manuel supérieur de 11 %).

Le B.N.I.S.T. a tenté d'évaluer le coût d'une base de données. L'investissement, c'est-à-dire le coût de création de la base, représente environ 0,7 F par référence stockée. Plus le volume de références à traiter est important, plus l'investissement devra être grand.

Le coût de fonctionnement est estimé à 1 franc par référence. Pour une base d'un million de références, l'investissement atteindra ainsi 0,7 million de francs, le coût de fonctionnement 1 million de francs. Si l'heure d'utilisation est vendue 300 francs (prix moyen actuel de la consultation de bases étrangères), il faut vendre plus de trois mille heures par an pour rentabiliser la base, sans amortir l'investissement. Ces chiffres sont à interpréter avec prudence, car ils représentent un coût moyen. Chaque base a ses caractéristiques et ses produits propres, et l'organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) estime que le coût de l'indexation peut varier de un à trente. Une étude est en cours sous l'égide des Communautés européennes, pour estimer le coût de construction et d'exploitation des bases de données en vue de normaliser les tarifications.

Ces chiffres expliquent que l'installation d'une base de données se fait la plupart du temps en coopération et non pas dans un centre isolé. Si le coût de tels investissements est évident, le bénéfice l'est moins. Si les organismes consacrent en moyenne 5 à 10 % de leur budget à l'information, comment prouver qu'une information obtenue au bon moment a fait gagner de l'argent à une entreprise ? Comment calculer le temps passé à se documenter par les membres d'une organisation qui n'a pas de service de documentation efficace ? Comment évaluer le coût du manque d'informations ? Ceci explique qu'en cas de crise, c'est souvent le service de documentation qui fait, le premier, les frais des restrictions budgétaires.

## Quelques bases de données

Il n'existe pas de recensement complet des systèmes documentaires automatisés en France. Cependant, le B.N.I.S.T. a fait une évaluation du marché français des bases de données (1) qui serait comprise entre 5 000 et 20 000 heures d'utilisation de terminal pour l'année. Pour sa part, l'Agence spatiale européenne (ESA) estime le marché européen à 25 000 heures en 1976 (et 30 000 en 1977), le marché français représentant 20 % des utilisations européennes. Ce chiffre est un minimum car il est basé sur l'utilisation de 27 terminaux pour l'Europe alors qu'en 1976 le B.N.I.S.T. en avait compté 30 rien que pour la France en 1974. Le chiffre maximum a été relevé dans une étude établie pour la C.E.R. qui prévoit 200 000 recherches en Europe en 1976. On peut donc estimer à 100 000 le nombre d'heures d'utilisation de terminal en 1976 en Europe (une recherche dure en moyenne une demi-heure) et à 20 000 heures en France. L'écart entre les chiffres donne une idée bien la difficulté de faire des estimations précises dans ce domaine.

Des bases de données sont constituées en France mais il est également possible d'utiliser des bases étrangères. Plusieurs organismes, essentiellement américains, diffusent des bandes magnétiques de références et de résumés qui permettent aux services de documentation de porter leurs efforts sur la littérature non traitée (documents français et rapports internes par exemple).

La liste des bases de données montre que l'effort porte surtout sur le domaine scientifique et technique. Il existe aussi des systèmes automatisés dans quelques autres secteurs, par exemple le secteur juridique.

1. Principales bases de données françaises (avec nombre de références annuelles). Les bases de données étrangères ne sont pas répertoriées ici.

AGRICULTURE : Association pour la promotion des industries alimentaires (APRIA).

CANCEROLOGIE : SARIE, de Gustave Roussy (environ 20 000 références).

GENIE (CIVIL-BATIMENT) : ARIANE, du Centre d'assistance technique du bâtiment (CATD).

TEXTILE : TITUS, de l'Institut textile de France (25 000 à 30 000 références).

MEDICAMENTS : banques d'informations automatisées sur les médicaments à l'hôpital Necker.

THERMODYNAMIQUE : Thermodata, à l'université de Grenoble.

(1) Base de données : système documentaire permettant de retrouver des références bibliographiques, alors que les banques de données permettent de retrouver directement des informations et des chiffres.

BASES DU C.N.R.S. : énergie, sciences de la Terre, nuisances, sciences de l'information, biologie, médecine, sciences humaines, etc.

Quelques bases de données étrangères :

AEROSPATIALE : National Space Aeronautics and Space Administration — E.U. (NASA) (plus de 50 000 références).

AGRICULTURE : CAIN, de la National Agricultural Library, États-Unis (100 000 à 150 000 références).

AGRI : de la Food and Agricultural Library, — E.U. C.A.B. des Commonwealth Agricultural Bureaux, G.-B. (100 000 à 150 000 références).

BIOLOGIE : Biological Abstracts, Federation of Biologists (Biological Information Service of Biological Abstracts — E.U. (200 000 à 250 000 références).

C.B.A.C. (Chemical Biological Abstracts) des Chemical Abstracts Services, — E.U. (environ 400 000 références).

BREVETS : World Patent Index (W.P.I.) et Central Patent Index (C.P.I.) de Derwent, — G.B. — 30 000 et 80 000 références.

CHIMIE : Chemical Abstracts Condensate (C.A.C.) des Chemical Abstracts Services, — E.U. — 350 000 à 400 000 références.

ELECTRICITE : INSPEC, de l'Institution of Electrical Engineers — G.B. — entre 50 000 et 100 000 références.

COMPENDEX : de l'Engineering Index — E.U. — entre 50 000 et 100 000 références.

MEDICINE : MEDLARS (Medical Literature Analysis and Retrieval System), de la National Library of Medicine — E.U. — environ 200 000 références.

NUCLEAIRE : Nuclear Science Abstracts (N.S.A.) de l'Energy Research and Development Administration — E.U. — environ 100 000 références.

INTERNATIONAL Nuclear Information System (I.N.I.S.), de l'International Atomic Energy Agency, 50 000 à 100 000 références.

PETROLE : API — littérature et brevets, American Petroleum Institute — E.U. — 30 000 à 25 000 références.

RECHERCHE : Smithsonian Sciences Information exchange (S.S.I.E.) — E.U. 100 000 références cumulées.

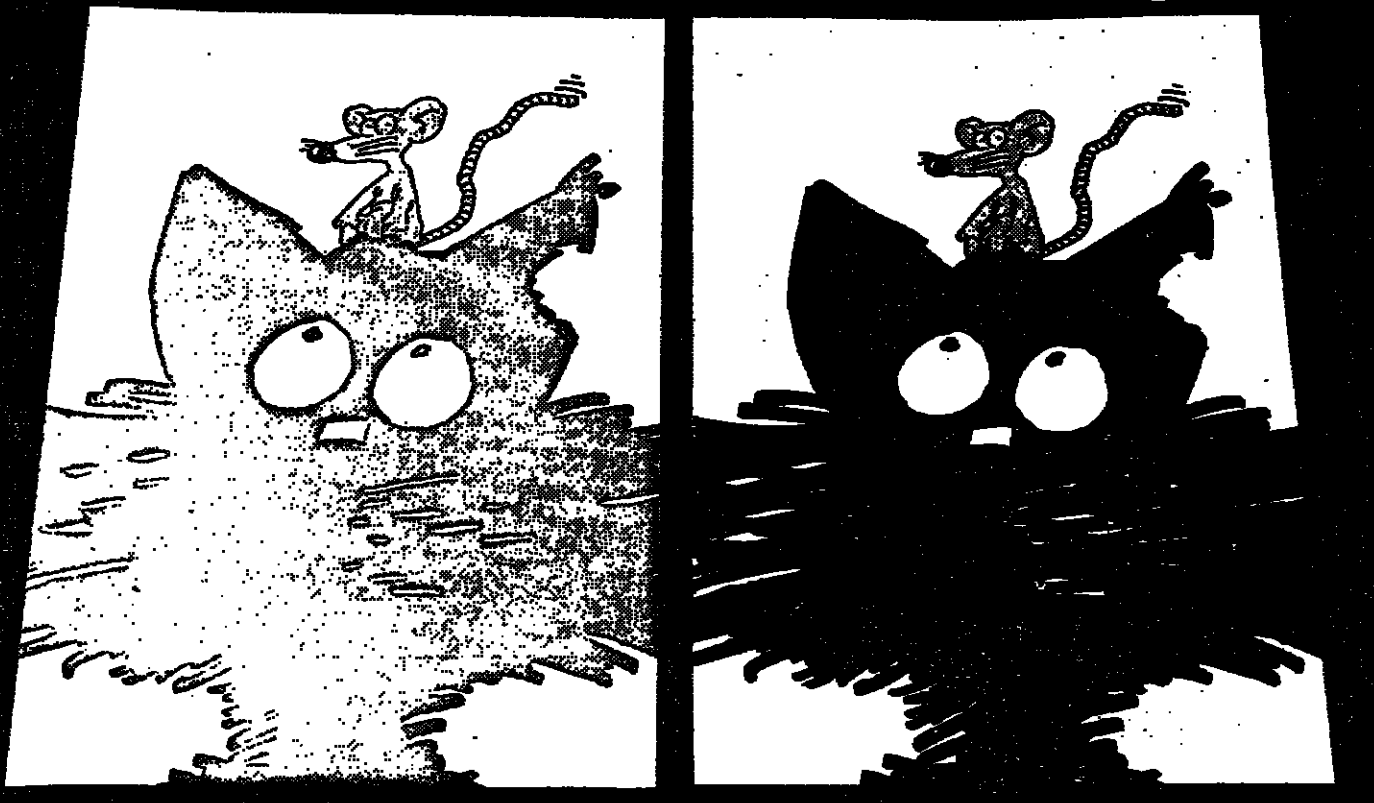
TECNOLOGIE : Government Reports Announcements (G.R.A.), du National Technical Information Service — E.U. — 50 000 à 100 000 références.

BRITISH Technology Index (B.T.I.), de la Library Association — G.B. — environ 20 000 références.

TECHNICAL REFERENCE FILE (T.R.F.), de l'American Geological Institute — E.U. — 40 000 références.

TRANSPORTS : Documentation internationale de recherches routières (D.I.R.R.) — O.C.D.E. — 14 000 références.

## Avec le copieur 291 3M, les chats restent noirs et les souris grises.



Procédé ordinaire.

Procédé 3M "Cool-Fax".

Chez 3M, les reproductions fantômes et les pâles imitations font déjà partie du passé.

Le copieur 291 "Cool-Fax" permet d'obtenir, à sec, et sans pré-chauffage, des copies denses et étonnamment contrastées, identiques à l'original. Avec des noirs dignes de ce nom et des nuances qui restent nuancées.

Par sa taille et par son prix, le 291 3M sait aussi se faire tout petit.

Pour une capacité de plus de 3000 copies/mois, 3M a conçu les copieurs 207 et 391, également équipés avec le procédé "Cool-Fax".

Les photocopies contrastées, maintenant ça existe.



DIVISION INFORMATION ET COMMUNICATIONS GRAPHIQUES

Standard SCOB 5304-5305 - niveau 5 zone C

Je désire recevoir de plus amples renseignements sur le photocopieur 291 3M "Cool-Fax".

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

M3 3M FRANCE - 3 RUE DES CHENES POURPRES - 95001 CERGY - TEL. (1) 030.51.55



501 61 100

SICOB

... LE MONDE — 25 septembre 1976 — Page 35

## TRAFIC DE DONNÉES

DEPUIS une dizaine d'années, les pays industrialisés d'Europe et d'Amérique consacrent entre 1 et 4 % de leurs investissements totaux aux télécommunications. Le pourcentage des investissements réservés à l'informatique est en général inférieur, et varie entre 1 et 3,5 %. Il est intéressant de comparer les efforts faits dans ces deux domaines avec une autre forme de communication, le transport routier. On constate alors que les investissements consentis pour la construction et l'amélioration des routes sont du même ordre de grandeur que ceux faits dans le secteur des télécommunications.

L'homme contemporain cherche donc bien à satisfaire ses besoins de communications de deux façons qui, semble-t-il, sont pour lui d'importance équivalente. Mais si le développement du trafic routier se heurte à des limitations de nature physique — encombrement en pays accidentés, embouteillages — celui des télécommunications n'en connaît pas, au moins sur le plan théorique. Les bandes de fréquence utilisées en transmissions radioélectriques ne sont pas limitées, mais la possibilité de poser des câbles ou des lignes spécialisées est en principe illimitée. Les services téléphoniques modifiés devraient donc, dans l'avenir, se multiplier, et offrir la possibilité d'interroger des banques de données, des bureaux

Jusqu'ici, le terme réseau d'ordinateurs désignait généralement un système informatique où de nombreux terminaux étaient reliés à une grosse machine. Cette dernière accomplissait les calculs demandés par les utilisateurs à l'aide des terminaux.

Le mot réseau devrait en fait être réservé uniquement à un système où plusieurs machines sont reliées entre

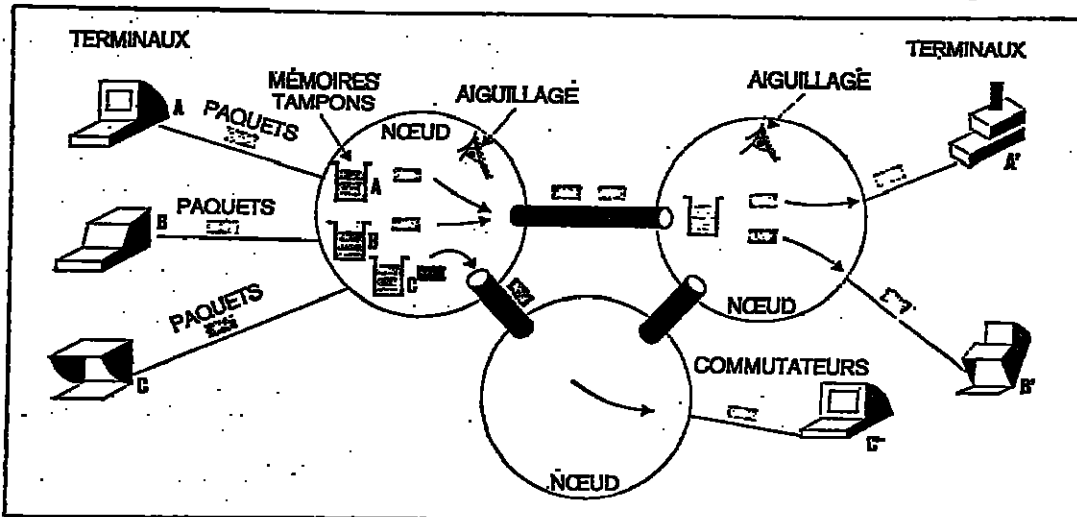
elles. L'utilisateur s'adresse alors au réseau et non plus à un ordinateur particulier. Les capacités de chaque machine sont à la disposition de tous les utilisateurs du réseau.

Il existe dans le monde quelques réseaux de ce type, dont les plus connus sont Arpanet et Tymnet aux États-Unis, et le réseau expérimental Cyclades en France. Cette année, les postes et télé-

communications françaises ont pris la décision d'offrir à partir de 1978 les services d'un réseau public d'ordinateurs, le réseau Transpac. Celui-ci va être progressivement mis en place, et les P.T.T. loueront ensuite ses services comme on loue une ligne téléphonique. Mais les difficultés de mise en œuvre de tels réseaux sont nombreuses, ce qui explique qu'ils ne se soient pas encore multipliés.

transmission avec stockage et traitement intermédiaire des paquets dans le réseau ne devrait pas dépasser 1,2 seconde. Le secret de l'information doit aussi être préservé par des verrouillages appropriés dans les nœuds.

L'utilisateur pourra se raccorder à Transpac soit avec des lignes spécialisées, soit avec le réseau téléphonique ou télégraphique. Les P.T.T. n'ont pas encore donné d'indications précises sur les tarifs qu'ils pratiqueront. Il y aura une taxe de raccordement, un abonnement mensuel et une taxe qui ne dépendra pas, comme dans le cas du téléphone à longue distance, du temps de la communication, mais du volume des données transmises. Le désir des P.T.T. est d'offrir, avec Transpac, un service public qui évite la prolifération de réseaux privés, de grands organismes bancaires par exemple, ou d'E.D.F., et qui aide à la normalisation des procédures et des matériels. La meilleure arme est encore tarifaire : louer les services de Transpac à un coût nettement inférieur à celui des lignes spécialisées nécessaires aux réseaux privés. Mais les P.T.T. doivent pour cela mettre en œuvre un réseau très coûteux en raison de la non-compatibilité des matériels et des difficultés techniques à résoudre. Le prix du service facturé à l'utilisateur ne reflète donc pas le coût de l'investissement initial.



variantes : une combinaison de systèmes centralisés et décentralisés, comme l'étude I.B.M., et qui tire parti des avantages des deux modes d'organisation ; un système centralisé rigide où les voies sont assignées une fois pour toutes à certaines terminaux ou, au contraire, un système centralisé plus souple où l'attribution des voies varie en fonction de la densité du trafic. De

manière générale, un système centralisé est mieux adapté à un réseau où les flux de données sont assez constants et où le trafic est stable, tandis qu'un système décentralisé convient bien à un réseau où les flux sont très variables, car il s'adapte plus rapidement aux changements. Arpanet est, aux États-Unis, un système décentralisé, alors que Tymnet est centralisé.

paquets de longueur donnée, chaque paquet étant alors doté, comme une enveloppe de lettre, d'une « adresse » qui indique sa destination. Les paquets sont reçus aux nœuds du réseau et peuvent être stockés dans des mémoires en attendant la transmission et les lignes sont encombrées. Une fois les paquets arrivés à destination, ils sont réassemblés et l'information est reconstituée. Le réseau doit veiller à ce que la reconstitution soit possible, c'est-à-dire à ce qu'aucun paquet ne manque.

Il doit aussi remettre dans l'ordre les paquets qui auraient pris des chemins différents et arriveraient dans le désordre. Transpac pourra aussi transmettre de courts messages qui n'auront pas été tronqués en paquets (datagrammes). Le délai de

### Comme un réseau routier

Pour réaliser un tel réseau d'ordinateurs, il faut donc connecter des machines entre elles, et gérer l'ensemble des informations — données ou résultats des calculs — qui transiteront sur les lignes reliant les ordinateurs. Chaque utilisateur, en effet, ignore les demandes des autres clients du réseau, et ne sait pas si le réseau est surchargé de travail, ou au contraire, travaille à bas rendement. Ce qui l'intéresse est que les travaux qu'il a à faire soient bien faits, et que les résultats lui parviennent avec un maximum de célérité.

Un réseau d'ordinateurs est donc comparable dans son principe à un réseau routier, où il faut surveiller le trafic pour éviter les embouteillages et les accidents. Ici, ce sont les don-

nées qui risquent de faire la queue et de se trouver perdues.

Le principe de constitution d'un réseau est d'ailleurs calqué sur celui des réseaux de transport : les données des utilisateurs doivent pouvoir être transmises par deux ou plusieurs voies, ce qui suppose que deux ordinateurs soient toujours reliés par une ou plusieurs lignes, directe et indirecte. Au croisement des chemins, appelé nœud, se trouvent des commutateurs, des mémoires capables de

### Transpac

Transpac se heurtera aussi à une autre difficulté : la diversité des terminaux et des ordinateurs qui feront partie du réseau, qui fonctionnent généralement à des vitesses différentes et surtout qui utilisent des procédures de transmission différentes. Il faut donc interposer de

nouveaux équipements sur le réseau pour permettre aux machines de fonctionner ensemble, et la programmation des procédures d'utilisation du réseau devient très compliquée. Comme dans tous les réseaux, Transpac décompose les données qui circulent sur les lignes en « pa-

### EXPRESS - DOCUMENTS

juridique - fiscal - social

Une seule documentation, mais...

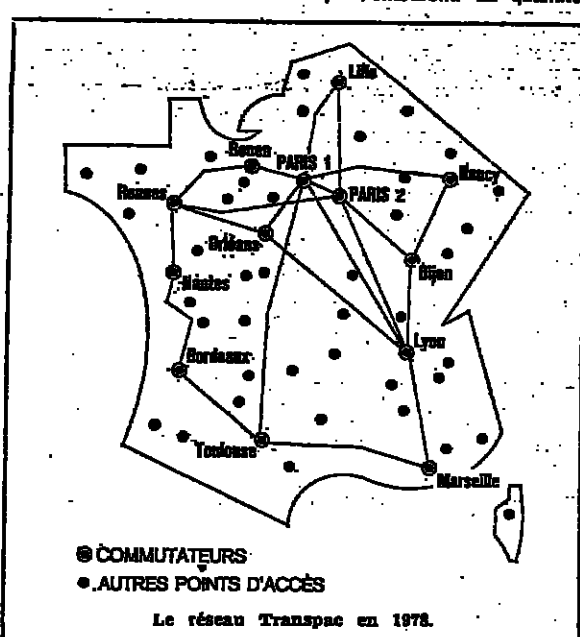
COMPLETE ET CENTRALISÉE

C'est plus sûr et moins onéreux

Demandez l'essai de 3 mois

SICOB : 3 F 3612

et 61, rue de la République - 92041-Paris



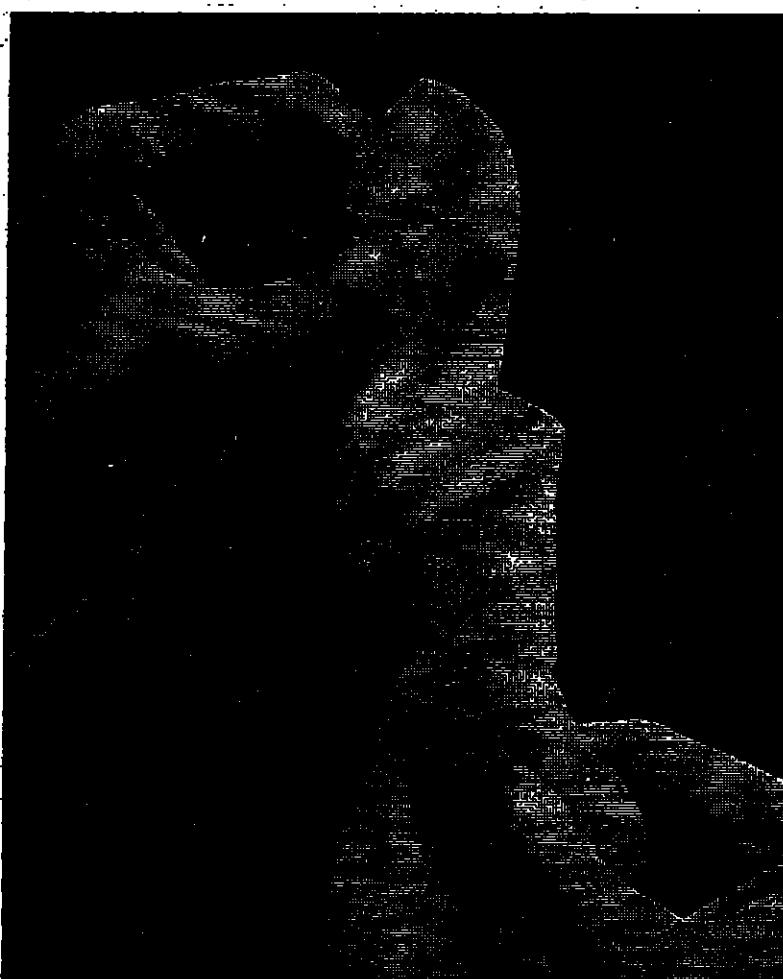
nées qui risquent de faire la queue et de se trouver perdues.

Le principe de constitution d'un réseau est d'ailleurs calqué sur celui des réseaux de transport : les données des utilisateurs doivent pouvoir être transmises par deux ou plusieurs voies, ce qui suppose que deux ordinateurs soient toujours reliés par une ou plusieurs lignes, directe et indirecte. Au croisement des chemins, appelé nœud, se trouvent des commutateurs, des mémoires capables de

mations alors échangées entre les nœuds et le dispositif central peut devenir importante et accroître le délai de transmission des données, des calculs. La solution inverse consiste à réaliser un système décentralisé où les données sont envoyées sur le réseau sans contrôle central ; ce sont les nœuds qui prennent alors les décisions de faire passer les données par telle ou telle voie.

Entre ces deux solutions extrêmes, on peut imaginer toutes sortes de

## Océ 1700, le copieur sur papier ordinaire. Le début de la fin de votre contrat actuel.



C'est vrai, aucun contrat n'est éternel. En tous cas, pas celui qui vous lie à votre copieur actuel, et dont vous vous êtes aujourd'hui lassé.

Il vous arrive de jeter un coup d'œil sur l'Océ 1700 ? C'est bien naturel. Après tout... peut-être est-ce là un parti qui vous conviendrait mieux. Pour plusieurs raisons :

D'abord parce que l'Océ 1700 est très simple à utiliser. Qu'il est rapide : 40 copies par minute, et toutes de qualité égale. Sobre : l'Océ 1700 n'a besoin ni de papier spécial ni d'entretien fréquent.

Economique, il risque donc de convenir à votre budget. Enfin, parce qu'il est issu d'une entreprise internationale, experte en matière de copies, on peut même en conclure que l'Océ 1700 est un choix raisonnable.

En attendant, faites un nœud à votre mouchoir. Comme nous. Pour que, le jour venu, vous n'oubliez pas de mettre fin à un contrat indésirable.

D'ici là, vous avez le temps de bien observer votre prochain Océ 1700.

**Océ 1700**  
un choix raisonnable.

SICOB - NIVEAU 5 - ZONE E - STAND N° 5500

Je désire :

- ☐ plus d'informations sur l'Océ 1700,
- ☐ une démonstration de l'appareil,
- ☐ une analyse gratuite de mes besoins,
- ☐ Je notifie Océ avec mon mouchoir.

(Mettre une croix dans la ou les cases correspondantes.)

Nom : \_\_\_\_\_

Fonction sociale de l'entreprise : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

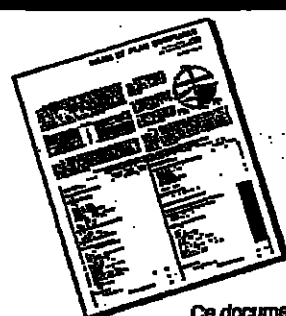
Tél. : \_\_\_\_\_

Océ-Photo S.A. 27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35

Bordeaux: 24.23.29 - Grenoble: 87.76.04 - Lille: 65.11.24 - Lyon: 20.20.34 - Marseille: 48.69.16 - Nancy: 51.42.51 - Nantes: 48.54.84

Rouen: 73.02.64 - Strasbourg: 32.54.16 - Toulouse: 40.07.39

### Edité par OBBO BILAN et PLAN COMPTABLE



Joint à une information de base sur la comptabilité OBBO, ce document présente de façon claire et vivante le plan comptable général.

Il étudie son utilisation au moyen de la comptabilité OBBO et ses relations avec le bilan.

**Comptabilité pour une meilleure gestion.**

Ce document est disponible au SICOB, stand n° 1 B 1234.

Veuillez me faire parvenir gratuitement "Bilan et Plan Comptable" OBBO - 3

M. \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

OBBO - 9 rue de Mauberge - Paris 9° - tél. 878.25.50 et 25.08







# LE MONDE IMMOBILIER BANLIEUE.

GRILLE A/B

78

2500

2000

FD

90%

15

CF

1974

Immeubles

Nombre d'app.

Maisons individuelles

Garages particuliers

Garages en sous-sol ou box

Parkings en surface

Gare

RER Station

Autoroute ou péage

N° Dép. et grille

Prix moyen du m²

Prix moyen du m² ferme et définitif

montant des prêts consentis et durée

prêt du Crédit Foncier

année de livraison et trimestre

30

24

24

24

24

24

A B C D E F

1 2 3 4 5 6 7 8

60

95

92

93

78

92

94

77

91

MAGNY-EN-VEUXIN

MARINES

CHARENTILLY

SENLIS

L'ISLE-ADAM

PONTOISE

TAVERNY

MEULAN

MONTMORENCY

ST-DENIS

BOBIGNY

MEAUX

LAGNY

BOGENT/S/MARNE

CRETEIL

BOISSY-ST-LEGER

TRAPPES

VERSAILLES

CLAMART

ANTONY

PALESEAU

CHEVREUSE

EVRY

CORBEIL-ESSONNES

ARPAJON

MENNESSY

MELUN

NEMOURS

DOURDAN

C/5

7.500

80%

20

1977

30

24

92

FD

1977

30

24

RÉSIDENTE RACINE - 61, bd Bineau, Neuilly-s-Seine - un immeuble rocé au confort raffiné. Sur place tous les jours sf mar. et merc. de 10 à 12 h., de 14 à 19 h. T. 757-05-75. LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

Une réalisation CAPRI

CSIC

PRO

C/6

3775

80%

20

1976

30

24

92

FD

1976

30

24

FLORILÈGE - Angle rue Marx-Dormoy et av. du MI-Fech, à Fontenay-aux-Roses - A 10 mn à pied de la ligne de Sceaux, dans un site agréable, élégante et discrète résidence du st. ou 5 p. App. primordial 1 % patron. Bur. vente sur pl. sf mar. et merc., 10 à 12 h. et 14 à 19 h. T. 702-25-41. LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

Une réalisation CAPRI

CSIC

PRO

C/5

4.500

80%

20

1978

30

24

92

FD

1978

30

24

33, RUE HOCHÉ - Issy-les-Moulineaux - Secteur résidentiel et calme à 300 mètres M<sup>e</sup> Mairie-d'Issy, immeuble façade marbre, grand confort, du studio aux 4 pièces. Bureau de vente sur place samedi, dimanche de 14 à 19 h. S.R.E.T.R.A. 125, rue du Châche-Midi, Paris (15<sup>e</sup>) 783-24-28 - 306-36-57.

Une réalisation CAPRI

CSIC

PRO

D/4

3.330

80%

20

1977

30

24

93

FD

1977

30

24

MARCEL SEMBAT 57 - 57, bd Marcel-Sembat, St-Denis A 500 m du métro, 2 immeubles d'excellente qualité offrant quelques appartements de 2 à 5 pièces. Prêt spécial à 3 % sur 15 % de l'acquisition et prêt bancaire. Appartements témoin tous les jours de 14 h. à 19 h. (sauf mardi et merc.) SERCO 14, rue Magellan PARIS (8<sup>e</sup>) 723-72-00

Une réalisation CAPRI

CSIC

PRO

C/2

4300

80%

20

1977

30

24

93

FD

1977

30

24

RÉSIDENTE LA CROIX DES VIGNES - 92, av. des Bonshommes, L'Isle-Adam. Dans un parc boisé face à l'Oise, 2 petits immeubles. Appartements de standing : studios, 3, 4 et 5 pièces. Visite sur place : samedi et dimanche, 92, av. des Bonshommes, 95-L'Isle-Adam.

Une réalisation CAPRI

CSIC

PRO

LA HENIN

crédits immobiliers

16, rue de la Ville l'Évêque

75008 Paris - tél. : 260-95-15

COGEFIMO

Comptoir des Entrepreneurs

6 rue Volney Paris 2<sup>e</sup> - Tél. : 260.35.36.

Tous les financements immobiliers depuis 1848.



# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## AFFAIRES

### LOGOBAX VA CONSTRUIRE UNE USINE A TOULOUSE

La société Logobax, spécialisée dans l'informatique légère de gestion, va construire une nouvelle usine à Toulouse. Dans un premier temps, une centaine d'emplois seront créés. Dans quelques années, l'effectif total employé dans cette usine (spécialisée dans les terminaux, les factures et les matériels de grande diffusion) sera de deux cents à deux cent cinquante personnes. M. Michel d'Ornano a profité de l'inauguration officielle du XXV<sup>e</sup> SICOB pour annoncer cette implantation.

D'autre part, le ministre de l'Industrie et de la Recherche a fait état de la signature, le 23 septembre, d'un contrat entre une grande banque nationalisée (la Société Générale) et deux entreprises de l'Industrie de l'Énergie (Sintre et Intertechnique) pour équiper, dans une première étape, les agences de la région parisienne de la banque.

## ACTION SOCIALE

### M. Lenoir annonce la création d'un fichier national des innovations

Inaugurant jeudi 23 septembre à l'Hôtel de Ville de Paris la Quinzaine du Centre d'information féminine (CIF), M. René Lenoir, secrétaire d'État à l'action sociale, a annoncé la création d'un fichier national des innovations sociales, qui centralisera dès janvier prochain les fiches de synthèse et de renseignements sur toutes les initiatives nouvelles en France dans le domaine social.

La mise en œuvre de ce fichier a été confiée à la Fondation de France et sa réalisation pratique sera assurée par une association pour le Centre d'information sur l'innovation sociale, en voie de constitution. Il s'agit d'une sorte de répertoire des réalisations existantes, mais également d'une « banque des idées » émanant aussi bien du secteur public que des bénévoles.

Un budget spécial de 3 millions de francs sera consacré en 1976 à des expériences pilotes. Le fichier, qui en rendra compte,

intéressera surtout les administrations et les organisations professionnelles du secteur social.

M. René Lenoir a rappelé que le droit à l'expérimentation sociale — avec un certain pourcentage de risques — a été reconnu en France par la loi du 30 juin 1975, accordant un financement public à des innovations qui, dans l'immédiat, peuvent se révéler peu rentables. Le secrétaire d'État a justifié cette politique par la nécessité d'adapter les méthodes d'information aux besoins sociaux de notre époque.

## IMPRIMERIE

### BERGER - LEVRAULT CÈLÈBRE SON TRICENTENAIRE A NANCY

(De notre correspondant.)

Nancy. — L'imprimerie Berger-Levrault, de Nancy, a fêté, mardi 21 septembre, son tricentenaire en présence de M. Vincent Anquet, ministre de la culture de la vie.

C'est en 1678, fondée par un « compagnon de Gutenberg », que naît à Strasbourg la plus ancienne imprimerie de France et peut-être d'Europe. Après deux cents ans, en 1878, suite à l'annexion de l'Alsace, l'entreprise s'installe à Nancy.

« Ici, notre maison a pu se développer depuis un siècle. Elle est devenue une des grandes imprimeries françaises de labeur », déclare M. Philippe Friedel, P.-D. G. de la société Berger-Levrault et descendant à la dixième génération des fondateurs de la dynastie.

En fait, l'histoire de Berger-Levrault se confond avec celle de l'imprimerie avec la sortie d'ouvrages aussi divers que l'« Entrée de Louis XIV à Strasbourg », le « P<sup>er</sup> de l'épée », du général de Gaulle, en passant par les dictionnaires de sciences naturelles de Cuvier en soixante volumes.

Aujourd'hui, Berger-Levrault, avec huit cent cinquante salariés et un chiffre d'affaires de l'ordre de 100 millions hors taxes, fabrique pour de nombreux éditeurs et entreprises diverses des milliers de livres, des guides, des dictionnaires et des annuaires. La librairie exploitée à Strasbourg a vu son chiffre d'affaires progresser de 20 % en 1975 malgré la crise.

L'outil de travail de Berger-Levrault à Nancy comprend huit laboratoires de photographie, huit fonderies-pièces, sept photocomposantes, cinquante presses à feuillets ou rotatives et soixante machines de papeterie.

Malgré la crise qui a frappé de plein fouet le secteur voisin de l'imprimerie lourde, M. Friedel estime que, d'une manière générale, « l'avenir du livre et du document se maintiendra ». — C. L.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES lancera le 7 octobre un emprunt de 100 millions de dollars sur le marché américain. Sa durée sera de quinze ans.

## COOPÉRATION

### Le réalisme de la conférence de Mexico

A la conférence des « 77 », qui s'est finalement terminée le 25 septembre à 6 heures du matin (14 heures à Paris), les pays du tiers-monde ont, malgré certaines rivalités, offert le spectacle de leur accord. Ce consensus s'est manifesté, tant pour dénoncer, comme d'habitude, le colonialisme, l'impérialisme, le racisme dans le monde, que pour organiser leur solidarité sur la base des recommandations de conférences précédentes, notamment celles de Manille en février et de Colombo en août.

Le tiers-monde a-t-il fait un grand pas en avant à Mexico ? Les « 77 » en sont persuadés. « La présente conférence constitue, lit-on dans leur déclaration finale, un événement historique et décisif. C'est la première fois que les pays membres du groupe des « 77 » se sont réunis avec l'intention primordiale de débiter et d'adopter des mesures concrètes orientées vers l'action. »

Les pays en développement n'ont pas peur des grands mots : les résultats de Mexico ne sont peut-être pas aussi décisifs qu'ils veulent bien le dire. Il n'est toujours question de leur part que d'études et de projets dont l'application n'interviendra que si les négociations de Paris et de la CNUCED aboutissent. Il reste que les pays en développement sont en train d'acquiescer une connaissance de plus en plus précise de leurs atouts et de leurs domaines dans lesquels ils doivent faire porter leurs efforts.

En outre, ces pays se rendent compte de mieux en mieux que ces efforts ne seront fructueux que s'ils ne se heurtent pas à l'hostilité des pays riches. C'est pourquoi ils se défendent soigneusement de toute agressivité à leur égard, affirment solennellement que l'autonomie économique collective qu'ils recherchent ne vise pas à créer une autarcie du tiers-monde, mais s'inscrit dans le cadre d'une interdépendance planétaire.

Bref, le plus grand succès de la conférence de Mexico est peut-être la victoire que les pays du tiers-monde ont en train de remporter sur eux-mêmes, en choisissant d'emprunter la voie, non seulement de la détermination, mais aussi du réalisme et de la

modération. Et cela constitue un fait capital. Les États industrialisés, toujours enclins à invoquer l'allibi de l'inconsistance des efforts de ces pays et de la démesure de leurs prétentions pour leur refuser des concessions, prendraient désormais une très lourde responsabilité s'ils n'encourageaient pas par des actes concrets ces nouvelles tendances du groupe des « 77 ». Pour l'avenir du dialogue capital qui s'est instauré entre les pays du Nord et ceux du Sud afin de réduire les tensions qui s'accumulent entre ceux qui s'enrichissent de plus en plus et ceux qui ne cessent de s'appauvrir, il importe, au plus haut point, qu'ils fassent tout pour éviter un échec de la conférence de Paris sur la coopération économique internationale et de la prochaine négociation de la CNUCED sur la mise en place d'un fonds commun pour le financement de stocks régulateurs de matières premières.

JEAN SCHWESER

L'ÉDITION 1976/1977 EST PARUE

**LES IMPÔTS EN FRANCE**

FRANCIS LEFEBVRE

Un volume 16,5 x 24 de 490 pages. Prix 70 francs - Franco 76 francs.

ÉDITIONS FRANCIS LEFEBVRE 15, rue Vieille - 75017 Paris. Tél. : 756.16.20

## Conflits et revendications

AUX ACIÉRIES MARRELL, employant quelque mille huit cents salariés à Rive-de-Gier (Loire), un conflit oppose, depuis le 8 septembre, les deux cent cinquante ouvriers des deux aciéries, réclamant notamment la levée des sanctions prises à l'encontre de vingt-deux d'entre eux ayant quitté leur poste pour aller se doucher avant la fin du service, « mais alors que leur travail était terminé », soutiennent les syndicats C.G.T. et C.F.D.T.

Le mouvement s'est tout d'abord traduit par des grèves surprises de deux heures ayant entraîné l'arrêt des dix fours de l'usine et, par voie de conséquence, de la production.

Après le rejet par les grévistes d'un protocole d'accord, la direction a annoncé qu'elle serait dans l'obligation d'arrêter la semaine prochaine les services de transformation et de mettre au chômage sept cents ouvriers. — (Corr.)

## Étranger

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE, l'excédent de la balance commerciale s'est établi, en août, à 1,2 milliard de DM (24 milliards de francs), ce qui repré-

## FAITS ET CHIFFRES

septe la plus basse niveau enregistré depuis janvier 1976. Pour les huit premiers mois, le surplus atteint 30 milliards de DM, contre 25 durant la même période de 1975. — (A.F.P.)

## Emploi

LA DIRECTION DES BRIQUETS RONSON ENVISAGE DES LICENCIEMENTS dans son usine de Saint-Julien-en-Genevois (Haute-Savoie) après l'arrêt de la fabrication, qui interviendrait en novembre prochain. Soixante et un des quatre-vingt-onze salariés de l'entreprise seraient frappés par cette mesure. Les autres s'occuperaient surtout du stockage et du service après-vente des briquets importés de l'étranger.

## Énergie

LES AUTORITÉS PÉTROLIÈRES INDONESIENNES DÉMENTENT LES ACCUSATIONS PORTÉES CONTRE DEUX COMPAGNIES DONT TOTAL. — Le président de la

compagnie nationale indonésienne Pertamina, M. Harjono, et le ministre indonésien des mines, M. Moh Sadli, ont démenti catégoriquement la possibilité d'un vol de pétrole par les compagnies Elf (France) et Total (France), rapporte l'« Indonésien Times ».

Un quotidien de Djakarta, « Merdeka », avait accusé les deux sociétés étrangères d'avoir, au cours des six premiers mois de l'année, volé 6 millions de tonnes de pétrole à la compagnie Pertamina. Déjà les compagnies avaient qualifié ces accusations d'« absurdes ».

## Prestations sociales

M. GILBERT GANTIER, député républicain indépendant de Paris, suggère, dans une question écrite au ministre du travail, un relèvement du taux des allocations familiales. Compte tenu des « difficultés que traversent actuellement les familles », M. Gantier demande « de porter à 16,5 % au moins le taux d'augmentation des prestations familiales pour 1976 (...) et de mettre en place une procédure d'évaluation de ces prestations qui leur assure une progression en rapport avec l'évolution des autres prestations sociales ».

Plaisir d'acheter,

Place d'Italie



le nouveau centre de Paris  
**Printemps champion**  
80 magasins

Connaissez-vous un endroit dans Paris où l'on trouve réunis...

### Printemps

Un nouveau Printemps, à l'image d'un nouveau quartier, pour un nouveau style de shopping, un Printemps « Rive Gauche ».

- Printemps-Italie : un grand magasin où l'on se sent bien, où règnent la simplicité et le naturel, où le client est toujours chaleureusement informé.
- La vocation de Printemps-Italie : vous présenter la mode la plus actuelle dans toute sa diversité. Une mode gaie, libre, bien coupée. Une mode que vous aimerez porter, vous les femmes et les hommes d'aujourd'hui.
- Actualité encore dans le décor de la maison. Vêtements, ustensiles de cuisine, linge de maison, lissus : une sélection pour un nouvel art de vivre.
- Printemps-Italie met l'accent sur les prix : un grand magasin vivant et compétitif avec le souci permanent du meilleur prix.
- Printemps-Italie commence bien : prix d'inauguration jusqu'au 2 octobre.

### Champion

Champion est l'enseigne du Département Supermarché du Groupe Promodès. Pour la première fois,

l'enseigne Champion va rencontrer les Parisiens et ainsi prendre une dimension nationale à la mesure de ses ambitions.

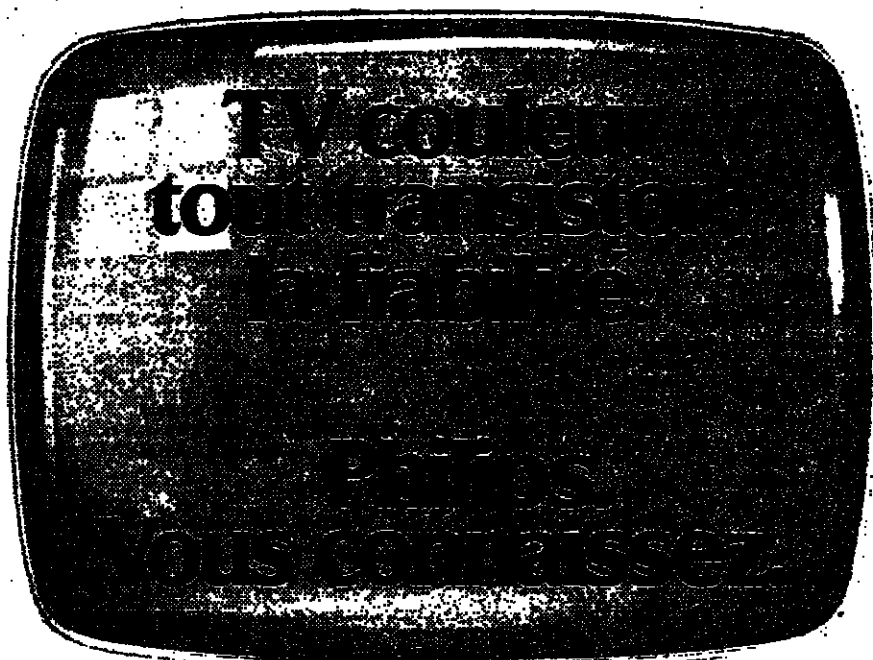
### Manufrance

Votre spécialiste du bricolage, du sport et du plein air.

Pour fêter son nouveau magasin parisien, Manufrance-Galerie vous offre des prix « ouverture ». Entrez, la classe aux bonnes affaires est ouverte !

### 80 magasins NIVEAU 11

La Printemps • Supermarché Champion (Allée d'Italie, 112) • BOUTIQUE 301 • BOUTIQUE 302 • BOUTIQUE 303 • BOUTIQUE 304 • BOUTIQUE 305 • BOUTIQUE 306 • BOUTIQUE 307 • BOUTIQUE 308 • BOUTIQUE 309 • BOUTIQUE 310 • BOUTIQUE 311 • BOUTIQUE 312 • BOUTIQUE 313 • BOUTIQUE 314 • BOUTIQUE 315 • BOUTIQUE 316 • BOUTIQUE 317 • BOUTIQUE 318 • BOUTIQUE 319 • BOUTIQUE 320 • BOUTIQUE 321 • BOUTIQUE 322 • BOUTIQUE 323 • BOUTIQUE 324 • BOUTIQUE 325 • BOUTIQUE 326 • BOUTIQUE 327 • BOUTIQUE 328 • BOUTIQUE 329 • BOUTIQUE 330 • BOUTIQUE 331 • BOUTIQUE 332 • BOUTIQUE 333 • BOUTIQUE 334 • BOUTIQUE 335 • BOUTIQUE 336 • BOUTIQUE 337 • BOUTIQUE 338 • BOUTIQUE 339 • BOUTIQUE 340 • BOUTIQUE 341 • BOUTIQUE 342 • BOUTIQUE 343 • BOUTIQUE 344 • BOUTIQUE 345 • BOUTIQUE 346 • BOUTIQUE 347 • BOUTIQUE 348 • BOUTIQUE 349 • BOUTIQUE 350 • BOUTIQUE 351 • BOUTIQUE 352 • BOUTIQUE 353 • BOUTIQUE 354 • BOUTIQUE 355 • BOUTIQUE 356 • BOUTIQUE 357 • BOUTIQUE 358 • BOUTIQUE 359 • BOUTIQUE 360 • BOUTIQUE 361 • BOUTIQUE 362 • BOUTIQUE 363 • BOUTIQUE 364 • BOUTIQUE 365 • BOUTIQUE 366 • BOUTIQUE 367 • BOUTIQUE 368 • BOUTIQUE 369 • BOUTIQUE 370 • BOUTIQUE 371 • BOUTIQUE 372 • BOUTIQUE 373 • BOUTIQUE 374 • BOUTIQUE 375 • BOUTIQUE 376 • BOUTIQUE 377 • BOUTIQUE 378 • BOUTIQUE 379 • BOUTIQUE 380 • BOUTIQUE 381 • BOUTIQUE 382 • BOUTIQUE 383 • BOUTIQUE 384 • BOUTIQUE 385 • BOUTIQUE 386 • BOUTIQUE 387 • BOUTIQUE 388 • BOUTIQUE 389 • BOUTIQUE 390 • BOUTIQUE 391 • BOUTIQUE 392 • BOUTIQUE 393 • BOUTIQUE 394 • BOUTIQUE 395 • BOUTIQUE 396 • BOUTIQUE 397 • BOUTIQUE 398 • BOUTIQUE 399 • BOUTIQUE 400 • BOUTIQUE 401 • BOUTIQUE 402 • BOUTIQUE 403 • BOUTIQUE 404 • BOUTIQUE 405 • BOUTIQUE 406 • BOUTIQUE 407 • BOUTIQUE 408 • BOUTIQUE 409 • BOUTIQUE 410 • BOUTIQUE 411 • BOUTIQUE 412 • BOUTIQUE 413 • BOUTIQUE 414 • BOUTIQUE 415 • BOUTIQUE 416 • BOUTIQUE 417 • BOUTIQUE 418 • BOUTIQUE 419 • BOUTIQUE 420 • BOUTIQUE 421 • BOUTIQUE 422 • BOUTIQUE 423 • BOUTIQUE 424 • BOUTIQUE 425 • BOUTIQUE 426 • BOUTIQUE 427 • BOUTIQUE 428 • BOUTIQUE 429 • BOUTIQUE 430 • BOUTIQUE 431 • BOUTIQUE 432 • BOUTIQUE 433 • BOUTIQUE 434 • BOUTIQUE 435 • BOUTIQUE 436 • BOUTIQUE 437 • BOUTIQUE 438 • BOUTIQUE 439 • BOUTIQUE 440 • BOUTIQUE 441 • BOUTIQUE 442 • BOUTIQUE 443 • BOUTIQUE 444 • BOUTIQUE 445 • BOUTIQUE 446 • BOUTIQUE 447 • BOUTIQUE 448 • BOUTIQUE 449 • BOUTIQUE 450 • BOUTIQUE 451 • BOUTIQUE 452 • BOUTIQUE 453 • BOUTIQUE 454 • BOUTIQUE 455 • BOUTIQUE 456 • BOUTIQUE 457 • BOUTIQUE 458 • BOUTIQUE 459 • BOUTIQUE 460 • BOUTIQUE 461 • BOUTIQUE 462 • BOUTIQUE 463 • BOUTIQUE 464 • BOUTIQUE 465 • BOUTIQUE 466 • BOUTIQUE 467 • BOUTIQUE 468 • BOUTIQUE 469 • BOUTIQUE 470 • BOUTIQUE 471 • BOUTIQUE 472 • BOUTIQUE 473 • BOUTIQUE 474 • BOUTIQUE 475 • BOUTIQUE 476 • BOUTIQUE 477 • BOUTIQUE 478 • BOUTIQUE 479 • BOUTIQUE 480 • BOUTIQUE 481 • BOUTIQUE 482 • BOUTIQUE 483 • BOUTIQUE 484 • BOUTIQUE 485 • BOUTIQUE 486 • BOUTIQUE 487 • BOUTIQUE 488 • BOUTIQUE 489 • BOUTIQUE 490 • BOUTIQUE 491 • BOUTIQUE 492 • BOUTIQUE 493 • BOUTIQUE 494 • BOUTIQUE 495 • BOUTIQUE 496 • BOUTIQUE 497 • BOUTIQUE 498 • BOUTIQUE 499 • BOUTIQUE 500 • BOUTIQUE 501 • BOUTIQUE 502 • BOUTIQUE 503 • BOUTIQUE 504 • BOUTIQUE 505 • BOUTIQUE 506 • BOUTIQUE 507 • BOUTIQUE 508 • BOUTIQUE 509 • BOUTIQUE 510 • BOUTIQUE 511 • BOUTIQUE 512 • BOUTIQUE 513 • BOUTIQUE 514 • BOUTIQUE 515 • BOUTIQUE 516 • BOUTIQUE 517 • BOUTIQUE 518 • BOUTIQUE 519 • BOUTIQUE 520 • BOUTIQUE 521 • BOUTIQUE 522 • BOUTIQUE 523 • BOUTIQUE 524 • BOUTIQUE 525 • BOUTIQUE 526 • BOUTIQUE 527 • BOUTIQUE 528 • BOUTIQUE 529 • BOUTIQUE 530 • BOUTIQUE 531 • BOUTIQUE 532 • BOUTIQUE 533 • BOUTIQUE 534 • BOUTIQUE 535 • BOUTIQUE 536 • BOUTIQUE 537 • BOUTIQUE 538 • BOUTIQUE 539 • BOUTIQUE 540 • BOUTIQUE 541 • BOUTIQUE 542 • BOUTIQUE 543 • BOUTIQUE 544 • BOUTIQUE 545 • BOUTIQUE 546 • BOUTIQUE 547 • BOUTIQUE 548 • BOUTIQUE 549 • BOUTIQUE 550 • BOUTIQUE 551 • BOUTIQUE 552 • BOUTIQUE 553 • BOUTIQUE 554 • BOUTIQUE 555 • BOUTIQUE 556 • BOUTIQUE 557 • BOUTIQUE 558 • BOUTIQUE 559 • BOUTIQUE 560 • BOUTIQUE 561 • BOUTIQUE 562 • BOUTIQUE 563 • BOUTIQUE 564 • BOUTIQUE 565 • BOUTIQUE 566 • BOUTIQUE 567 • BOUTIQUE 568 • BOUTIQUE 569 • BOUTIQUE 570 • BOUTIQUE 571 • BOUTIQUE 572 • BOUTIQUE 573 • BOUTIQUE 574 • BOUTIQUE 575 • BOUTIQUE 576 • BOUTIQUE 577 • BOUTIQUE 578 • BOUTIQUE 579 • BOUTIQUE 580 • BOUTIQUE 581 • BOUTIQUE 582 • BOUTIQUE 583 • BOUTIQUE 584 • BOUTIQUE 585 • BOUTIQUE 586 • BOUTIQUE 587 • BOUTIQUE 588 • BOUTIQUE 589 • BOUTIQUE 590 • BOUTIQUE 591 • BOUTIQUE 592 • BOUTIQUE 593 • BOUTIQUE 594 • BOUTIQUE 595 • BOUTIQUE 596 • BOUTIQUE 597 • BOUTIQUE 598 • BOUTIQUE 599 • BOUTIQUE 600 • BOUTIQUE 601 • BOUTIQUE 602 • BOUTIQUE 603 • BOUTIQUE 604 • BOUTIQUE 605 • BOUTIQUE 606 • BOUTIQUE 607 • BOUTIQUE 608 • BOUTIQUE 609 • BOUTIQUE 610 • BOUTIQUE 611 • BOUTIQUE 612 • BOUTIQUE 613 • BOUTIQUE 614 • BOUTIQUE 615 • BOUTIQUE 616 • BOUTIQUE 617 • BOUTIQUE 618 • BOUTIQUE 619 • BOUTIQUE 620 • BOUTIQUE 621 • BOUTIQUE 622 • BOUTIQUE 623 • BOUTIQUE 624 • BOUTIQUE 625 • BOUTIQUE 626 • BOUTIQUE 627 • BOUTIQUE 628 • BOUTIQUE 629 • BOUTIQUE 630 • BOUTIQUE 631 • BOUTIQUE 632 • BOUTIQUE 633 • BOUTIQUE 634 • BOUTIQUE 635 • BOUTIQUE 636 • BOUTIQUE 637 • BOUTIQUE 638 • BOUTIQUE 639 • BOUTIQUE 640 • BOUTIQUE 641 • BOUTIQUE 642 • BOUTIQUE 643 • BOUTIQUE 644 • BOUTIQUE 645 • BOUTIQUE 646 • BOUTIQUE 647 • BOUTIQUE 648 • BOUTIQUE 649 • BOUTIQUE 650 • BOUTIQUE 651 • BOUTIQUE 652 • BOUTIQUE 653 • BOUTIQUE 654 • BOUTIQUE 655 • BOUTIQUE 656 • BOUTIQUE 657 • BOUTIQUE 658 • BOUTIQUE 659 • BOUTIQUE 660 • BOUTIQUE 661 • BOUTIQUE 662 • BOUTIQUE 663 • BOUTIQUE 664 • BOUTIQUE 665 • BOUTIQUE 666 • BOUTIQUE 667 • BOUTIQUE 668 • BOUTIQUE 669 • BOUTIQUE 670 • BOUTIQUE 671 • BOUTIQUE 672 • BOUTIQUE 673 • BOUTIQUE 674 • BOUTIQUE 675 • BOUTIQUE 676 • BOUTIQUE 677 • BOUTIQUE 678 • BOUTIQUE 679 • BOUTIQUE 680 • BOUTIQUE 681 • BOUTIQUE 682 • BOUTIQUE 683 • BOUTIQUE 684 • BOUTIQUE 685 • BOUTIQUE 686 • BOUTIQUE 687 • BOUTIQUE 688 • BOUTIQUE 689 • BOUTIQUE 690 • BOUTIQUE 691 • BOUTIQUE 692 • BOUTIQUE 693 • BOUTIQUE 694 • BOUTIQUE 695 • BOUTIQUE 696 • BOUTIQUE 697 • BOUTIQUE 698 • BOUTIQUE 699 • BOUTIQUE 700 • BOUTIQUE 701 • BOUTIQUE 702 • BOUTIQUE 703 • BOUTIQUE 704 • BOUTIQUE 705 • BOUTIQUE 706 • BOUTIQUE 707 • BOUTIQUE 708 • BOUTIQUE 709 • BOUTIQUE 710 • BOUTIQUE 711 • BOUTIQUE 712 • BOUTIQUE 713 • BOUTIQUE 714 • BOUTIQUE 715 • BOUTIQUE 716 • BOUTIQUE 717 • BOUTIQUE 718 • BOUTIQUE 719 • BOUTIQUE 720 • BOUTIQUE 721 • BOUTIQUE 722 • BOUTIQUE 723 • BOUTIQUE 724 • BOUTIQUE 725 • BOUTIQUE 726 • BOUTIQUE 727 • BOUTIQUE 728 • BOUTIQUE 729 • BOUTIQUE 730 • BOUTIQUE 731 • BOUTIQUE 732 • BOUTIQUE 733 • BOUTIQUE 734 • BOUTIQUE 735 • BOUTIQUE 736 • BOUTIQUE 737 • BOUTIQUE 738 • BOUTIQUE 739 • BOUTIQUE 740 • BOUTIQUE 741 • BOUTIQUE 742 • BOUTIQUE 743 • BOUTIQUE 744 • BOUTIQUE 745 • BOUTIQUE 746 • BOUTIQUE 747 • BOUTIQUE 748 • BOUTIQUE 749 • BOUTIQUE 750 • BOUTIQUE 751 • BOUTIQUE 752 • BOUTIQUE 753 • BOUTIQUE 754 • BOUTIQUE 755 • BOUTIQUE 756 • BOUTIQUE 757 • BOUTIQUE 758 • BOUTIQUE 759 • BOUTIQUE 760 • BOUTIQUE 761 • BOUTIQUE 762 • BOUTIQUE 763 • BOUTIQUE 764 • BOUTIQUE 765 • BOUTIQUE 766 • BOUTIQUE 767 • BOUTIQUE 768 • BOUTIQUE 769 • BOUTIQUE 770 • BOUTIQUE 771 • BOUTIQUE 772 • BOUTIQUE 773 • BOUTIQUE 774 • BOUTIQUE 775 • BOUTIQUE 776 • BOUTIQUE 777 • BOUTIQUE 778 • BOUTIQUE 779 • BOUTIQUE 780 • BOUTIQUE 781 • BOUTIQUE 782 • BOUTIQUE 783 • BOUTIQUE 784 • BOUTIQUE 785 • BOUTIQUE 786 • BOUTIQUE 787 • BOUTIQUE 788 • BOUTIQUE 789 • BOUTIQUE 790 • BOUTIQUE 791 • BOUTIQUE 792 • BOUTIQUE 793 • BOUTIQUE 794 • BOUTIQUE 795 • BOUTIQUE 796 • BOUTIQUE 797 • BOUTIQUE 798 • BOUTIQUE 799 • BOUTIQUE 800 • BOUTIQUE 801 • BOUTIQUE 802 • BOUTIQUE 803 • BOUTIQUE 804 • BOUTIQUE 805 • BOUTIQUE 806 • BOUTIQUE 807 • BOUTIQUE 808 • BOUTIQUE 809 • BOUTIQUE 810 • BOUTIQUE 811 • BOUTIQUE 812 • BOUTIQUE 813 • BOUTIQUE 814 • BOUTIQUE 815 • BOUTIQUE 816 • BOUTIQUE 817 • BOUTIQUE 818 • BOUTIQUE 819 • BOUTIQUE 820 • BOUTIQUE 821 • BOUTIQUE 822 • BOUTIQUE 823 • BOUTIQUE 824 • BOUTIQUE 825 • BOUTIQUE 826 • BOUTIQUE 827 • BOUTIQUE 828 • BOUTIQUE 829 • BOUTIQUE 830 • BOUTIQUE 831 • BOUTIQUE 832 • BOUTIQUE 833 • BOUTIQUE 834 • BOUTIQUE 835 • BOUTIQUE 836 • BOUTIQUE 837 • BOUTIQUE 838 • BOUTIQUE 839 • BOUTIQUE 840 • BOUTIQUE 841 • BOUTIQUE 842 • BOUTIQUE 843 • BOUTIQUE 844 • BOUTIQUE 845 • BOUTIQUE 846 • BOUTIQUE 847 • BOUTIQUE 848 • BOUTIQUE 849 • BOUTIQUE 850 • BOUTIQUE 851 • BOUTIQUE 852 • BOUTIQUE 853 • BOUTIQUE 854 • BOUTIQUE 855 • BOUTIQUE 856 • BOUTIQUE 857 • BOUTIQUE 858 • BOUTIQUE 859 • BOUTIQUE 860 • BOUTIQUE 861 • BOUTIQUE 862 • BOUTIQUE 863 • BOUTIQUE 864 • BOUTIQUE 865 • BOUTIQUE 866 • BOUTIQUE 867 • BOUTIQUE 868 • BOUTIQUE 869 • BOUTIQUE 870 • BOUTIQUE 871 • BOUTIQUE 872 • BOUTIQUE 873 • BOUTIQUE 874 • BOUTIQUE 875 • BOUTIQUE 876 • BOUTIQUE 877 • BOUTIQUE 878 • BOUTIQUE 879 • BOUTIQUE 880 • BOUTIQUE 881 • BOUTIQUE 882 • BOUTIQUE 883 • BOUTIQUE 884 • BOUTIQUE 885 • BOUTIQUE 886 • BOUTIQUE 887 • BOUTIQUE 888 • BOUTIQUE 889 • BOUTIQUE 890 • BOUTIQUE 891 • BOUTIQUE 892 • BOUTIQUE 893 • BOUTIQUE 894 • BOUTIQUE 895 • BOUTIQUE 896 • BOUTIQUE 897 • BOUTIQUE 898 • BOUTIQUE 899 • BOUTIQUE 900 • BOUTIQUE 901 • BOUTIQUE 902 • BOUTIQUE 903 • BOUTIQUE 904 • BOUTIQUE 905 • BOUTIQUE 906 • BOUTIQUE 907 • BOUTIQUE 908 • BOUTIQUE 909 • BOUTIQUE 910 • BOUTIQUE 911 • BOUTIQUE 912 • BOUTIQUE 913 • BOUTIQUE 914 • BOUTIQUE 915 • BOUTIQUE 916 • BOUTIQUE 917 • BOUTIQUE 918 • BOUTIQUE 919 • BOUTIQUE 920 • BOUTIQUE 921 • BOUTIQUE 922 • BOUTIQUE 923 • BOUTIQUE 924 • BOUTIQUE 925 • BOUTIQUE 926 • BOUTIQUE 927 • BOUTIQUE 928 • BOUTIQUE 929 • BOUTIQUE 930 • BOUTIQUE 931 • BOUTIQUE 932 • BOUTIQUE 933 • BOUTIQUE 934 • BOUTIQUE 935 • BOUTIQUE 936 • BOUTIQUE 937 • BOUTIQUE 938 • BOUTIQUE 939 • BOUTIQUE 940 • BOUTIQUE 941 • BOUTIQUE 942 • BOUTIQUE 943 • BOUTIQUE 944 • BOUTIQUE 945 • BOUTIQUE 946 • BOUTIQUE 947 • BOUTIQUE 948 • BOUTIQUE 949 • BOUTIQUE 950 • BOUTIQUE 951 • BOUTIQUE 952 • BOUTIQUE 953 • BOUTIQUE 954 • BOUTIQUE 955 • BOUTIQUE 956 • BOUTIQUE 957 • BOUTIQUE 958 • BOUTIQUE 959 • BOUTIQUE 960 • BOUTIQUE 961 • BOUTIQUE 962 • BOUTIQUE 963 • BOUTIQUE 964 • BOUTIQUE 965 • BOUTIQUE 966 • BOUTIQUE 967 • BOUTIQUE 968 • BOUTIQUE 969 • BOUTIQUE 970 • BOUTIQUE 971 • BOUTIQUE 972 • BOUTIQUE 973 • BOUTIQUE 974 • BOUTIQUE 975 • BOUTIQUE 976 • BOUTIQUE 977 • BOUTIQUE 978 • BOUTIQUE 979 • BOUTIQUE 980 • BOUTIQUE 981 • BOUTIQUE 982 • BOUTIQUE 983 • BOUTIQUE 984 • BOUTIQUE 985 • BOUTIQUE 986 • BOUTIQUE 987 • BOUTIQUE 988 • BOUTIQUE 989 • BOUTIQUE 990 • BOUTIQUE 991 • BOUTIQUE 992 • BOUTIQUE 993 • BOUTIQUE 994 • BOUTIQUE 995 • BOUTIQUE 996 • BOUTIQUE 997 • BOUTIQUE 998 • BOUTIQUE 999 • BOUTIQUE 1000 • BOUTIQUE 1001 • BOUTIQUE 1002 • BOUTIQUE 1003 • BOUTIQUE 1004 • BOUTIQUE 1005 • BOUTIQUE 1006 • BOUTIQUE 1007 • BOUTIQUE 1008 • BOUTIQUE 1009 • BOUTIQUE 1010 • BOUTIQUE 1011 • BOUTIQUE 1012 • BOUTIQUE 1013 • BOUTIQUE 1014 • BOUTIQUE 1015 • BOUTIQUE 1016 • BOUTIQUE 1017 • BOUTIQUE 1018 • BOUTIQUE 1019 • BOUTIQUE 1020 • BOUTIQUE 1021 • BOUTIQUE 1022 • BOUTIQUE 1023 • BOUTIQUE 1024 • BOUTIQUE 1025 • BOUTIQUE 1026 • BOUTIQUE 1027 • BOUTIQUE 1028 • BOUTIQUE 1029 • BOUTIQUE 1030 • BOUTIQUE 1031 • BOUTIQUE 1032 • BOUTIQUE 1033 • BOUTIQUE 1034 • BOUTIQUE 1035 • BOUTIQUE 1036 • BOUTIQUE 1037 • BOUTIQUE 1038 • BOUTIQUE 1039 • BOUTIQUE 1040 • BOUTIQUE 1041 • BOUTIQUE 1042 • BOUTIQUE 1043 • BOUTIQUE 1044 • BOUTIQUE 1045 • BOUTIQUE 1046 • BOUTIQUE 1047 • BOUTIQUE 1048 • BOUTIQUE 1049 • BOUTIQUE 1050 • BOUTIQUE 1051 • BOUTIQUE 1052 • BOUTIQUE 1053 • BOUTIQUE 1054 • BOUTIQUE 1055 • BOUTIQUE 1056 • BOUTIQUE 1057 • BOUTIQUE 1058 • BOUTIQUE 1059 • BOUTIQUE 1060 • BOUTIQUE 1061 • BOUTIQUE 1062 • BOUTIQUE 1063 • BOUTIQUE 1064 • BOUTIQUE 1065 • BOUTIQUE 1066 • BOUTIQUE 1067 • BOUTIQUE 1068 • BOUTIQUE 1069 • BOUTIQUE 1070 • BOUTIQUE 1071 • BOUTIQUE 1072 • BOUTIQUE 1073 • BOUTIQUE 1074 • BOUTIQUE 1075 • BOUTIQUE 1076 • BOUTIQUE 1077 • BOUTIQUE 1078 • BOUTIQUE 1079 • BOUTIQUE 1080 • BOUTIQUE 1081 • BOUTIQUE 1082 • BOUTIQUE 1083 • BOUTIQUE 1084 • BOUTIQUE 1085 • BOUTIQUE 1086 • BOUTIQUE 1087 • BOUTIQUE 1088 • BOUTIQUE 1089 • BOUTIQUE 1090 • BOUTIQUE 1091 • BOUTIQUE 1092 • BOUTIQUE 1093 • BOUTIQUE 1094 • BOUTIQUE 1095 • BOUTIQUE 1096 • BOUTIQUE 1097 • BOUTIQUE 1098 • BOUTIQUE 1099 • BOUTIQUE 1100 • BOUTIQUE 1101 • BOUTIQUE 1102 • BOUTIQUE 1103 • BOUTIQUE 1104 • BOUTIQUE 1105 • BOUTIQUE 1106 • BOUTIQUE 1107 • BOUTIQUE 1108 • BOUTIQUE 1109 • BOUTIQUE 1110 • BOUTIQUE 1111 • BOUTIQUE 1112 • BOUTIQUE 1113 • BOUTIQUE 1114 • BOUTIQUE 1115 • BOUTIQUE 1116 • BOUTIQUE 1117 • BOUTIQUE 1118 • BOUTIQUE 1119 • BOUTIQUE 1120 • BOUTIQUE 1121 • BOUTIQUE 1122 • BOUTIQUE 1123 • BOUTIQUE 1124 • BOUTIQUE 1125 • BOUTIQUE 1126 • BOUTIQUE 1127 • BOUTIQUE 1128 • BOUTIQUE 1129 • BOUTIQUE 1130 • BOUTIQUE 1131 • BOUTIQUE 1132 • BOUTIQUE 1133 • BOUTIQUE 1134 • BOUTIQUE 1135 • BOUTIQUE 1136 • BOUTIQUE 1137 • BOUTIQUE 1138 • BOUTIQUE 1139 • BOUTIQUE 1140 • BOUTIQUE 1141 • BOUTIQUE 1142 • BOUTIQUE 1143 • BOUTIQUE 1144 • BOUTIQUE 1145 • BOUTIQUE 1146 • BOUTIQUE 1147 • BOUTIQUE 1148 • BOUTIQUE 1149 • BOUTIQUE 1150 • BOUTIQUE 1151 • BOUTIQUE 1152 • BOUTIQUE 1153 • BOUTIQUE 1154 • BOUTIQUE 1155 • BOUTIQUE 1156 • BOUTIQUE 1157 • BOUTIQUE 1158 • BOUTIQUE 1159 • BOUTIQUE 1160 • BOUTIQUE 1161 • BOUTIQUE 1162 • BOUTIQUE 1163 • BOUTIQUE 1164 • BOUTIQUE 1165 • BOUTIQUE 1166 • BOUTIQUE 1167 • BOUTIQUE 1168 • BOUTIQUE 1169 • BOUTIQUE 1170 • BOUTIQUE 1171 • BOUTIQUE 117



PHILIPS

Un événement dans le monde du salon cuir : Pour la première fois en France, un grand magasin se spécialise dans une seule et unique activité : le salon cuir. Visitez en libérant en toute liberté CUIR CENTER, le "salon des salons cuir". Découvrez en avant première la plus vaste sélection des meilleures productions internationales de sièges.



Une opération prix véritable sur le cuir. En réunissant cent salons cuir sur une même surface, CUIR CENTER peut offrir des prix qui mettent le cuir véritable au prix du bon (les exemples d'écarts en témoignent). Venez vous en assurer en explorant jusqu'à 22 h le monde vivant du cuir authentique.

## 100 SALONS CUIR EN EXPOSITION

de 4.000 à 6.000 f.

Un salon cuir "texas" 5 places. Prix d'ouverture.

3950 f. quantité limitée.

de 6.000 à 9.000 f.

de 9.000 à 11.000 f.

de 11.000 à 15.000 f.

de 15.000 à 20.000 f.

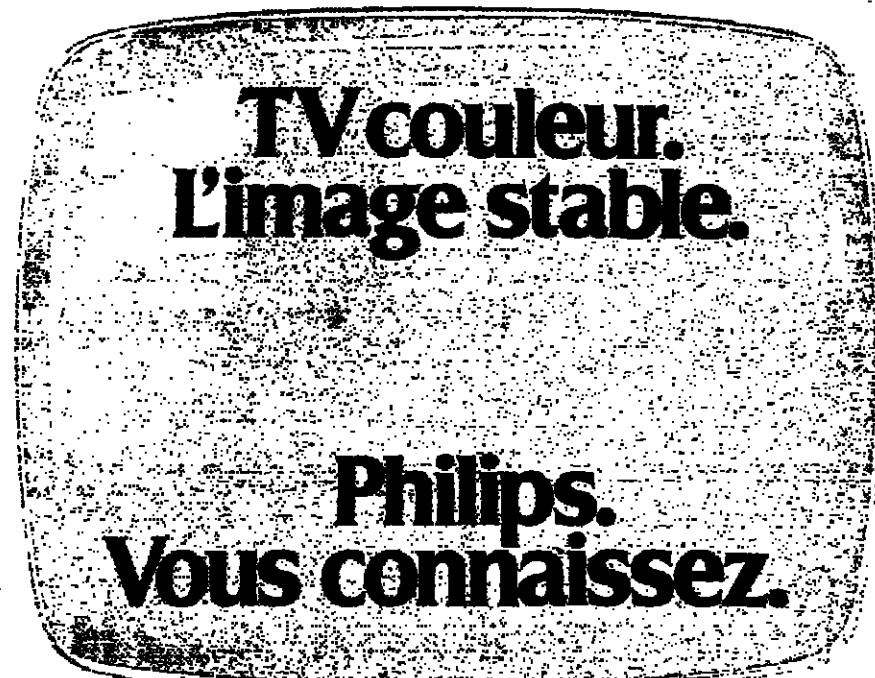
Copacabana, Sally, Atlanta, San Francisco, Baltimore, Madison, Houston, Chénoueix, Cincinnati, Bahia, Amboise, Chambord, Nebraska, Dallas, Belmont, California, Nevada, Miami, Cheveny, Edinbourg, London, Louisiana, York, Philadelphie.

Vous êtes récemment mariés, vous êtes amoureux de style anglais ou rustique, toute décision d'achat d'un salon doit être précédée par une visite au CUIR CENTER, la magasin spécialisée du salon cuir. Grandes facilités de paiement. Nos prix d'ouverture toutes taxes comprises. Livraison gratuite 100 km. Garantie contre tout vice de fabrication.



176 à 182 boulevard de Chénoueix 75020 PARIS. Ouvert tous les jours de 10 h à 22 h. (sauf dimanche, lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi, dimanche, 10 h à 22 h). RER: Nation - METRO: Philippe Auguste.

LE CUIR DÉFIE LE TEMPS, LE CUIR CENTER DÉFIE LES PRIX



PHILIPS

TV couleur. L'image stable.

Philips. Vous connaissez.

## LA VIE ÉCONOMIQUE

TIERS-MONDE

### Les prêts de la Banque mondiale se sont accrus de 15 %

Le rapport annuel de la Banque mondiale, rendu public jeudi 23 septembre, fait état, pour l'exercice qui a pris fin le 30 juin 1976, d'un niveau d'opérations de la Banque mondiale et de sa filiale, l'Association internationale de développe-

ment (AID), jamais atteint jusqu'à présent. Le total des prêts et crédits accordés par ces deux institutions a été de 6 632 millions de dollars, soit une hausse de 736 millions de dollars par rapport aux résultats de l'exercice 1975.

Les prêts de la Banque mondiale ont été de 4 977 millions de dollars, en augmentation de 15 % par rapport à 1975 (de 9 % en tenant compte de l'inflation). L'AID, qui prête sans intérêt aux pays en développement les plus pauvres, a pris des engagements s'élevant à 1 655 millions de dollars, soit un accroissement, en termes réels, de 5 %, mais, en termes réels, une baisse de 1 % par rapport aux montants de l'exercice 1975.

Une nouvelle formule de détermination des taux d'intérêt est appliquée depuis le 1<sup>er</sup> juillet de cette année. Le taux des prêts sera réexaminé à la fin de chaque trimestre et ajusté en fonction du coût moyen pondéré des fonds empruntés pendant les douze mois précédents. Le taux a, depuis le début de 1975, nécessairement été porté à 8,5 %, puis à 8,85 % (le 1<sup>er</sup> juin de cette année) et enfin à 8,9 % le 1<sup>er</sup> juillet.

Selon les statuts de la Banque, les prêts non amortis ne peuvent dépasser la somme du capital souscrit, des réserves et des excédents nets d'obligations. Afin d'aider à veiller à ce que le programme futur des prêts ne viole pas cette limite, la méthode d'amortissement des prêts a été modifiée.

#### Le troisième guichet

Le mécanisme intermédiaire de financement, appelé communément le « troisième guichet », a commencé à fonctionner au début de l'exercice 1976. Il a pour but de donner à la Banque la possibilité de fournir des prêts à des conditions intermédiaires entre celles qu'elle applique normalement et celles de l'AID.

Les ressources de ce Fonds sont apportées, à titre bénévole, par certains des pays membres de la Banque et par la Suisse. Grâce à ces ressources, le Fonds verse à la Banque un montant égal à 4 % par an du principal non amorti des prêts accordés aux conditions du « troisième guichet ». L'écart avec le taux d'intérêt normal de la Banque est à la charge des emprunteurs.

Au 30 juin 1976, onze pays avaient versé des contributions pour un

montant de 125 millions de dollars, d'un montant total de 3 811 millions de dollars, dont 2 351 millions, soit près des deux tiers, ont été placés par voie publique ou privée en Allemagne, aux États-Unis, au Koweït, aux Pays-Bas et en Suisse. D'autres

émissions, d'un montant total de 1 051 millions de dollars, ont été vendues auprès de banques centrales et d'autres organismes publics. Plusieurs mesures ont été prises ou sont envisagées pour consolider la situation financière de la Banque dans les années à venir. Outre le relèvement des taux d'intérêt et des conditions plus rigoureuses pour le remboursement des prêts, il est prévu d'augmenter le capital.

La Banque a une excellente situation de trésorerie. Elle possède quelque 8 milliards de dollars de liquidités. Ces fonds sont placés à court terme dans le marché du pays où ils sont libellés.

#### CONJONCTURE

### La croissance italienne pourrait être de 4,5 % cette année

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres des finances des Neuf, qui se sont retrouvés cette semaine à Bruxelles, ont procédé à leur traditionnel échange de vues sur l'évolution de la situation économique et se sont entretenus de la position à défendre par la Communauté lors de la prochaine session du Fonds monétaire international, à Mexico.

M. Durafor, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'économie et des finances, conduisait la délégation française. Lors du déjeuner de travail qui a suivi la réunion, il a informé ses collègues des principales dispositions du plan français de lutte contre l'inflation, qui a été rendu public mercredi.

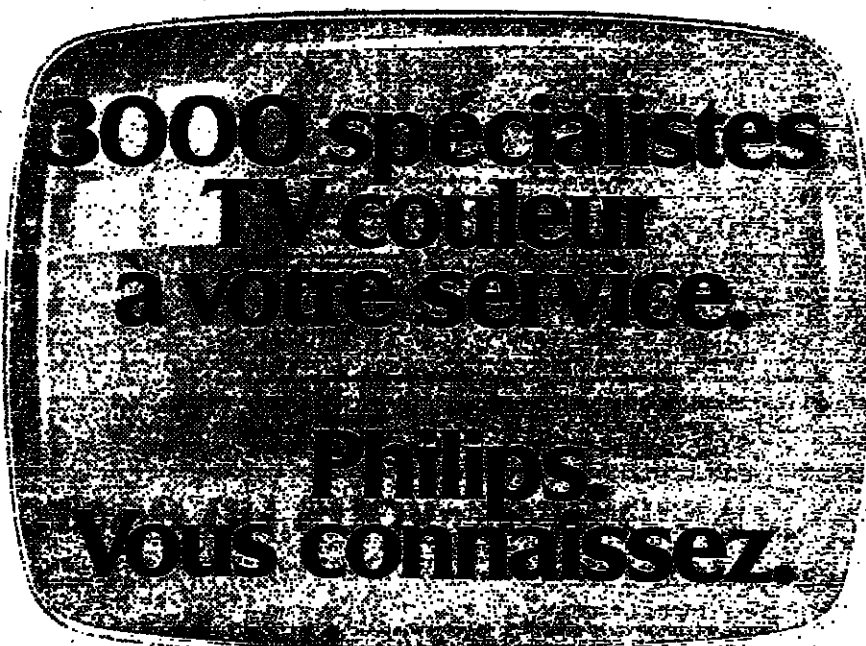
Les procédures d'information et de consultation établies par la Communauté ont donc été respectées. M. Durafor a d'ailleurs insisté sur la volonté du gouvernement français de « remplir très strictement ses obligations européennes ».

M. Stamatidis, le nouveau ministre du Trésor italien, a, pour

sa part, brossé un tableau plutôt optimiste de l'évolution conjoncturelle dans son pays, faisant valoir notamment que la croissance de la production intérieure brute en 1976 pourrait être de 4,5 %, au lieu de 1,5 % comme prévu initialement, le taux d'inflation étant ramené à 17 %, au lieu de 18-20 %.

Pour accélérer le retour à l'équilibre de la balance des paiements, M. Stamatidis aurait indiqué l'intention de son gouvernement de favoriser les exportations et, en sens inverse, de freiner certaines importations, qui pèsent d'une manière très lourde sur les comptes extérieurs du pays (pétrole, viande bovine et papier).

Il semble que le gouvernement de Rome n'exclut pas la possibilité de demander une nouvelle prorogation du système de la caution, en vertu duquel les importateurs italiens sont obligés de bloquer pour six mois auprès de la Banque d'Italie une somme égale à 80 % de leurs achats. L'autorisation donnée par Bruxelles à cette mesure de sauvegarde vient normalement à expiration le 3 novembre. — Ph. L.



PHILIPS

**MATTEI**

Le moins cher des grands loueurs

- ★ Du vendredi 17 h. au lundi 09 h. les locations de voitures particulières ne sont facturées que pour 2 journées.
- ★ Location "à l'heure" des utilitaires.
- ★ Tarif LONGUE DURÉE, pour locations à partir de 4 mois.

PARIS : 207, Rue de Bercy (12<sup>e</sup>) 344.11.50  
108, Bd DIDEROT (12<sup>e</sup>) 628.27.50  
102, Rue OUDINOT (18<sup>e</sup>) 076.32.90

LYON : (07) 72.83.25 — NICE : (06) 87.14.30

MARSEILLE : (01) 79.50.10

60 AGENCES EN FRANCE

FORMATION INTERNATIONALE

Le Centre de Formation aux Relations Internationales vient de publier son programme 1976-1977

Première session le 21-22 octobre

**LA CRISE ET SES ISSUES POSSIBLES**

avec Jean BOISSONNAT et des personnalités des Affaires, des Finances et du Plan, de la C.E.E., du syndicalisme, et des spécialistes des U.S.A., d'Europe, des Pays de l'Est, du Tiers-Monde.

Inscriptions au C.E.F.R.I., 30, rue Cabanis - 75014 Paris. Tél. 336-04-41.



OMIQUE

que mondiale  
s de 15 %

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## Les déclarations de M. Ceyrac

(Suite de la première page.)

Notre souci est de poser quelques grands principes : la masse des dépenses de la Sécurité sociale ne doit pas augmenter plus vite que la valeur du produit national brut. Il faut décider une priorité entre une politique familiale et le risque maladie. Tout ne peut être fait simultanément. Enfin, il faut choisir pour la Sécurité sociale le principe de l'assurance ou de l'assistance ? Notre choix pour le principe de l'assurance est fondamental, car le problème de la redistribution des revenus par les dépenses de Sécurité sociale devient marginal dans un pays qui devient prospère. Ce qui n'était pas le cas lors de la création de la Sécurité sociale aux lendemains de la guerre.

Le problème de la maladie est particulièrement inquiétant, car l'irresponsabilité généralisée régit en ce domaine. Personne ne se sent responsable, ni le malade, ni le gestionnaire d'hôpital, ni les divers conseils d'administration, aux pouvoirs très limités.

Vous demandez donc une sorte de nouveau concile pour mettre à jour la Sécurité sociale ?

Oui, je le souhaite. Mais je souligne que les entreprises n'ont pas à traiter seules de la Sécurité sociale. C'est l'affaire de tous les Français, dont il faut débattre ensemble.

M. Barre a également annoncé des choix clairs en matière de salaires : progression du pouvoir d'achat des « embauchés », stabilité pour la grande masse des autres salariés, blocage des salaires nominaux au-delà de 24 000 F par mois (ce qui correspond à un recul de 6,5 % du pouvoir d'achat) et limitation à 3 % des hausses entre 18 000 et 24 000 F (soit un recul du pouvoir d'achat d'environ 3 %). Etes-vous d'accord avec cette orientation ?

Quelles que soient les pré-

férences individuelles, nous sommes parfaitement d'accord avec une telle démarche dans les circonstances actuelles.

Actuelles ?  
— Oui, dans une période normale, nous ne jugerions pas cela normal. Les gains doivent dépendre de l'efficacité, sans quoi on brise les initiatives individuelles, et toute la société se sclérose. Mais à cette période de difficultés nationales, il faut resserrer la solidarité. Les moins favorisés n'ont pas à être touchés avec la même rigueur que les autres. Ceux qui le peuvent doivent consentir cet effort supplémentaire.

Et si des cadres protestent dans les entreprises ?  
— Il n'y a pas de raison que cette règle s'applique au secteur public et pas au secteur privé. À la condition, bien entendu, que cette mesure s'applique à tous et soit temporaire. Je le souligne.

La tentation réexistentialiste est-elle de compenser ce manque à gagner pour les cadres par l'octroi d'avantages ou d'avantages en nature ?

Ce serait de la fraude et un mauvais calcul, car ces choses finissent toujours par se savoir. Les promotions ne se savent-elles pas un moyen détourné pour augmenter les cadres supérieurs ?

On peut confier des responsabilités nouvelles sans que cela entraîne forcément une augmentation de salaire. Pour une période limitée en tout cas.

Précisément, que peut faire le C.N.P.F. ?

— Dire ce qu'il pense, donc émettre une sorte de norme morale, mais sans imposer un consensus de tous pour traverser ensemble ces temps difficiles. Mais nous restons toujours partisans d'une hiérarchie des salaires.

Très-bien jusqu'à l'insurrection dans une convention collective ?

Oui, si tous les syndicats s'engagent à accepter que les autres salaires suivent les prix sans les précéder, et cela pour une courte période.

des cadres à la vie de l'entreprise doit être améliorée et accrue. Ce sera l'un des thèmes de nos assises de 1977 ; c'est un problème majeur indépendant de la conjoncture.

Vous êtes d'accord, y compris pour la participation au capital ?

— Sous quelle forme ? Par « stock options » ?

— Ou une autre ?

Oui. Selon une formule à déterminer, à la condition qu'elle ne détourne pas de l'entreprise les

apporteurs de capitaux. L'élargissement de la participation doit s'effectuer au bénéfice de l'entreprise, et pas à son détriment.

La C.N.P.F. renoncera-t-elle à son hostilité à la co-gestion ?

— Nous sommes pour la décentralisation des responsabilités, et contre la co-gestion. Cela dit, il y a de multiples façons de permettre à ceux qui le souhaitent d'accéder au capital. En fait, nous sommes opposés à la « codécision ».

Pas de dialogue avec les partis

— Depuis l'amorce d'un dialogue entre M. François Mitterrand et M. Jacques Ferry, vice-président du C.N.P.F., il y a quelques mois, il a semblé que votre organisation était le dialogue avec l'union de la gauche. Le fait que M. Ferry ait fait face à M. Jacques Attali, conseiller de M. Mitterrand, et que M. Yvon Chotard, autre vice-président du C.N.P.F., ait affronté M. Michel Rocard, secrétaire national de la C.F.D.T., à la radio, indique-t-il que le C.N.P.F. renoue le dialogue avec les partis de gauche ?

— L'abord de M. Rocard est un syndicaliste. Il est donc un des partenaires habituels de M. Chotard. Quant à M. Attali, il est aussi professeur d'économie. M. Chotard et Ferry sont tout à fait libres, individuellement, de débattre avec eux. Mais la vérité, c'est que le C.N.P.F. en tant qu'organe représentatif des entreprises, de l'industrie, du commerce et des services, est le partenaire normal du pouvoir légal. Il n'a été sous tous les gouvernements, de Guy Mollet à M. Giscard d'Estaing, en passant par le général de Gaulle.

— Si un jour on nous décapite (on nous a bien supprimés sous Vichy...), nous continuerons de l'être. Notre mission n'est pas

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SICOTEL

Société Immobilière de Construction Hôtelière

Le conseil d'administration, réuni le 22 septembre, a examiné la situation comptable au 30 juin, qui fait apparaître un bénéfice de 8 308 720 F pour le premier semestre 1976, contre 5 935 048 F pour la même période de l'année précédente.

Depuis le début du nouvel exercice sept nouvelles unités ont été ouvertes : les hôtels Nikko et Mercure-Etoile à Paris, Frantel à Nancy, Montfleury à Cannes et Sofitel à Marseille, ce qui porte à quarante-quatre le chiffre des hôtels en exploitation. Les résultats de l'ensemble des hôtels ont été relativement favorables à l'hôtelier, les taux d'occupation enregistrés ont été dans l'ensemble satisfaisants et les chiffres d'affaires réalisés en augmentation sensible sur ceux de l'année précédente.

Les loyers et préloyers s'élevaient pour les six premiers mois de 1976 à 20 682 250 F contre 20 128 065 F pour toute l'année 1975. L'imposition commence à devenir sensible et intervient à hauteur de 761 741 F pour un semestre contre 656 863 F pour l'année 1975 entière. Le total du bilan est de 310 325 444 F. Au passif, le capital de 300 MF est entièrement libéré et il n'est pas prévu de l'augmenter avant l'introduction du titre en Bourse. À l'actif, les immobilisations en location s'élèvent à 273 548 F après 4 237 369 F d'amortissement. L'importante proportion des opérations locatives souligne le caractère foncier très marqué de Sicotel.

### BANQUE SCALBERT BANQUE DUPONT

Les conseils d'administration de la Banque Dupont et de la Banque Scalbert se sont réunis respectivement à Paris et à Lille le mercredi 22 septembre afin d'arrêter le principe de la fusion entre les deux banques.

Ces deux banques, qui font partie du groupe du Crédit industriel et commercial, exercent leurs activités dans des secteurs géographiques parfaitement complémentaires et sont concurrentiels. C'est ainsi que la banque résultant de la fusion, dont le siège social sera fixé à Lille, couvrira pratiquement l'ensemble du nord de la France, et notamment les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la

### Voyage en Allemagne du président de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

M. Maurice Laure, président de la Société Générale, effectuait actuellement une visite en République fédérale d'Allemagne où il rencontre les dirigeants de plusieurs firmes de premier plan.

À l'occasion de ce voyage, M. Laure a eu un entretien avec le gouverneur de la Banque fédérale allemande, le docteur Karl Klagen.

Il est accompagné de M. Marc Vanoir, directeur adjoint.

Il est accompagné de M. Marc Vanoir, directeur adjoint, ainsi que de MM. Guillaume Labat, directeur adjoint, et René Germain, directeur adjoint.

La Société Générale allemande de banque.

M. François Maureau vient d'être nommé directeur général adjoint, chargé de l'exploitation. M. Jean-Marie Tine, ayant été appelé à Paris, a été nommé directeur adjoint.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

La Société Générale de banque.

cialistes  
leur  
ervice.  
ps.  
laissez

### Du haut fourneau au stimulateur cardiaque : le même savoir-faire.



Le savoir-faire est le ciment de nos activités.

### Coffrez: 1500 F\*

Coffre-fort à encastrer pour l'appartement • Porte blindée (revêtement acier Martin Siemens) anti-fusion, imperforable • Serrure intégrée avec clef à vrai double panneton • Fermeture 3 pènes cylindriques en acier trempé • Blindage face aux pènes en acier Martin Siemens imperforable.



LA CLEF ROUGE  
N°1 DE LA PROTECTION  
Siège Social :  
24, av. Raymond-Poincaré, 75116 Paris  
Tél. 359.42.81/82 - 359.94.61  
Cannes 39.15.13 Lyon 62.72.36  
Marseille 53.40.98+ Nice 88.62.58  
Toulon 93.15.96 Bordeaux 91.67.98

La Clef Rouge propose également aux industriels et commerçants une gamme très spécialisée de coffres et d'armoiries fortes.

## FRANCE-GRECE DE PORTE A PORTE EN CONTENEURS

Après le succès considérable remporté par sa ligne France-Arabie Saoudite, MERZARIO met à votre disposition sa nouvelle ligne France-Grece. MERZARIO, maison fondée en 1835, c'est déjà plus d'un siècle d'expérience et une équipe de spécialistes hors-pair. MERZARIO garantit l'entière sécurité de vos transports marchandises par la méthode Roll-on/Roll-off et assure aussi dans les plus brefs délais la distribution de tous vos envois à travers la Grèce grâce à son terminal du Pirée (départ tous les 10 jours). Votre production est appréciée, vos prix sont compétitifs, votre réputation n'est plus à faire. Alors, faites appel à MERZARIO, il en ira de même pour vos transports maritimes et la livraison de vos marchandises. Demandez notre documentation.



MERZARIO s.a.r.l.  
NEUILLY 92200 - 27-29, rue des Poissonniers - tél. 747.66.20 - télex 811.128.  
SETE 32200 - 7, quai d'Orient - tél. (67) 74.88.50 - télex 480.042.  
ATHENES - Odos Karolou 28 platia Karaiskaki - tél. 5246211 - télex 216.068.  
SALONIQUE - Odos Countouriatou 19 - tél. 521475 - télex 41.582.  
DJEDDAH - Prince Abdullah Al Faisal Building - tél. 24381 - télex 40.138.

## LA VIE SOCIALE

### PRESSE

#### Un film sur le conflit du « Parisien libéré »...

Le film « Libérez le Parisien », dont M. Jean-Louis Moller est le réalisateur (durée : 56 minutes ; budget total : 20 000 F) a été présenté à la presse le mercredi 22 septembre. Les quelques six cent cinquante « licenciés » du « Parisien libéré » depuis mars 1975 — aidés par le syndicat du Livre et la C.G.T. — ont jugé nécessaire de recourir à l'image pour faire mieux connaître à l'opinion publique le conflit qui les oppose à M. Emilien Amaury.

Cette fresque exaltant la lutte syndicale des travailleurs du Livre, émouvante à plus d'un titre, a sans doute un peu trop emprunté à « l'Internationale » comme seule musique de film. Une projection réservée aux travailleurs du Livre aura lieu le samedi 25 septembre au cinéma Rex à Paris.

#### ...et deux livres sur les thèses en présence

La direction du Parisien libéré a fait paraître il y a quelques semaines un Livre blanc (1) sur le conflit qui l'oppose, depuis près de deux ans, aux ouvriers du Livre C.G.T. Quatre parties composent le document et certains titres de chapitres sont suffisamment éloquentes pour qu'il soit inutile de s'y attarder. Par exemple, dans « Les Causes du conflit », le Livre blanc explique « le monopole tyrannique et éternel du Livre C.G.T. ». Suit l'exposé du détail des fameuses annexes techniques, pierre angulaire du différend, ainsi que le rappel d'une « loi non appliquée : la loi Moisan d'avril 1958 » (...)

pour dresser, en conclusion, « le bilan de l'action menée par le Parisien libéré pour l'avenir de la presse française tout entière et de sa lutte solitaire pour sauver les libertés d'expression et d'information ». En annexe, cependant, on trouve la publication de plusieurs fac-similés — la dédicace des Mémoires de guerre par son auteur, le général de Gaulle, à « son ami » Emilien Amaury, par exemple — que les auteurs ont jugé nécessaire pour présenter l'homme « auquel un destin mystérieux confie le soin de mener un combat historique pour la défense de la liberté ».

Le 20 novembre 1974, comme l'affirme le Livre blanc, y a-t-il eu ou non accord sur les principes (pour la révision des annexes techniques) entre la direction du Parisien libéré et la Fédération des travailleurs du Livre ? Est-ce alors le syndicat du Livre parisien qui a fait capoter cet espoir, comme le prétend le Livre blanc ? Toujours est-il qu'après cette occasion manquée les dirigeants du quotidien exposent les dispositions qu'ils ont prises pour s'attribuer une position de repli (impression en Belgique, puis en province dans l'attente du fonctionnement de la nouvelle imprimerie de Saint-Ouen). Des récents, appuyés de photos, soulignent l'échec de ces tentatives. Les ouvriers « licenciés » du Parisien libéré (attaques de camionnettes, pillages de kiosques, manifestation à la Bourse et sur le Tour de France, etc.) pour discréditer et ruiner le journal.

Depuis mai 1975, des ouvriers « licenciés » occupent, jour et nuit, les ateliers de l'entreprise qui les employait depuis trente ans, et ce malgré un jugement en référé ordonnant l'évacuation. Depuis un an et demi, ces quelques six cent cinquante travailleurs ne survivent que grâce à la solidarité financière des membres du syndicat auquel ils appartiennent. En d'autres temps, pas si lointains, un fait social d'une telle ampleur eût inspiré quelque grande plume romanesque. Mais le conflit du Parisien libéré n'a pas eu « son Clavier », et ce sont les travailleurs du Parisien libéré eux-mêmes — par la plume d'un petit collectif de rédacteurs improvisés, qui ont rédigé le Parisien d'Amaury (2).

Comme l'a écrit le Livre l'Indique, il s'agit d'un dossier — intéressant puisqu'il compte trois cent cinquante pages avec les annexes et la chronologie des événements — établi avec beaucoup d'honnêteté. L'ouvrage donne évidemment un éclairage du conflit

diamétralement opposé à celui du Livre blanc publié par la direction du Parisien libéré : le bon droit des travailleurs y est flagrant si l'on se réfère à la méthode de licenciement employée, les arrière-pensées politiques du coup de force de M. Amaury, l'épopée du mouvement de résistance.

CLAUDE DURIEX.

(1) Nouvelles Editions latines, 2, rue Palatine, 75006 Paris, 50 F.  
(2) 38 francs, Editions sociales, 34, rue Racine, 75006 Paris.

# 8 jours en or.

Jusqu'au 2 oct. Prix exceptionnels sur les articles "point-or."

## Printemps

Hausmann/Nation/Parly 2/Vélizy 2 Créteil  
Entrepôt de l'Île St-Denis

سكنى في المنزل



سكنا من المجلد

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES RÉACTIONS ET LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

## LES COMMENTAIRES A L'ÉTRANGER

### ITALIE : envie ?

La mise en place du plan Barre sera suivie avec intérêt, car l'Italie cherche, elle aussi, à lutter contre l'inflation. Mais, faute d'un gouvernement fort et d'une administration efficace, les échecs sont continuellement reportés. Le jeu parlementaire interdit d'ailleurs toute précipitation. On n'imaginait pas ici de publier un plan aussi vaste sans l'avoir préalablement soumis aux partis politiques et aux parlementaires sociaux. Aussi les opérations « coup de poing », entreprises à l'étranger, sont-elles observées avec un mélange d'inquiétude et d'envie.

Les spécialistes paraissent moins impressionnés. « Le plan Barre », écrit le *Corriere della Sera*, « consiste essentiellement en mesures anticonjoncturelles. Il ressemble ainsi davantage aux « petits décrets » adoptés dans le passé en Italie pour donner de l'oxygène à l'économie qu'à un véritable programme d'assainissement. Le plan de M. Andreotti est plus ambiguë. »

### GRANDE-BRETAGNE : l'enjeu politique

THE TIMES (indépendant) : la tentation du succès immédiat. « L'élément le plus dangereux du plan d'action gouvernemental (britannique) est le blocage des prix pour trois mois, car il s'agit d'une mesure certainement incapable de modifier les réactions des syndicats. Cette méthode a déjà été essayée par de nombreux pays dans de nombreuses occasions au cours des dernières années. L'expérience a prouvé que son principal effet est d'affaiblir les finances des sociétés privées et de forcer les entreprises nationalisées à emprunter davantage, provoquant ainsi une nouvelle poussée inflationniste. »

« Cette volonté d'obtenir des succès immédiats au prix de plus grandes difficultés pour l'avenir est la caractéristique des gouvernements qui ne peuvent pas décider s'ils veulent résoudre des problèmes économiques ou tenter de gagner une élection prochaine. »

THE FINANCIAL TIMES (milieu d'affaires) : dix-huit mois pour renverser la tendance.

« Le gouvernement [français] n'a guère que dix-huit mois pour renverser la tendance des élections européennes, et les derniers sondages d'opinion, qui ont laissé présager une victoire de la gauche (...). Le président [Giscard d'Estaing] doit ainsi tenter de ramener les électeurs socialistes potentiels vers le centre. (...) Si on veut évaluer ses chances de succès, il faut se rappeler que les partis de gauche et les dirigeants syndicaux n'ont pas intérêt à provoquer des troubles graves. Car il est toujours possible qu'ils provoquent un glissement vers la droite, comme cela a été le cas avec les événements de mai 1968. »

THE GUARDIAN (libéral) : deux actes de courage étudiés.

Le gouvernement français, ou plus vraisemblablement le président Giscard d'Estaing, a étudié les deux actes de courage que tout gouvernement démocratique doit réaliser afin de battre l'inflation : demander avec succès aux syndicats de modifier leurs exigences salariales en échange de davantage de justice sociale, et être déterminé à poursuivre le Parlement que l'opposition fiscale devra être douloureuse. »

### BELGIQUE : peu d'intérêt

Les journaux belges s'intéressent assez peu dans l'ensemble au plan Barre. La plupart d'entre eux en publient quelques lignes. Les commentaires sont rares. Le plan, pour la Libre Belgique (catholique conservateur), « se présente comme une potion moins amère que les spéculations ne le laissent craindre, mais qui n'épargne aucune catégorie de Français ». Pour le Soir : « Le « meilleur économiste de France » a-t-il été desservi par tout le battage fait autour de son plan ? » Est-il coté, lui, l'expert, par la nécessité d'arrêter la spirale de la hausse des prix, laquelle il se trouve de faire un véritable miracle avant les élections électorales ? Va-t-il,

comme ses prédécesseurs, s'opposer dès demain que les réalités politico-sociales sont rugueuses et qu'elles peuvent compromettre les plans les mieux conçus ? La tentation est de répondre toute de suite « oui » à ces trois questions. »

### SUISSE : accueil favorable des milieux financiers

Le « plan Barre » est accueilli très favorablement dans les milieux financiers et économiques suisses, « la direction adoptée est la bonne ». La France, dit-on, a toujours eu tendance à pratiquer une politique trop laxiste. Cette fois, on a choisi la rigueur : les restrictions d'aujourd'hui sont la garantie de la stabilité de demain. »

Redoutant une aggravation du chômage et de graves difficultés politiques, les spécialistes ajoutent : « Ce plan est sévère. Mais il aura de bons effets sur la stabilité des prix, le niveau du franc français et l'équilibre du commerce extérieur. »

Toutefois, les journaux suisses font preuve de réserve. Pour le *Journal de Genève*, « ce plan est relativement sévère, mais moins sur le papier », mais, « si louables que soient les intentions de M. Barre, elles ne permettent pas de renvoyer durablement le premier ministre de la République libérale de l'économie française, qui sont essentiellement structurelles. »

« La potion de M. Barre, estime de son côté le *Tribune de Lausanne*, n'a, à l'évidence, rien d'un remède de cheval. L'opération, de par ses demi-mesures, a toutes les apparences d'une manipulation électorale parisienne dont le premier résultat est de déchaîner le mécontentement de l'opposition. »

L'agence Tass de Paris écrit : « Le programme anti-inflationniste est hélas à la protestation des travailleurs et à une violente critique dans les milieux politiques, publics et syndicaux les plus variés. »

## Automobile : la reprise cassée ?

Comme l'on pouvait s'y attendre, le plan de lutte contre l'inflation a été fort mal accueilli dans les milieux automobiles. « Il apparaît surtout comme un plan anti-automobile », déclarent les représentants du commerce et de la réparation automobile, qui affirment qu'« en décidant d'augmenter massivement les prix de la vignette et de l'essence, le gouvernement prend le risque de casser la reprise des ventes d'automobiles ». De leur côté, les présidents de l'Union routière et de l'Automobile Club de France regrettent, en termes vifs, la « pénalisation » infligée à l'« outil de travail » qu'est l'automobile. Chez les constructeurs, on est à peine moins violent. « La pivoite au centre », constate la chambre syndicale, et les firmes s'inquiètent surtout des retombées à court ou moyen terme de la stagnation du pouvoir d'achat des consommateurs et de l'impact psychologique du plan, qui risque de provoquer un certain « attentisme » des acheteurs. À un moment où l'on note un ralentissement assez sensible de la progression de la demande.

Bien que l'expérience ait prouvé que le prix de l'essence n'a en général aucun effet limitant (dans le temps) sur les ventes, les constructeurs redoutent l'impact sur le public d'une hausse brutale et surtout du déphasement du « seuil psychologique » des 2 francs pour le litre de super. Quant à la vignette, c'est même une majoration que la réduction en fonction des cylindres qui gêne les firmes. Celles-ci, selon la chambre syndicale, redoutent que les écarts entre les classes de cylindres, qui viennent d'être créés, ne créent des « blocages » chez les consommateurs et des « ruptures » de la demande des voitures d'une certaine puissance. Seule note réconfortante : on n'a pas touché au crédit à la consommation.

Tout laisse donc supposer que le Salon de l'automobile qui va s'ouvrir — et qui ne sera pas inauguré par le président de la République, souligne-t-on — sera triste et noir pour reprendre l'expression d'un responsable d'une grande firme française.

## PRÉCISIONS ET ILLUSTRATIONS

POUR LA TROISIÈME FOIS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE, les banques françaises relèvent leur taux de base, le faisant passer de 9,20 % à 9,50 % (+ 0,30 %).

Ce relèvement était attendu après la majoration du taux d'escompte de la Banque de France, porté jeudi de 9,30 % à 10,50 %. Il donne partiellement satisfaction aux établissements qui le réclamaient instamment en raison du renchérissement du taux de l'argent à court terme sur le marché monétaire.

GAS-OIL ET FUEL DOMESTIQUE. — La hausse de 4 centimes qui intervient ce vendredi 24 septembre sur le gas-oil et le fuel domestique est, on le sait, indépendante du plan Barre. Elle est destinée à compenser les effets de la hausse du dollar de ces derniers mois, qui a renchéri les exportations de pétrole brut des compagnies. Celles-ci réclamaient une augmentation moyenne par tonne de produit pétrolier d'un peu plus de 30 F, et ce pour deux raisons : d'une part la hausse du dollar, qui, de 4,60 F (cours du 17 mai dernier, date de la dernière augmentation), est passé à plus de 4,90 F (+ 5,10 %) depuis deux mois et demi, d'autre part elle souhaitait un « ratissage » de 20 F.

Les pouvoirs publics n'ont accordé aux compagnies qu'une hausse moyenne de 25 F par tonne à la sortie des raffineries (le cours moyen retenu pour le dollar étant de 4,83 F). Ils ont décidé de faire porter cette hausse moyenne et « théorique » uniquement sur le gas-oil et le fuel domestique, qui représentent environ 40 % de la consommation de produits pétroliers en France.

Il fallait donc augmenter plus fortement ces deux produits pour retrouver le chiffre moyen de 25 F par tonne. À la sortie de la raffinerie, la tonne de gas-oil et de fuel domestique coûtera donc 40 F de plus. Avec le jeu mécanique de la T.V.A., cela se traduira, au stade du consommateur, par une majoration de 4 centimes par litre pour les deux produits.

UN RAPPORT PÉRIODIQUE SERA PUBLIÉ SUR LA RÉPARTITION DES REVENUS. — Dans une lettre adressée mercredi 22 septembre aux syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C., FEN et C.F.T.C.), ainsi qu'au C.N.P.F. et à la Confédération générale des P.M.E., le premier ministre résume les grandes lignes de son plan de lutte contre l'inflation en matière de revenus. M. Barre souhaite que la concertation, commencée à l'occasion de la lutte contre la hausse des prix, puisse se poursuivre avec l'ensemble des organisations intéressées.

M. Raymond Barre précise, d'autre part, qu'un prochain décret élargira les compétences du Centre d'études des revenus et des coûts. Le CERC sera chargé de suivre l'évolution et la répartition des divers revenus et il publiera périodiquement un rapport à ce sujet.

## PARADOXE

Dans un souci louable d'équité, les pouvoirs publics ont décidé de modifier la hausse de la vignette selon la puissance du moteur. Les petites cylindrées subiront une augmentation moins forte que les voitures plus puissantes. Le principe toutefois souffre une exception de taille : les voitures de tourisme de 17 CV et plus, âgées de moins de six ans, qui sont assujetties à une « taxe spéciale », laquelle n'est pas majorée. Certes, cette taxe (1800 F pour les voitures de moins de deux ans, 900 F de deux à quatre ans, 450 F de quatre à six ans) a été augmentée l'an passé alors que le prix de la vignette n'a pas varié depuis décembre 1973. Reste que, du point de vue fiscal, il coûtera désormais moins cher de posséder une Porsche, une grosse Mercedes, une B.M.W. ou une Ferrari de quatre ans qu'une Renault 16 du même âge... V. M.

# Jusqu'au 2 oct. Prix exceptionnels sur les articles "point-or."

8 jours en or.

## Pour femmes :

Chemisier écossais, manches longues	65 F	49 F
Chemisier uni, manches longues	35 F	25 F
Echarpe bouclette	25 F	20 F
Jupe velours grosses côtes	79 F	59 F
Kilt écossais	95 F	75 F
Manteau fourrure marmotté morceaux	1800 F	1500 F
Manteau loden, capuche amovible	250 F	195 F
Pochette en cuir	49 F	39 F
Pochette en mouton	95 F	75 F
Pull type shetland, col roulé	28 F	20 F
Pyjama imprimé	75 F	49 F
Robe chasuble, velours milleraies	175 F	139 F
Robe liquette, lainage écossais	195 F	150 F
Sac reporter expansé	69 F	55 F
Trench en velours	245 F	175 F
Veste fourrure, lapin à longs poils	1100 F	850 F
Veste matelassée, réversible, coton	250 F	200 F

## Pour enfants :

Chemise écossaise - 10 ans	35 F	28 F
Chemisier tergal - 8 ans	29 F	19 F
Training à capuche - 8 ans	82 F	65 F
Jean's velours - 8 ans	41 F	35 F
Jupe velours - 8 ans	65 F	49 F

## Pour hommes :

Blouson en loden	225 F	175 F
Chemise-veste écossaise	85 F	69 F
Costume 3 pièces, flanelle grise	575 F	450 F
Costume velours	500 F	400 F
Jean's en velours	90 F	70 F
Loden	275 F	215 F
Trench en cuir	790 F	625 F
Trois-quarts, peau lainée	925 F	740 F

## Pour la maison :

Appareil photo Kodak Instamatic 300	267 F	213 F
Assiette porcelaine décorée	14 F	11 F
Canapé-lit, style classique	3955 F	3160 F
Canapé-lit, style contemporain	2415 F	1930 F
Drap coton imprimé 180/290	45 F	35 F
Grande bibliothèque en if, 155x37x200	4650 F	3950 F
Kit tapisserie 40x40	39 F	29 F
Lampe architecte	69 F	49 F
Magnétophone K 7	266 F	195 F
Matelas Spring, licence Epéda, larg. 140	518 F	410 F
Peignoir éponge jacquard	100 F	65 F
Peignoir éponge uni	80 F	65 F
Table basse métal chromé, glace	300 F	240 F
Toile de jute largeur 270, le mètre	20 F	16 F

Printemps  
Hausmann/Nation/Parly2/Vélizy2 Créteil

Les prix barrés sont les prix pratiqués antérieurement. Les prix indiqués sont valables jusqu'à épuisement des stocks.

# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

LES RÉACTIONS ET LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

DEVANT LA COMMISSION DES FINANCES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## Une hausse des prix ne dépassant pas 6,5 % en 1977 sera la référence pour les décisions de l'Etat, déclare le premier ministre

Pour sa seconde prestation devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, jeudi matin 23 septembre, M. Raymond Barre a marqué des points. Il n'y avait qu'à entendre au terme de la réunion les jugements élogieux de certains parlementaires. La « plus que bonne impression » faite sur M. Pons (U.D.R.) par le premier ministre était « excellente » pour M. Ginoux (réf.). M. Voin (U.D.R.) soulignait « l'autorité » de M. Barre, que M. Plantier (U.D.R.) qualifiait de « premier ministre sécurisant ». « L'exposé clair, objectif et percutant », que M. Sudreau (réf.) disait ne pas avoir entendu « depuis longtemps », est jugé « bon » par M. Maréte.

Après avoir constaté avec satisfaction que l'inflation était combattue sur tous les fronts, grâce à un « plan global et cohérent », M. Maurice Papon (U.D.R.), rapporteur général, a souligné le caractère de la présentation des dispositions de la loi de finances rectificative, qui concourent, selon lui, à effacer la mauvaise impression faite par le projet d'impôt sécheresse. Il a observé que l'action corrective sur les revenus et les rémunérations porte sur ceux qui sont déjà acquis ; en revanche, a-t-il noté, on voit moins comment on va intervenir sur la formation des revenus à venir.

Evoquant la situation des entreprises, M. Papon a regretté la modicité relative des encouragements aux investissements et souligné, outre le respect par le gouvernement de l'engagement de réévaluation des bilans, que l'on a abandonné la théorie selon laquelle l'inflation serait la conséquence d'un excès d'équipements. Soit que sur l'application de la taxe conjoncturelle (dite Serrette), particulièrement au secteur tertiaire, le rapporteur général, en outre, demandait que l'adoption du budget social de la nation puisse être sanctionnée par un acte législatif.

Après avoir observé que, depuis 1974, des décisions importantes avaient été prises pour rétablir les équilibres économiques, M. Raymond Barre a indiqué que ce qui devait être recherché aujourd'hui n'est pas une amputation, mais un maintien du pouvoir d'achat. Dans ce domaine, a-t-il expliqué, l'Etat a les moyens de faire respecter cette règle fondamentale pour la fonction publique et pour les entreprises nationales. Pour ce qui est du secteur privé, le pre-

mier ministre, qui a adressé une lettre aux présidents des organismes professionnels les informant de la volonté du gouvernement d'utiliser tous les instruments en sa possession pour aboutir à ce résultat, a indiqué que les éléments des coûts de production étant identifiables, les entreprises qui dépassent les normes seront soumises au contrôle des services des prix. Après avoir précisé qu'un durcissement de la taxe conjoncturelle sera demandé dans la loi de finances, il a dit que la commission des marchés de l'Etat recevra les instructions sur veiller à ce que les révisions des prix restent dans les normes (6,5 % en 1977).

À propos de la connaissance des revenus, il a indiqué que trois actions, liées à la lutte contre les facteurs structurels et internes de l'inflation française, seront menées dans les six prochains mois : un décret sera publié qui élargira les fonctions du Centre d'études des revenus et des coûts pour lui permettre notamment d'étudier régulièrement l'évolution des revenus salariaux et non salariaux, ainsi que les disparités de revenus ; mandat sera donné au Plan d'étudier les sources d'étranglement structurel à l'origine des tensions inflationnistes dans l'économie française, un rapport sur ce point devant être remis avant mai 1977 ; un groupe de travail aura recherché auprès des commissions des finances des deux Assemblées sera chargé de procéder à l'examen des diverses catégories de dépenses de l'Etat, notamment en matière d'interventions économiques.

Le premier ministre a indiqué qu'il n'y aurait pas de réévaluation des bilans en 1977, et que ce qui est prévu pour les éléments non amortissables pourra être étendu, mais après une relation d'ensemble où seront simultanément pesés les avantages de la réévaluation des bilans et ceux de l'amortissement dégressif.

Se félicitant de ce que la position prise par le gouvernement français à présent confirme le bien-fondé de la position socialiste quant au rôle économique de l'investissement, M. Duffaut (P.S.) a souligné l'inefficacité de la politique des taux d'escompte dans la lutte contre l'inflation. Après avoir noté que la majoration de 1 % des cotisations sociales amputerait la progression des salaires sous plafond, à une réduction du pouvoir d'achat, il a relevé que la majoration de l'impôt sur le revenu comportait l'absence d'un dispositif par paliers, des effets de seuil considérables et regrette qu'un seul taux soit prévu pour la majoration de l'impôt sur le revenu.

M. René Lamps (P.C.) a noté que ce plan est le cinquième à porter la marque de M. Giscard d'Estaing. Il a relevé que la mesure n'est prévue contre les profits et contre les gaspillages. Il a demandé ce qui avait justifié le choix d'une telle mesure, la hausse des prix et des salaires à 6,5 %.

Insistant sur les incertitudes qui

Les représentants de l'opposition ne minuent pas certaines vertus, eux non plus, au chef du gouvernement. Pour M. Cot (P.S.), c'est un « homme de caractère » ; la droite, ajoutait-il, a trouvé un homme bon pour elle. M. Bouloche (P.S.) s'accroche à lui reconnaître « un vif désir d'expliquer et de convaincre », tandis que M. Freilaut (P.C.) admettait sa « courtoisie », ajoutant toutefois que ce n'était pas avec elle que l'on gouvernait.

Reste que ces premiers commentaires ne remettent en rien en cause les appréciations politiques portées par les uns ou les autres sur le plan.



(Dessin de PLANTIER.)

présent sur l'évolution du prix mondial du pétrole, M. Pierre Sudreau a souligné la nécessité d'un cas d'un nouveau ralentissement mondial de l'activité en 1977, des mesures complémentaires pourraient être attendues pour assurer l'investissement et aider les collectivités locales.

Après avoir affirmé le soutien sans réserve des députés républicains indépendants aux mesures, M. Claude Combarès (R.I.) a souligné comme M. Duffaut l'aurait fait auparavant — les effets de « ressaout » de la majoration de l'impôt sur le revenu, et estimé que le plan de l'Etat, tel qu'il est présenté, est en fait une « boîte à outils » de la Caisse des dépôts était fixé à un niveau trop bas.

Pour M. Henri Ginoux (réf.), il est nécessaire que les engagements en matière de réserves des bilans connaissent un début d'exécution qui pourrait prendre la forme de provisions indisponibles dans l'immédiat ou de comptes bloqués.

Répondant, M. Barre a jugé prématurée toute spéculation sur l'évolution des prix du pétrole, justifiant le système proposé pour la majoration de l'impôt sur le revenu par la nécessité d'aboutir à un dispositif simple permettant un recouvrement rapide et s'est déclaré prêt à examiner, sans engagement, les solutions techniques préconisées pour la révision des bilans.

Après que M. Jean-Pierre Chevènement (P.S.) eut jugé audacieux le pari fait par le gouvernement de maintenir le rythme de la croissance des exportations, M. André Bouloche (P.S.) a douté que l'exécution du budget de 1977, quelque présentée en équilibre, ne s'accompagne pas d'un déficit.

Notant que l'essentiel du dispositif gouvernemental se fonde sur un parallélisme de l'évolution des prix et des revenus, il a considéré que l'augmentation en volume de la production en 1977 (+ 4,8 %) ne bénéficierait pas aux salariés, mais aux titulaires de revenus non salariaux et aux entreprises. Après une intervention de M. Jean-Pierre Cot (P.S.), qui avait noté une contradiction entre l'objectif de développement de l'emploi et l'aide à des investissements qui, loin de créer des postes, peuvent contribuer à en réduire le nombre, M. Roger Combrinon (P.C.) a demandé si les réductions de cotisations sociales et de l'aide à l'investissement pour la hausse des prix fixée par le gouvernement était dépourvue de l'effet traditionnellement.

Le premier ministre, qui a précisé que l'objectif de croissance des exportations de 9 % est plausible, a indiqué que le budget de 1977 ne comporte pas de déficit potentiel. Selon lui, la consommation pourra s'accroître en 1977 soit par un phénomène de dépense soit par le jeu de la modération de la hausse des prix. Constatant que le gouvernement veut maintenir une politique de main-d'œuvre à bon marché, il a indiqué que le choix de 6,5 % constitue un terme de référence pour les décisions de l'Etat.

A L'APPEL DE LA C.G.T., DE LA C.F.D.T. ET DE LA FEN

## La journée du 7 octobre devrait être marquée par des grèves de 24 heures

À l'issue d'une réunion, jeudi 23 septembre, précédée de rencontres durant la nuit du 22 au 23 septembre, la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN ont décidé d'organiser en commun une journée nationale de grève et de manifestations le jeudi 7 octobre. Interrogé sur la portée de la grève, M. Georges Séguy a déclaré : « Le mot grève au singulier a un sens : dans l'ensemble du secteur public et nationalisé, c'est un mot d'ordre de grève, c'est aussi un appel à une journée entière de grève, les fédérations étant invitées à préciser les consignes ».

Dans le communiqué commun, les trois orga-

nisations « dénoncent le plan gouvernemental d'austérité renforcé visant l'ensemble des salariés. Six grandes revendications sont ensuite présentées : pour le maintien du pouvoir d'achat pour tous et sa progression avec priorité aux bas salaires (...), pour la garantie du plein emploi, la réduction de la durée du travail (...), la retraite pleine et entière à soixante ans ; pour une réforme profonde et démocratique de la fiscalité en taxant le capital (...), pour une Sécurité sociale réellement gérée par les représentants des travailleurs (...), pour une éducation et une formation initiale et permanente assurant le droit à l'emploi et la sécurité ; pour le respect et l'élargissement de l'exercice des libertés syndicales ».

À la recherche d'un « consensus implicite » des organisations syndicales et professionnelles, le gouvernement vient d'obtenir contre lui un consensus explicite de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la FEN, pour une grève nationale, le 7 octobre : de surcroît, la FEN a décidé de participer à la journée d'action C.G.T.-C.F.D.T. du 23 octobre pour les jeunes et l'emploi.

Étonnantes retrouvailles, lorsqu'on se souvient des dissensions au début de l'année entre la FEN et la C.G.T., qui accusait la première de céder à un comportement de collaboration de classe en signant des « accords au rabais » dans la fonction publique, et lorsqu'on a, d'autre part, à l'esprit les polémiques récentes entre la C.G.T. et la C.F.D.T.

Que de sinuosités et d'éclats depuis trois semaines ! Le 3 septembre, la C.G.T. prend le risque calculé d'appeler tous les syndicats représentatifs à se rassembler afin d'organiser une riposte nationale pour la défense du pouvoir d'achat et contre « le super-impôt sécheresse ». Les réponses sont rapides chez les partenaires réputés les plus proches de la C.G.T. : la FEN accepte une rencontre, mais avec réserves, en indiquant qu'il faut attendre les décisions ministérielles ; la C.F.D.T., aussi prompt à réagir, émet un « non » catégorique à « tout rassemblement de mécontents ». L'ajournement d'un accord entre les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la métallurgie font même monter le ton. La corde qui lie les centrales de MM. Séguy et Maitre va-t-elle se rompre ? Nouvelle surprise : avant même que le plan de lutte contre l'inflation ne soit adopté par le gouvernement, l'hypothèse d'une riposte syndicale commune prend consistance.

En dévalant à très brève carter, la C.G.T., suivie peu après par la C.F.D.T. et la FEN, n'a-t-elle pas heurté le bon sens de celui qu'on appelle le travailleur de la base ? La C.F.D.T. et la FEN n'ont-elles

pas cédé aux pressions de la première centrale ouvrière ?

La relative précipitation des trois organisations n'a pas étonné les syndicalistes avertis, affirme-t-on dans les états-majors ; dès le 3 septembre, la C.G.T. était convaincue que la politique de M. Barre serait peu différente de celle de M. Chirac. Quant à la C.F.D.T., sans illusion, et à la FEN, ouverte au dialogue, elles se sont vite aperçues, au cours des entretiens à l'hôtel Matignon que leurs revendications ne seraient pas prises en compte, si ce n'est sous forme symbolique. Toutes trois, dès lors, estimant qu'une riposte devait être organisée très rapidement.

Quant aux divergences sur le fond et sur la forme de l'action, elles ont été apaisées par un effort respectif des trois syndicats pour tenir compte de la spécificité et des sensibilités de chacun. La C.G.T., notamment, a multiplié les concessions, parfois importantes, au profit de la FEN. Les cégétistes ont attendu le conseil des ministres pour lancer des consignes précises. Ils ont accepté la date du 7 octobre au lieu du 5, premier jour du débat parlementaire, et ont surtout mis une sourdine à leur appel qui, le 3 septembre, s'adressait, sous forme de « concertation », aux syndicats agricoles. Ils ont écarté leur service de contrôle à leur attitude en 1975 lors de la grève - Halls à la vie chère - de s'adresser aux parts de gauche, tout en précisant qu'ils ne repousseraient pas une participation des partis. Ils ont enfin englobé leur opposition à l'impôt sécheresse dans une liste de critiques et de revendications plus syndicales et plus proches de celles de la C.F.D.T. et de la FEN. Gestes certains de bonne volonté, même si, à la C.G.T., on affirme que « cela allait de soi dès le départ » et que leurs dirigeants se sont toujours déclarés prêts à discuter du contenu d'un accord pour une riposte commune.

Quant à la FEN, qui dès avril 1976 proposait à la C.F.D.T. une action pour la réforme de l'indice officiel

des prix, elle a oublié pour un temps les critiques de la C.G.T. à son égard face aux « agressions » du gouvernement contre le pouvoir d'achat. Et la centrale de M. Edmond Maire a accepté de se rallier à une journée d'action, formule qu'en d'autres temps elle qualifiait d'« étiennage », car, dans un communiqué annexé, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont affirmé que le 7 octobre, puis le 23 octobre, serviront de tremplin à la poursuite de la lutte dans les entreprises.

Les rapprochements conjoncturels, certains diront préélectoraux, entre les trois organisations ne sont certes pas nouveaux : la grève générale du 6 décembre 1973 contre la vie chère et la manifestation du 18 décembre 1975 contre les libertés syndicales après l'affaire des comités de soldats ont connu, dans leur préparation, les mêmes aléas. Les différences entre une C.G.T. qui entend rester la première centrale sur tous les terrains, une C.F.D.T. qui veille à son originalité et une FEN qui n'a pas peur de signer des accords salariaux — ces différences — sont réelles mais ne constituent pas des obstacles insurmontables s'il est vrai que « les camarades de classe et de combat se retrouvent toujours ».

L'unité retrouvée n'en demeure pas moins fragile. Les militants de chaque syndicat sont peut-être aguerris pour oublier, le temps d'un défilé, les diatribes de la veille. Mais tous les autres syndiqués ? Et les hésitants, tous ceux qui, selon leur décision de manifester ou non, transforment une grève en succès ou en défilé ? Il fallait agir vite, même si tous les travailleurs ne se rendent pas encore compte des effets du plan d'austérité, a déclaré M. Maire. Pour les trois alliés, l'annonce du seul maintien du pouvoir d'achat à partir d'un indice des prix très critiqué et le relèvement des cotisations sociales constituent un détonateur suffisant. Pouvaient-elles, d'ailleurs, laisser sans réplique l'appel de M. Barre ?

JEAN-PIERRE DUMONT.

LES MESURES D'AIDE AUX AGRICULTEURS

## Le C.N.J.A. refuse de « participer à la répartition de la pénurie »

Le conseil d'administration du Centre des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.), qui s'est réuni le 23 septembre, a publié un communiqué indiquant que les jeunes ne veulent pas participer à la répartition de la pénurie, à propos de la participation des organisations professionnelles à la répartition des aides entre exploitants. Le Mouvement des exploitants familiaux (MODEF), qui

n'est pas reconnu par les pouvoirs publics, craint « un favoritisme éhonté » dans cette répartition. Enfin, la Fédération de la propriété agricole (F.N.P.A.) constate que la référence au seul chiffre d'affaires, pour imposer certaines exploitations, dénote l'incompréhension des pouvoirs publics devant la situation réelle de l'agriculture ».

Le « paquet » agricole du plan présenté par M. Raymond Barre le 22 septembre, est dans la note de l'ensemble du dispositif. Tradition : pour la troisième année consécutive les exploitants recevront 4,5 milliards de francs de subventions directes. Souci d'équité : les deux cent mille plus gros exploitants sont exclus du bénéfice des aides et des vingt mille les plus riches « offriront » une contribution exceptionnelle.

Son originalité et son habileté tiennent à « l'emballage ». Le montant total des aides à l'agriculture va passer de 10 à 15 milliards de francs. Les centrales paysannes ont réclamé 3 milliards de francs d'impôt (ou contrepartie d'un emprunt) et les sociétés aussi : les automobilistes seront mis à la contribution. Mais quel est l'objectif ? S'agit-il seulement d'aider les agriculteurs victimes de la sécheresse mais encore de secourir les victimes de l'éruption volcanique à la Guadeloupe, de renflouer la Sécurité sociale, d'ajuster les traitements et pensions de certains fonctionnaires. Au total 9,38 milliards de francs seront dépensés dont à peine plus de la moitié pour les agriculteurs. N'est-ce pas pour l'opinion publique l'objectif d'aider le « fardeau paysan » ?

Bref, MM. Barre et Bonnet ont bien joué. A deux égards : — Ils ont dépassionné un débat acide entre agriculteurs et cadres

après avoir brandi le « temps de solidarité » destiné à étouffer les revendications paysannes. Car les agriculteurs n'ont pas osé — n'osent pas encore — se lancer dans un cycle de manifestations de révolte contre le gouvernement. Ils ont préféré une réaction d'attente, hostile des citadins. Aussi se borne-t-on dans les campagnes à s'indigner des « réactions anti-paysannes ».

Le gouvernement a donné l'impression de trahison — mais sans plus — avec les organisations paysannes sur le montant de la note. La commission des comptes de l'agriculture a estimé à 5,5 milliards de francs la baisse prévisionnelle du revenu des exploitants. Après avoir hésité sur le chiffre de 6,2 milliards de francs, le gouvernement s'est arrêté à 6 milliards de francs d'aides. Les centrales paysannes ont réclamé 3 milliards de francs. Mais la rumeur a circulé, qui s'est confirmée depuis, que les experts ruraux avaient fait leurs comptes début de l'année en sous-estimant le volume de la récolte céréalière et l'augmentation du prix des pommes de terre notamment. Finalement, s'ils actualisent leurs calculs, les économistes ruraux trouveraient sans doute une perte de revenu inférieure à 7 milliards de francs. Autrement dit, une aide globale de 6 milliards peut être présentée comme le fruit d'un « équilibre raisonnable » entre l'objectif de lutte contre l'inflation et le souci de venir en aide aux agriculteurs sinistrés.

Les deux « coups » sont incontestablement habiles. (La manière distillée sensiblement de celle employée par M. Chirac, qui avait

## M. BARRE : il y a des inégalités tolérables, celles qui proviennent du travail et du talent.

A une question qui lui était posée jeudi 23 septembre par des journalistes de France-Inter, M. Barre a répondu que « des résultats significatifs seraient atteints à la fin de 1977 dans la lutte contre l'inflation », mais que, dès le courant de l'année prochaine, on pourrait recueillir « de premiers résultats ». M. Barre a précisé que les hausses abusives de prix relevées au cours des dernières semaines avaient décidé au blocage général.

Au sujet de la fiscalité et des droits de succession, le premier ministre a déclaré qu'il ne faisait pas d'annuler le petit jeu de la condamnation de l'héritage. Il a ajouté qu'un impôt sur le capital lui semblait « inopportuniste » en France.

« Il y a des inégalités tolérables, celles qui proviennent du travail, de l'efficacité, du talent. Il y a des inégalités intolérables, celles qui proviennent des rentes de situation », a poursuivi M. Barre, en réponse à une question sur l'injustice sociale.

## M. Mitterrand : je ne vois pas comment le premier ministre pourrait obtenir un consentement national

M. François Mitterrand a déclaré jeudi 23 septembre, à son retour de Londres, au micro d'Europe 1 : « L'inflation est un grand mal. Le rôle du parti socialiste ne sera jamais de pratiquer la politique du pire car elle nuirait à l'intérêt général, en particulier à l'intérêt des travailleurs ».

« Ce qu'il convient maintenant de faire c'est préciser exactement là où il faut dire « c'est bien », là où il faut dire « c'est mal ». La sévérité du jugement porté par M. Barre sur la gestion de ses prédécesseurs atteint directement MM. Chirac, Messmer, Chaban-Delmas, mais aussi le véritable responsable de notre économie depuis sept ans et plus, je veux dire M. Giscard d'Estaing. Comment, dans ces conditions, croire que, chargé de la lutte contre l'inflation, il pourra s'attaquer aux causes profondes du mal ? (1) »

« Tel qu'il apparaît à première lecture, son plan est un ensemble de mesures un peu dispersées, plaquées sur une réalité sociale injuste à laquelle on ne tente pas de remédier. Cela aggrave donc

les inégalités et frappe le plus grand nombre, notamment les salariés, et je ne vois pas comment de telles mesures pourraient obtenir le consentement national réclamé par le premier ministre ».

« M. Barre est devenu un homme politique qui, à la tête du gouvernement, représente l'Etat, les volontés et les besoins d'une catégorie de Français. Je ne doute pas de sa sincérité, ni de son honnêteté, mais il a la charge d'une entreprise collective, celle du gouvernement, et il est maintenant au cinquième plan de lutte contre l'inflation. Il s'agit de la République. Il s'agit de la République. Cette politique on la connaît : nous en sommes maintes fois au cinquième plan de lutte contre l'inflation en peu d'années. Voilà pourquoi je pense qu'il faut être clair. Je porte un jugement politique sur l'économie politique de M. Raymond Barre. »

(1) M. D. L. R. — M. Giscard d'Estaing avait assumé les fonctions de ministre de l'économie et des finances du 18 janvier 1972 au 8 janvier 1976, puis du 22 juin 1976 au 10 mai 1974.

Une grande routière pour le week-end  
europcar  
645.21.25

Jeune 1950





# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. AMERIQUES
  - BRÉSIL : la terreur de droite veut intimider la hiérarchie catholique.
- 2-3. EUROPE
  - ITALIE : la rentrée politique se déroule sous le signe de l'ambiguïté.
  - TCHÉCOSLOVAQUIE : quand le pop music devient une affaire d'Etat.
3. PROCHE-ORIENT
  - La guerre civile au Liban.
4. AFRIQUE
  - RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : les violences raciales à Johannesburg inquiètent la communauté blanche.
5. ASIE
  - PAKISTAN : plusieurs dizaines d'enseignants clandestins ont péri au large des côtes arabes.
6. DIPLOMATIE
  - M. Brejnev viendrait en France à la fin de l'année ou au début de 1977.
7. POLITIQUE
  - La préparation des élections municipales.
- 8-9. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
  - A PROPOS DE... : la politique européenne des pêches.
  - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : l'avenir des compagnies aériennes régionales.
10. JUSTICE
  - AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE POITIERS : le procès des témoins.
  - AU HAVRE : un industriel est accusé pour non-respect du contrôle judiciaire.
11. OUTRE-MER
  - TÉMOIGNAGE : trente ans après le verdict de Nuremberg, crimes de guerre et crimes contre l'humanité.
12. HISTOIRE
  - TÉMOIGNAGE : trente ans après le verdict de Nuremberg, crimes de guerre et crimes contre l'humanité.
13. RELIGION
  - MÉDECINE : Les médicaments pour le troisième âge.
- 14-15. ÉDUCATION
  - Grèves et occupations dans plusieurs établissements à Paris et en province.

**LE MONDE DU TOURISME ET DES INFOS**  
Pages 19 à 25  
TOURISME : Les Antilles sont-elles encore trop loin ? Hôtels au fil des étoiles.  
PLAISIRS DE LA TABLE : Les additions sur la mauvaise pente.  
PHOTO-CINÉMA : A la Photo-Etats de Cologne.  
Mode : Malsen, Sports, Rip-pisme : Jeux, Philatélie.

17. SPORTS
  - OLYMPIQUES : la F.S.G.T. dénonce la « nouvelle dévotion » des pouvoirs publics.
26. INSTITUT
  - La mort de Pierre Boyonac.
- 26 à 28. ARTS ET SPECTACLES
  - DANSE : Balanchine aux Champs-Élysées.
  - FORMES : A contre-courant.
  - THÉÂTRE : le Livre des splendeurs ; la Seguir.
- 31 à 35. LE SICOB
  - L'ordinateur face à l'invasion des publications.
  - Des membres pour le bureau.
- 39 à 44. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
  - TIERS-MONDE : les prêts de la Banque mondiale se sont accrus de 15 %.
  - PRESSE : un film sur le conflit du Parisien libéré et deux livres sur les thèses en présence.
  - LES RÉACTIONS AU PLAN BARRE : journée nationale d'action le 7 octobre, à l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la FEN.
  - La C.N.J.A. refuse de participer à la répartition de la pénurie.

**LIRE ÉGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (38)  
Annonces classées (36 à 38) : Aujourd'hui (16) ; Courrier (17) ; Journal officiel (16) ; Loto national (16) ; Météorologie (16) ; Mots croisés (16) ; Bourse (45).

Le numéro du « Monde » daté 24 septembre 1976 a été tiré à 610 649 exemplaires.

A B C D E F G

## A Rabat

### Les autorités dénoncent les informations « fantaisistes » sur la santé du roi Hassan II

L'agence espagnole Europa Press a annoncé jeudi que le roi Hassan II du Maroc allait être admis, vendredi 24 septembre, dans une clinique de Madrid pour y être opéré d'un cancer du rectum. Un porte-parole de la clinique Ruber a précisé, selon l'agence Reuters, que l'ambassadeur chérifien à Madrid avait retenu, à partir de jeudi, des chambres dans cet établissement, le souverain devant y subir un check-up approfondi sous la responsabilité de quatre médecins marocains. Quelques jours auparavant, le quotidien *Arriba*, organe du Mouvement franquiste, avait publié, en première page, une dépêche de l'agence espagnole Pyresa, annonçant que le roi était gravement malade.

Ces nouvelles ont été démenties par les ambassades marocaines à Madrid et à Paris. Jeudi, le ministre marocain de l'Information, M. Benhima, s'est étonné des informations « fantaisistes » circulant à ce sujet. Il a souligné que le souverain avait été très actif ces derniers temps et que, mercredi, il avait offert un dîner en l'honneur des docteurs de la foi venus de différents pays musulmans pour donner des conférences à l'occasion du Ramadan.

Le roi a subi à plusieurs reprises des interventions qualifiées de « bénignes ». La première d'entre elles remonte à juillet 1965 ; il avait été question alors d'une tumeur inflammatoire de la région ischio-rectale. La récurrence de ce mal a nécessité à intervalles plus ou moins réguliers des soins donnés par une équipe de spécialistes français et marocains, dirigée par le professeur Aronow, professeur au collège de médecine des hôpitaux de Paris, et qui a notamment publié deux ouvrages consacrés à la chirurgie anale. Jusqu'à présent, le souverain a été opéré dans le bloc opératoire spécialement aménagé au palais. La dernière intervention a eu lieu le 15 janvier 1975 (le *Monde* du 17 janvier). Les médecins avaient alors indiqué qu'elle s'était déroulée « dans d'excellentes conditions » et que l'état du monarque était « entièrement satisfaisant ».

En privé, certains responsables marocains affirment que les rumeurs alarmistes circulant sur la santé du roi s'inscrivent dans la guerre psychologique menée par le front Polisario, qui lutte pour l'indépendance du Sahara-Occidental et bénéficie à Madrid de solides sympathies. Ils font remarquer que les premiers bruits à ce sujet ont circulé à El Alou, capitale de l'ancienne colonie espagnole. — D. J.

### En Indonésie DES PERSONNALITÉS RELIGIEUSES SERAIENT COMPROMISES DANS LE « COMLOT » CONTRE LE PRÉSIDENT SUHARTO

Les autorités indonésiennes ont donné quelques précisions au sujet du complot qui aurait été déjoué et visait à remplacer à la tête de l'Etat le général Suharto par M. Hatta (le *Monde* du 23 septembre). Un ancien fonctionnaire du ministère de l'Agriculture et non un ancien ministre, comme nous l'écrivions hier sur la foi d'une première dépêche, M. Sawito Kartowidjono, a été l'initiateur de la tentative de faire signer une lettre demandant la démission du président Suharto. Plusieurs personnalités auraient signé ce document sans le lire sérieusement et sans en avoir conscience. Parmi elles, le cardinal Darmasudarmo, le général en retraite Simatupang, président de l'Union des Eglises protestantes, de M. Hamka, président du conseil islamique indonésien, et de M. Said Sukanto, président d'une association religieuse.

Quatre personnes ont été arrêtées, dont on ignore les liens éventuels avec les chefs spirituels du pays. Il s'agit notamment de M. Sujiyo, ancien ambassadeur en Thaïlande et du fils d'un ancien dirigeant (décedé), M. Ali Sastroamidjojo, qui a joué un rôle important dans la vie politique à Djakarta après 1945. — (A.P.)

[On comprend mal comment de telles personnes auraient signé par distraction un pareil document et comment elles auraient pu être manipulées par un obscur fonctionnaire. Le fait de signer une lettre ne peut, d'autre part, être assimilé à un complot. En jetant le doute sur les activités de ces personnalités, le régime n'a-t-il pas voulu prévenir les critiques qui s'élevaient ou pourraient s'élever dans les milieux religieux avant les élections du 5 mai au sujet des menues politiques à Djakarta, de la corruption notamment ? Le 27 août, les étudiants catholiques avaient adressé un mémorandum au président Suharto ; ils rappelaient qu'ils avaient contribué à la chute du régime Suharto en 1965, et dénonçaient la corruption. Si le général Simatupang avait, le mois dernier, critiqué certains aspects du régime, il avait ajouté qu'il fallait œuvrer au sein du régime et il avait, en particulier, invité ses amis protestants à prendre au sérieux l'échéance électorale de mai 1977.]

### A l'Élysée PREMIÈRE RÉUNION DU CONSEIL DE POLITIQUE NUCLÉAIRE EXTÉRIEURE

La première réunion du conseil de politique nucléaire extérieure s'est déroulée, vendredi 24 septembre, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. Créé par un décret du président de la République paru au *Journal officiel* du 3 septembre dernier (le *Monde* du 5 septembre), ce conseil réunit, autour du chef de l'Etat, le premier ministre, le ministre des affaires étrangères, le ministre délégué auprès du premier ministre chargé de l'économie et des finances, les ministres de la défense, de l'industrie et de la recherche, ainsi que l'administrateur général des Commissariats à l'énergie atomique.

La création du conseil de politique nucléaire extérieure, au lendemain de la formation du nouveau gouvernement dirigé par M. Raymond Barre, est intervenue après plusieurs événements qui avaient attiré l'attention de l'opinion internationale sur la question de l'exportation de technologie nucléaire, notamment la décision de Paris de vendre deux centrales à l'Afrique du Sud, et les menaces du secrétaire d'Etat américain, M. Henry Kissinger, pour tenter de faire échouer au projet français de fourniture au Pakistan d'une centrale de retraitement des combustibles irradiés. On sait d'autre part que la France envisage de vendre des centrales à l'Argentine et la Chine.

Aucun ordre du jour de la première réunion du conseil n'a été communiqué. Le conseil étant officiellement chargé de définir et de coordonner les différents aspects de la politique nucléaire extérieure, notamment en ce qui concerne l'exportation de technologies, équipements et produits nucléaires sensibles, il est probable que les différents problèmes liés à la vente de centrales au moins étudiés. Plus largement, ont certainement été évoqués les différentes positions qu'entend prendre le gouvernement sur le problème de la prolifération des équipements nucléaires, notamment au sein du club des pays exportateurs de technologie nucléaire qui a tenté, au cours de plusieurs réunions organisées à Londres, de définir des « principes » auxquels devraient se soumettre les pays désireux d'acquiescer des connaissances ou des équipements dans ce domaine (le *Monde* du 9 juin).

## A la S.N.C.F. UNE GRÈVE DE CONTRÔLEURS ET DE CHEFS DE TRAIN PERTURBE LE TRAFIC DE BANLIEUE

Une nouvelle grève à la S.N.C.F. a surpris, ce vendredi matin 24 septembre, une partie des usagers de la banlieue parisienne. D'après un préavis général déposé par les cheminots C.G.T. — qui ont reçu par endroits, notamment dans les gares parisiennes, l'appui de la Fédération C.F.D.T. des transports, — ce mouvement devait durer jusqu'au lundi 27 septembre à 6 heures du matin.

Cette grève a été déclenchée par les agents d'accompagnement de la S.N.C.F., c'est-à-dire les contrôleurs et les chefs de train qui, comme presque chaque année désormais, expriment leur mécontentement au moment du changement des horaires saisonniers. Ils protestent en effet contre l'aggravation de leurs conditions de travail « du fait de l'insuffisance des effectifs après la mise en place du service d'hiver ».

Vendredi matin, cette grève a paralysé un train de banlieue sur deux, selon la direction de la S.N.C.F. pour les réseaux qui concernent les gares des Invalides, de Lyon, d'Austerlitz, Montparnasse et Saint-Lazare. Les autres trains circulaient normalement. En province, des arrêts de travail étaient prévus à Rouen, Rennes, Nantes, Limoges, Tours, Toulouse, Bordeaux, Dijon, Lyon.

La Fédération française des travailleurs du Livre (F.F.T.L.) appelle l'ensemble de ses syndicats, de ses militants et des travailleurs du Livre à prendre toutes initiatives pour assurer le plein succès de l'action déclenchée par la C.G.T., la C.F.D.T. et la Fédération des travailleurs du Livre à la journée nationale de grève du 7 octobre constituera une véritable démonstration de leur volonté d'opposer au plan de régression sociale de Giscard-Barre et au démantèlement de l'industrie graphique française.

## Après dix ans de coopération spatiale Français et Soviétiques envisagent l'envoi d'un ballon dans l'atmosphère de Vénus

La treizième conférence annuelle de coopération spatiale franco-soviétique s'est réunie à Leningrad du 8 au 17 septembre. Environ soixante-dix Français et deux fois plus de Soviétiques y participaient. La conférence a fait le point des programmes en cours, et défini plusieurs projets pour continuer à l'avenir une collaboration qui dure depuis déjà dix ans.

Le projet le plus spectaculaire concerne l'envoi en 1983 d'un ballon dans l'atmosphère de Vénus. Construit en France, le ballon porterait une nacelle soviétique et des appareils de mesure communs aux deux pays. Mais ce n'est encore qu'un projet, qui doit être approuvé par les responsables des deux pays. Une décision interviendra en 1977.

## LE FRANC RESTE TOUJOURS ASSEZ FAIBLE

Le franc restait relativement faible vendredi matin, sur le marché des changes, où le programme du gouvernement Barre continue d'être suivi. Le franc a été coté à 4,915 francs, et si le change avec le deutschemark apparaît légèrement plus favorable (à 1,95 franc), cela tient à une légère baisse de la devise allemande par rapport au dollar, à Francfort. D'une façon générale, les transactions étaient peu nombreuses, mais le marché se réchauffait mal des spéculations qu'il avait connues la veille quand, en l'espace d'une demi-heure, on avait vu, à Paris, le dollar monter de 20 francs à 4,93 francs et l'annonce de la grève du 7 octobre. Autre fait notable : la livre sterling continue de s'affaiblir, elle était cotée entre 1,959 et 1,959 dollar.

On n'enregistre guère de changement sur le marché de l'or.

## PRIX SPÉCIAUX PENDANT TRAVAUX

Pour compenser la gêne inévitable occasionnée par les considérables travaux effectués dans nos magasins, nouveaux locaux, ventes, escaliers, aménagements,

## PRIX EXCEPTIONNELS SUR DE TRES NOMBREUX TISSUS D'AMEUBLEMENT

en velours, tapisseries, jacquards, toiles, tapisseries, satins, etc.

## NOUVELLES COLLECTIONS TISSUS "COUTURE" AUTOMNE-HIVER 1976-77

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

## < Concertation > à la conférence des présidents d'université

M. Jean Dry élu premier vice-président

Un médecin parisien succède à un médecin provincial à la tête de la conférence des présidents d'université (Paris VII), professeur de clinique médicale, a été élu, jeudi 23 septembre, par cinquante-huit voix, onze bulletins blancs et quatre nuls, pour succéder à M. Henri Gastaut, neurologue (Aix-Marseille III), comme premier vice-président de la conférence (la présidence revenant au secrétaire d'Etat aux universités).

M. Dry, qui bénéficiait de l'appui de Mme Samier-Seltz, avait obtenu 37 voix au second tour, contre 34 à M. Jean-Pierre Sahane, représentant une autre grande université scientifique parisiennaise (Paris-Sud) et soutenu par les présidents de « gauche ». Le choix de la conférence a indiqué que les critères seraient « africains », que des modifications en fonction de réalités locales seraient possibles, et que les crédits pourraient être réaffectés à l'I.U.T. qui obtiendrait une participation satisfaisante des « professionnels ». Mais sur le dernier, elle s'est contentée de souligner qu'elle ne pouvait pas contraindre à vivre ensemble des gens qui ne le voulaient pas. L'amélioration des relations de Mme Samier-Seltz avec les présidents sera-t-elle durable ? On le saura si elle accepte de venir à leur prochaine réunion, le 21 octobre.

G. H.

## INCIDENT AU COMITÉ TECHNIQUE PARITAIRE DE LA POLICE NATIONALE

Le Syndicat national autonome des policiers en civil exprime dans un communiqué sa « vive indignation » à la suite des dispositions qui ont été notifiées aux représentants des différents corps de la police nationale, réunis, jeudi 23 septembre, au comité technique paritaire. Le syndicat ajoute que « les délégués des inspecteurs et des enquêteurs abusent de leur position pour qu'ils quittent la séance en refusant de discuter plus avant de l'attribution d'une prime en lieu et place de la parité initiale de la gendarmerie ». « Cette parité, ajoute le S.N.A.P.C., avait fait l'objet en décembre 1974 d'un engagement écrit de M. Ponthou, ministre de l'Intérieur, pris au nom du gouvernement et qui devait se concrétiser après la promulgation de la réforme de l'armée intervenue en décembre 1975. »

En dépit d'un projet cohérent, souligne le S.N.A.P.C., conforme à l'engagement du ministre et élaboré pendant le premier semestre 1976 par le comité technique paritaire de la police nationale, la commission nous est imposée pour refuser des mesures qui concourraient au renforcement de la sécurité. Enfin, le S.N.A.P.C. demande à ses mandataires de se prononcer sur des consignes d'action qui, pour première étape, prendraient la forme d'une journée de réflexion.

## REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels  
de **8,50 à 11,60 %**  
taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :

**SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS**  
28, bd d'Italie 600 A/B.P. 31  
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques sous le n° L.M. 7  
Affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz.



## Venez visiter nos 5 étages d'exposition

Le plus grand choix de marques de Paris  
Neuf et occasion toutes marques  
Location - Vente - Achat - Réparations - Accord - Transport

**hamm**  
Instruments de musique.

135-139 r. de Rennes - Paris 75006 - Tél : 544 38-66  
Parking - Près gare Montparnasse.



135-139 r. de Rennes - Paris 75006 - Tél : 544 38-66